

Communauté de
communes Terroir de Caux



Communauté de Communes

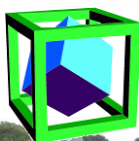
Commune de

Quiberville

Rapport de présentation

Approuvé par le conseil communautaire le 24 septembre 2020

chargé
d'études

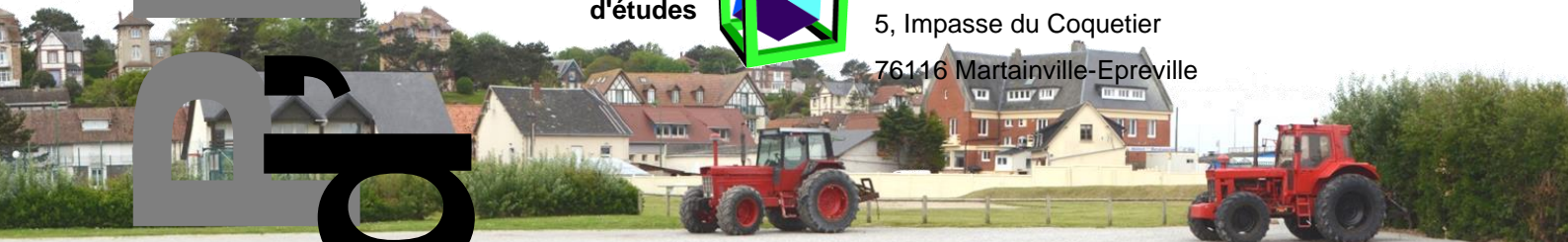


Perspectives

Gauvain ALEXANDRE Urbaniste

5, Impasse du Coquetier

76116 Martainville-Epreville



SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
INTRODUCTION	7
I. Qu'est-ce qu'un PLU ?	7
II. Pourquoi réviser le POS en PLU ?	7
II.1. Les droits des sols avant le PLU	7
II.2. Objectifs initiaux de la municipalité	8
III. Contenu du rapport de présentation	9
1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX	10
I. Situation	10
II. Contexte administratif	11
II.1. Les communes limitrophes	11
II.2. La Communauté de Communes Terroir de Caux	11
III. Articulation avec les documents supra-communaux	14
IV. Les servitudes d'utilité publique	16
V. Démographie	17
V.1. Evolution historique de la population	17
V.2. Croissance récente	18
V.3. Pyramide des âges	19
VI. Logement	20
VI.1. Evolution historique	20
VI.2. Caractéristiques du parc de logements	22
VI.3. Occupation des logements	24
VI.1. Marché immobilier	25
VII. Economie	26
VII.1. Population active	26
VII.2. Activité économique locale	27
VII.1. Bassin d'emplois extérieurs	27
VIII. Equipements communaux	29
IX. Les infrastructures de déplacements	31
IX.1. Infrastructures routières et circulation	31
IX.2. Accès au territoire Normand	31
IX.3. Capacités de stationnements ouverts au public	32
IX.4. Transports collectifs	33
IX.5. Voies douces	33
X. Les mobilités	35
X.1. Polarités proches	36
X.2. Les déplacements domicile – travail	37
X.3. Les mobilités scolaires	38

SOMMAIRE

X.4.	Les mobilités commerciales et d'accès aux services	39
X.5.	Les mobilités de loisirs	39
XI.	Agriculture	39
XI.1.	Qualité des sols	39
XI.2.	Superficie agricole utilisée	40
XI.3.	Exploitations agricoles	40
XI.4.	Productions locales et respect du principe de réciprocité vis-à-vis des structures d'élevage	42
XI.5.	Enjeux par rapport à l'urbanisation	43
XII.	Projet territorial de la basse vallée de la Saône	43
XII.2.	Le projet	44
XII.3.	Les partenaires impliqués	44
XII.4.	Avancement du projet	44
2EME PARTIE :	ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	45
I.	Milieu physique	45
I.1.	Climat	45
I.2.	Qualité de l'air et énergie	46
I.3.	Qualité des sols	49
I.4.	Qualité des eaux de baignade	50
I.5.	Contexte géologique	50
I.6.	Contexte hydrogéologique	51
I.7.	Contexte hydrologique	55
II.	Milieu humain	57
II.1.	Risques majeurs	57
II.2.	Acoustique	72
II.3.	Déchets	72
II.4.	Assainissement	74
II.5.	Communications numériques	74
II.6.	Patrimoine culturel et historique	74
III.	Sites Natura 2000	76
III.1.	Site Natura 2000 FR 2300139 - « Littoral Cauchois »	78
III.2.	Site Natura 2000 FR 2310045 – « Littoral Seino-Marine »	86
IV.	Milieu naturel (Hors Natura 2000)	88
IV.1.	Sites naturels remarquables et protégés	88
IV.2.	Trame verte et bleue	96
V.	Le paysage communal	106
V.1.	Structure et fonctions du paysage	106
V.2.	La vallée de la Saône, une vallée littorale	106
V.3.	Le bourg de Quiberville, perché sur le plateau de Caux Maritime	108
V.4.	Description des paysagères de Quiberville	108
V.5.	Le patrimoine naturel quibervillais	118
VI.	Architecture	120
VI.1.	Architecture vernaculaire cauchoise	121
VI.2.	Architecture balnéaire	122
VI.3.	Zoom sur les maisons aux balcons	124
VI.4.	Architecture contemporaine	124
3EME PARTIE :	LA CONSOMMATION DE L'ESPACE PAR L'URBANISATION	126

SOMMAIRE

I. Consommation de l'espace par l'urbanisation	126
I.1. Méthodologie	126
I.2. Evolution de la morphologie urbaine	126
I.3. Consommation de l'espace entre 2006 et 2015	130
II. Analyse de la capacité de densification et de mutation des espaces bâtis	132
II.1. Méthodologie	132
II.2. Exclusions	132
II.3. Bilan des capacités de densification et de mutation des espaces bâtis	132
4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET	135
I. Rappel des éléments clés du diagnostic	135
I.1. Diagnostic territorial	135
I.2. Etat initial de l'environnement	137
II. Orientation n°1 : Préserver le cadre de vie exceptionnel de la commune, à cheval entre vallée littorale et plateau cauchois	142
II.1. Action n°1 : Protéger le patrimoine naturel typique du Pays de Caux	142
II.2. Action n°2 : Protéger le patrimoine bâti	147
II.3. Action n°3 : Assurer la poursuite des pratiques assurant la gestion du paysage et de l'espace par l'agriculture (prairies humides, haies ...)	150
II.4. Action n°4 : Préserver les coupures d'urbanisation	150
II.5. Action n°5 : Préserver les perspectives remarquables	151
II.6. Action n°6 : Protéger les zones Natura 2000	155
II.7. Action n°7 : Protéger les ZNIEFF	156
II.8. Action n°8 : Protéger les zones humides	157
II.9. Action n°9 : Protéger la bande littorale des 100m	158
II.10. Action n°10 : Protéger les espaces remarquables du littoral	160
II.11. Action n°11 : Limiter les développements de l'urbanisation au sein des espaces proches du rivage	166
II.12. Action n°12 : Préserver et développer la trame verte et bleue	169
II.13. Action n°13 : Mettre en valeur la trame verte et bleue	175
II.14. Action n°14 : Etre attentif à la qualité sanitaire des constructions dans le périmètre de protection du captage de Quiberville	176
III. Orientation n°2 : Engager la transition de l'économie du territoire dans la dynamique du projet territorial de la basse vallée de la Saône	177
III.1. Action n°1 : Développer un projet touristique en remplacement du camping municipal	177
III.2. Action n°2 : Repenser l'aménagement de l'espace de vente des produits de la pêche	184
III.3. Action n°3 : Améliorer le front de mer de Quiberville	185
III.4. Action n°4 : Recycler le parc à huîtres	185
III.5. Action n°5 : Maintenir la capacité de stationnement au niveau de la station balnéaire de Quiberville	187
III.6. Action n°6 : Créer une liaison douce dans la vallée, entre le nouveau projet touristique et la mer	189
III.7. Action n°7 : Mener cette transition territoriale en concertation avec les partenaires de la commune et les territoires voisins	190
IV. Orientation n°3 : Assurer l'équilibre entre le développement de l'habitat résidentiel et balnéaire, la consolidation des activités agricoles et la préservation du caractère rural et balnéaire de la commune	191
IV.1. Action n°1 : Construire environ 4 à 5 logements par an	191
IV.2. Action n°2 : Compenser la captation des logements par les résidences secondaires	197
IV.3. Action n°3 : Rajeunir la population de Quiberville, qui a beaucoup vieilli depuis les années 2000	197
IV.4. Action n°4 : Diversifier la production de logement (mixité locative et intergénérationnelle)	198
IV.5. Action n°5 : Réduire la consommation foncière par logement par rapport à la décennie passée : densité d'environ 12 logements par hectare pour les opérations de construction groupées	199
IV.6. Action n°6 : Prioriser la construction de logements au sein des dents creuses	200
IV.7. Action n°7 : Conforter le centre bourg par l'accueil de logements	200
IV.8. Action n°8 : Définir les zones constructibles en cohérence avec la capacité des réseaux existants	202

SOMMAIRE

IV.9.	Action n°9 : Protéger l'agriculture communale	202
IV.10.	Action n°10 : Encourager la mixité fonctionnelle au sein des zones bâties	205
IV.11.	Traduction dans la délimitation des zones constructibles	206
V.	Orientation n°4 : Poursuivre l'aménagement du territoire au service de la qualité de vie des habitants	217
V.1.	Action n°1 : Améliorer le débit des connexions internet	217
V.2.	Action n°2 : Développer les services d'aide à la personne	217
V.3.	Action n°3 : Construire un nouveau local pour les services techniques	217
V.4.	Action n°4 : Améliorer les conditions de circulation sur le front de mer en haute saison	218
V.5.	Action n°5 : Libérer le front de mer des véhicules en stationnement	218
V.6.	Action n°6 : Relier la route de la vallée et la route de la mer	218
V.7.	Action n°7 : Protéger les habitants des risques naturels liés aux effondrements de cavités souterraines	219
V.8.	Action n°8 : Protéger les habitants des risques naturels liés aux inondations	220
V.9.	Action n°9 : Protéger les habitants des risques naturels liés aux éboulements de falaise	220
V.10.	Action n°10 : Protéger les habitants des risques naturels liés au retrait / gonflement des argiles	221
VI.	Compléments techniques de la justification du projet de PLU	222
VI.1.	Découpage en zones et tableau des surfaces	222
VI.2.	Règlement écrit	223
VI.3.	Orientations d'aménagement et de programmation	242
VI.4.	Synthèse de la prise en compte de la loi littoral	242
	5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL	250
I.	Contexte réglementaire	250
II.	Objectifs de l'élaboration du plan local d'urbanisme, de l'évaluation environnementale et articulation avec les autres documents et lois d'urbanisme	250
II.1.	Objectifs de l'élaboration du plan local d'urbanisme	250
II.2.	Objectifs de l'évaluation	251
II.3.	Articulation avec les documents de planification supra-communaux	252
II.4.	Application de la loi Littoral	260
III.	Caractérisation des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du PLU	261
III.1.	Secteur à enjeux de l'ancienne ferme du bourg (zone AUC1)	261
III.2.	Secteur à enjeux de la rue de l'église (zone AUC2)	261
III.3.	Secteur à enjeux de la restructuration des outils touristiques (zones AUt et Ut2)	262
III.4.	Secteur à enjeux stationnement et circulations douces (zones Uc, Nt, Nerl)	262
IV.	Analyse des incidences notables prévisibles	262
IV.1.	Incidences : définition et présentation	262
IV.2.	Analyse des orientations du PADD	262
IV.3.	Analyse thématique des incidences notables probables de l'élaboration du plan local d'urbanisme sur le milieu physique	265
IV.4.	Le climat	265
IV.5.	Incidences notables probables de l'élaboration du plan local d'urbanisme sur la ressource en eau	267
IV.6.	Incidences notables probables et mesures de l'élaboration du plan local d'urbanisme sur le milieu naturel (hors Natura 2000)	270
IV.7.	Incidences notables probables de l'élaboration du plan local d'urbanisme sur les sites Natura 2000	275
IV.8.	Incidences notables probables de l'élaboration du plan local d'urbanisme sur le milieu humain	284
IV.9.	Incidences notables probables de l'élaboration du plan local d'urbanisme sur les risques naturels et anthropiques	287
IV.10.	Incidences notables probables de l'élaboration du plan local d'urbanisme sur le paysage, le patrimoine et le cadre de vie	290
V.	Mesures prises pour éviter, réduire, compenser	292

SOMMAIRE

VI.	Définition des critères, indicateurs et modalités retenues pour suivre les effets du document sur l'environnement	294
VII.	Description de la méthodologie	295
VIII.	Résumé non technique	298
VIII.1.	Analyse de l'état initial de l'environnement	298
VIII.2.	Les incidences de l'élaboration du document sur l'environnement et mesures associées	303
VIII.3.	Explication du projet	305

INTRODUCTION

I. Qu'est-ce qu'un PLU ?

D'après « le projet d'aménagement et de développement durables » - CERTU et DGUHC - avril 2002 :

La loi « Solidarité et Renouvellement Urbain » a créé, avec le Plan Local d'Urbanisme, un document fédérateur de l'ensemble des règles d'urbanisme communales.

Les PLU sont les outils principaux de définition et de mise en œuvre, à l'échelle communale, des **politiques urbaines**. Ils traduisent le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) des communes défini à partir d'un diagnostic et d'une analyse de l'état initial de l'environnement. Ils constituent un cadre de cohérence pour les différentes actions et opérations d'aménagement souhaitées par la collectivité dans le respect des principes définis par la loi.

Les PLU précisent le droit des sols et permettent d'exprimer le projet de la commune sur l'intégralité de son territoire.

Véritables plans d'urbanisme, les PLU sont des documents à la fois stratégiques et opérationnels, énonçant les règles à court terme inscrites dans une vision prospective à moyen terme. Ils se distinguent des POS en privilégiant la prise en compte globale des enjeux et le projet urbain par rapport à une vision uniquement réglementaire. Plus lisibles pour les citoyens, ils facilitent la concertation à laquelle ils sont soumis.

II. Pourquoi réviser le POS en PLU ?

II.1. Les droits des sols avant le PLU

II.1.1. Du 27 mars 2017 à l'approbation du présent PLU

Avant l'approbation du présent Plan Local d'Urbanisme (PLU), la commune de Quiberville était soumise au Règlement National d'Urbanisme (RNU).

En application de l'article L111-3 du code de l'urbanisme, les constructions étaient interdites en dehors de la partie actuellement urbanisée (PAU) de la commune (l'article L111-4 énumère les cas pour lesquels certains travaux ou constructions pouvaient être autorisés hors des PAU).

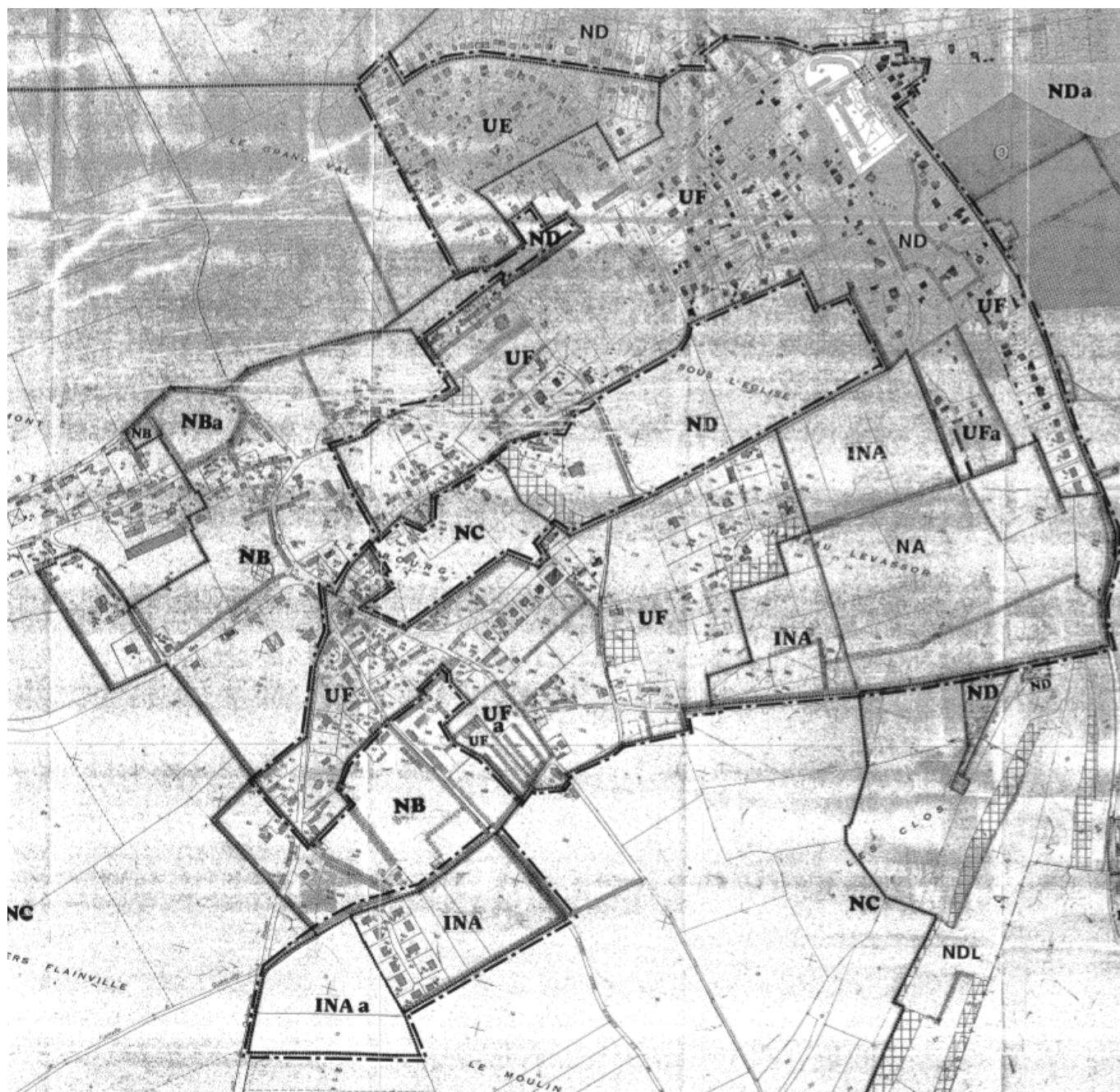
II.1.2. Du 22 juillet 1995 au 27 mars 2017

Cette situation était pourtant assez récente, car Quiberville disposait auparavant d'un Plan d'Occupation des Sols (POS), approuvé le 14 décembre 1993. Celui-ci a été rendu caduc le 27 mars 2017 en application de la loi ALUR.

Le POS ayant réglementé les droits des sols pendant 25 ans à Quiberville, il est intéressant d'en dresser un court bilan :

- De nombreuses constructions individuelles ont été réalisées à l'intérieur des zones constructibles UE, UF et NB ;
- La zone 1NAa au sud du bourg a été entièrement aménagée (lotissement communal) ;
- La zone 1NA de la rue du Levant a été partiellement aménagée (lotissement privé) ;
- La zone 1NA de la rue des Vergers est restée vierge ;
- La zone de protection du site ND (pour sa qualité et son caractère naturel ou en raison des risques) a effectivement protégé les espaces concernés, y compris les espaces à fort enjeu paysager à l'intérieur de l'urbanisation.

INTRODUCTION



Extrait du plan du POS

II.2. Objectifs initiaux de la municipalité

Les **objectifs initiaux** ont été précisés par la délibération du conseil municipal du 27 octobre 2015 (et ont été enrichis au cours des études) :

- Posséder une maîtrise foncière de la commune pour assurer son développement ;
- Dynamiser et mettre en valeur le bourg afin notamment de permettre le retour de la population dans le cœur du bourg ;
- Protéger et valoriser le patrimoine bâti et non bâti ;
- Assurer un équilibre entre les diverses activités de la commune : agriculture, tourisme et commerce ;
- Assurer l'adéquation entre le développement du territoire communal et les objectifs du Grenelle de l'environnement ;

INTRODUCTION

- Organiser l'espace communal afin de créer des lieux de vie de qualité pour toutes les tranches d'âges de la population ;
- Maintenir par un développement harmonieux un habitat de qualité dans le village.

III. Contenu du rapport de présentation

Le rapport de présentation (d'après les articles L151-4 et R151-1 à R151-5 du code de l'urbanisme) :

- Expose le diagnostic (partie II) ;
- Analyse les capacités de densification et de mutation des espaces bâtis (partie III) ;
- Analyse l'état initial de l'environnement (partie IV) ;
- Justifie le projet (partie V) ;
- Intègre le rapport environnemental (partie VI) ;
- Ainsi que son résumé non technique (partie VII) ;
- Définit les indicateurs qui serviront à évaluer périodiquement les résultats de l'application du plan (partie VIII).

1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX

I. Situation

Quiberville est une commune littorale, située entre Dieppe et Saint-Valery-en-Caux, dans l'estuaire de la Saône.

D'un point de vue administratif, Quiberville appartient à la région de la Normandie, département de la Seine-Maritime, arrondissement de Dieppe et canton de Dieppe-1.



Figure 1 : Situation de la commune (source IGN)



Figure 2 : Géographie proche (source IGN)

II. Contexte administratif

II.1. Les communes limitrophes

Quiberville est entouré par les communes suivantes, données dans le sens des aiguilles d'une montre :

Commune	Document d'urbanisme	Nature de la limite avec Quiberville
Sainte-Marguerite-sur-Mer	POS / PLU	Camping de la plage Quiberville sur Mer / Urbanisation de Sainte-Marguerite-sur-Mer / Zones naturelle et agricole en rétro littoral
Longueil	PLU	Zones naturelle et agricole
Le Bourg-Dun	Carte communale	Zone agricole
Saint-Aubin-sur-Mer	PLU	Plage, falaise et zone agricole

Figure 3 : Etat de la planification urbaine des communes limitrophes

II.2. La Communauté de Communes Terroir de Caux

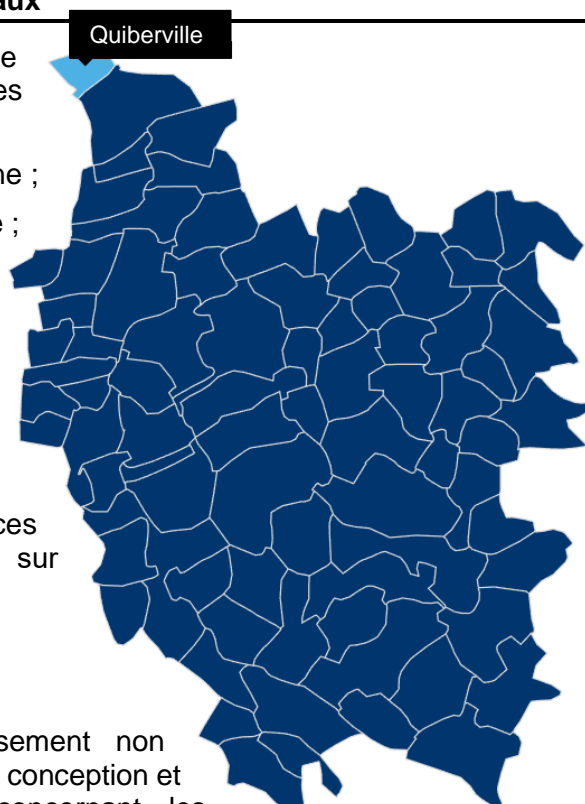
La Communauté de Communes Terroir de Caux est née le 1^{er} janvier 2017 de la fusion des collectivités suivantes :

- La Communauté de Communes Saône et Vienne ;
- La Communauté de Communes Varenne et Scie ;
- La Communauté de Communes des Trois Rivières ;
- Les communes de Bracquetuit, Cressy, Croy.

Cette nouvelle collectivité représente **79 communes** pour plus de **38 000 habitants**.

La communauté de communes possède les compétences suivantes (d'après la base nationale sur l'intercommunalité) :

- Environnement et cadre de vie
 - ☐ Assainissement non collectif
 - ☐ Contrôle des installations d'assainissement non collectif existantes, ainsi que contrôle de conception et de bonne exécution des travaux concernant les installations neuves - Traitement des matières de vidange - À la demande des propriétaires, entretien et travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif
 - ☐ Collecte des déchets des ménages et déchets assimilés
 - ☐ Traitement des déchets des ménages et déchets assimilés
 - ☐ Autres actions environnementales
- Sanitaires et social
 - ☐ Activités sanitaires
 - ☐ Action sociale



1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX

■ Politique de la ville

- ☐ Dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale

■ Développement et aménagement économiques

- ☐ Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale ou touristique
- ☐ Action de développement économique (Soutien des activités industrielles, commerciales ou de l'emploi, soutien des activités agricoles et forestières...)

■ Développement et aménagement social et culturel

- ☐ Construction ou aménagement, entretien, gestion d'équipements ou d'établissements culturels, socioculturels, socio-éducatifs
- ☐ Construction ou aménagement, entretien, gestion d'équipements ou d'établissements sportifs
- ☐ Activités périscolaires
- ☐ Activités culturelles ou socioculturelles
- ☐ Activités sportives

■ Aménagement de l'espace

- ☐ Schéma de cohérence territoriale (SCOT)
- ☐ Schéma de secteur
- ☐ Plans locaux d'urbanisme (plan local d'urbanisme intercommunal, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale)
- ☐ Création et réalisation de zones d'aménagement concerté (ZAC)
- ☐ Constitution de réserves foncières
- ☐ Transport scolaire
- ☐ Prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement au sens du code de l'urbanisme
- ☐ Etudes et programmation

■ Voirie

- ☐ Création, aménagement, entretien de la voirie

■ Développement touristique

- ☐ Tourisme (Participation, par le biais de l'office de tourisme d'Auffay-Trois Rivières, à la définition et à la mise en place d'actions touristiques concernant tout ou partie du territoire communautaire)

■ Logement et habitat

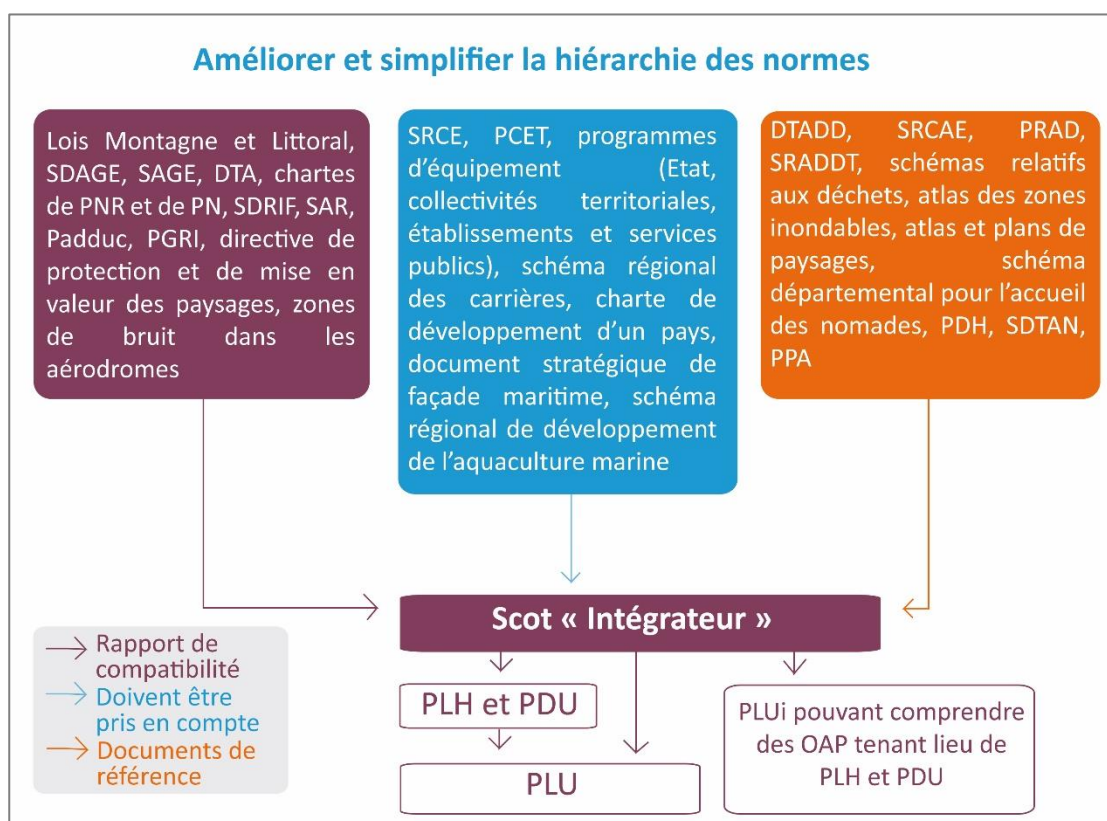
- ☐ Programme local de l'habitat
- ☐ Politique du logement social (Contingent de logements sociaux)
- ☐ Action et aide financière en faveur du logement social d'intérêt communautaire
- ☐ Action en faveur du logement des personnes défavorisées par des opérations d'intérêt communautaire
- ☐ Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH)

■ Autres

1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX

- ☐ Préfiguration et fonctionnement des Pays
- ☐ Gestion de personnel (policiers municipaux et garde champêtre...)
- ☐ Acquisition en commun de matériel
- ☐ NTIC (Internet, câble...) – Aménagement numérique et déploiement du très haut débit
- ☐ Autres – Élaboration du Plan Communal de Sauvegarde – Maisons de services publics ...

III. Articulation avec les documents supra-communaux



Documents avec lesquels les documents d'urbanisme doivent être compatibles ou qu'ils doivent prendre en compte (source DDTM 76)

ENJEU

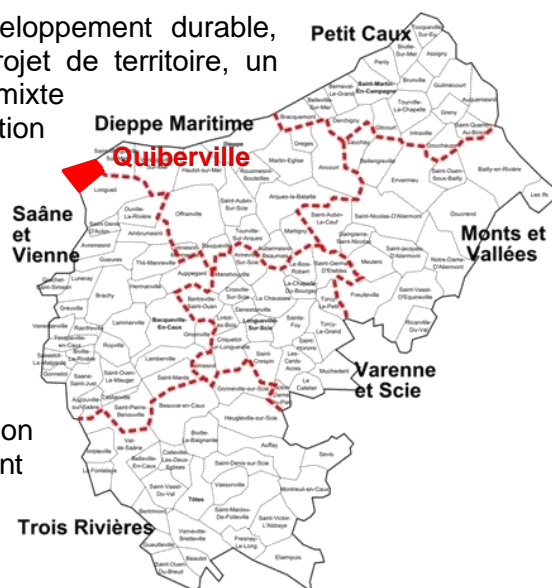
Le SCOT du Pays Dieppois Terroir de Caux a été approuvé le 28 juin 2017. En application de l'article L131-4 du code de l'urbanisme, le PLU de Quiberville doit être **compatible avec le SCOT**.

Le SCOT est une synthèse des préoccupations du développement durable, d'urbanisme et du cadre de vie. C'est la traduction du projet de territoire, un document de planification stratégique porté par le syndicat mixte regroupant les communautés de communes pour une gestion pérenne.

Le schéma de cohérence territoriale, permet d'anticiper sur les besoins en termes de déplacement, d'habitat et d'équipements en fonction des prévisions de développement, tout en garantissant les équilibres des ressources naturelles, l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement.

Les documents d'urbanisme des communes (plans d'occupation des sols, plans locaux d'urbanisme et cartes communales) sont soumis à un rapport de compatibilité avec le SCOT, c'est-à-dire qu'ils ne doivent pas être en contradiction avec les orientations du SCOT.

Le Pays doit être associé à l'élaboration des documents d'urbanisme communaux, d'une part en tant que « personne publique associée » et en tant qu'autorité d'approbation des ouvertures à l'urbanisation de zones naturelles... Le périmètre du SCOT du Pays Dieppois Terroir



1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX

de Caux a été approuvé le 22 avril 2011 par le Préfet. Il est constitué des 6 intercommunalités composant le Pays et comprend 128 communes.

Le SCOT du PDTC est divisé en 3 parties, regroupant les orientations générales du PADD :

- **Partie 1 – Un parti d'aménagement au service de l'attractivité de tout le territoire**
 - Orientation 1.1 : Une armature urbaine multipolaire pour renforcer le rayonnement du Pays et valoriser ses bassins de vie et productifs
 - Orientation 1.2 : Une trame verte et bleue pour valoriser la biodiversité et garantir durablement l'accès à des ressources de qualité
 - Orientation 1.3 : Une armature agricole pour préserver des activités primaires dynamiques
 - Orientation 1.4 : Une armature paysagère et patrimoniale pour une valorisation mutuelle des espaces maritimes et continentaux
- **Partie 2 – Un schéma d'aménagement économique pour déployer notre ancrage dans les grands flux, valoriser nos savoir-faire et développer l'innovation**
 - Orientation 2.1 : Organiser une offre en espaces d'activité de qualité et lisible à grande échelle
 - Orientation 2.2 : Accompagner le développement et la diversification des activités primaires
 - Orientation 2.3 : Déployer l'armature touristique et culturelle du littoral à l'arrière-pays et en lien avec les réseaux normands et picards
- **Partie 3 – Un urbanisme de proximité et durable pour valoriser le dynamisme social et la qualité de vie qui est propre au pays**
 - Orientation 3.1 : Déployer un réseau de mobilités s'appuyant sur l'armature urbaine pour une meilleure accessibilité aux différents niveaux de services tant en interne qu'en externe
 - Orientation 3.2 : Renforcer la vitalité des centres des villes, bourgs et villages
 - Orientation 3.3 : Organiser un développement résidentiel favorisant convivialité, diversité et solidarité
 - Orientation 3.4 : S'appuyer sur nos savoir-faire pour soutenir une mise en œuvre ambitieuse de la transition énergétique

IV. Les servitudes d'utilité publique

Les Servitudes d'Utilité Publique (SUP) constituent des **limitations administratives au droit de propriété**, instituées dans un but d'utilité publique au bénéfice de personnes publiques (Etat, collectivités locales ...), de concessionnaires de services publics (EDF, GDF ...) et de personnes privées exerçant une **activité d'intérêt général** (concessionnaires de canalisations ...).

Leur liste, dressée par décret en conseil d'Etat et annexée au code de l'urbanisme, les classe en quatre catégories :

- Les servitudes relatives à la conservation du patrimoine ;
- Les servitudes relatives à la conservation de certaines ressources et équipements ;
- Les servitudes relatives à la défense nationale ;
- Les servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publiques.

Type	Intitulé	Servitude	Institution
AS1	Protection des captages d'eau potable	Captage de QUIBERVILLE au lieu-dit « les Clos » Indice BRGM 42.7.6	AP du 22.07.1991
AC1	Protection des monuments historiques	Vestiges d'une vaste villa gallo-romaine, au lieu-dit la Butte de Nolent	1862 : classé MH

Liste des SUP

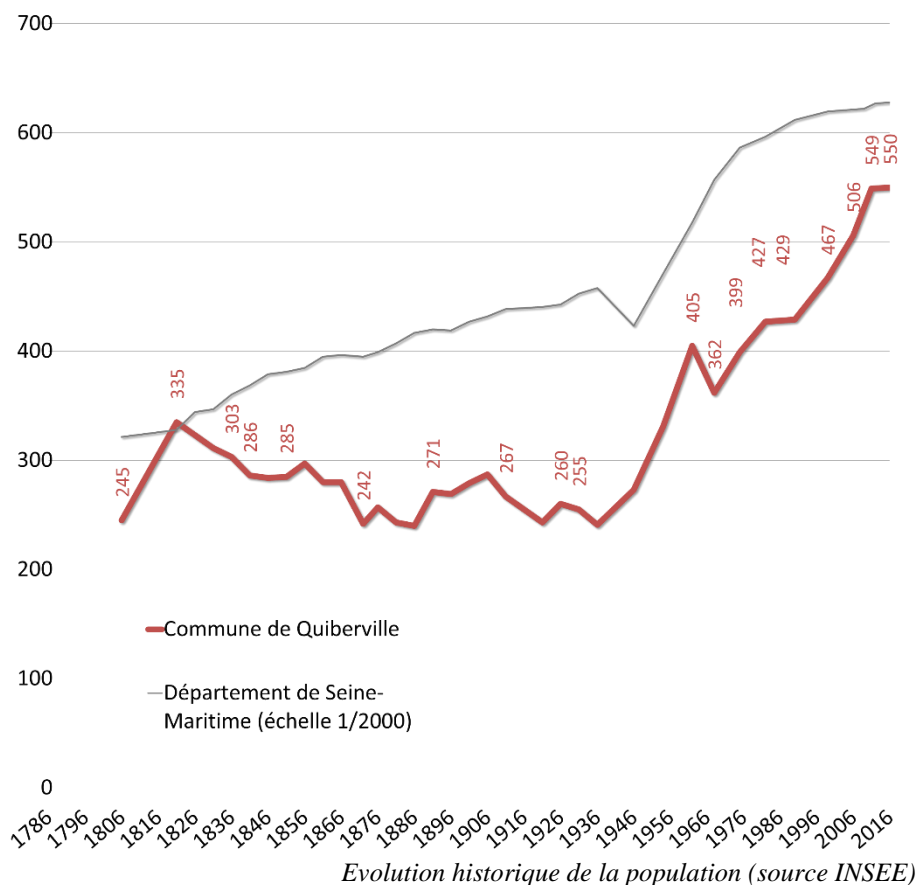
Le plan des servitudes en annexe du PLU donne la localisation des servitudes.

Les servitudes « A1 » (servitude de protection soumise au régime forestier et instituée en application des articles L.151-1 à L.151-6 du code forestier) ont été supprimées. L'article R123-14 du code de l'urbanisme demande néanmoins que les bois ou forêts soumis au régime forestier soient reportés en tant qu'annexe dans le PLU (service ressource : DDTM/SRMT/BNFDR).

Les servitudes « A5 » attachées aux canalisations publiques d'eau et d'assainissement ne figurent ni dans le tableau ci-dessus ni dans le plan des SUP annexé au PLU en vigueur. Elles sont matérialisées dans une carte annexe du PLU : les annexes sanitaires (service gestionnaire de la servitude A5 : DDASS).

V. Démographie

V.1. Evolution historique de la population



Ce graphique présente l'évolution de la population de Quiberville depuis le premier recensement de 1793 jusqu'à 2016. La commune a connu une évolution atypique au début du 19^{ème} siècle, avec :

- Une expansion dans les premières années du 19^{ème} siècle ;
- Suivi d'un déclin dans les années 1820 à 1850, quand les progrès sanitaires auraient dû générer une croissance ;
- Une brève relance démographique au milieu du 19^{ème} siècle ;
- Puis un nouveau déclin jusqu'aux années 1880 (départ des habitants vers les bassins d'emplois industriels, épidémie de variole).

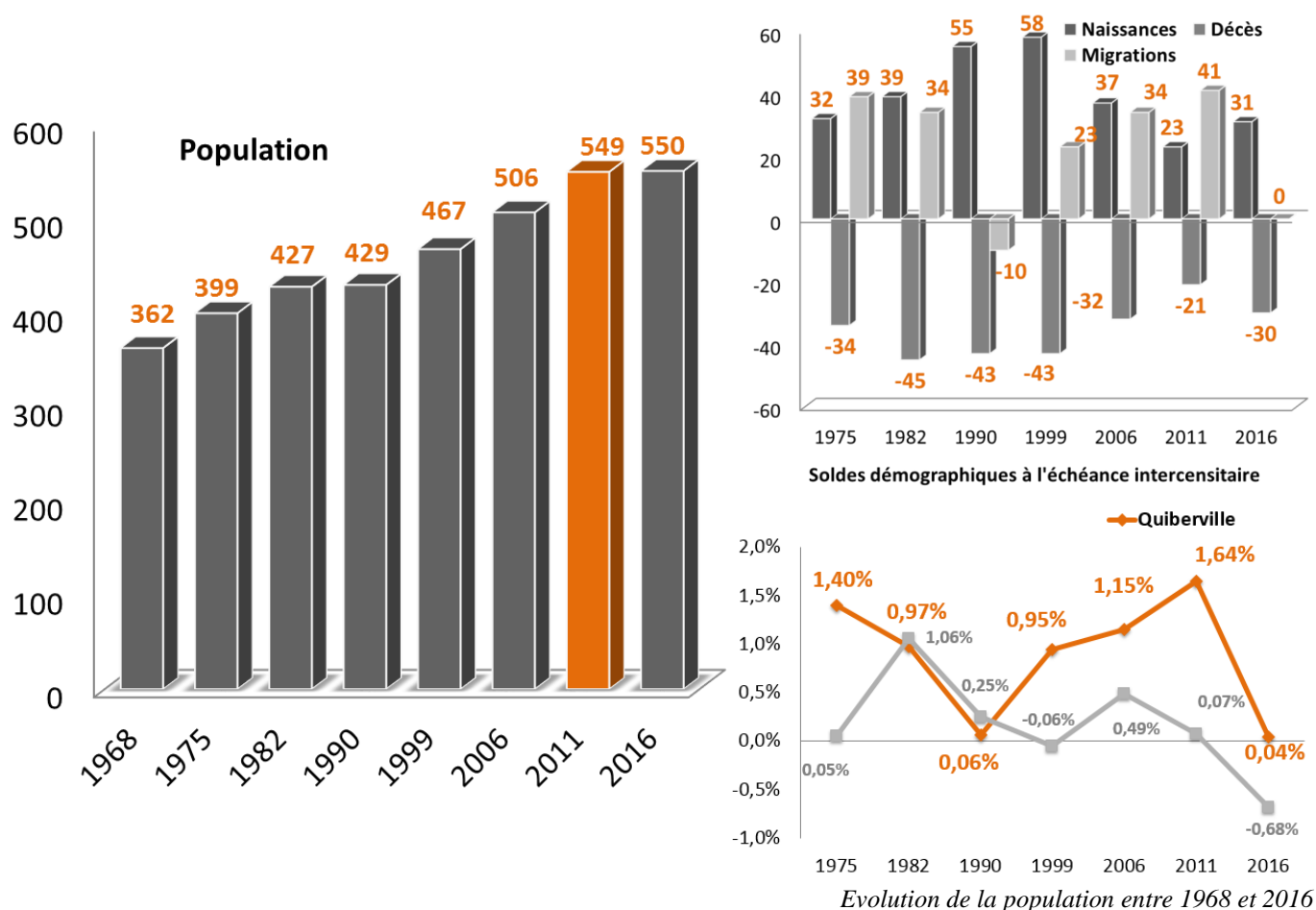
A la fin du 19^{ème} siècle, et jusqu'au milieu du 20^{ème}, la population s'est stabilisée vers 260 habitants, très probablement grâce à l'activité touristique.

Enfin, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, Quiberville connaît une croissance importante.

La population actuelle, au sens du recensement de 2016, est de **550 habitants**.

1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX

V.2. Croissance récente



Depuis les années 1970, Quiberville connaissait une **croissance ininterrompue**, passant de 362 à 550 habitants, avec un rythme annuel proche de +1%/an (supérieur à la moyenne des communes voisines +0,3%/an).

Cette croissance a été alimentée par des **migrations régulières**, avec l'arrivée de jeunes couples et la bascule de résidences secondaires en principales (déménagement à la retraite – à l'exception des années 80).

Depuis les 5 dernières années (2011 à 2016), la **population¹ est stabilisée à 550 habitants**. Il y a eu équilibre entre les départs et les arrivées de population d'une part, et équilibre entre le nombre de naissances (+31) et les décès (-30).

¹ Population municipale : comprend les personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans-abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.

1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX

Année	1990	1999	2006	2011	2016
Population	429	467	506	549	550
	1982-1990	1990-1999	1999-2006	2006-2011	2011-2016
% annuel de croissance	0,06%	0,95%	1,15%	1,64%	0,04%

Croissance récente de la population

V.3. Pyramide des âges

Malgré la croissance enregistrée ces dernières années, **la population quibervillaise a régulièrement vieilli** :

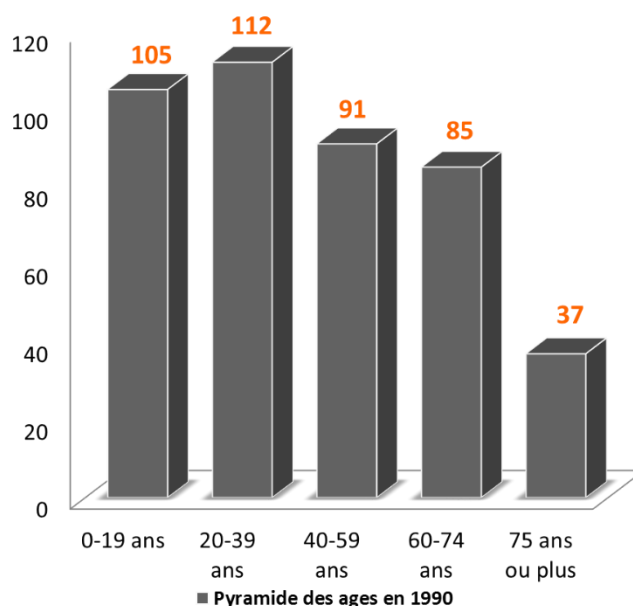
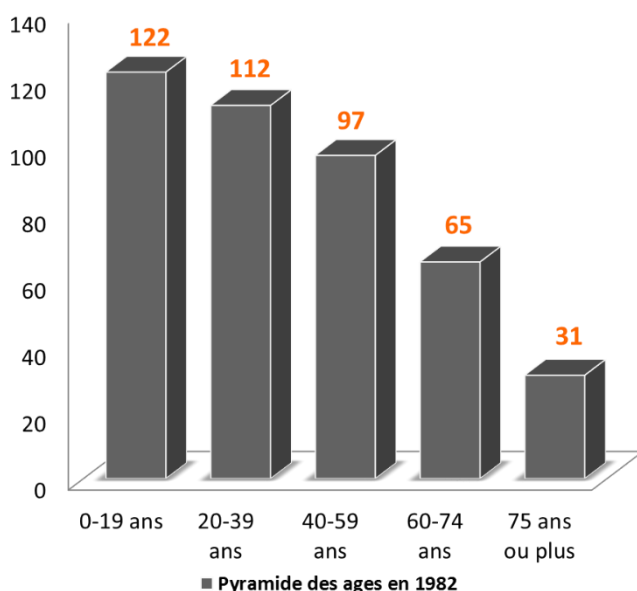
- On observe sur la courbe de 1982 que les enfants et jeunes adultes sont majoritaires ;
- 8 ans plus tard, en 1990, les jeunes adultes restent toujours majoritaires, mais il y a un peu moins d'enfants et plus de seniors ;
- Les tranches d'âge « glissent » en 1999, avec de nombreux quadras et quinquas ;

En 2016, les 40-59 ans et des 60-74 ans sont devenues les tranches d'âges prépondérantes. **57% de la population a plus de 45 ans**, et 33% a plus de 60 ans. Il y a aujourd'hui plus de seniors que de jeunes à Quiberville.

L'**indice de vieillissement²** est très élevé à Quiberville : 109,1 contre 75 en moyenne en Seine-Maritime et 66,5 pour l'ensemble du territoire intercommunal.

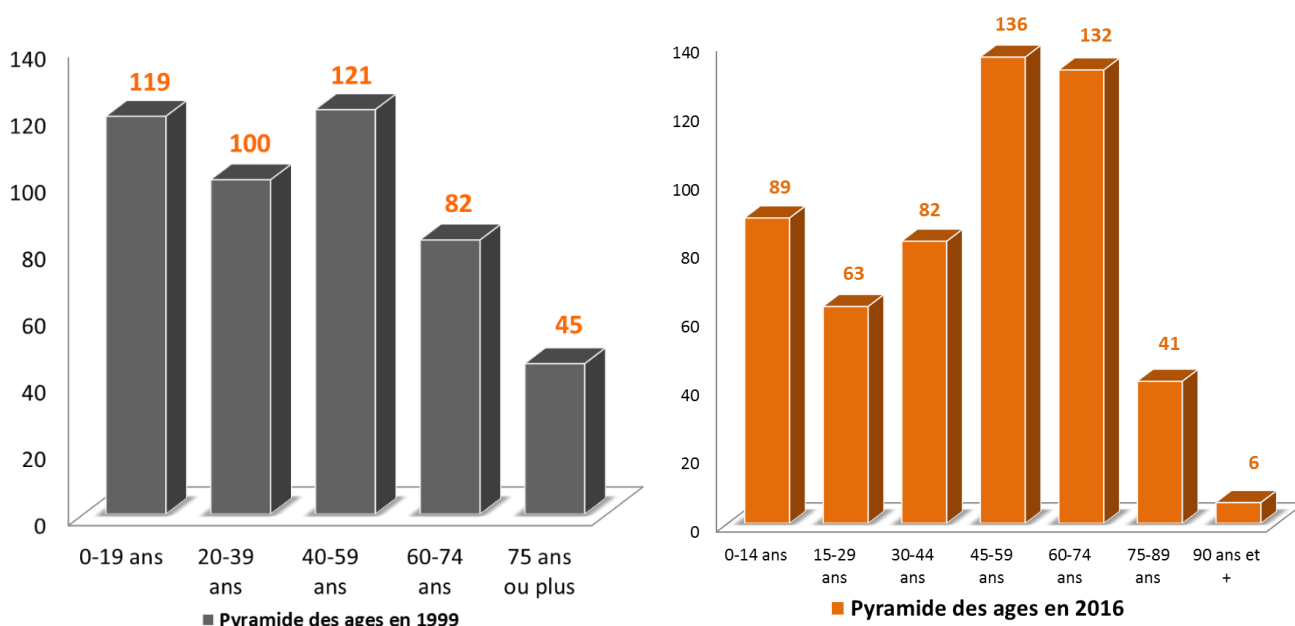
ENJEU

Compte tenu des tendances démographiques, on estime que le « glissement » générationnel vers les tranches d'âge > 60 ans devrait se poursuivre dans les prochaines années, risquant d'entraîner une **surreprésentation des seniors vers 2030**.

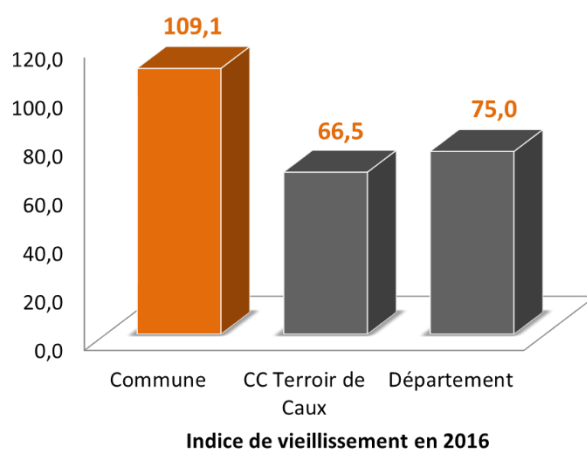


² L'indice de vieillissement de la population est le nombre de personnes âgées de 65 ans et plus pour 100 personnes âgées de moins de 20 ans. Il permet de mesurer le degré de vieillissement de la population. Plus l'indice est élevé, plus le vieillissement est important.

1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX



Pyramides des âges au fil des recensements (source INSEE)



Indice de jeunesse (source INSEE)

VI. Logement

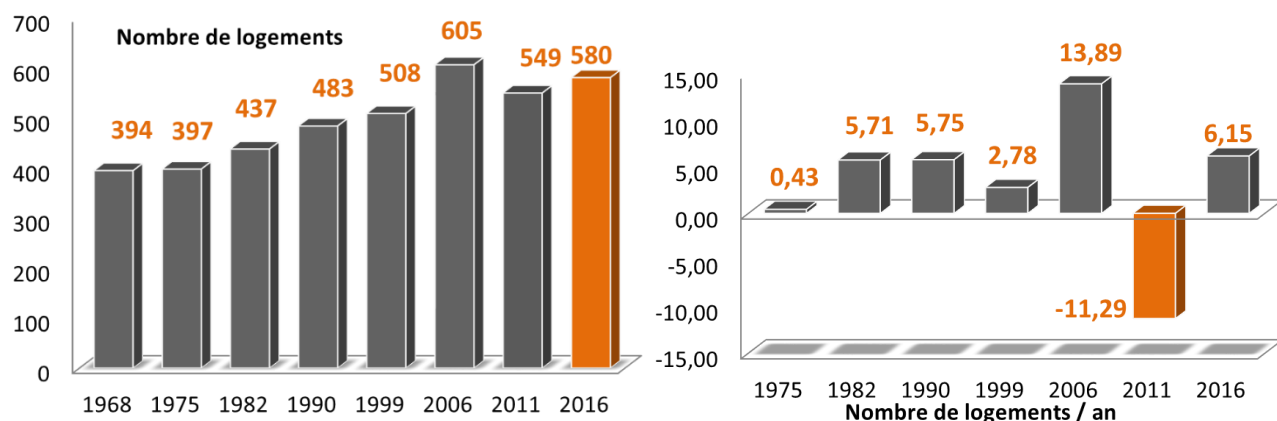
VI.1. Evolution historique

Les graphiques ci-dessous suivent le nombre de logements au cours des 50 dernières années. Les rythmes de construction annuels ont été très variables à Quiberville, fluctuant entre 0,4 à 14 nouveaux logements par an.

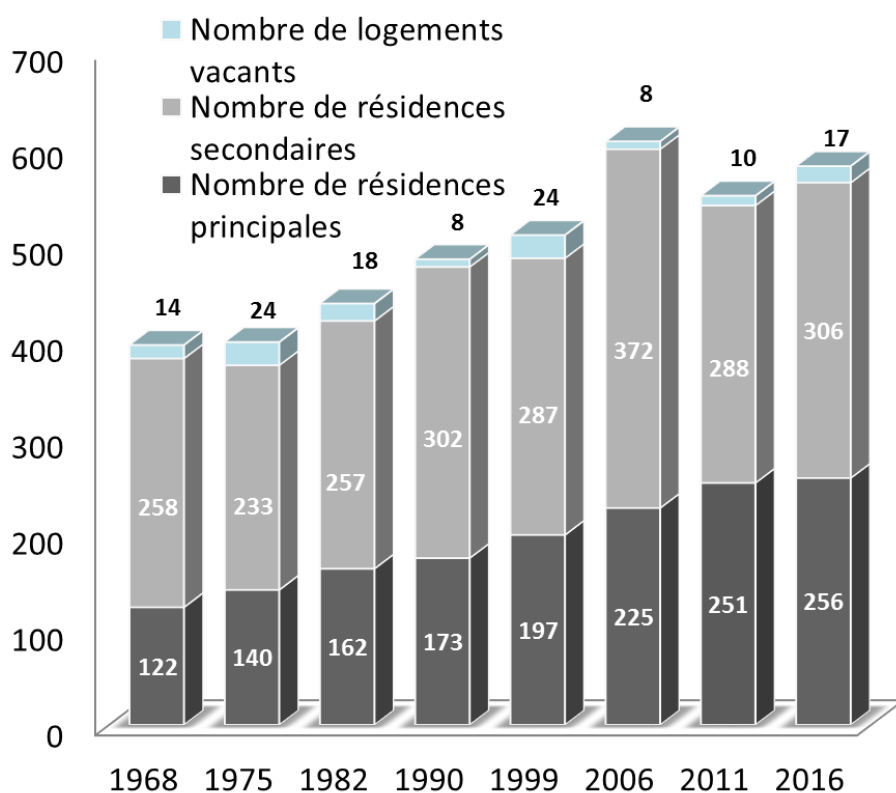
Une anomalie est remarquée avec la perte d'une cinquantaine de logements au milieu des années 2000. Cette baisse est en réalité liée à la disparition de résidences secondaires (fermeture du camping des Baguenaudiers – à coupler les bascules régulières de résidences secondaires en principales lors de la retraite). Le parc de résidences principales quant à lui n'a cessé de s'accroître entre chaque recensement.

En 2016, la commune compte **256 résidences principales, 306 résidences secondaires et 17 logements vacants, soit un total de 580 logements.**

1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX



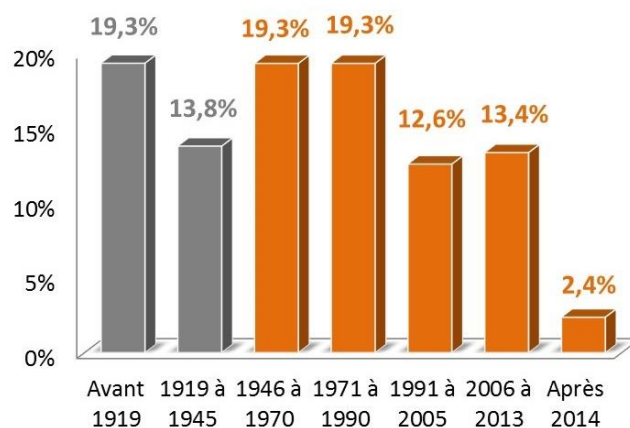
Evolution du nombre de logements / Rythme de construction annuel, à l'échéance intercensitaire (source INSEE)



Evolution du nombre de logements par catégories (source INSEE)

La construction de nouveaux logements, répétée sur une période relativement longue, a conduit à un important renouvellement urbain, avec **67% des logements datant d'après-guerre**.

1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX



Epoque de construction

Date de construction (source INSEE)

VI.2. Caractéristiques du parc de logements

Le parc de logements de Quiberville est caractérisé par :

- Une **forte proportion de logements secondaires**

Ils sont majoritaires (52,9% des logements). Sans compter les capacités d'accueils liés aux hôtels et campings, on estime que la population quibervillaise est doublée en été grâce à l'importance de ce parc de résidences secondaires.

- Un parc de **logements principaux monospécifiques**

Comme pour la majorité des communes rurales voisines, le profil des occupants des résidences principales est de type « propriétaires occupant de grandes maisons individuelles ».

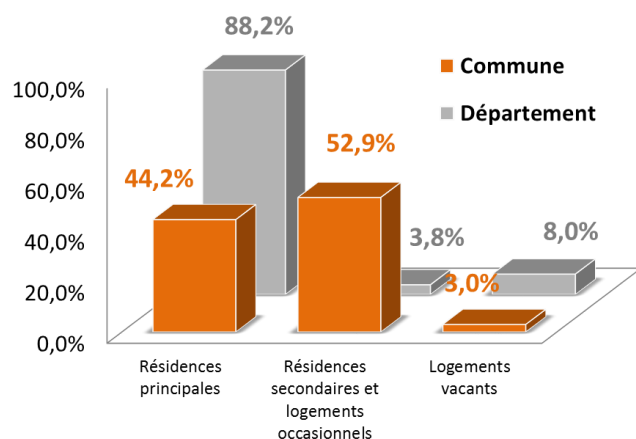
Les ménages occupant ce type de logements sont généralement stables et peu enclins aux déménagements (à Quiberville, les propriétaires occupent en moyenne leurs logements depuis 16,7 ans). Ce très faible renouvellement naturel de la population dans le parc des résidences principales risque d'accentuer le vieillissement de la population.

- L'existence d'un **petit parc locatif**

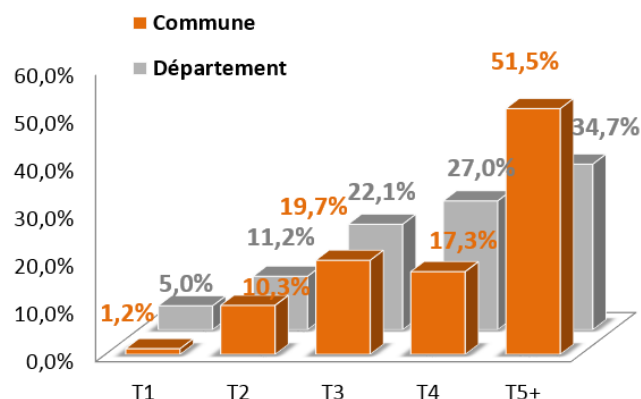
Il y a un peu plus de 20% de logements locatifs, associé à un taux de rotation plus rapide (notamment dans le parc locatif à loyer libre). Ces logements favorisent le renouvellement générationnel sur la commune.

ENJEU

1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX

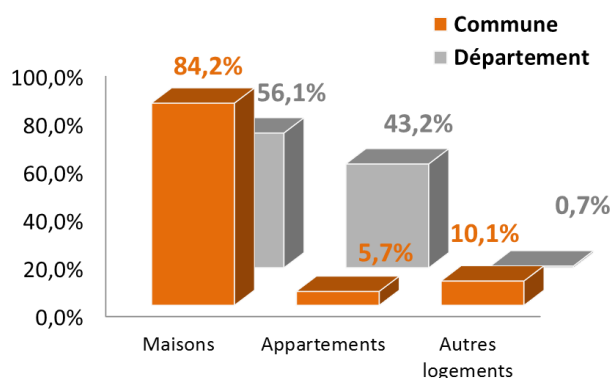


Catégorie des logements

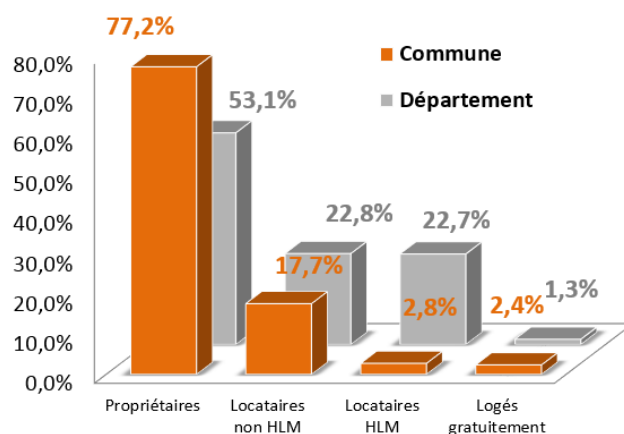


Taille des résidences principales

Catégorie des logements / Taille des résidences principales en 2016 (source INSEE)

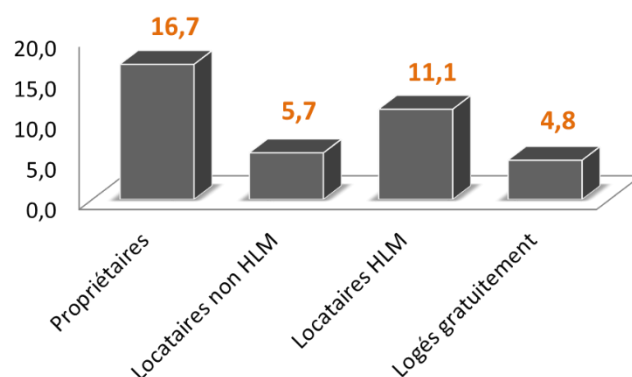


Typologie des logements



Statut d'occupation des résidences principales

Typologie des logements / Statut d'occupation des résidences principales en 2016 (source INSEE)



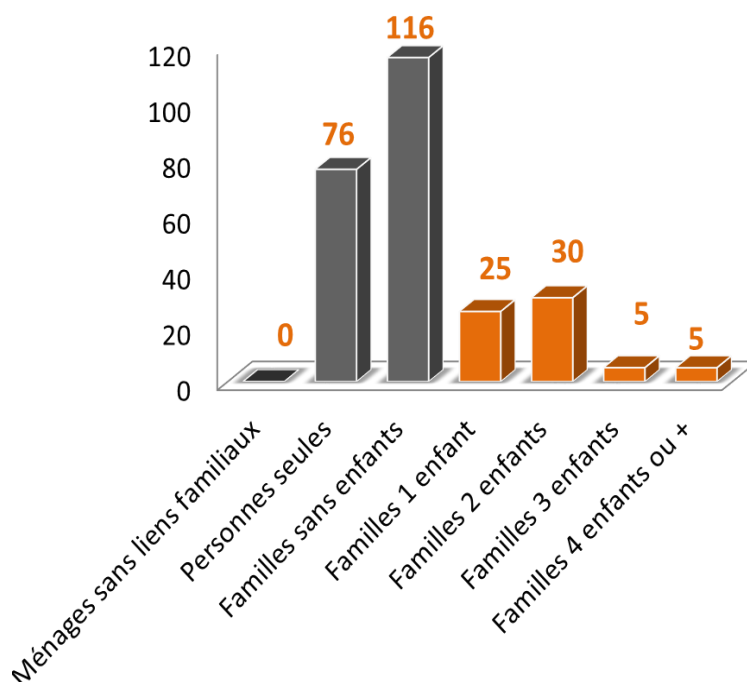
Ancienneté moyenne d'emménagement par statut d'occupation en 2016 (source INSEE)

Signalons enfin que le **taux de vacance des logements est très faible** à Quiberville (3,0%, contre 8,0% en moyenne dans le département), signe d'une **forte tension du marché immobilier**.

1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX

VI.3. Occupation des logements

La diversité des ménages est faible à Quiberville, où **75% des ménages n'ont pas d'enfant** ; il n'y a donc que 25% de familles avec enfants parmi les ménages quibervillais. Cette observation corrobore le constat d'un **fort vieillissement**.



Composition des ménages / familles en 2016 (source INSEE)

On observe depuis les années 1970, une **chute drastique du nombre moyen d'occupants des logements**. En 1975, les ménages quibervillais étaient formés de 2,85 personnes en moyenne ; ils n'en comptent plus que **2,15 en 2016**.

Ce phénomène, appelé desserrement, est subi sur l'ensemble du territoire français ; en France, le nombre moyen de personnes par ménage est passé de 3,08 en 1968 à 2,24 en 2014, sous l'effet :

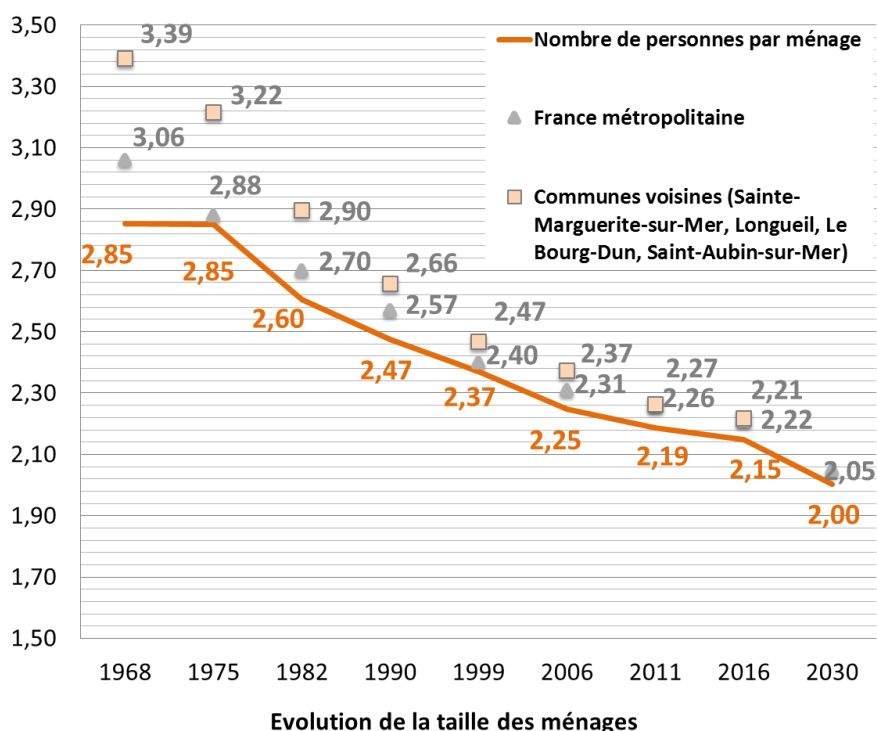
- Du vieillissement de la population ;
- De l'évolution des comportements ;
- De la baisse du nombre moyen d'enfants par femme ;
- De la multiplication de familles monoparentales ;
- De la décohabitation plus précoce des jeunes adultes.

Selon l'INSEE, le phénomène du desserrement pourrait se poursuivre en France dans les années à venir (au moins jusque 2030), avec un rythme de -0,6%/an. Plus localement, le SCOT du Pays Dieppois Terroir de Caux prévoit un desserrement de l'ordre de -0,5%/an.

ENJEU

En suivant cette tendance, les ménages quibervillais pourraient être composés de **2,00 personnes en moyenne en 2030**. La taille des ménages diminuant, il faudra alors de plus en plus de résidences principales pour loger la même population. Le besoin en construction induit (pour conserver le même nombre d'habitants) est de 2,4 nouveaux logements par an.

1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX



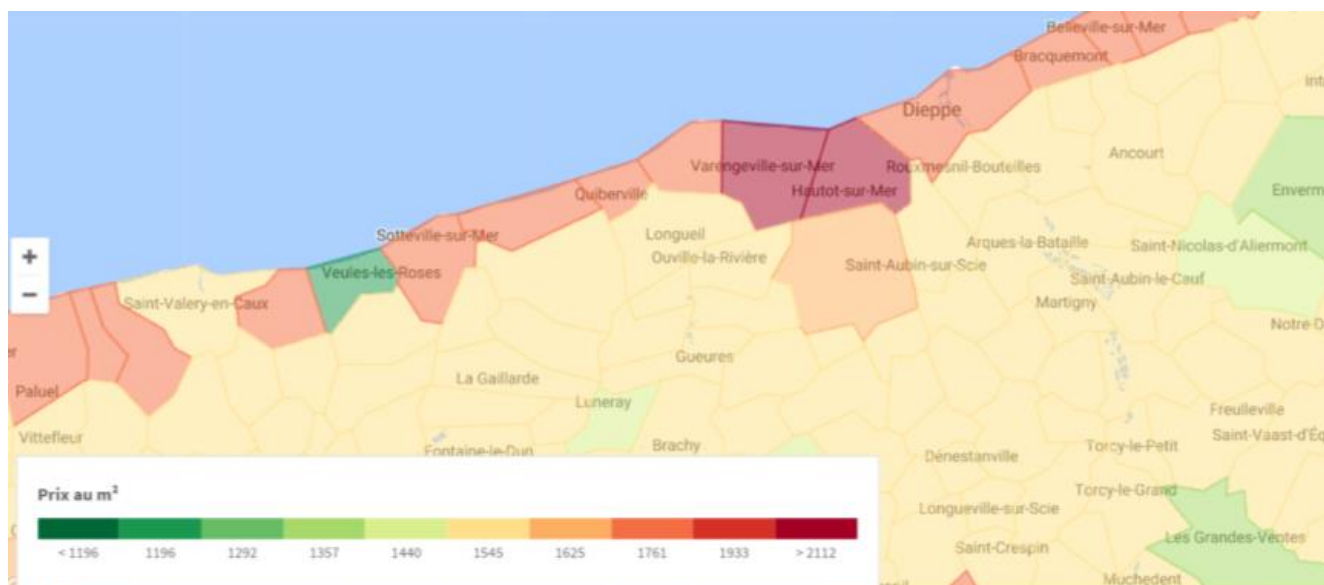
Evolution du nombre de personnes par ménage (source INSEE) et projection en 2030

VI.1. Marché immobilier

Nous avons vu que le marché immobilier de Quiberville est un **marché en tension**, signe de la **forte attractivité** des communes littorales.

ENJEU

Cette caractéristique du marché pénalise les jeunes couples, ayant généralement des capacités financières limitées. **La cherté immobilière à Quiberville accentue le mécanisme de vieillissement.**



Estimation du coût moyen du logement au m² (source Ouest France immobilier)

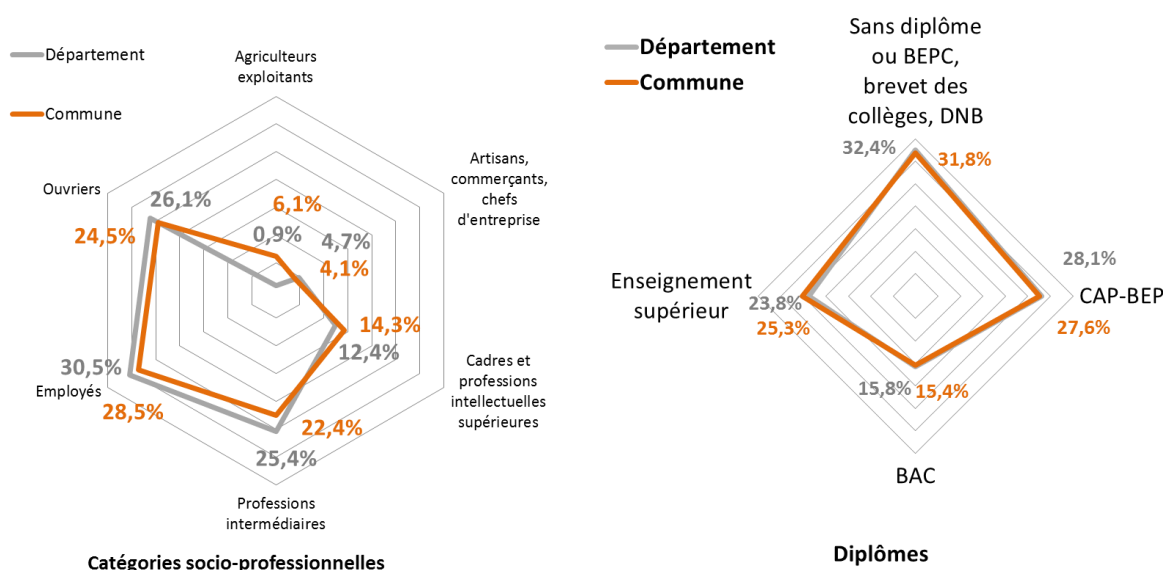
VII. Economie

VII.1. Population active

En 2016, Quiberville comptait **240 actifs**, dont 222 ayant un emploi, représentant respectivement 43,6% et 40,4% de la population totale.

Les catégories socioprofessionnelles les plus représentées sont les **employés** (avec 29% des actifs), les **ouvriers** (24%) et les **professions intermédiaires** (22%). Les cadres et les professions intellectuelles supérieures forment 14% des actifs.

Les niveaux de formation sont proches de la moyenne départementale, mais avec légèrement moins de non diplômés et davantage de titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur.



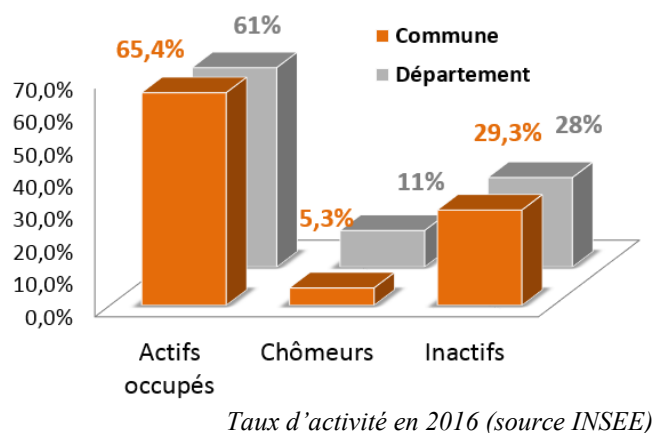
Niveaux de formation / Catégories socioprofessionnelles en 2016 (source INSEE)

La population quibervillaise est **plus riche que la moyenne**, avec un revenu médian³ par habitant de 23 076 € (à comparer avec 20 324 € dans l'ensemble du département).

Enfin, on soulignera que le chômage est nettement plus faible que dans le reste du département : 5,3% à Quiberville contre 11% en moyenne dans la Seine-Maritime. Mais la comparaison est un peu faussée ; en effet, lorsque les habitants des campagnes perdent leur emploi, ils peuvent avoir des difficultés à assumer des coûts de déplacements quotidiens élevés, et sont alors obligés de déménager vers des communes plus urbaines.

³ La médiane est la valeur du revenu fiscal partageant la population en deux groupes de tailles strictement égales : la moitié de la population gagne plus de ce seuil et l'autre moitié, moins

1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX

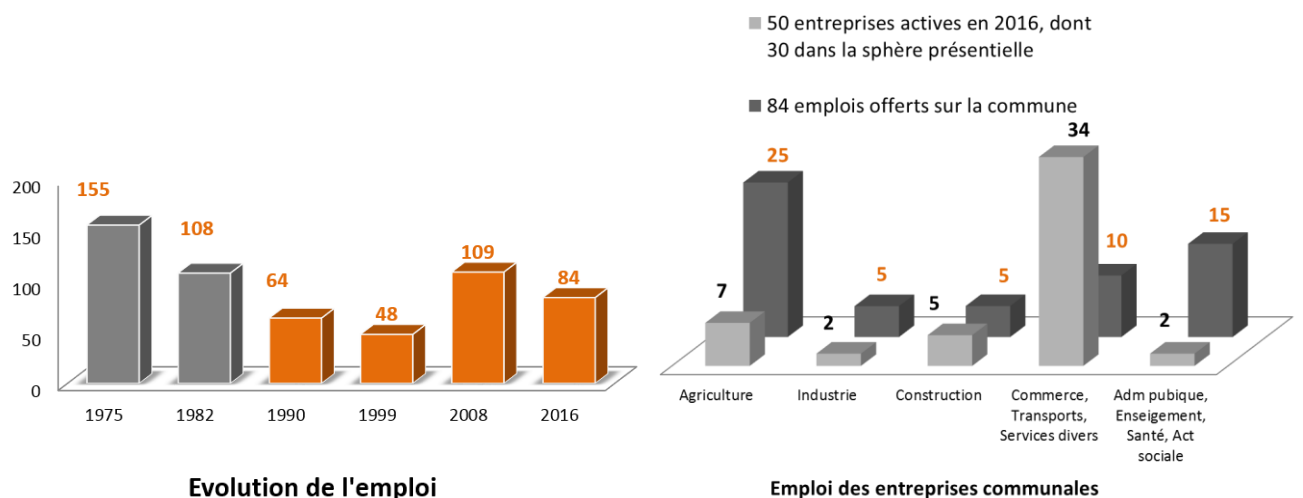


VII.2. Activité économique locale

Le nombre d'emplois est assez volatile à Quiberville. Elevé par le passé, il a connu une chute jusqu'en 2000 (notamment en raison d'une fermeture d'usine). Après un bref essor en 2008, il a de nouveau baissé pour atteindre **84 emplois en 2016**.

Le secteur offrant le plus d'emploi est l'agriculture (il est possible que le recensement ait inclus les emplois de pêcheur, car le chiffre paraît très élevé), puis le commerce et les administrations.

Le **tourisme** est la principale source d'activités à Quiberville (campings, hôtels, gîtes, restaurants, boutiques, office de tourisme, produits de la pêche).



Evolution et caractéristiques de l'emploi (source INSEE)

VII.1. Bassin d'emplois extérieurs

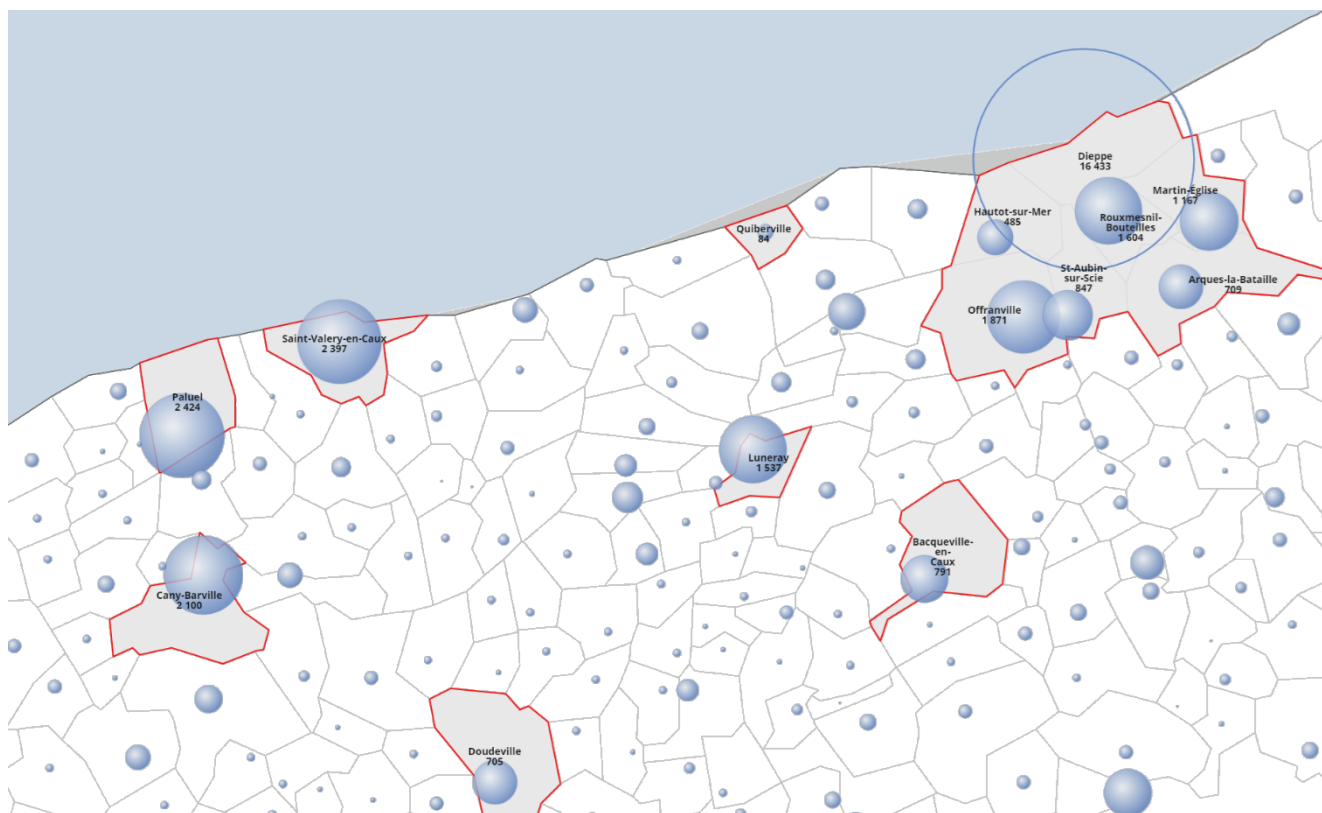
L'indicateur de concentration d'emploi⁴ est faible (0,375), traduisant la **dépendance de la commune aux bassins d'emplois extérieurs** :

- Dieppe et son agglomération (18 km / 25' en voiture), formant un bassin d'environ 20 000 emplois ;
- Au sein de la communauté de communes Terroir de Caux : Luneray (8 km / 10') et Bacqueville-en-Caux (16 km / 18') avec 2 300 emplois ;

⁴ L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la commune pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la commune.

1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX

- Au sein de la communauté de communes de la Côte d'Albâtre : Saint-Valéry-en-Caux (18 km / 18'), Paluel (25 km / 27') et Cany-Barville (21 km / 30') avec près de 7 000 emplois.

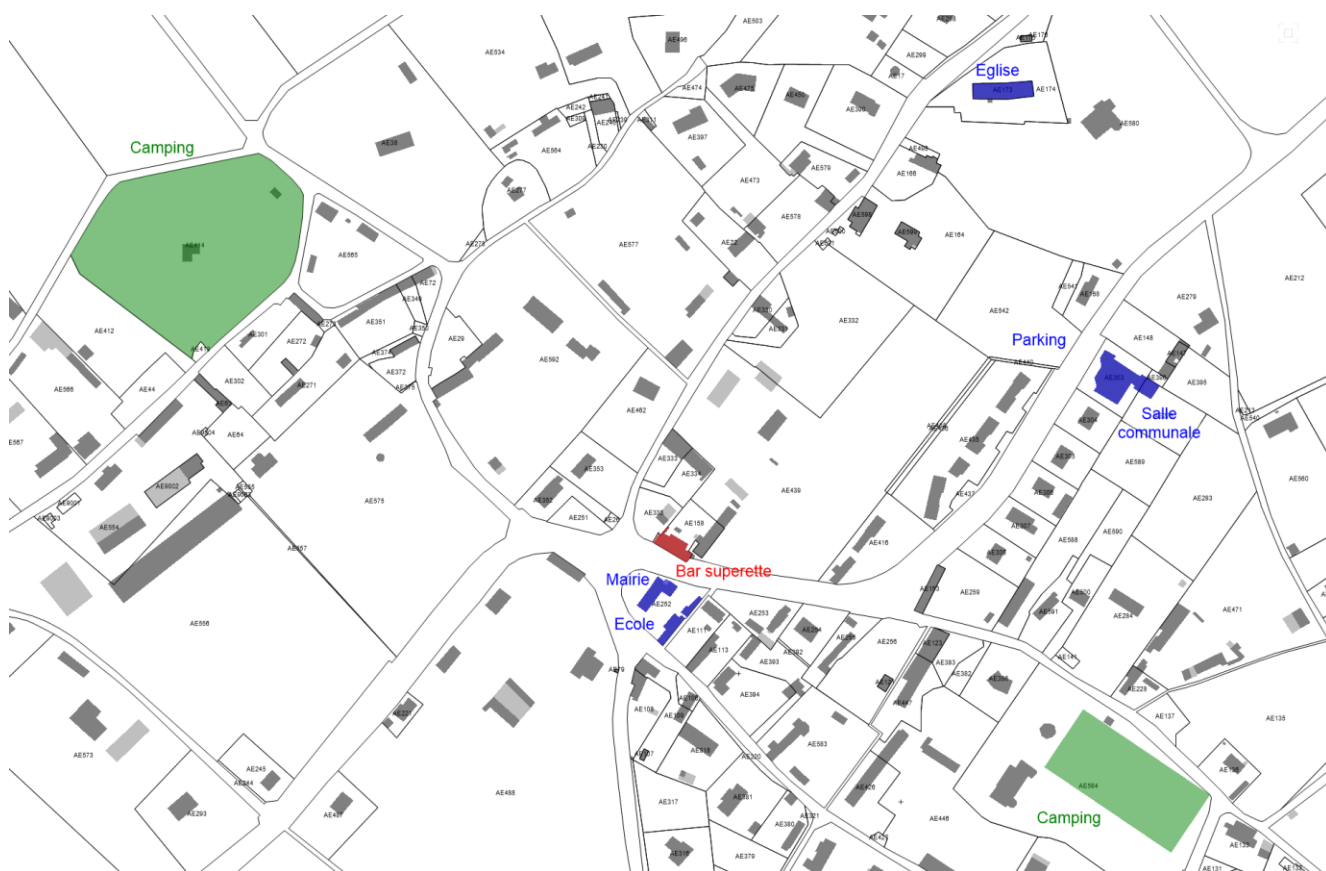


Les principaux lieux d'emplois autour de Quiberville en 2016 (source INSEE)

VIII. Equipements communaux

Quiberville possède des **équipements publics bien adaptés à sa population**, avec en particulier :

- L'espace du Large (installation sportive) ;
- Salle polyvalente ;
- Bibliothèque ;
- École élémentaire de 2 classes (en RPI avec Longueil, 2 classes, et Sainte-Marguerite-sur-Mer, 2 classes) ;
- Eglise ;
- Mairie.



Equipements dans le bourg

En outre, la commune dispose d'**équipements adaptés à l'accueil des touristes**. La plupart de ces équipements sont soumis à la pression du **projet territorial basse vallée de la Saône** :

- Plage, partagée avec Saint-Marguerite-sur-Mer
- Cabanes de plage
- Office de tourisme
- Capacité d'hébergement
 - 2 hôtels / 21 lits
 - 3 campings / 260 emplacements

Le **camping municipal doit être déplacé** (le projet territorial basse vallée de la Saône prévoit en effet que le site occupé par le camping municipal revienne à terme à l'état naturel)

ENJEU

1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX

- 13 gîtes
- 306 résidences secondaires
- Espace de vente des pêcheurs

C'est un lieu important pour l'activité et la connexion à la mer. Toutefois, le site actuel pose des problèmes sanitaires (gestion des rejets du vidage des poissons, pas de w.c.).

- Aire de jeux pour les enfants en front de mer
- Terrains de tennis

ENJEU



Equipements dans la station balnéaire Quiberville-sur-Mer

IX. Les infrastructures de déplacements

IX.1. Infrastructures routières et circulation

Aucune infrastructure importante ne traverse Quiberville, qui est donc à l'écart des grands trafics routiers. La desserte de la commune est assurée par des voies moyennes :

- RD75 Dieppe – Saint-Valery : 900 véhicules / jour, dont 2% de poids-lourds (données CD76 2017) ;
- RD127 Longueil – Quiberville : 1 557 véhicules / jour, dont 1,45% de poids-lourds (données CD76 2017).

Toutefois, en haute saison, on note une sur-fréquentation de la route littorale entre Dieppe et Saint-Valery-en-Caux.

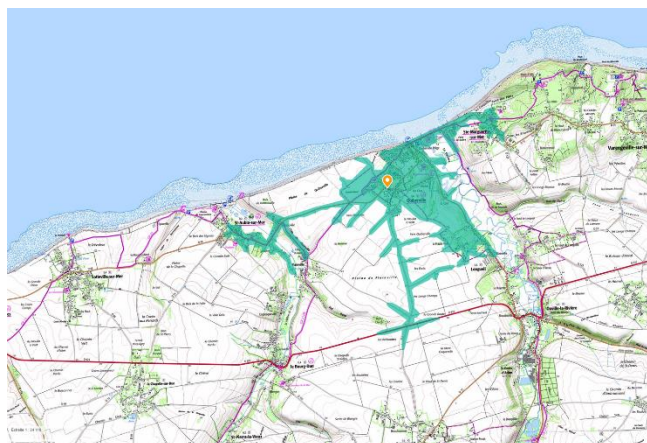


IX.2. Accès au territoire Normand

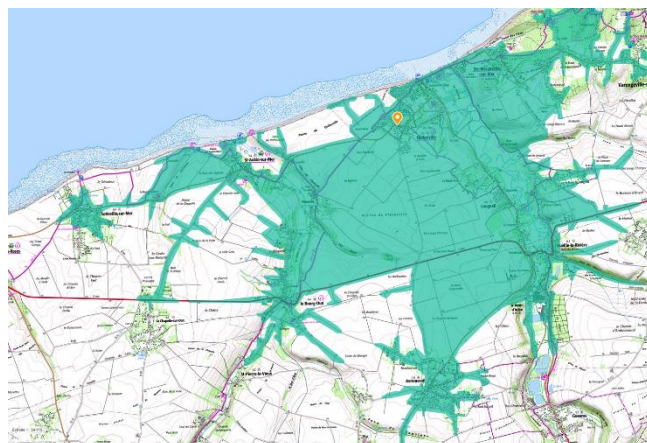
Les cartes suivantes, appelées isochrones, permettent de visualiser toutes les zones géographiques que l'on peut atteindre, en voiture, depuis la commune en un temps donné (5, 10, 15 et 20 minutes).

Elles sont extraites de l'outil Geoportail. Le calcul d'isochrones ne prend pas en compte l'état du trafic routier, les travaux en cours, etc. ... Les informations obtenues sont donc à utiliser à titre indicatif.

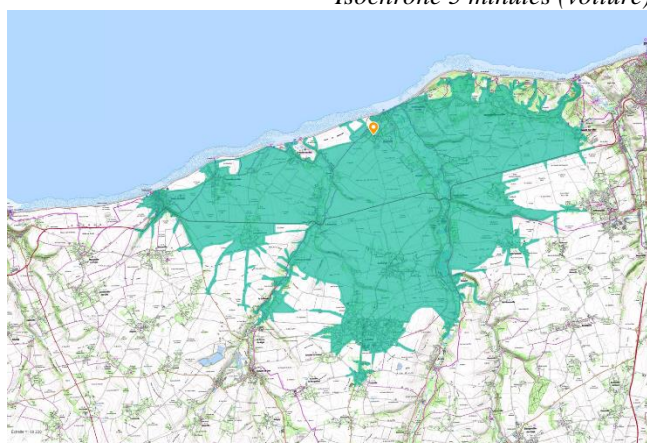
1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX



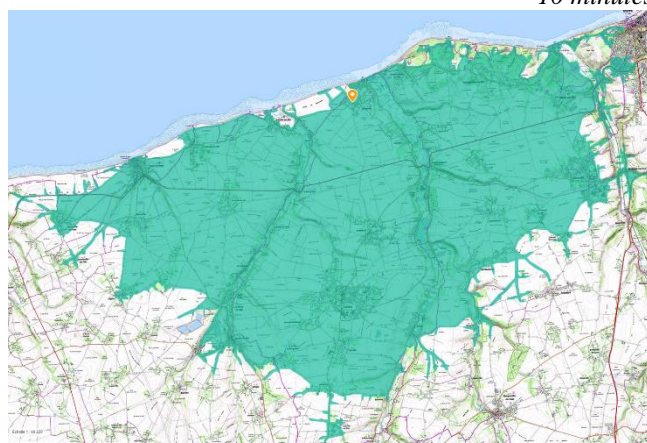
Isochrone 5 minutes (voiture)



10 minutes



15 minutes : accès à Luneray / Veules-les-Roses



20 minutes : entrée dans l'agglomération dieppoise

IX.3. Capacités de stationnements ouverts au public

Dans le bourg, la commune dispose de :

- Environ 25 places autour de la mairie ;
- Environ 30 places près de la salle polyvalente.

A Quiberville-sur-Mer, il y a :

- 4 places devant l'Espace de la Mer ;
- Une capacité proche de 170 places de part et d'autre de la route de la mer ;
- Une soixantaine de voitures ou une vingtaine de camping-cars sur l'aire d'accueil des camping-cars ;
- 18 places entre les tennis et la rue de la Saône
- Environ 750 places sur le parking vert, utilisé uniquement en cas de forte affluence et lorsque la météo le permet.

ENJEU

La capacité est bien adaptée aux besoins de la commune, que ce soit hors saison ou en pleine saison. Toutefois, le **projet territorial basse vallée de la Saône** prévoit la disparition à terme d'une partie de ces stationnements (au moins le stationnement linéaire le long de la route de la mer). Une **reconfiguration du stationnement** devra être envisagée.



Nombre de places de stationnement ouvertes au public

IX.4. Transports collectifs

La commune est desservie par une unique ligne de bus (ligne 61 de Dieppe à Saint-Valery-en-Caux).

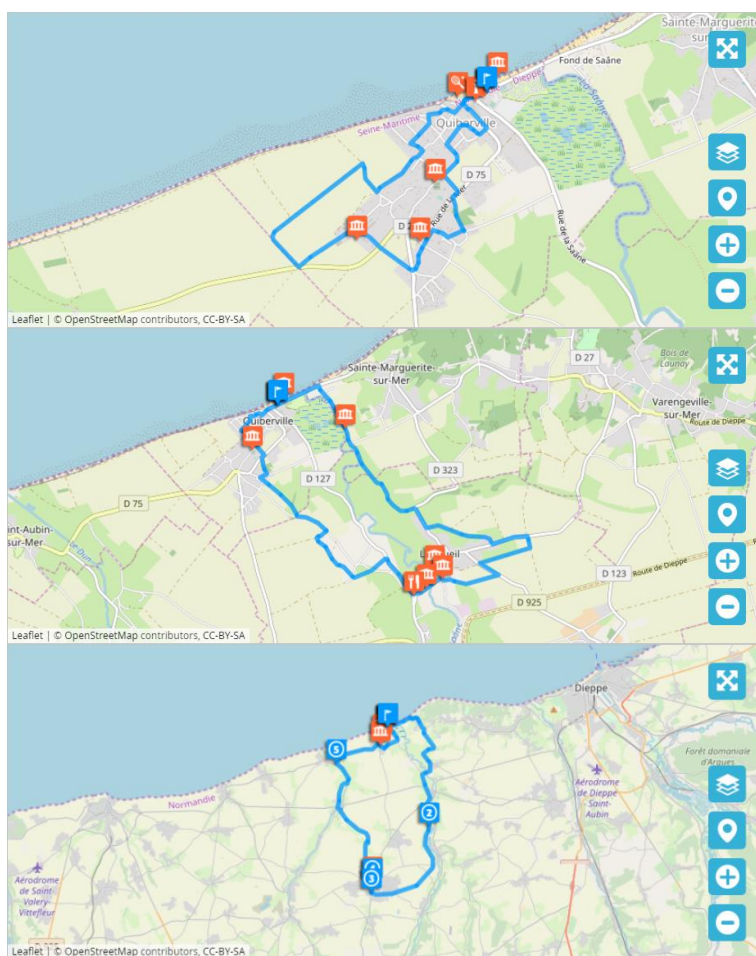
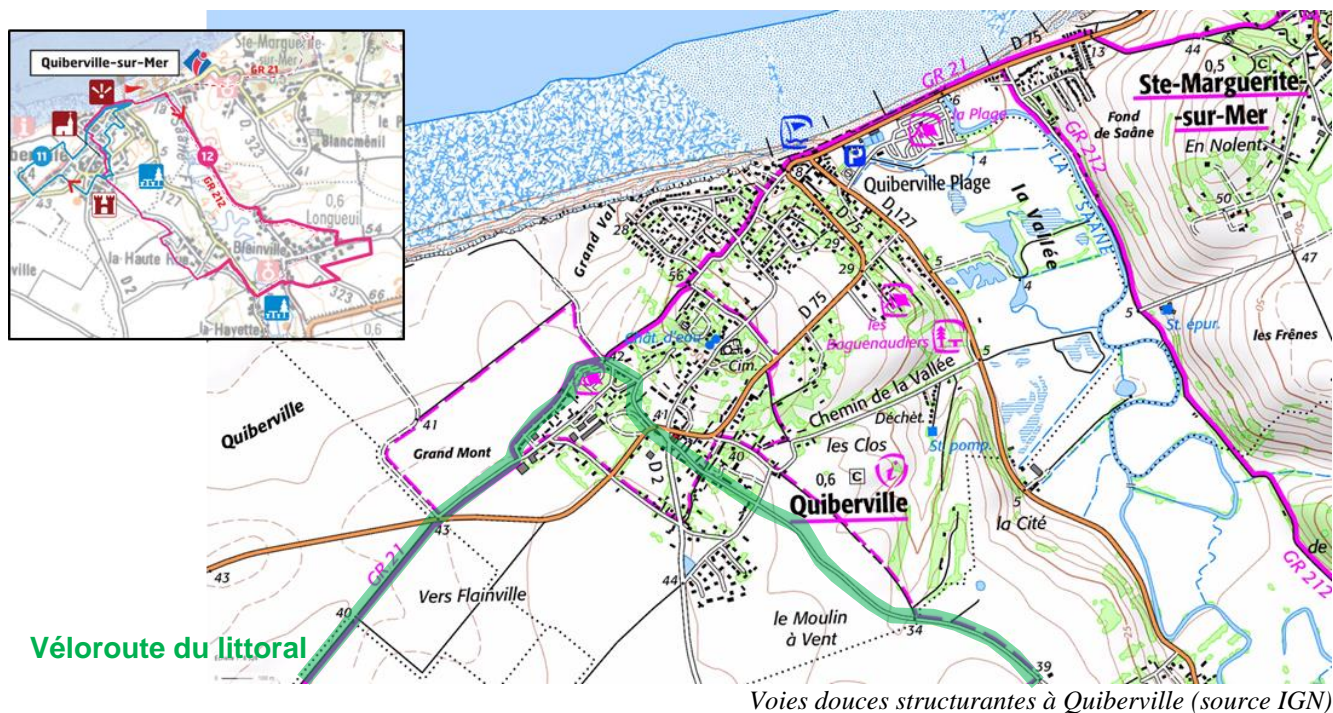
IX.5. Voies douces

La commune est desservie par :

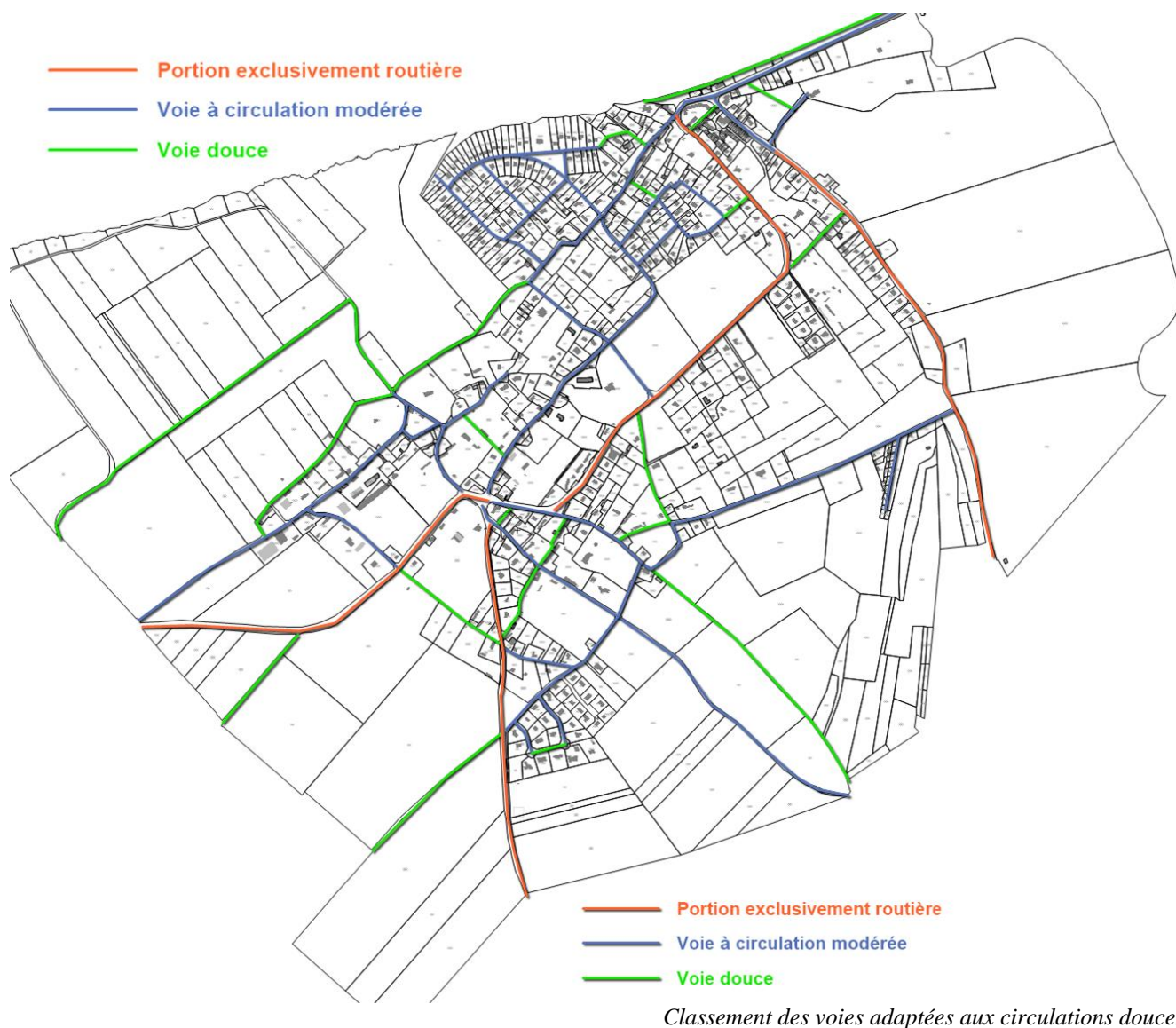
- **Deux chemins de grande randonnée** (GR 21 littoral et GR 212 vers Longueil) ;
- **Trois boucles locales** du pays Terroir de Caux (« Le Chemin de la Saône », 12 km, « La balade de Quiberville », 5,7 km et « Le Circuit de la Mer », 29 km) ;
- La **véloroute du littoral** ;
- De nombreuses sentes pédestres et voies sur lesquelles la circulation modérée permet un partage de la voie voitures / piétons / vélos.

La **véloroute du Lin** passe à 6 km au sud de Quiberville.

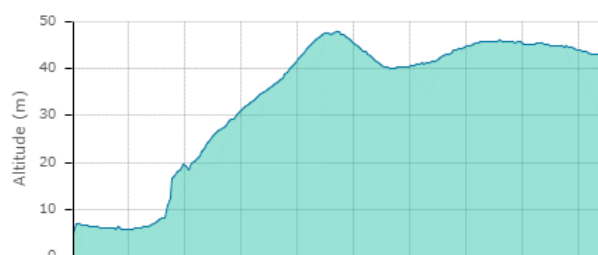
1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX



1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX



La **configuration compacte de l'urbanisation quibervillaise se prête bien aux déplacements doux**, mais ceux-ci sont limités par les fortes pentes (l'utilisation de mode de déplacements type « vélo à assistance électrique » pouvant pallier à cette difficulté).



Profil altimétrique depuis la plage jusqu'au bourg, par la route de la Mer

X. Les mobilités

Les déplacements peuvent être regroupés selon quatre catégories :

- Les déplacements liés au travail ;
- Les déplacements scolaires ;

1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX

- Les déplacements liés au commerce et d'accès aux services (médecin, coiffeur, etc. ...) ;
- Les déplacements de loisirs.

Le village est fortement dépendant des polarités voisines, et le recours à la voiture individuelle est important, avec 93,7% des ménages motorisés.

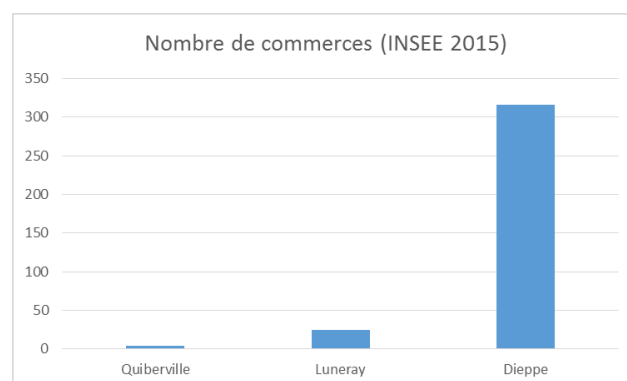
X.1. Polarités proches

Quiberville est située dans le **bassin de vie de Dieppe** (18 km / 20' en voiture), regroupant :

- De nombreux commerces et services de proximité et intermédiaires
- 1 hypermarché
- 7 supermarchés
- 259 équipements de santé
- 58 équipements sportifs
- 4 lycées ...

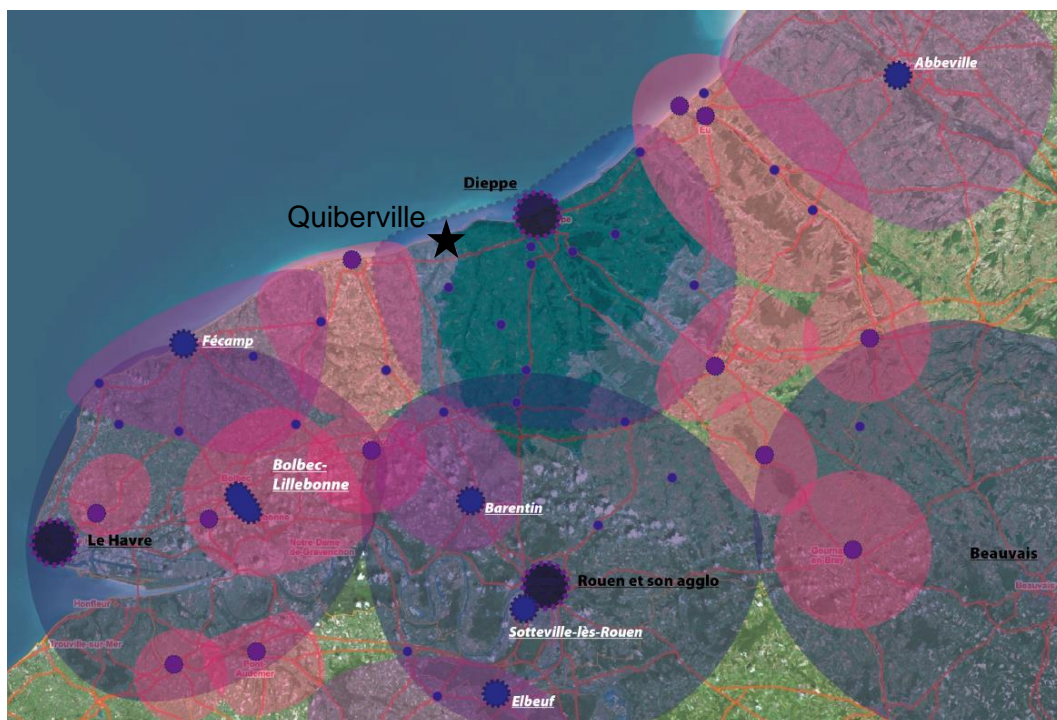
Plus localement, on trouve :

- **Luneray** (8 km / 9' en voiture), avec 3 supermarchés et de nombreux commerces de proximité ;
- **Offranville** (12 km / 12' en voiture), avec 1 supermarché et de nombreux commerces de proximité.



Nombre de commerces dans les polarités proches (source INSEE)

1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX



Aires d'influence des polarités du SCOT (source SCOT du Pays Dieppois Terroir de Caux)

X.2. Les déplacements domicile – travail

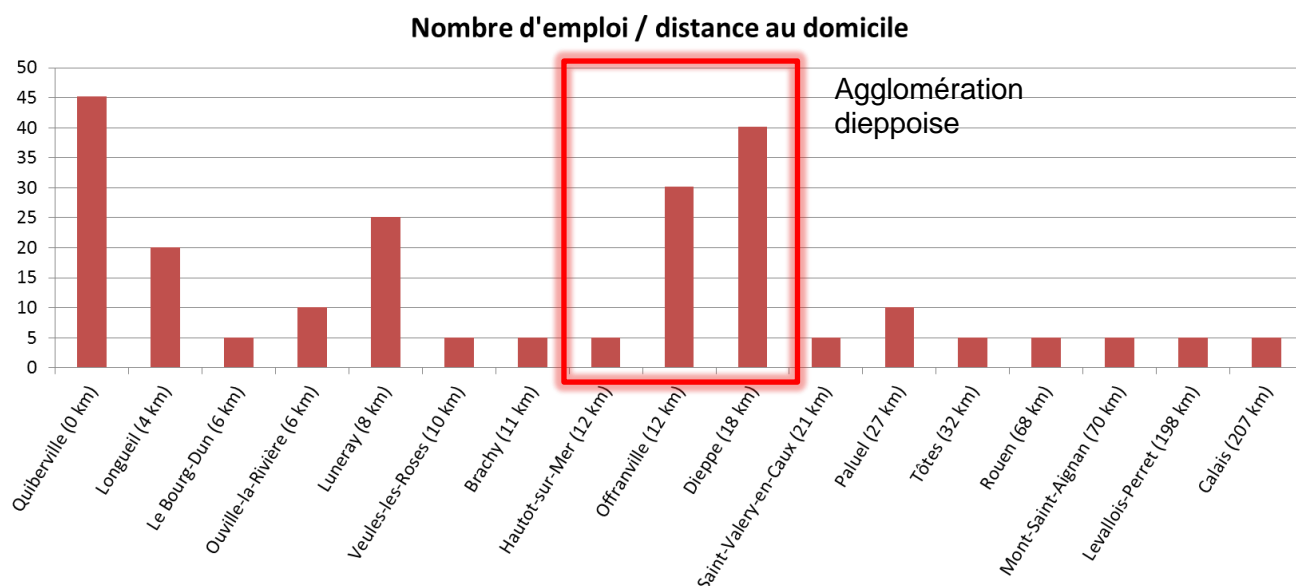
Quiberville compte **240 actifs**, dont 222 ayant un emploi en 2016.

Les déplacements domicile – travail sont effectués à raison d'un trajet le matin et d'un trajet le soir (en semaine). L'analyse de l'enquête déplacement⁵ de l'INSEE nous enseigne que :

- **19,4% des actifs travaillent dans la commune** (recensement principal 2016) ;
- Environ **33% ont un emploi dans l'agglomération dieppoise** ;
- **Luneray** et **Longueil** sont également des lieux d'emplois significatifs (respectivement 9% et 11%) ;
- Les autres lieux d'emploi sont dispersés.

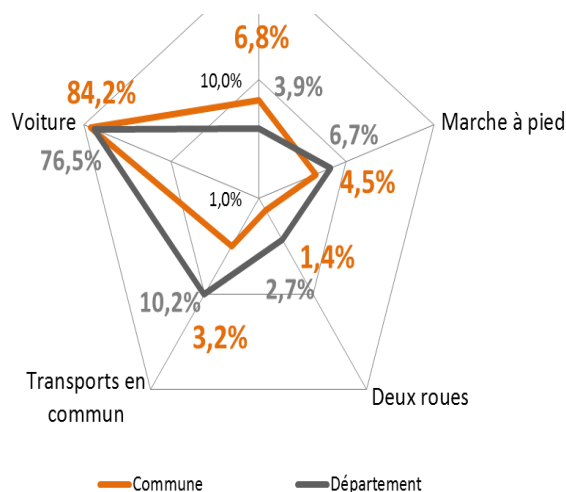
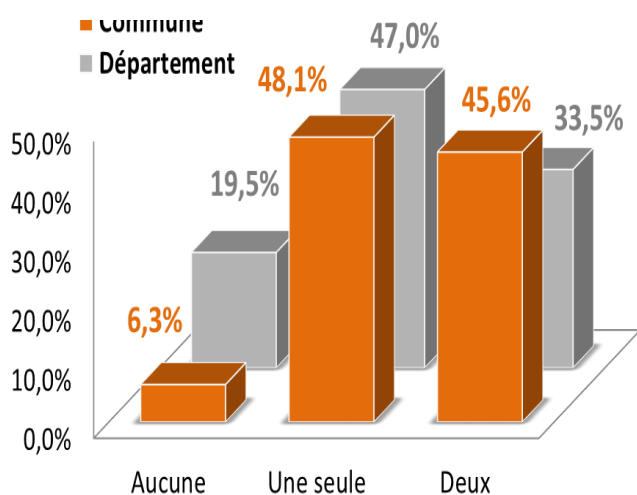
⁵ Attention, les statistiques au lieu de travail peuvent parfois différer sensiblement entre cette exploitation complémentaire et l'exploitation principale (recensement de la population). Outre le sondage qui est différent, le lieu de travail est déterminé avec plus de précision pour cette exploitation complémentaire, car on dispose d'informations supplémentaires et notamment de la localisation de l'établissement où est exercée l'activité.

1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX



Lieux d'emploi des habitants (classés selon leur distance à vol d'oiseau)

ENJEU La voiture est le moyen de transport le plus courant, avec 84,2% des trajets. Toutefois, la configuration de l'emploi rend possible un report vers les transports collectifs, notamment le **covoiturage** vers la région dieppoise, où un tiers des actifs travaillent. C'est un atout non négligeable dans un futur où le coût des carburants ne devrait cesser d'augmenter.



Nombre de voitures par ménage / moyen de transport pour les trajets domicile-travail (échantillon représentatif) en 2016 (source INSEE)

X.3. Les mobilités scolaires

Les jeunes enfants sont scolarisés dans le RPI Longueuil (2 classes) - Quiberville (2 classes) – Sainte-Marguerite-sur-Mer (2 classes).

Plus âgés, ils dépendent du collège d'Offranville (12 km / 12 min) ; plusieurs collèges sont également accessibles à Dieppe (18 km / 25'). Puis les élèves peuvent se rendre dans les lycées de Dieppe.

Les mobilités induites sont quotidiennes (en semaine) et pendulaires (un trajet aller le matin et un trajet retour le soir), avec possibilité de ramassage scolaire.

1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX

X.4. Les mobilités commerciales et d'accès aux services

Les équipements commerciaux sont très limités à Quiberville ; signalons toutefois la présence d'un bar-tabac-épicerie dans le bourg.

Les habitants doivent se tourner vers les pôles voisins (trajets effectués en voiture individuelle) : **Dieppe** (18 km / 25'), **Offranville** (12 km / 12') et **Luneray** (8 km / 9'), disposant d'offres complètes en commerces de proximité et supermarchés.

X.5. Les mobilités de loisirs

Les mobilités liées aux loisirs sont difficiles à appréhender, car il n'existe que très peu d'informations statistiques afférentes. Pourtant, ce type de mobilités progresse fortement (+3%/an depuis 20 ans), et dépasse les mobilités de travail.

Une étude de 2007 sur les inégalités d'accès aux loisirs et au tourisme (Françoise Potier et Patricia Lejoux) démontre que les habitants des communes rurales sont moins « gourmands » en déplacements de loisirs (écart de 20% entre un « rural » et un « parisien »). Le jardinage, les promenades, ou la simple envie de profiter de leur village sont autant de raisons de limiter ces déplacements.

Ce que les ruraux savaient depuis longtemps – leur moindre propension à s'échapper de leur environnement – trouve un fondement théorique. Pour une commune comme Quiberville, on peut estimer que les mobilités de loisirs représentent environ 20 km/jour/habitant – alors que pour un urbain, ils représentent un peu plus de 25 km/jour/habitant (attention, il s'agit là d'un chiffre à interpréter comme un ordre de grandeur).

XI. Agriculture

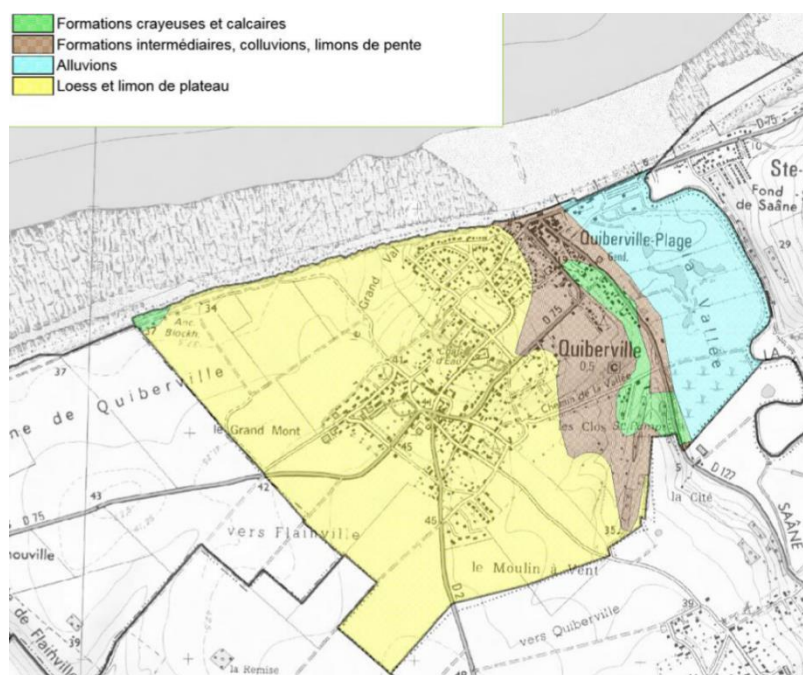
XI.1. Qualité des sols

La commune de Quiberville est située sur la bande littorale du Pays de Caux et le relief se caractérise par trois entités distinctes :

- La zone de plateau est constituée de terrains limoneux, elle présente d'excellentes potentialités agronomiques permettant l'implantation des grandes cultures ;
- La zone de la vallée de la Saâne, composée d'alluvions, est principalement occupée par des prairies ;
- Les secteurs de « coteaux » constitués de formations intermédiaires présentent de bonnes potentialités agronomiques. Ils sont occupés par des cultures ou des prairies, notamment en fonction de la pente de la parcelle.

Globalement, ces sols très fertiles constituent une ressource non renouvelable qu'il convient de préserver dans le cadre du développement durable.

1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX



Nature des sols de Quiberville (source CA76 / BRGM)

XI.2. Superficie agricole utilisée

La commune s'étend sur une superficie totale de 345 hectares, dont 196 ha sont utilisés par l'agriculture (soit 57 % du territoire), ce qui la place légèrement en dessous de la moyenne départementale (63 % en 2010). Malgré le caractère très rural de la commune, Quiberville est également une commune balnéaire urbanisée à proximité de la mer. De plus, les parcelles du fond de vallée ne sont pas toutes valorisées par l'agriculture.

	1979	1988	2000	2010
Superficie des exploitations	336	290	254	243
Terres labourables	-	215	192	191
Superficie toujours en herbe	-	75	62	52
Superficie fourragère principale	-	-	77	74

Occupation des sols (source CA76 / RGA)

NB : les chiffres renseignés sont ceux des terres labourables et des Surfaces Toujours en Herbe (STH) des exploitations agricoles dont le siège est sur Quiberville. Il ne s'agit pas de valeurs réelles sur le périmètre de la commune.

La surface mise en valeur par les exploitations de la commune n'a cessé de diminuer depuis 1979. Cela concerne à la fois les surfaces en terres labourables et les surfaces toujours en herbe. Entre 1988 et 2010, les surfaces en herbe ont diminué de 30 % et les surfaces en labours de 11 %. Cela s'explique certainement par la forte diminution du nombre d'exploitations agricoles sur le territoire communal et la reprise de terres par les agriculteurs des communes voisines.

XI.3. Exploitations agricoles

Le nombre d'exploitations agricoles n'a cessé de diminuer sur le territoire communal depuis 1979. Selon le RGA, seules 3 exploitations subsistent en 2010.

La surface agricole moyenne des exploitations n'a cessé d'augmenter sur cette même période. Entre 2000 et 2010, le nombre d'exploitations a été divisé par deux alors que la SAU moyenne des exploitations a doublé traduisant le phénomène d'agrandissement des structures constaté à l'échelle de l'ensemble du département.

1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX

Source RGA	1979	1988	2000	2010
Nombre d'exploitations	16	10	6	3
SAU moyenne des exploitations	21	29	42	81

Evolution du nombre d'exploitations agricoles (source CA76 / RGA)

En octobre 2016, la Chambre d'agriculture recensait encore 3 exploitations professionnelles. Mais depuis 2016, la situation a changé, et le bilan suivant peut être dressé en 2018 :

- Ils ne restent qu'**une exploitation professionnelle** et **une exploitation de retraite** ayant leur siège sur le territoire communal. L'une d'elles compte un site secondaire à Quiberville.

L'emprise de chaque site d'exploitation ainsi que le parcellaire agricole situé en périphérie des zones bâties ont été localisés sur un extrait de plan (cf. ci-dessous) ;

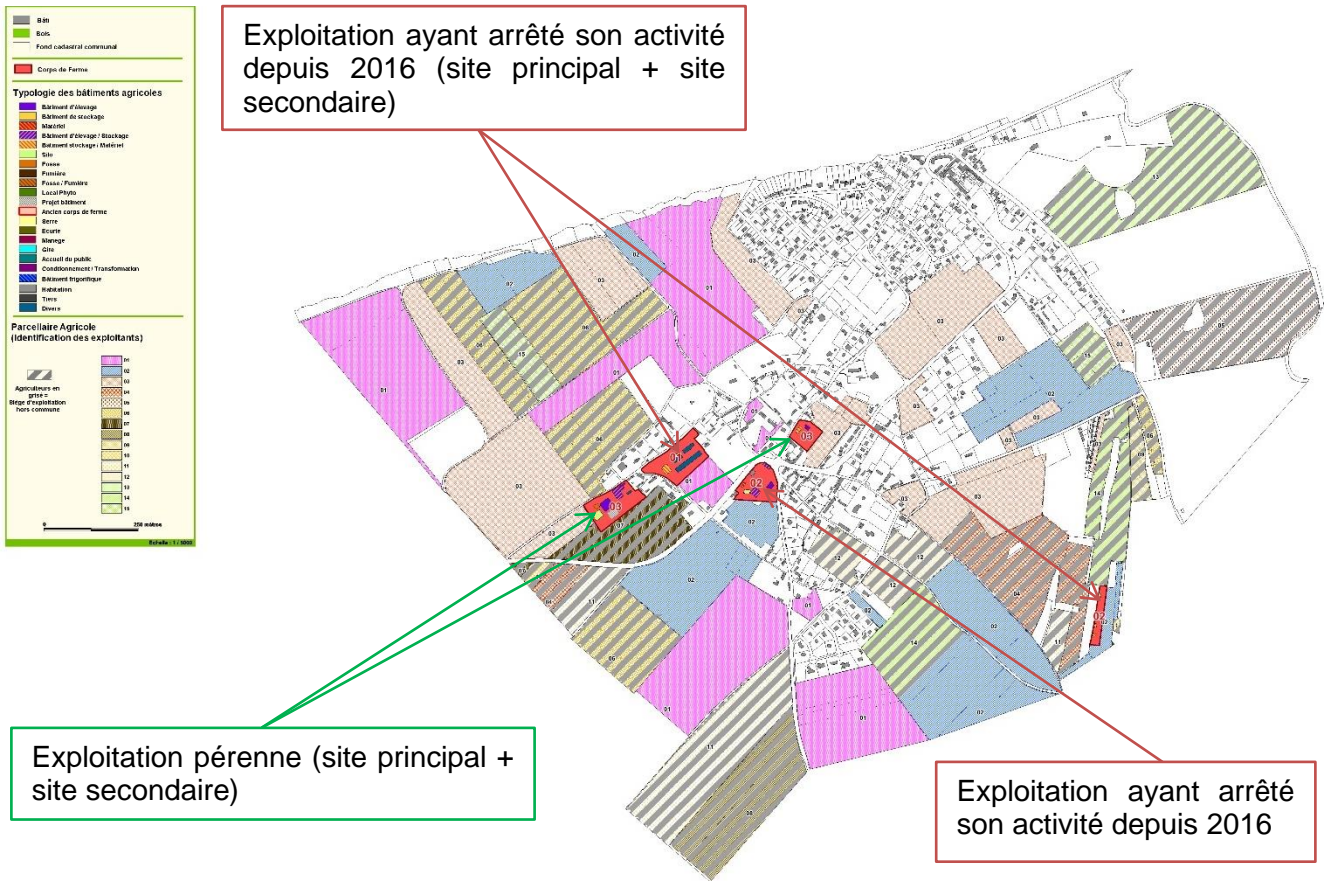
- Les sociétés représentent la majorité des formes juridiques des exploitations agricoles de la commune (EARL). Cette augmentation peut s'expliquer par le fait que les agriculteurs doivent de plus en plus consolider leur exploitation agricole afin de sécuriser leur revenu face à une conjoncture incertaine. Elles permettent aussi de clarifier le statut des femmes exploitantes agricoles et d'associer au plus tôt la génération suivante, mais aussi de gagner en qualité de vie en répartissant sur plusieurs personnes les travaux d'astreintes. Les exploitations individuelles sont, toutefois, encore très présentes.

- En 2016, environ 107 hectares (soit 55 % des surfaces agricoles communales) sont exploités par des agriculteurs ayant leur siège à Quiberville. Les exploitants venus de l'extérieur, au nombre de 11, ont leur siège sur des communes avoisinantes (Avremesnil, Bellencombre, La Gaillarde, Le Bourg-Dun, Longueil, Ouville-la-Riviere, Saint-Pierre-le-Viger, Sainte-Marguerite-sur-Mer).

Cette donnée a un impact non négligeable sur les distances parcourues par les agriculteurs et sur la circulation des engins agricoles lors de la traversée de la commune.

Seule la **pérennité d'une exploitation** est assurée sur la commune de Quiberville du fait de l'âge du chef d'exploitation.

1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX



Localisation des sièges d'exploitation et du parcellaire agricole (source CA76)

XI.4. Productions locales et respect du principe de réciprocité vis-à-vis des structures d'élevage

L'élevage reste une activité présente à Quiberville :

- La principale exploitation pratique l'élevage mixte (vaches laitières + bovins engraissement) ;
- L'exploitation de retraite conserve encore quelques vaches, mais ce cheptel n'est pas pérenne.

A ce jour, ces deux exploitations concernées relèvent du Règlement Sanitaire Départemental.

Les exploitations d'élevage disposent d'installations pouvant présenter des nuisances pour le voisinage dont l'aménagement ou le développement est soumis à l'application de réglementations sanitaires très strictes.

Pour les exploitations relevant du Règlement Sanitaire Départemental, la réglementation implique, pour toute construction liée à l'élevage, le respect d'un **recul de 50m** de toute habitation de tiers ou des limites d'urbanisation.

La même exigence d'éloignement s'impose à toute nouvelle construction ou changement de destination d'immeubles habituellement occupés par des tiers situés à proximité d'installations d'élevage (article L111-3 du Code Rural).

Il faut souligner que l'activité agricole est présente dans le bourg et en périphérie. Aussi, il conviendra fortement de limiter les constructions à usage d'habitation de tiers aux abords de ces exploitations. En effet, les exploitations agricoles sont ou peuvent être « fragilisées » du fait de la proximité du bâti et des possibles conflits de voisinage.

1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX

XI.5. Enjeux par rapport à l'urbanisation

Les systèmes polyculture, polyculture élevage, pratiqués par les exploitations présentes sur la commune, génèrent de très nombreux déplacements de matériel entre les corps de ferme et les parcelles des exploitations, parfois relativement éloignées et qu'il convient d'assurer. Il s'agit notamment des déplacements liés :

- Aux façons culturales, fertilisation, traitements...,
- Aux transports, déplacements, surveillance des animaux,
- A l'épandage des effluents d'élevage (fumiers, lisiers),
- A l'engrangement des récoltes, foin, paille, lin, pommes de terre...,
- Aux ensilages des cultures fourragères (ray-grass, maïs).

Selon les calendriers culturels, ces déplacements peuvent être concentrés sur de courtes périodes.

Les déplacements d'engins agricoles se font également en direction des lieux d'approvisionnement ou de livraison de récolte, ainsi que des centres de réparation et d'entretien des machines.

Les conditions de circulation des engins agricoles ou forestiers sont définies par un arrêté du 4 mai 2006 relatif à la circulation des véhicules et matériels agricoles ou forestiers qui précise que les convois agricoles autorisés, sans pour autant être considérés comme des convois exceptionnels dont la circulation est réglementée par ailleurs, peuvent avoir une largeur comprise entre 2,55 mètres et 4,5 mètres, leur longueur ne devant pas excéder 25 mètres. Par ailleurs, les hauteurs des transports de lin, de fourrages et de paille atteignent 4,80 mètres et nécessitent un tirant d'air de 5 mètres.

En conclusion, on retiendra que le maintien et le développement des exploitations agricoles de Quiberville sont conditionnés :

- Au **respect de marges de recul** par rapport au site d'exploitation pérenne de la commune, dont la vocation d'élevage est bien marquée ;
- A la **protection des terrains attenants** à ce siège d'exploitation ou proche de celui-ci ;
- A l'**absence de création de nouvelles habitations à proximité** de ce corps de ferme dans la mesure où elles créent des contraintes supplémentaires préjudiciables au maintien et au développement de l'activité agricole. Elles sont source de conflits de voisinage entre les résidents et les exploitants ;
- Au développement de la commune **en continuité des zones déjà urbanisées** ;
- A la préservation des voies assurant la circulation agricole et la desserte des parcelles.

XII. Projet territorial de la basse vallée de la Saône

Source SBVSVS et du Conservatoire du Littoral

XII.1.1. Contexte

Les trois communes de la basse vallée de la Saône, Quiberville, Sainte-Marguerite-sur-Mer et Longueil ont été soumises à de nombreuses inondations ces dernières décennies (dont la plus marquante en 1999).

Ainsi, en 2006, le Syndicat de Bassin Versant Saône Vienne et Scie engage un projet de « ré-estuarisation » de la basse vallée afin de lutter contre les inondations, restaurer la libre circulation des poissons migrateurs, préserver la ressource en eau et valoriser les milieux (conduite de nombreuses études, mais aucun scénario d'aménagement de la basse vallée retenu).

1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX

En parallèle, le Conservatoire du littoral se positionne comme partenaire de ce projet et définit une stratégie d'intervention foncière en délimitant un périmètre autorisé d'environ 180 ha sur le secteur de la basse vallée.

Entre 2011 et 2014, la basse vallée intègre le programme européen LiCCo (Littoraux et changements côtiers) dont le but est d'accompagner les populations côtières pour comprendre, se préparer et s'adapter aux effets du changement climatique.

XII.2. Le projet

Depuis 2012, le Conservatoire du littoral reprend la démarche à travers un projet de territoire en travaillant sur une approche plus globale comprenant un ancrage local et une concertation renforcée avec tous les acteurs (privés, publics, locaux, départementaux et régionaux). Le projet territorial intègre alors trois volets :

- Appréhender le risque inondation en favorisant l'écoulement de la Saône à la mer tout en répondant au risque submersion marine ;
- Prendre en compte l'ensemble des usages socio-économiques de la basse vallée (riverains, usagers, agriculteurs, pêcheurs, chasseurs, touristes ...) ;
- Améliorer la qualité du milieu (zone humide, continuité écologique, paysage, eau, etc.).



XII.3. Les partenaires impliqués

Ce sont l'Agence de l'Eau Seine Normandie et la Région Normandie qui financent le projet. Le Conservatoire du littoral assure la coordination et la mise en œuvre avec un agent sur site. Les partenaires (Etat, Région, Département, Intercommunalités, Communes, Associations, Riverains, Agriculteurs, Pêcheurs, Chasseurs ...) contribuent à sa construction via deux instances de concertation.

Le comité technique permet la co-construction du projet territorial et le suivi des travaux des bureaux d'étude. Il se réunit en fonction des besoins plusieurs fois par an.

Le comité de pilotage est l'instance de prise de décision et de validation des travaux qui se réunit une fois par an.

Plusieurs réunions publiques et ateliers ont également permis d'informer et associer la population locale.

XII.4. Avancement du projet

Le comité de pilotage de septembre 2016 a permis de valider la trajectoire globale du projet à court, moyen, long terme et les grands principes des actions à conduire dans les prochaines années à savoir :

- L'aménagement d'un ouvrage hydraulique de **reconnexion de la Saône à la mer** ;
- La **relocalisation du camping de Quiberville** et des bungalows de Sainte-Marguerite-sur-Mer ;
- L'organisation de l'ensemble des usages et de la valorisation touristique du site ;
- La valorisation des milieux en restaurant les fonctionnalités des **zones humides**.

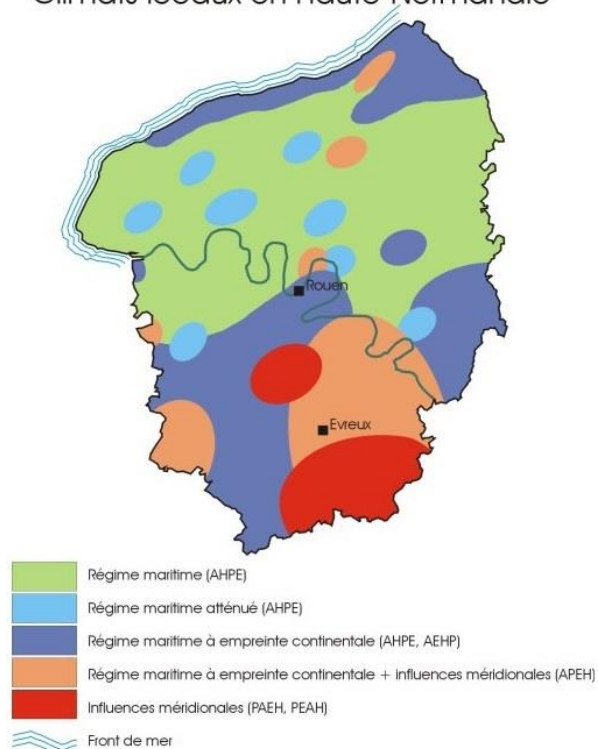
2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

I. Milieu physique

I.1. Climat

Quiberville bénéficie d'un climat de type océanique tempéré et humide, qui peut être caractérisé par des hivers modérément froids et des étés tempérés. Une influence continentale se fait toute fois ressentir sur une frange littorale allant du Tréport à Fécamp, caractérisée par une amplitude thermique plus importante qu'ailleurs (hivers plus rigoureux et étés plus chauds). Les températures moyennes, variant de 5,1 à 17,3°C (à Dieppe), peuvent être qualifiées de douces.

Climats locaux en Haute-Normandie



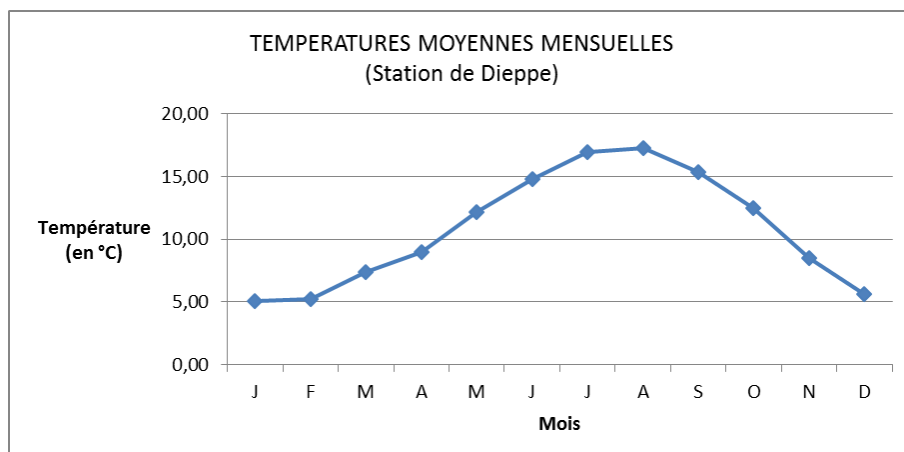
Climats locaux de Haute-Normandie (source AREHN)

L'une des stations météorologiques les plus proches de Quiberville est celle de Dieppe. Les données des températures moyennes afférentes à cette station sont présentées ci-après.

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Température moyenne mensuelle	5,1	5,2	7,4	9,0	12,2	14,8	17,0	17,3	15,4	12,5	8,5	5,6

Température moyenne mensuelle à la station de Dieppe entre 1981 et 2010 (source Météo France)

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



Températures moyennes mensuelles à la station de Dieppe entre 1981 et 2010 (source Météo France)

I.2. Qualité de l'air et énergie

On appelle pollution de l'air toute modification de l'atmosphère due à l'introduction de substances dangereuses pour la santé humaine, l'environnement ou le patrimoine. Ces substances ou polluants résultent à la fois de phénomènes naturels (éruptions volcaniques...) et d'activités humaines diverses (industrie, transport, résidentiel...).

I.2.1. Contexte régional et communal

En Normandie, la qualité de l'air est évaluée par l'association à but non lucratif Air Normand qui fait partie du réseau national de surveillance constitué d'associations agréées par le ministère chargé de l'environnement.

Il n'existe pas de station de mesures sur Quiberville, toutefois, une station de mesures est présente sur la commune limitrophe de Sainte-Marguerite-sur-mer et peut être représentative.

	Particules PM10	Oxydes d'azote	Dioxyde de carbone	Méthane
Ex-communauté de communes de Saône et Vienne	185,7 tonnes	302,2 tonnes	77 686,6 tonnes	1 094,5 tonnes

Moyennes annuelles des émissions de polluants pour 2008

Les origines de ces principaux gaz polluants sont, comme pour toute la France, les transports, l'industrie, le chauffage résidentiel/tertiaire, l'agriculture...

I.2.2. Schéma Régional Climat Air Energie

Conformément aux dispositions de la loi Grenelle 2, chaque région est tenue d'établir un Schéma Régional Climat Air Energie (S.R.C.A.E.), tel qu'il a été défini dans l'article 68 de la loi. Il s'agit d'un document d'orientation, qui ne fixe aucune prescription. Les Plans Régionaux pour la Qualité de l'Air seront intégrés au S.R.C.A.E. Ce Schéma fixe des orientations pour les horizons 2020 et 2050, parmi lesquelles :

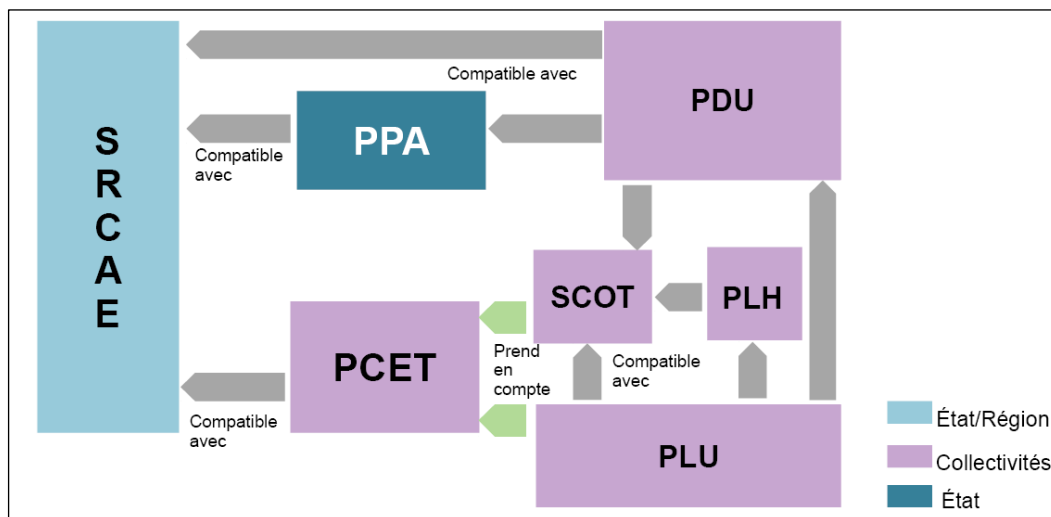
- La maîtrise de la consommation d'énergie ;
- Le développement des énergies renouvelables par filières et par zone géographique ;
- L'amélioration de la qualité de l'air ;
- La limitation des émissions de gaz à effet de serre ;

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

- Une réflexion autour de l'atténuation et l'adaptation aux effets éventuels liés au changement climatique.

Le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie de Haute-Normandie a été arrêté le 21 mars 2013 par le Préfet de région, suite à son approbation au Conseil Régional le 18 mars 2013.

Les documents d'urbanisme (SCoT, PLU,...) doivent prendre en compte le Schéma Régional Climat Air Energie, via les autres documents de planification qui doivent lui être compatible (PCET...).



Liens de compatibilité des différents plans avec le SRCAE (source SRCAE HN)

Le projet de SRCAE s'articule autour de 9 défis se déclinant en plusieurs orientations. Dans le cadre de l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme, il s'agit de prendre en compte le défi n°4 :

Aménager durablement le territoire et favoriser les nouvelles mobilités

« Le SRCAE de Haute-Normandie porte l'ambition d'un aménagement régional durable, propice à une diminution de l'usage de la voiture individuelle, à la réduction de l'exposition des populations, à la pollution atmosphérique, au développement des énergies renouvelables, à la préservation des stocks carbone du territoire et à son adaptation au changement climatique. Il est donc nécessaire d'assurer une utilisation optimale des outils d'aménagement et des documents d'urbanisme. »

L'urbanisation devra ainsi se mener à travers :

- La densification et le renouvellement urbain, dans les agglomérations, les villes et les centres-bourgs de la région en dehors des espaces agricoles et naturels (Orientation TRA 1) ;
- Le développement et la revitalisation des centres bourgs, permettant le développement d'une multipolarité à l'échelle régionale (Orientation TRA 1) ;
- La prise en compte en amont des déplacements générés par les projets et l'articulation avec les dessertes en transport en commun existantes, en favorisant la densification autour des nœuds de transports en commun (gare TER, axes de Transport Collectif en Site Propre) – (Orientation TRA 1 et TRA 3) ;
- Le renforcement de la mixité fonctionnelle dans les projets d'aménagement (Orientation TRA 1) ;
- La limitation de la construction de l'habitat, et des établissements accueillant du public sensible, à proximité des points « noirs » d'un point de vue de la qualité de l'air (Orientation TRA 9) ;
- L'incitation à la construction de bâtiments performants et au service des objectifs du SRCAE : la construction bioclimatique et l'intégration des EnR dans le bâtiment devront ainsi être favorisées. Plus spécifiquement, l'identification des toitures pouvant accueillir des panneaux

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

photovoltaïques dès la construction des bâtiments devra être encouragée – en particulier sur les grands ensembles résidentiels, tertiaires et industriels. (Orientation ENR 5) ;

- La densification des projets d'aménagement permettant de rentabiliser le développement des réseaux de chaleur alimentés par des énergies renouvelables (biomasse) (Orientation ENR 2) ;
- L'intégration des questions de livraisons urbaines en marchandise, en intégrant la réflexion du positionnement des plateformes logistiques afin de réduire les « derniers kilomètres » parcourus, et d'envisager des dessertes logistiques en ville par des modes alternatifs (Orientation TRA 9).

I.2.3. Plan Climat Air Energie Territorial

Le PCAET intercommunautaire de Dieppe Pays Normand rédigé à l'initiative du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR), ancien Pays Dieppois - Terroir de Caux, est un projet territorial de développement durable qui a pour finalité la lutte contre le changement climatique. Institué par le Plan Climat national et repris par les lois Grenelle, et la loi de transition énergétique pour la croissance verte, c'est un cadre d'engagement pour le territoire conclu pour 6 années (fin de PCAET : 2025). Ce document est disponible en annexe de l'étude d'impact.

Le PCAET vise deux objectifs :

- L'atténuation : limiter l'impact du territoire sur le climat en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (GES) ;
- L'adaptation : réduire la vulnérabilité du territoire.

Le PCAET comporte des objectifs chiffrés de réduction des émissions de GES et d'adaptation du territoire dans des temps donnés :

- Pour 2020, les « 3 X 20 % » de l'Union Européenne : réduire de 20 % les émissions de GES ; améliorer de 20 % l'efficacité énergétique ; porter à 20 % la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie ;
- Pour 2050 : le facteur 4 (diviser par 4 ses émissions de GES sur la base de 1990).

Ainsi, le PCAET lancé en 2017 a fait l'objet de 3 phases de préparation et rédaction :

- Un Diagnostic Climat air énergie (<https://fr.calameo.com/read/00166364226be079d27a8> pour Terroir de Caux) ;
- Une Stratégie territoriale ;
- Un Plan d'actions.

Faisant suite à ces étapes, le Plan Climat Air Energie Territorial intercommunautaire de Dieppe Pays Normand a été approuvé à l'unanimité par le Conseil du Pôle lors de sa réunion du 2 octobre 2019 à Bertreville-Saint-Ouen. Le Plan va maintenant être soumis à l'avis des différentes autorités compétentes avant une approbation définitive à intervenir en début d'année 2020. Il s'agit d'une ultime étape avant la mise en œuvre de ce projet avec les collectivités, les citoyens, les acteurs locaux et les partenaires du territoire dans les objectifs et le plan de 31 actions respectant 6 axes d'application sont détaillé ci-après.

Concernant les énergies renouvelables notamment éolienne, le PCAET fixe comme objectif de faire progresser la production issue des parcs éoliens terrestres de 146 GWh/an en 2014 (année de référence) à 249 GWh/an en 2025 (année de fin de PCAET) ; étant établi que le potentiel de production à l'horizon 2050 est de 330 GWh/an comme l'indique le document suivant.

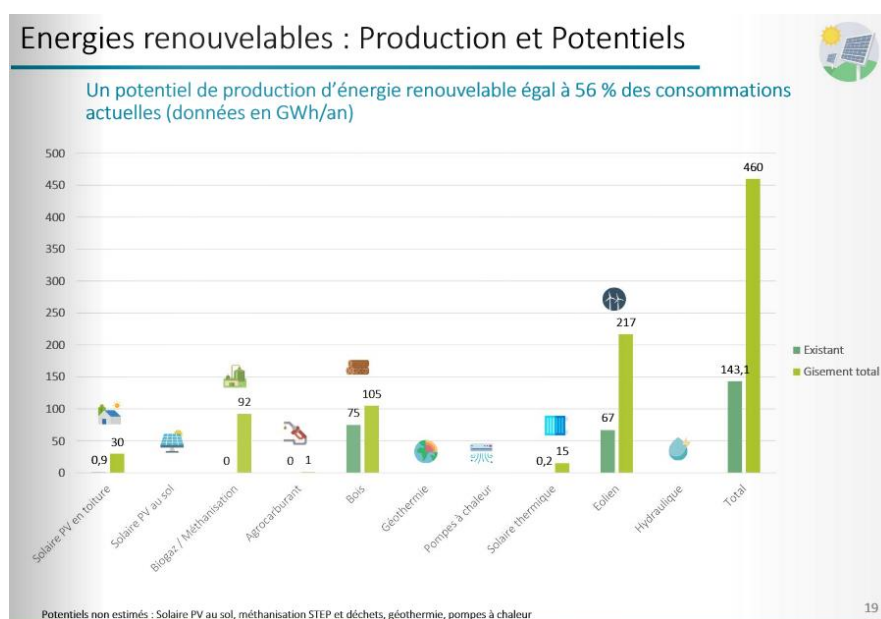
2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Production d'énergie renouvelable de Dieppe Pays Normand (MWh)						
	Année de référence	Année médiane du budget carbone 2019-2023	Fin du PCAET n°1	Année médiane du budget carbone 2024-2028		
	2014	2021	2025	2026	2030	2050
Eolien terrestre	146 100	170 000	249 000	262 000	330 000	330 000
Solaire photovoltaïque	1 600	4 700	11 000	12 800	20 000	90 000
Biomasse solide	224 500	230 000	240 000	242 000	250 000	315 000
Solaire thermique	800	2 200	5 000	6 000	10 000	40 000
Biométhane	0	13 000	40 000	47 000	75 000	150 000
TOTAL	373 000	419 900	545 000	569 800	685 000	925 000
Evolution par rapport à 2014		+13%	+46%	+53%	+84%	+148%

Production d'énergie renouvelable de Dieppe Pays Normand (MWh)

Source : Diagnostic territorial PCAET Dieppe Pays Normand

A l'échelle de la Communauté de Communes du Terroir de Caux, la progression attendue du secteur éolien doit permettre de passer d'une production 2014 de 67 GWh à 217 GWh annuels (de potentiel maximum évalué par la Communauté de communes).



Energies renouvelables – Production et Potentiels

Source : Diagnostic territorial PCAET Dieppe Pays Normand Synthèse Terroir de Caux

I.3. Qualité des sols

Sites et sols pollués : d'après la base de données BASOL, il n'y a aucun site avec une pollution avérée présent sur le territoire communal de Quiberville.

Inventaire historique de sites industriels et activités de services (BASIAS) : la base de données BASIAS dresse l'inventaire des sites industriels et activités de services en activité ou non. Cet inventaire est complémentaire à la base de données BASOL sur les sites et sols pollués, afin de déterminer les parcelles potentiellement concernées par une pollution liée aux activités industrielles et de service.

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Localisé	Raison(s) sociale(s) de(s) entreprise(s) connue(s)	Identifiant	Dernière adresse	Etat de connaissance du site	Etat d'occupation du site
X	RENOULT ROLANDE, ex BERTHE Ernest	HNO7605091	51 rue Saône	Inventorié	En activité

Liste des sites pollués ou potentiellement pollués à Quiberville (source BASIAS)

I.4. Qualité des eaux de baignade

D'après le Ministère chargé de la santé, les derniers prélèvements d'eaux de baignade réalisés en juin 2017 sont qualifiés de « bon ». L'eau du site « Quiberville-plage » est ainsi considérée comme de qualité suffisante.

Les sources potentielles de pollution sur le site peuvent être liées :

- Au déversement d'orage ou à la panne de la désinfection de la station d'épuration de Sainte-Marguerite-sur-Mer ;
- A la surverse des postes de refoulement ;
- Au déversement de résidus de vidage des poissons (en cas d'orage) ;
- Au bruit de fond bactériologique et au risque de pollution par temps de pluie provenant de l'exutoire de la Saône ;
- Au déversement par temps de pluie provenant d'un exutoire pluvial.

Les mesures de gestion à mettre en œuvre en cas de pollution sont les suivantes :

- Alerte météo ;
- Télésurveillance et alerte ;
- Fermeture préventive de la plage ;
- Mesures hebdomadaires par temps sec et par temps de pluie.

Certaines actions ont déjà été réalisées à Quiberville-plage pour éviter les risques liés à la pollution des eaux de baignade. Un contrôle de l'assainissement est ainsi effectué à l'exutoire pluvial à l'ouest de Quiberville. De plus, à l'exutoire de la Saône, en plus d'un contrôle des systèmes d'assainissement, des abreuvoirs et des clôtures sont aménagés.

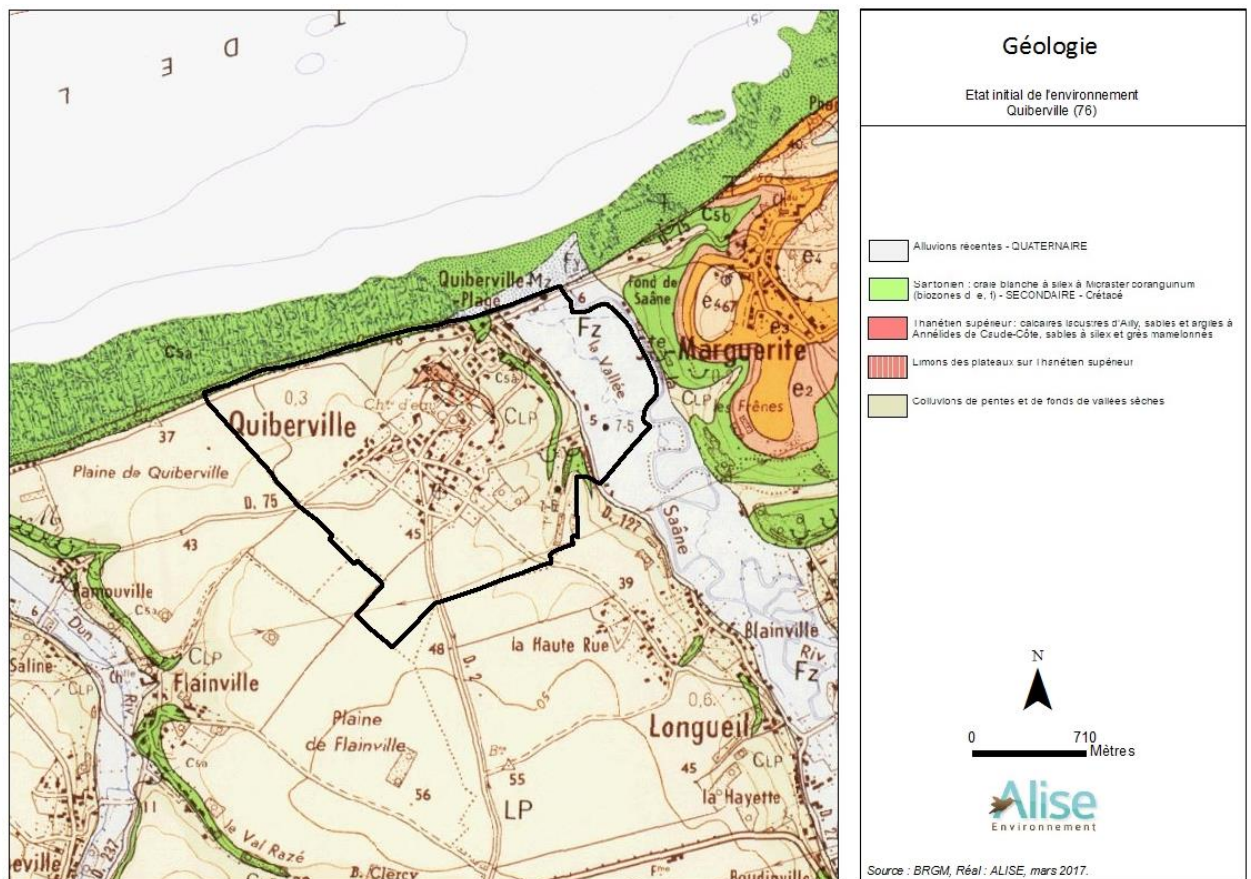
I.5. Contexte géologique

Du point de vue géologique, la zone d'étude se situe au sein du bassin parisien.

D'après la carte géologique n°42 de Dieppe Ouest au 1/50 000 (BRGM), les principales formations géologiques se trouvant à l'affleurement dans la commune sont les suivantes :

- Craie blanche à silex sur le plateau ouest,
- Alluvions modernes en fond de vallée,
- Colluvions sur les pentes.

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



Carte géologique de Quiberville (source Infoterre BRGM)

I.6. Contexte hydrogéologique

D'après les informations de la carte hydrogéologique de Seine-Maritime, la nappe d'eau souterraine est subaffleurante en fond de vallée. La commune est donc concernée par le risque d'inondations par remontée des nappes.

I.6.1. Captages d'alimentation en eau potable (AEP)

Les articles L1321-1 et R1321-13 du Code de la Santé Publique définissent les trois périmètres de protection pouvant être rencontrés autour d'un point de prélèvement d'eau destiné à l'alimentation :

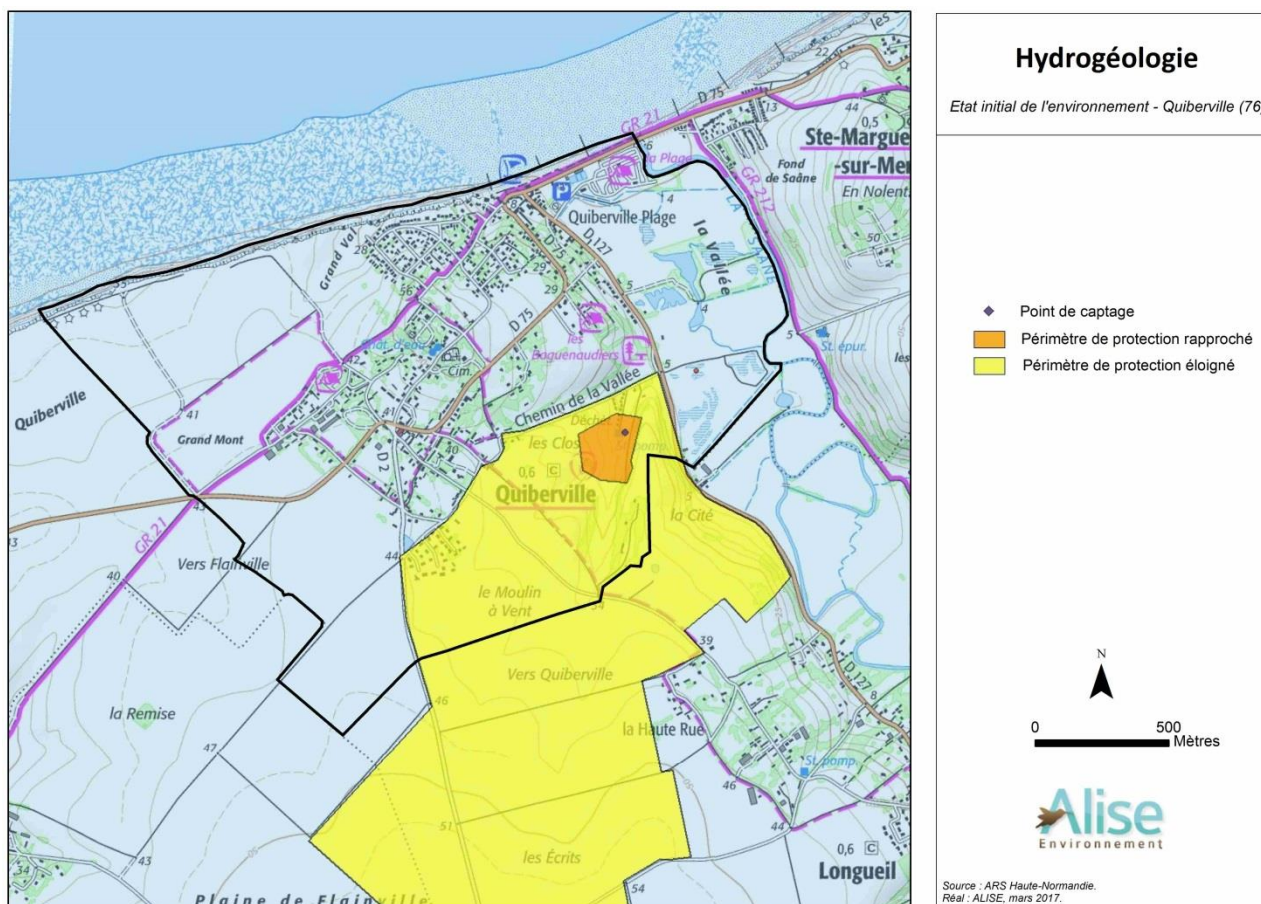
- Un **périmètre de protection immédiat**, dont les limites sont établies afin d'interdire toute introduction directe de substances polluantes dans l'eau prélevée et d'empêcher la dégradation des ouvrages ;
- Un **périmètre de protection rapproché** à l'intérieur duquel peuvent être interdits ou réglementés toutes sortes d'installations, travaux, activités, dépôts, ouvrages, aménagements ou occupation des sols de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux ;
- Un **périmètre de protection éloigné** à l'intérieur duquel peuvent être réglementés les installations, activités et travaux mentionnés ci-dessus.

Les périmètres de protection sont définis après une étude hydrogéologique réalisée par un hydrogéologue agréé et prescrits par une Déclaration d'Utilité Publique (D.U.P.).

ENJEU

D'après les informations de l'Agence Régionale de Santé (A.R.S.) de Haute-Normandie, Quiberville est concernée par un point de captage pour l'alimentation en eau (Forage de Quiberville).

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



Captage et périmètres de protection (source ARS)

Le forage AEP de Quiberville fait l'objet d'une DUP des périmètres de protection du 22 juillet 1991. Le captage est soumis à 3 types de périmètres de protection :

- Périmètre de Protection Immédiat ;
- Périmètre de Protection Rapproché ;
- Périmètre de Protection Eloigné.

A l'intérieur du périmètre de protection immédiat, sont interdits tous dépôts, remblais, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau potable.

A l'intérieur du périmètre de protection rapproché, sont interdites les activités suivantes :

- Les puits filtrant pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales,
- L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières,
- L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert),
- L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- L'implantation d'ouvrages de transport des eaux d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées,
- L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides et de tous autres produits liquide ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

- Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature,
- L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau,
- L'épandage ou l'infiltration des lisiers,
- L'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux-vannes à l'exception des matières et vidanges,
- Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures,
- L'établissement d'étables ou de stabulations libres,
- La création d'étangs,
- Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes,
- La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation.

A l'intérieur de ce même périmètre de protection rapproché, sont réglementées les activités suivantes :

- Le forage de puits,
- Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes,
- Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail,
- L'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols,
- L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures,
- L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail.

A l'intérieur du périmètre de protection éloigné, sont réglementées les activités suivantes :

- Le forage de puits,
- Les puits filtrant pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales,
- L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières,
- L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert),
- Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes,
- L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- L'implantation d'ouvrages de transport des eaux d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées,
- L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides et de tous autres produits liquide ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,
- Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature,
- L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau,
- L'épandage ou l'infiltration des lisiers,
- L'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux-vannes à l'exception des matières et vidanges,

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

- Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes.



Captage AEP de Quiberville (source ALISE)

I.6.2. Alimentation en eau potable

L'adduction en eau potable sur Quiberville est effectuée à partir d'un point de captage, il s'agit du forage AEP de Quiberville. Le tableau ci-dessous reprend ses caractéristiques.

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Nom	Forage de Quiberville – Lieu-dit « Les Clos »
Production / jour	664 m ³ /jour
Exploitation	Affermage – VEOLIA CFSP DIEPPE

Alimentation en eau potable de la commune

Il y a 555 habitants desservis pour 516 abonnés. La consommation moyenne est de 187 L/hab/j.

Le réseau est équipé de deux réservoirs / surpresseurs de 200 et 450 m³.

I.7. Contexte hydrologique

I.7.1. Contexte réglementaire

I.7.1.1. SDAGE « Bassin de la Seine et cours d'eau côtiers normands »

Créé par la loi sur l'eau de 1992, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) fixe pour chaque bassin les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau. Cette gestion s'organise à l'échelle des territoires hydro-géographiques cohérents que sont les six grands bassins versants de la métropole ainsi que les quatre bassins des DOM.

Outil de planification et de cohérence de la politique de l'eau prévu pour une période quinquennale, le S.D.A.G.E. est accompagné d'un programme de mesures qui décline ses orientations en moyens (réglementaires, techniques, financiers) et en actions permettant de répondre à l'objectif ambitieux pour chaque unité hydrographique. Le S.D.A.G.E. est également le cadre de cohérence pour les S.A.G.E. (Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux).

C'est un document de planification qui fixe, pour une période de six ans, « les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux » (article L212-1 du code de l'environnement).

Le SDAGE Seine-Normandie établi pour la période 2016-2021 a été adopté par le Comité de bassin le 5 novembre 2015 et annulé par décision du tribunal administratif de Paris le 19 décembre 2018.

Ainsi, les orientations fondamentales suivantes sont issues du SDAGE Seine-Normandie 2010-2015 :

- Défi n°1 : Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques
- Défi n°2 : Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques
- Défi n°3 : Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les substances dangereuses
- Défi n°4 : Réduire les pollutions microbiologiques des milieux
- Défi n°5 : Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future
- Défi n°6 : Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides
- Défi n°7 : Gestion de la rareté de la ressource en eau
- Défi n°8 : Limiter et prévenir le risque d'inondation

Certaines dispositions du S.D.A.G.E. s'appliqueront directement à la révision du Plan Local d'urbanisme, notamment :

- Disposition D6.102 : « Développer les voies alternatives à l'extraction de granulats alluvionnaires » ;
- Disposition D7.128 : « Garantir la maîtrise de l'usage du sol pour l'AEP future » ;
- Disposition D7.137 : « Anticiper les effets attendus du changement climatique » ;

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

- Disposition D8.139 : « Prendre en compte et préserver les zones d'expansion des crues dans les documents d'urbanisme » ;
- Disposition D8.142 : « Ralentir l'écoulement des eaux pluviales dans la conception des projets » ;
- Disposition D8.143 : « Prévenir la genèse des inondations par une gestion des eaux pluviales adaptée » ;
- Disposition L1.161 : « Elaborer et préciser les scenarii globaux d'évolution pour modéliser les situations futures sur le bassin » ;
- Disposition L2.163 : « Renforcer la synergie, la coopération et la gouvernance entre les acteurs du domaine de l'eau, des inondations, du milieu marin et de la cohérence écologique » ;
- Disposition L2.168 : « Favoriser la participation des commissions locales de l'eau lors de l'élaboration, la révision et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme (SCOT, PLU et carte communale) avec la SAGE » ;

Conformément à l'article L. 123-1 du Code de l'Urbanisme, le PLU de Quiberville devra être compatible avec les orientations fondamentales et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le S.D.A.G.E.

I.7.1.2. SAGE

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) est un document de planification élaboré de manière collective, pour un périmètre hydrographique cohérent. Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau. Il doit être compatible avec le S.D.A.G.E. Les S.A.G.E. constituent des outils d'orientation et de planification de la politique de l'eau au niveau local ; ainsi ils permettent de :

- Fixer des objectifs de qualité à atteindre dans un délai donné,
- Définir des objectifs de répartition de la ressource en eau entre les différents usages,
- Identifier et protéger les milieux aquatiques sensibles,
- Définir des actions de protection de la ressource et de lutte contre les inondations.

Quiberville n'appartient à aucun périmètre de SAGE.

I.7.1.3. Contrat de rivière

Le Contrat de Rivière est un instrument d'intervention à l'échelle de bassin versant. Comme le S.A.G.E., il fixe pour une rivière des objectifs de qualité des eaux, de valorisation du milieu aquatique et de gestion équilibrée des ressources en eau et prévoit de manière opérationnelle (programme d'action sur 5 ans, désignation des maîtres d'ouvrage, du mode de financement, des échéances des travaux, etc.) les modalités de réalisation des études et des travaux nécessaires pour atteindre ces objectifs. Contrairement au S.A.G.E., les objectifs du contrat de rivière n'ont pas de portée juridique.

La commune de Quiberville n'est pas concernée par un contrat de rivière.

I.7.2. Réseau hydrographique

La commune de Quiberville est traversée par la Saône qui s'écoule selon un axe sud-est / nord-ouest et qui rejoint la Manche au nord-est de la commune.



La Saône à Quiberville (source ALISE)

I.7.3. Ecoulement de surface

La commune est caractérisée par sa situation littorale et en vallée de la Saône. Deux zones hydrographiques sont présentes sur la commune. A l'est de la commune, l'écoulement des eaux de surface se fait depuis le plateau vers le fond de vallée, à l'est. A l'ouest de la commune, les eaux de surfaces s'écoulent depuis le plateau vers la mer, au nord.

II. Milieu humain

II.1. Risques majeurs

Le risque majeur est la possibilité d'un événement d'origine naturelle ou anthropique, dont les effets peuvent mettre en jeu un grand nombre de personnes, d'occasionner des dommages importants et de dépasser les capacités de réaction de la société.

On distingue les risques naturels des risques technologiques, d'origine anthropique. Huit risques naturels principaux sont prévisibles sur le territoire national : inondations, séismes, éruptions volcaniques, mouvements de terrain, avalanches, feux de forêt, cyclones et tempêtes.

Les risques technologiques sont au nombre de quatre : risque industriel, risque nucléaire, risque de transport de matières dangereuses et risque de rupture de barrage.

D'après le site internet Prim.net, la commune est concernée par plusieurs types de risques :

- Risque de mouvement de terrain notamment par affaissements et effondrements liés aux cavités souterraines (hors mines) et recul du trait de côte et de falaises
- Risque d'inondation
- Inondation par submersion marine
- Séisme
- Transport de marchandises dangereuses

II.1.1. Risques naturels

II.1.1.1. Risque « Mouvements de terrain »

Les mouvements de terrain concernent l'ensemble des déplacements du sol ou du sous-sol, qu'ils soient d'origine naturelle ou anthropique (occasionnés par l'homme). On distingue :

- Les affaissements et les effondrements de cavités souterraines d'origine naturelle (vides karstiques) ou anthropique (marnières),

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

- Les chutes de pierre et éboulements,
- Les glissements de terrain,
- Les avancées de dunes,
- Les modifications des berges de cours d'eau et du littoral,
- Les tassements de terrain provoqués par les alternances de sécheresse et de réhydratation des sols,
- Le retrait-gonflement des argiles.

La commune de Quiberville est concernée par le risque affaissement et effondrement de cavités souterraines d'origine naturelle (vides karstiques) ou anthropique (marnières). Le recensement des indices des cavités souterraines a été réalisé sur la commune.

Méthodologie du recensement d'indices de cavités souterraines

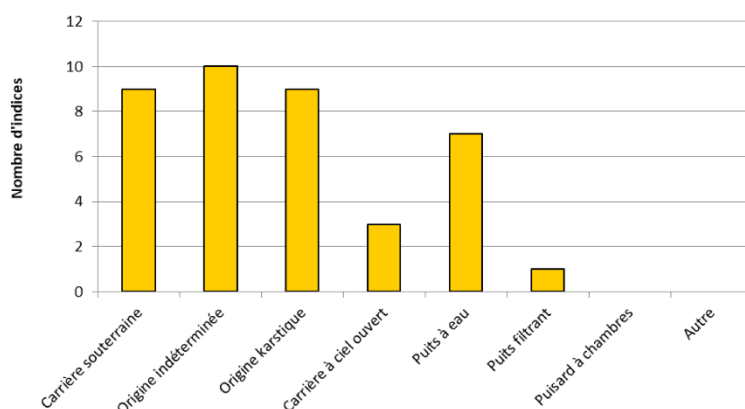
Le recensement des indices de cavités souterraines a été effectué par ALISE et s'est déroulé selon les étapes suivantes :

- Enquête bibliographique (archives modernes et anciennes)
- Exploitation des photographies aériennes
- Enquête locale
- Reconnaissance de terrain
- Synthèse et rendu de l'étude (cartographies, rapport, réunion de présentation)

Résultats du recensement d'indices de cavités souterraines

Le nombre total d'indices de cavités souterraines recensés au terme de l'étude sur l'ensemble du territoire est de 39. Il faut signaler que ce chiffre n'est pas un chiffre définitif, mais correspond à l'état actuel des connaissances.

Le graphique ci-dessous précise la nature des indices recensés.



Typologie des indices de cavités souterraines (source ALISE)

Le tableau et la carte ci-dessous présentent l'ensemble des indices recensés ainsi que leur périmètre de protection :

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

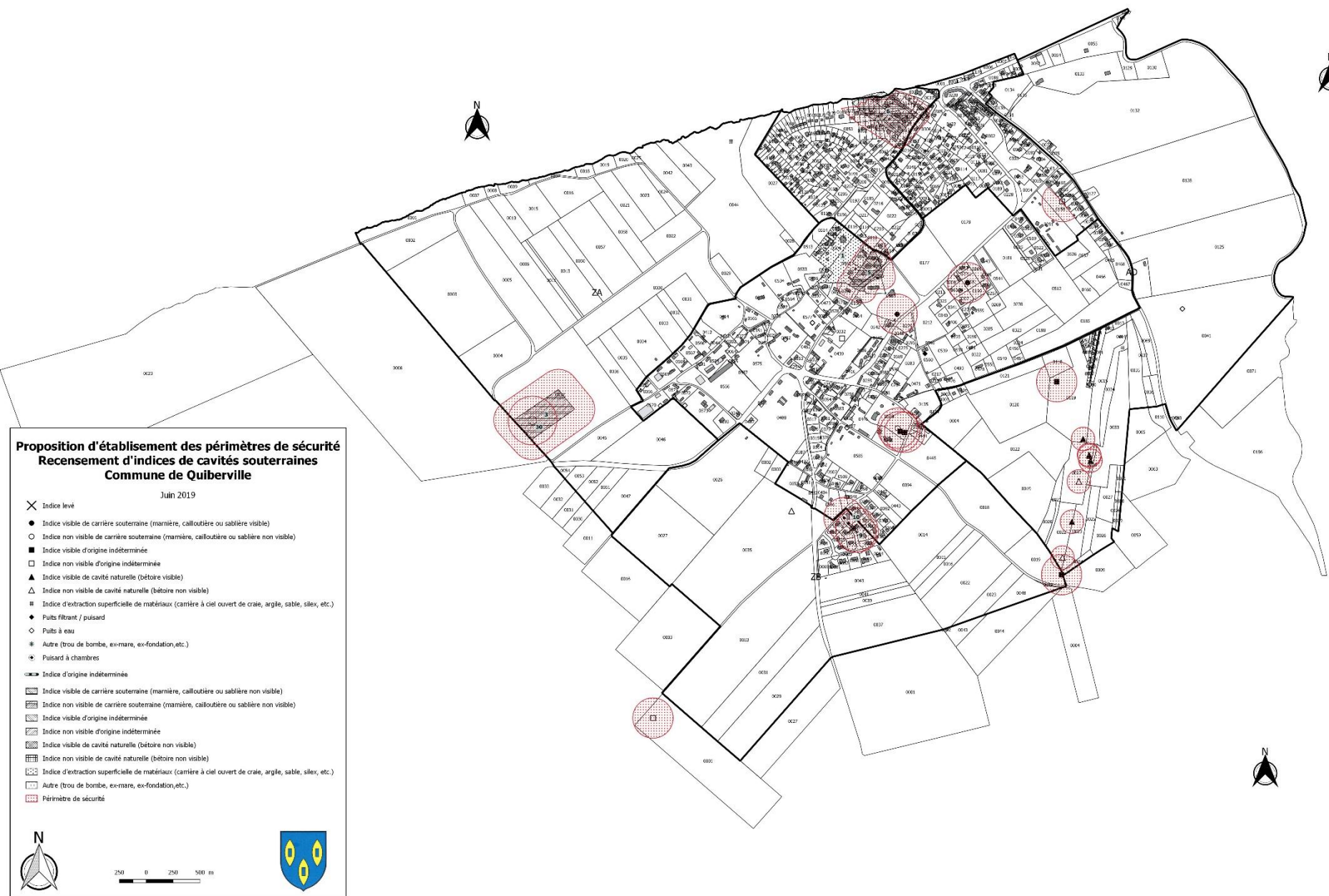
Numéro d'indice	Parcelle cadastrale	Précision	Sources					Type probable d'indice	Matière extraite probable	Périmètre sécurité proposé
			Départementales	Communales	Etudes	Enquête	Autres			
76.515.001		Non visible	Déclaration d'ouverture					Carrière à ciel ouvert	Non défini	0
76.515.002		Non localisé	Déclaration d'ouverture					Carrière souterraine	Non défini	60
76.515.003	ZA 37	Non visible	Déclaration d'ouverture					Carrière souterraine	Non défini	60
76.515.004		Non localisé	Déclaration de délégués à la sécurité des ouvriers mineurs					Carrière souterraine	Marne	60
76.515.005	AE 17-174-176 + 295 à 300	Non visible	Déclaration d'extraction de matériaux					Carrière souterraine	Silex	35
76.515.006		Non visible	Déclaration d'extraction de matériaux					Carrière souterraine	Silex	35
76.515.007	AE 20	Visible			Dossiers 76515-01 et 02 - Travaux de décapage, forages, puits, inspection et comblement (Explor-e, 2013)			Carrière souterraine	Marne	60
76.515.008	ZB 62	Non visible			Intervention rapide suite à un effondrement (BRGM, 2012) + Dossiers n°D.12.31279 et C.12.31170 et D.12.31306 - Travaux de forages, puits, inspection et comblement (Hydrogéotechnique, 2013) - Annexe 1	53		Carrière souterraine	Marne	0
76.515.009	ZB 59	Non visible			Dossiers n°D.12.31279 et C.12.31170 et D.12.31306 Travaux de forages, puits, inspection et comblement (Hydrogéotechnique, 2013) - Annexe 1			Indéterminée	Non défini	60
76.515.010	ZB 58-59-62	Non visible			Dossiers n°D.12.31279 et C.12.31170 et D.12.31306 Travaux de forages, puits, inspection et comblement (Hydrogéotechnique, 2013) - Annexe 1			Indéterminée	Non défini	60
76.515.011		Non visible			Base de données des cavités souterraines (BRGM)			Indéterminée	Non défini	60
76.515.012	AE 571	Non visible			Base de données des cavités souterraines (BRGM)			Karstique	Non défini	0
76.515.013	ZB 35	Non visible			Base de données des cavités souterraines (BRGM)			Karstique	Non défini	0
76.515.014	AD 17	Non visible			Base de données des cavités souterraines (BRGM)			Karstique	Non défini	35
76.515.015	AD 22	Visible			Base de données des cavités souterraines (BRGM)			Karstique	Non défini	35
76.515.016	AD 22	Non visible			Base de données des cavités souterraines (BRGM)			Karstique	Non défini	35
76.515.017	AE 332	Non défini			Base de données des mouvements de terrains (BGRM)			Indéterminée	Non défini	0
76.515.018	AE 585	Non visible			Banque du Sous-Sol (BRGM)	101		Puits à eau	Non défini	0
76.515.019	AD 41	Non défini			Banque du Sous-Sol (BRGM)			Puits à eau	Non défini	0
76.515.020	AD 60-62	Visible			Banque du Sous-Sol (BRGM)			Puits à eau	Non défini	0
76.515.021	AE 570	Non visible			Banque du Sous-Sol (BRGM)			Puits à eau	Non défini	0
76.515.022	AE 577	Non visible			Banque du Sous-Sol (BRGM)			Puits à eau	Non défini	0
76.515.023	AE 592	Visible			Banque du Sous-Sol (BRGM)	85	Terrain - Témoignage K	Puits à eau	Non défini	0
76.515.024	AE 560	Non visible				93		Puits filtrant	Non défini	0
76.515.025	AD 17	Visible				23		Karstique	Non défini	35
76.515.026	AE 573	Visible				21	Terrain - Témoignage E	Puits à eau	Non défini	0
76.515.027	AE 584	Visible				53	Terrain - Témoignages G et H	Indéterminée	Non défini	60
76.515.028	AD 119	Visible				47		Karstique	Non défini	35
76.515.029	AD 119	Visible				47		Indéterminée	Non défini	60
76.515.030	ZA 37	Non visible					Terrain - Témoignage A	Indéterminée	Non défini	60
76.515.031	ZA 44	Visible					Terrain	Carrière à ciel ouvert	Non défini	0
76.515.032	AE 584	Visible					Terrain - Témoignages G et H	Indéterminée	Non défini	60
76.515.033	AE 584	Non visible					Terrain - Témoignages E et H	Carrière souterraine	Non défini	60
76.515.034	ZB 19	Visible					Terrain	Indéterminée	Non défini	60
76.515.035	AE 580	Visible					Terrain - Témoignage E	Carrière souterraine	Non défini	60
76.515.036	AC 168	Non visible					Terrain - Témoignages	Indéterminée	Non défini	60
76.515.037	AD 17	Visible					Terrain	Karstique	Non défini	35
76.515.038	AD 17	Visible					Terrain	Karstique	Non défini	35
76.515.039	AD 34	Visible					Terrain	Carrière à ciel ouvert	Marne	0

Tableau des indices de cavités souterraines (source ALISE)

Remarque n°1 : les indices 12 et 13 ont pour source des données imprécises du BRGM. Dans le cadre du RICS, lorsque ces données n'ont pu être confirmées et compte tenu de leur imprécision, ALISE n'a pas mis en place de périmètre de sécurité, conformément à la doctrine de l'état.

Remarque n°2 : l'indice 17 provient également du BGRM, Il s'agit d'un indice connu par le BRGM sur la commune de Quiberville. Mais ne connaissant pas sa localisation exacte, un indice ponctuel a été placé de façon géométrique au centre de la commune, sans périmètre de sécurité.

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



Plan des indices de cavités souterraines et périmètres de protection (source ALISE)

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

II.1.1.2. *Doctrine relative aux cavités souterraines en Seine-Maritime*

En fonction des projets futurs d'aménagement, il est donc nécessaire de prévoir des dispositions adaptées à la nature de l'indice et au type d'infrastructure projeté.

L'instruction d'un permis ou d'un certificat d'urbanisme doit tenir compte de documents fondateurs, fixant les règles d'urbanisme. Plus précisément, les codes de l'urbanisme (CU) et de l'environnement fixent un certain nombre d'obligations liées aux risques naturels prévisibles pour les PLU et cartes communales.

En matière de traduction réglementaire dans les documents locaux de planification :

- Obligation d'assurer la prévention des risques naturels prévisibles, en application des articles L121-1 et L124-2 du CU,
- Obligation que le règlement graphique du PLU fasse apparaître les secteurs où l'existence de risques naturels justifie que soient interdites ou soumises à conditions spéciales les constructions et installations de toute nature, en application de l'article R123-11 b) du CU,
- Obligation que le rapport de présentation du PLU explique le zonage et les règles applicables, et évalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement (et le cas échéant en cas d'incidences notables sur un site Natura 2000 qu'une évaluation environnementale soit réalisée), en application de l'article R123-2 du CU, des zones de suspicion peuvent y être traduites pour information,
- Obligation que le rapport de présentation de la carte communale explique les choix retenus au regard des articles L.110 et L.121-1 pour la délimitation des secteurs constructibles et évalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement, en application de l'article R124-2 du CU.

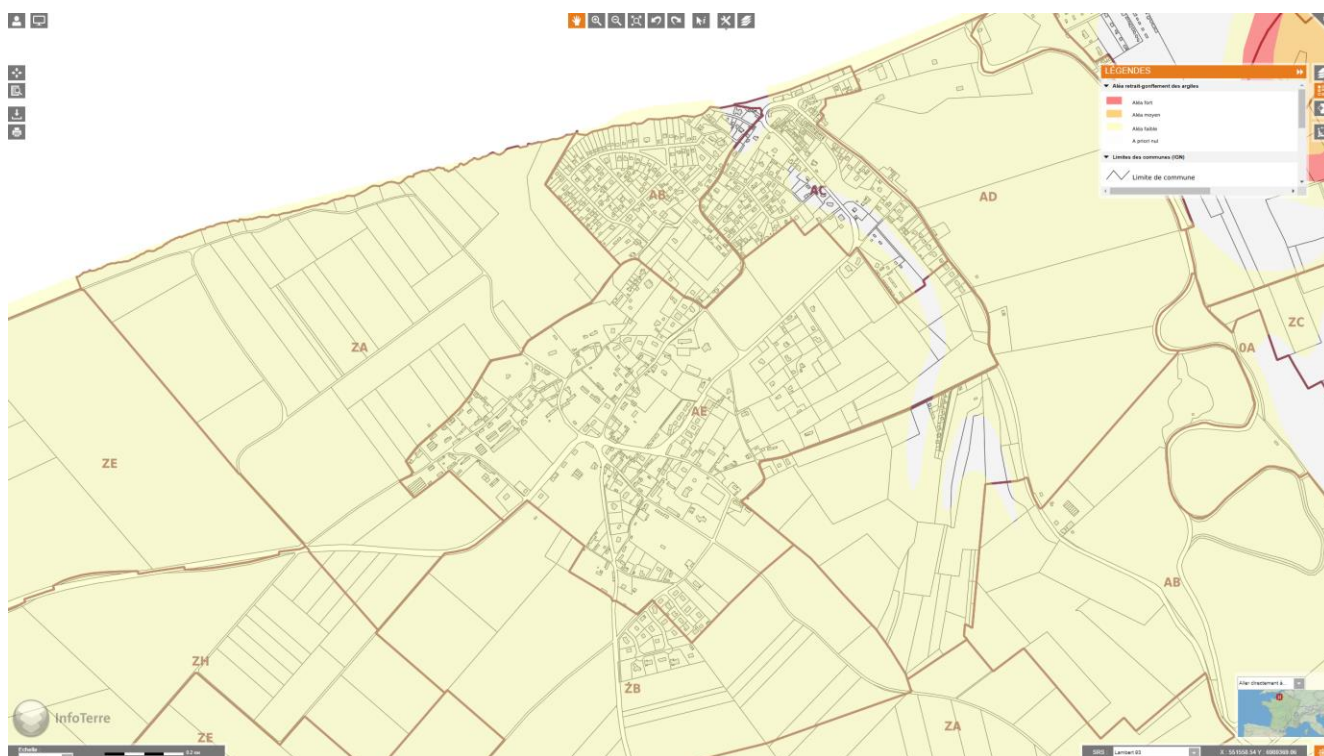
ENJEU

II.1.1.3. *Retrait-gonflement des argiles*

Ce phénomène de retrait-gonflement des argiles ne constitue pas un danger pour les populations, mais peut engendrer des dégradations des bâtiments à fondations superficielles. Sur Quiberville, **l'aléa retrait et gonflement des argiles varie de faible à nul**, c'est-à-dire qu'un sinistre est possible en cas de sécheresse importante. Les désordres ne toucheront qu'une faible proportion des bâtiments (en priorité ceux qui présentent des défauts de construction ou un contexte local défavorable, avec par exemple des arbres proches ou une hétérogénéité du sous-sol).

Les emprises affectées par un aléa faible de retrait-gonflement des argiles sont repérées en jaune sur le plan ci-dessous (source BRGM Infoterre) :

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



Retrait-gonflement des argiles (source BRGM Infoterre)

Dans les zones concernées, les pétitionnaires devront prendre en compte les précautions et dispositions pour s'assurer de la stabilité du sol. Si nécessaire, ils devront effectuer des travaux confortatifs préalablement à la réalisation des opérations envisagées :

- Les fondations : en premier lieu, les fondations doivent être suffisamment profondes et ancrées de manière homogène afin de s'affranchir de la zone la plus superficielle du sol, sensible à l'évapotranspiration et donc susceptible de connaître les plus grandes variations de volumes.
- La structure du bâtiment : afin de résister à la force des mouvements verticaux et horizontaux, les murs de l'habitation peuvent être renforcés par des chaînages internes renforçant ainsi sa structure.
- Eloigner les sources d'humidité : on considère comme mesure préventive efficace, la mise à distance de l'habitation de toute zone humide ainsi que d'éléments tels que les arbres, des drains et autres matériels de pompage. Les géologues conseillent également la pose d'une géomembrane isolant le bâtiment du sol de manière à s'affranchir du phénomène saisonnier d'évapotranspiration. Enfin, il est capital que les canalisations d'eau enterrées puissent subir des mouvements différentiels sans risque de rompre, ce qui suppose le recours à des systèmes non rigides.

II.1.1.4. Risque inondation

Les inondations constituent un risque majeur sur le territoire national. L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors d'eau. Les crues des rivières proviennent des fortes pluies. On distingue les crues par débordement direct (le cours d'eau sort de son lit mineur pour occuper son lit majeur) et les crues par débordement indirect (remontée de la nappe alluviale). Elles ont lieu à la suite de longs épisodes pluvieux impliquant l'ensemble du bassin. Elles sont souvent prévisibles. Dans les secteurs où la topographie est marquée, existe également un risque de ruissellement en cas de fortes précipitations pouvant provoquer de graves dégâts. Parmi les facteurs aggravant le phénomène de pluviosité du fait de leur incidence sur le régime du cours d'eau, on peut citer :

- Les aménagements urbains,
- L'imperméabilisation des surfaces,

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

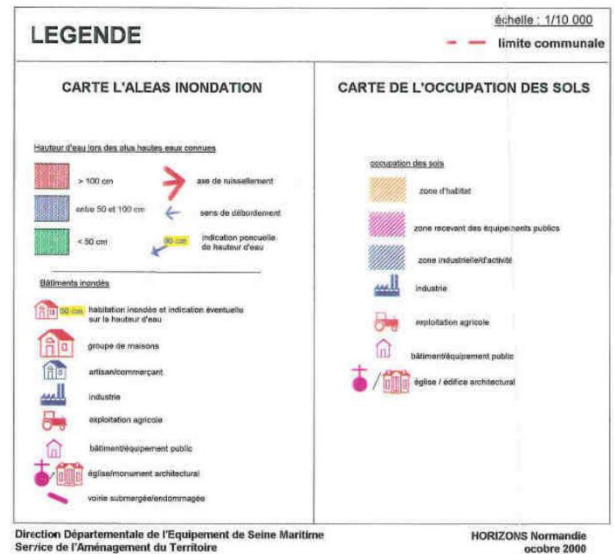
- La disparition des champs d'expansion des crues,
- Le mauvais entretien d'ouvrages hydrauliques anciens ou de certains cours d'eau.

L'inondation peut prendre plusieurs formes :

- Elle peut être le fruit du débordement dans la plaine alluviale des cours d'eau gonflés par la pluie et le ruissellement,
- Elle peut être provoquée par une élévation exceptionnelle du niveau de la nappe phréatique, c'est-à-dire de la nappe d'eau la plus proche du sol. Ce cas de figure est appelé inondation par remontée de nappe.
- Elle peut être provoquée par des ruissellements abondants.

D'origine naturelle ou créée par l'anthropisation et notamment les pratiques agricoles, l'inondation est un risque qui ne peut être négligé, car ses conséquences sur le plan matériel ou sur le plan humain peuvent être lourdes.

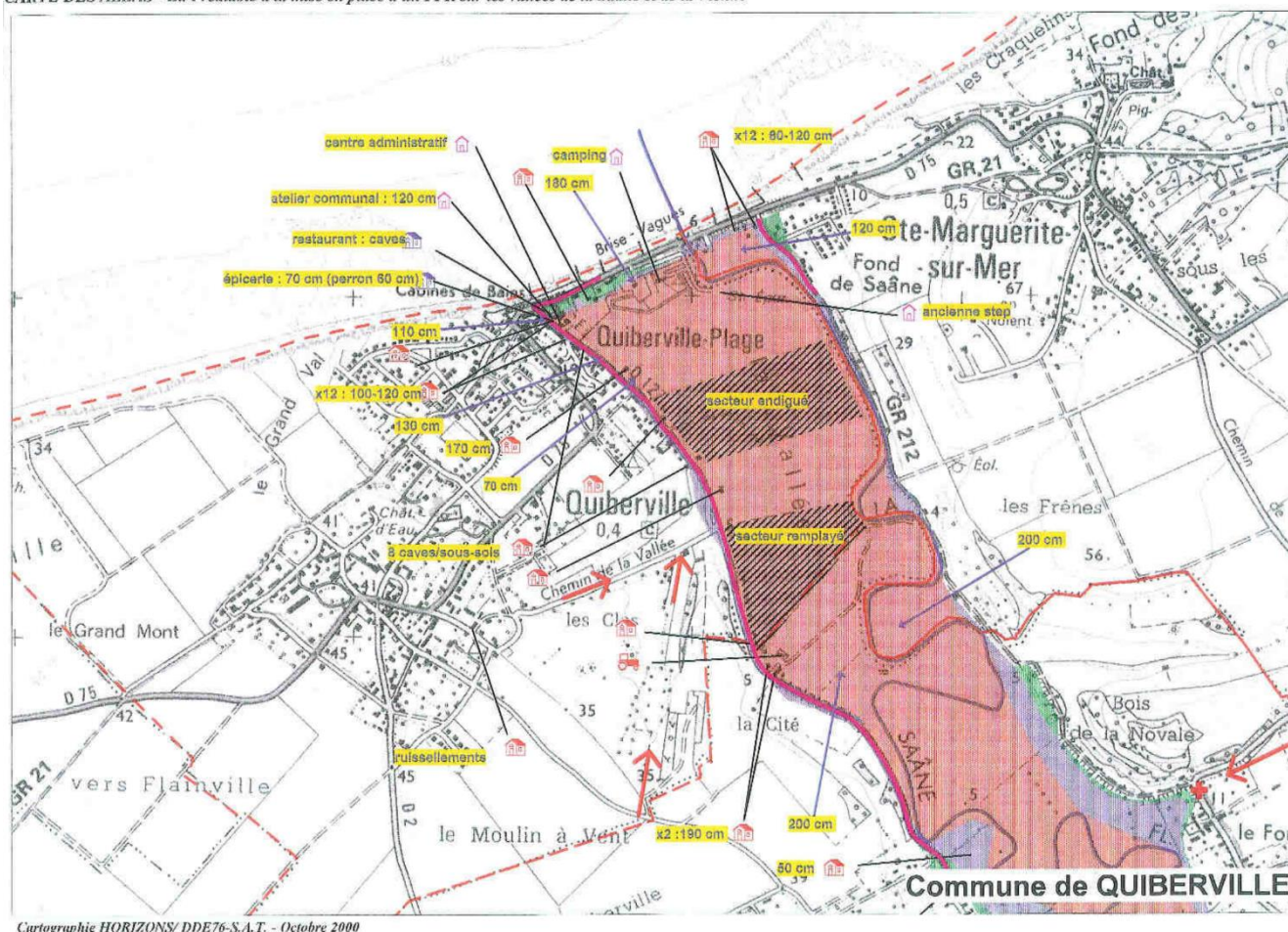
Quiberville est concerné par le **risque d'inondations lié aux débordements de la Saône**, par le **risque d'inondations lié aux ruissellements**, **submersion marine** et par le **risque de remontées des nappes d'eau souterraines**.



Ces éléments sont cartographiés sur la **carte d'aléas Horizons 2000** (cf. ci-dessous), disponible sur le site d'information des acquéreurs et locataires sur les risques majeurs de la préfecture de Seine-Maritime. Pour information, l'état a adressé en 2020 une nouvelle carte d'aléas dans le cadre d'un porter à connaissance du Plan de Prévention des Risques Littoraux et d'Inondation du bassin versant de la Saône et de la Vienne (document Egis très provisoire, disponible en mairie mais non reproduite dans le présent rapport).

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

CARTE DES ALEAS - Et. Préable à la mise en place d'un PPR sur les vallées de la Saône et de la Vienne



Cartographie HORIZONS/ DDE76-S.A.T. - Octobre 2000

Carte des aléas de l'étude préalable à la mise en place d'un PPR (Horizon 2000)

II.1.1.5. Document supra-communal relatif au risque inondation

Un Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) Saône et Vienne a été prescrit le 23 mai 2001.

Un second PPRN du bassin versant de la Saône et de la Vienne a été prescrit le 12 septembre 2009. Les risques concernés sont le débordement de cours d'eau et le ruissellement.

II.1.1.6. Doctrine départementale sur le risque inondation dans les documents d'urbanisme

L'instruction d'un permis ou d'un certificat d'urbanisme doit tenir compte de documents fondateurs, fixant les règles d'urbanisme. Plus précisément, les codes de l'urbanisme (CU) et de l'environnement fixent un certain nombre d'obligations liées aux risques naturels prévisibles pour les PLU et cartes communales.

En matière de traduction réglementaire dans les documents locaux de planification :

- Obligation d'assurer la prévention des risques naturels prévisibles, en application de l'article L121-1 du CU,
- Obligation que le règlement graphique du PLU fasse apparaître les secteurs où l'existence de risques naturels justifie que soit interdites ou soumises à conditions spéciales les constructions et installations de toute nature, en application de l'article R123-11 b) du CU,
- Obligation que le rapport de présentation du PLU explique le zonage et les règles applicables, et évalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement (et le cas échéant en cas d'incidences notables sur un site Natura 2000 qu'une évaluation environnementale soit

ENJEU

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

réalisée), en application de l'article R123-2 du CU, des zones de suspicion peuvent y être traduites pour information,

- Obligation que le rapport de présentation de la carte communale explique les choix retenus au regard des articles L.110 et L.121-1 pour la délimitation des secteurs constructibles et évalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement, en application de l'article R124-2 du CU.

II.1.1.7. *Risque inondation par ruissellement et débordement de cours d'eau*

La collectivité a réalisé en 2018 un Schéma de Gestion des Eaux Pluviales. Cette étude intègre notamment un Zonage d'assainissement Pluvial dans l'objectif de :

- Répondre aux exigences réglementaires (Zonage d'Assainissement Pluvial, définition du risque inondation ...) ;
- Résoudre les problèmes quantitatifs et qualitatifs majeurs liés aux apports pluviaux des secteurs urbains actuels et futurs.

Le Schéma de Gestion des Eaux Pluviales doit analyser et intégrer entre autres les éléments suivants :

- Caractérisation détaillée du système d'assainissement pluvial ;
- Identification, caractérisation puis détermination de la nature et de l'origine des dysfonctionnements ;
- Proposition de solutions techniques capables d'assurer une gestion quantitative et qualitative des apports pluviaux en intégrant :
 - ☐ Les contraintes amont (débits de fuite et surverses des ouvrages existants et projetés ;
 - ☐ Les contraintes aval (captages d'alimentation en eau potable; cours d'eau, milieux sensibles...) ;
 - ☐ La préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines.
- Etablissement d'un programme pluriannuel de travaux (Caractérisation, préchiffrage et hiérarchisation des travaux en fonction des enjeux, priorités et des contraintes) ;
- Intégration du risque des ruissellements et des inondations dans le document d'urbanisme... Entre autres, la prise en compte des axes naturels de ruissellement sur l'ensemble du territoire de la commune et des zones naturelles d'infiltration, d'expansion de crue, de régulation et de rétention ;
- Définition d'un zonage d'assainissement pluvial permettant de faire ressortir les priorités ainsi que les types de gestion pluviale à mettre en oeuvre à l'échelle des zones urbanisées de la commune (actuelles et futures) dans le cadre d'une problématique de gestion amont / aval ;
- Elaboration d'un règlement et d'un référentiel de recommandations techniques (préconisations constructives) pour les zones d'assainissement des eaux pluviales en collectif ou en non collectif, en cohérence avec les documents d'urbanisme existants avec précision parcellaire.

Maitre d'ouvrage

Communautés de Communes Terroir de Caux

Opération

Schéma de Gestion des Eaux Pluviales
QUIBERVILLE-SUR-MER

Document

Phase 2
Zonage d'Aléa Inondation par ruissellement
Echelle : 1/2 500

Légende

Cours d'eau

Etang

Profil topographique réalisé

Localisation du transect

Carte de débordement de cours d'eau

(source : Carte des aires de étude préalable à la mise en place d'un PPR (horizon 2000))

Emprise indicative dans l'attente de la validation du PPR

Zonage d'Aléa Inondation par ruissellement

(établissement selon grille d'évaluation de la CDTM cf. rapport)

Inondation par ruissellement : aléa FORT

Inondation par ruissellement : Aléa MOYEN

Inondation par ruissellement : Aléa FAIBLE

Talweg

Ruissellement sur voirie (aléa FORT)

Ruissellement sur voirie (aléa FAIBLE)

Information complémentaire :

Zone de vigilance (cf. rapport)

Version

Indice	Modifications	Date
Version A		janvier 2018
Version B	Réalisation de levés topographiques (cf. rapport)	Mai 2018
Version C	Zone de débordement de cours d'eau placée à titre indicatif dans l'attente de la validation du PPR	Septembre 2018
Version D	Modification de la cartographie issue de la valét	Janvier 2019

Opé.18953/1 - planche 02

The map illustrates the flood risk zones for Phase 2 of the rainwater management plan in Quiberville. The zones are color-coded: orange for 'Aléa FORT', red for 'Aléa MOYEN', and yellow for 'Aléa FAIBLE'. Blue areas represent 'Zone de vigilance', and cyan areas represent the 'Carte de débordement de cours d'eau'. The map also shows the 'Profil topographique réalisé' and 'Localisation du transect'.

Version	Indice	Modifications	Date
Version A			janvier 2018
Version B		Réalisation de levés topographiques (cf. rapport)	Mai 2018
Version C		Zone de débordement de cours d'eau placée à titre indicatif dans l'attente de la validation du PPR	Septembre 2018
Version D		Modification de la cartographie issue de la valét	Janvier 2019

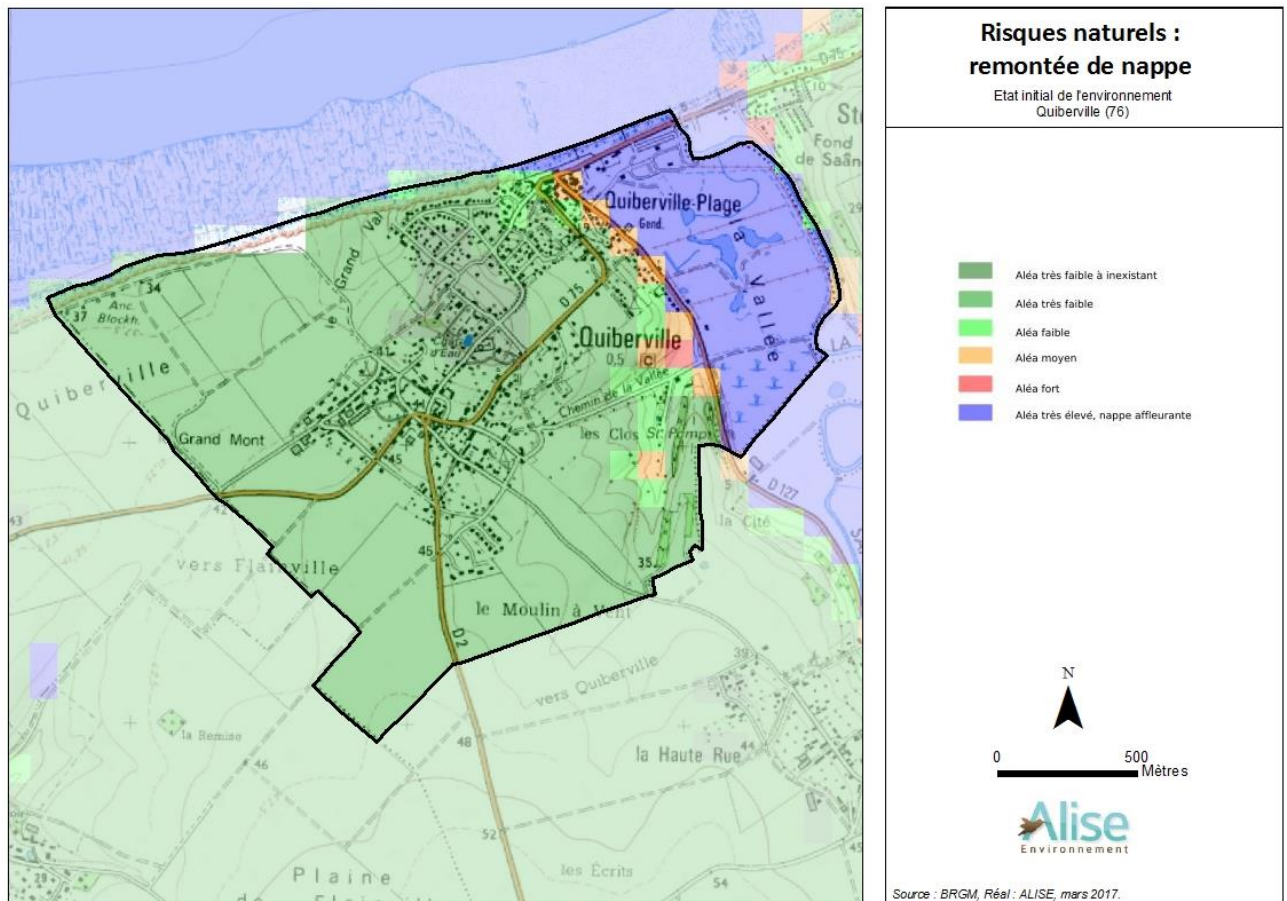
Opé.18953/1 - planche 02

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

II.1.1.8. Risque inondation par submersion marine

La commune littorale de Quiberville est soumise au risque submersion marine. L'état a adressé en 2020 une carte d'aléas dans le cadre d'un porter à connaissance du Plan de Prévention des Risques Littoraux et d'Inondation du bassin versant de la Saône et de la Vienne (document Egis très provisoire, disponible en mairie mais non reproduite dans le présent rapport).

II.1.1.9. Risque inondation par remontée de nappes



Cartographie du risque des remontées de nappes sur la commune de Quiberville (source BRGM)

La commune est concernée par le risque des remontées de nappes en fond de vallée de la Saône. L'aléa remontée de nappes varie de très élevé à très faible sur la commune.

II.1.1.10. Arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle

Treize arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle sont recensés à Quiberville :

Type de catastrophe	Début	Fin	Arrêté du
Chocs mécaniques liés à l'action des vagues	22/11/1984	25/11/1984	14/03/1985

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Type de catastrophe	Début	Fin	Arrêté du
Inondations, coulées de boue et glissements de terrain	22/11/1984	25/11/1984	11/01/1985
Inondations et coulées de boue	22/01/1988	22/01/1988	07/04/1988
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	11/02/1990	12/02/1990	16/03/1990
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	26/02/1990	01/03/1990	16/03/1990
Inondations et coulées de boue	20/12/1993	24/12/1993	11/01/1994
Inondations et coulées de boue	17/01/1995	31/01/1995	06/02/1995
Eboulement, glissement et affaissement de terrain	28/01/1995	28/01/1995	18/07/1995
Inondations et coulées de boue	05/08/1997	06/08/1997	12/03/1998
Inondations, coulées de boue, glissements et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999
Inondations et coulées de boue	06/05/2000	06/05/2000	14/06/2000
Inondations et coulées de boue	07/05/2000	11/05/2000	14/06/2000
Inondations et coulées de boue	18/05/2008	18/05/2008	11/09/2008

Arrêté de reconnaissance de catastrophes naturelles à Quiberville (source Prim.net)

ENJEU

La commune de Quiberville est sujette au **risque inondation**, par **ruissellement**, **débordement** et **remontée de nappe**. Le risque inondation constitue un enjeu fort sur la commune, il devra être traduit en conséquence dans le règlement du futur PLU.

II.1.1.11. Risque recul du trait de côte

D'après la thèse de Stéphane Costa (1997), le trait de côte entre Sotteville-sur-mer et Quiberville a reculé d'environ 29,10 cm/an entre 1966 et 1995.

Les données du site Géolittoral du Ministère de la transition écologique et solidaire (dressées par le CEREMA en octobre 2015) indiquent que le recul du trait de côte est d'environ 20 mètres sur Quiberville (distance entre le trait de côte de 1920-1957 et le trait de côte de 2005-2014).

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Par ailleurs, d'après l'indicateur national de l'érosion côtière sur Quiberville, le recul du trait de côte est estimé de 0 à 50 cm/an, et de 55 cm/an par endroits (zone orange sur la carte ci-dessous).

Une partie du sentier du littoral est inaccessible du fait du recul du trait de côte, constitué de falaises, au niveau de la zone urbaine. Un autre sentier doit être emprunté pour assurer la continuité entre les parties du sentier du littoral à l'est et à l'ouest de cette zone.

Par ailleurs, l'élévation du niveau de la mer aura probablement un impact sur le recul du trait de côte, avec une accélération du phénomène ; il sera probablement nécessaire d'actualiser les périmètres de risques dans les années à venir.



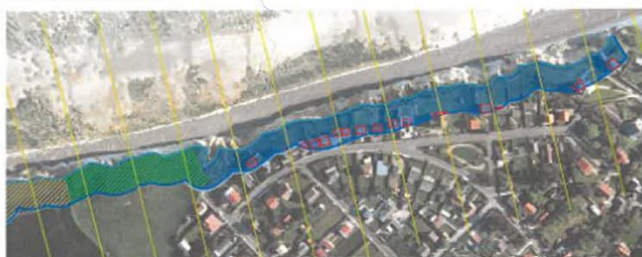
Le recul du trait de côte sur Quiberville (source Géolittoral)

Pour améliorer la connaissance de cet aléa, l'état a piloté une étude sur le retrait du trait de côte en Seine-Maritime. Cette étude indique l'évolution du trait de côte à l'horizon 20, 50 et 100 ans. Elle précise aussi les enjeux (logements, infrastructures routières, ...) affectés pour chaque échéance.

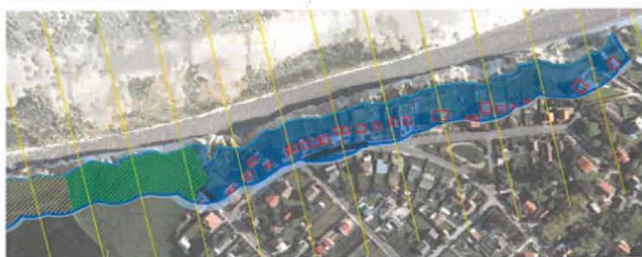
2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Zoom sur Quiberville

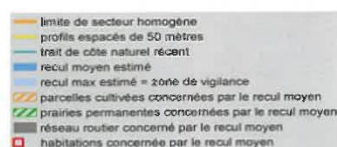
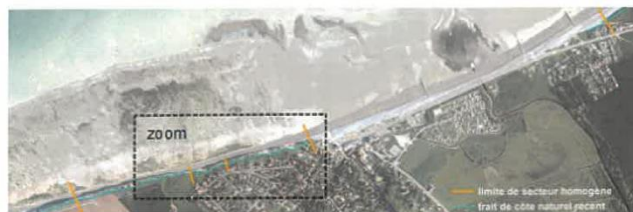
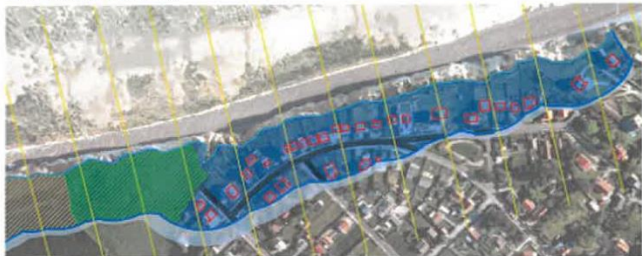
recul estimé à 20 ans :



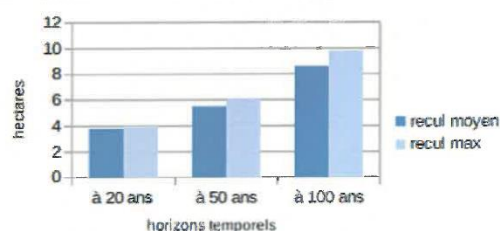
recul estimé à 50 ans :



recul estimé à 100 ans :



Estimation des surfaces perdues sur la commune de Quiberville :



Estimation des enjeux concernés par le recul moyen sur la commune:

	habitations	parcelles cultivées	prairies permanentes	réseau routier
à 20 ans	16	1 ha	0,3 ha	0
à 50 ans	24	2 ha	0,5 ha	100 mètres
à 100 ans	30	4 ha	0,7 ha	400 mètres

Etude sur le recul du trait de côte – zoom sur Quiberville (source DDTM)

II.1.1.12. Risque séisme

D'après le site internet Prim.net, la commune de Quiberville se trouve en zone de sismicité 1 – très faible. Le risque sismique est donc très faible sur la commune et ne constitue pas un enjeu particulier.

II.1.2. Risques anthropiques

II.1.2.1. Risque industriel

Les risques industriels répondent à deux régimes distincts :

- Le régime établi par la directive européenne SEVESO 2 ;
- Le régime des installations classées.

II.1.2.2. Etablissements SEVESO 2

Deux catégories sont distinguées suivant les quantités de substances dangereuses présentes : les établissements dits "seuil haut" et les établissements dits "seuils bas". La liste des installations soumises au "seuil haut" de la directive SEVESO 2 est étendue à certains dépôts de liquides inflammables (D.L.I.).

Aucun établissement SEVESO 2 n'est recensé sur la commune.

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

II.1.2.3. *Installations classées*

Le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, définit l'installation classée comme « toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains [...] ». Les installations classées appartiennent à différents régimes, qui peuvent être cumulés, en fonction de leur(s) activité(s). Ces régimes sont les suivants, par ordre croissant de contrainte auquel les établissements concernés sont soumis :

- Non classé (NC),
- Déclaration (D),
- Déclaration avec contrôle (DC),
- Enregistrement (E),
- Autorisation (A),
- Autorisation avec servitudes (AS).

Le territoire de Quiberville ne compte aucune Installation Classée pour la Protection de l'Environnement sur son territoire communal.

II.1.2.4. *Risque nucléaire*

La commune de Quiberville est située à environ 20 km des centrales nucléaires de Penly et de Paluel, le risque nucléaire ne peut donc être exclu.

II.1.2.5. *Risque lié au transport de matières dangereuses*

Les risques liés aux transports de substances dangereuses résultent des possibilités de réactions physiques et/ou chimiques des matières transportées en cas de perte de confinement ou de dégradation de l'enveloppe les contenant (canalisation, citernes, conteneurs...). Ces matières peuvent présenter de grands dangers pour l'homme et/ou le milieu naturel tels que : incendie, explosion, toxicité, radioactivité... Activité industrielle et transport de matières dangereuses sont étroitement liés.

Les vecteurs de transport de ces matières dangereuses sont nombreux : routes, voies ferrées, mer, fleuves, canalisations souterraines et, moins fréquemment, canalisations aériennes et transport aérien.

D'après le site internet Prim.net, Quiberville est concerné par le risque lié au transport de matières dangereuses.

Les principaux axes routiers de circulation concernés sont les routes départementales RD 75, RD 127 et RD 2.

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



RD 75 à Quiberville(source ALISE)

II.2. Acoustique

Pour le bruit des infrastructures de transport terrestre, la loi relative à la lutte contre le bruit n° 92-1444 du 31 décembre 1992 et notamment son article 13 prévoit que dans chaque département, le préfet recense et classe les infrastructures de transport terrestre en fonction de leurs caractéristiques sonores et de leur trafic.

Le classement des infrastructures de transport terrestres du département de la Seine-Maritime est défini dans les arrêtés préfectoraux des 28 février 2001, 28 mai 2002, 27 décembre 2005 et 19 juillet 2006. Ces infrastructures sont classées en 5 catégories selon le niveau de pollution sonore qu'elles génèrent ; la catégorie 1 étant la plus bruyante. Des zones affectées par le bruit sont délimitées de part et d'autre de ces infrastructures classées, leur largeur maximale dépendant de la catégorie.

Le territoire de Quiberville n'est pas concerné par des secteurs affectés par le bruit des infrastructures de transport terrestre.

Signalons toutefois qu'en haute saison, la route littorale entre Dieppe et Saint-Valery-en-Caux connaît un regain de fréquentation. Des difficultés de cohabitation entre les voitures et les piétons peuvent apparaître dans la station balnéaire.

II.3. Déchets

II.3.1. Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (P.D.E.D.M.A.) de Seine-Maritime

Le PEDMA de Seine-Maritime a été adopté en mars 2010. Il fait suite au premier plan approuvé en août 1998. Les objectifs globaux pour le département, mis en évidence dans le PEDMA sont :

- La prévention de la production de déchets ;
- L'amélioration de la collecte et du traitement pour les emballages, les déchets organiques, les déchets de déchetteries, les ordures ménagères résiduelles et les déchets industriels banals, afin d'augmenter la valorisation ;
- L'optimisation des solutions de transport des déchets.

II.3.2. Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de la région Normandie

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) a été créé par l'article 8 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe). Les modalités d'application de ce plan ont été précisées par le décret n°2016-811 du 17 juin

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

2016. Ce Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) fusionne les trois schémas territoriaux de gestion de déchets existants et présentés précédemment :

- Le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PDPGDND) ;
- Le Plan départemental de Prévention et de Gestion des Déchets issus de chantiers du Bâtiment et des Travaux Publics (PPGDBTP) ;
- Le Plan Régional de d'Elimination des Déchets Dangereux (PREDD).

Le contenu de ce PRPGD intègre :

- Un état des lieux de la prévention et de la gestion des déchets, incluant : un inventaire des déchets (nature, quantité, origine), un descriptif des mesures existantes en faveur de la prévention des déchets, un descriptif de l'organisation de la collecte (dont un bilan sur la mise en place de la tarification incitative), un recensement des projets d'installation de gestion des déchets pour lesquels une autorisation est nécessaire ainsi que des projets de grands travaux prévus dans d'autres documents de planification ;
- Une prospective à termes de six ans et de douze ans de l'évolution tendancielle des quantités de déchets produites ;
- Des objectifs en matière de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets, déclinant les objectifs nationaux de manière adaptée aux particularités régionales, ceux-ci pouvant être différenciés selon les zones du territoire et la nature des déchets ;
- Une planification de la prévention et de la gestion des déchets à termes de six ans et de douze ans, qui recense les actions prévues et identifie les actions à prévoir par les différents acteurs concernés pour atteindre les objectifs fixés dans le temps imparti ;
- Un plan régional d'action en faveur de l'économie circulaire.

Certains flux de déchets feront l'objet d'une planification spécifique : les biodéchets, les déchets du BTP, les déchets ménagers et assimilés, les déchets amiantés, les déchets d'emballages ménagers et de papiers graphiques relevant des filières à responsabilité élargie des producteurs (REP), les véhicules hors d'usage, les déchets de textiles.

Le projet de PRPGD normand a été arrêté par le Conseil régional le 19 février 2018. Par la suite, une enquête publique s'est déroulée du 1er juin 2018 au 2 juillet 2018. La région Normandie a adopté le PRPGD lors de l'assemblée plénière du 15 octobre 2018.

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de la région Normandie a été adopté le 15 octobre 2018.

II.3.3. Gestion des déchets à Quiberville

La gestion des déchets est assurée par Communauté de communes Terroir de Caux.

Les ordures ménagères résiduelles (bac gris) sont collectées :

- Pour les commerçants, le camping et le service technique, de manière hebdomadaire (lundi) de la semaine 13 à 44 incluse ; de la semaine 45 à 12 incluse, toutes les deux semaines (lundi impair) ;
- Pour la population, de manière hebdomadaire (lundi) en juillet et en août (bac gris) ; de septembre à juin, toutes les deux semaines (lundi impair).

Les ordures ménagères sont dirigées vers l'usine de méthanisation de Brametot. La partie fermentescible va être compostée et l'autre enfouie.

Les emballages vides (bac jaune) sont collectés :

- Pour le camping et le service technique, de manière hebdomadaire (mardi) en juillet et en août ;

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

- Pour la population, toutes les deux semaines (mardi impair).

Les emballages sont dirigés vers le centre du tri du Havre, puis envoyés vers différents repreneurs en vue d'un recyclage ; les refus de tri sont envoyés vers l'usine d'incinération Ecostu'air à Saint-Jean-de-Folleville.

Collecte des cartons des commerçants d'avril à octobre : le mercredi après-midi par l'Epifaj.

Le verre doit être déposé dans les colonnes verre (PAV) qui se trouvent sur le parking à l'entrée du camping. Il est emmené à la verrerie du Havre. Sur ce même parking, il y a des colonnes blanches pour le textile.

Les habitants ont accès à l'ensemble des déchetteries du territoire (la déchetterie la plus proche est celle de Gueures).

II.4. Assainissement

La commune de Quiberville possède un système d'assainissement collectif. Elle est reliée à la station Sainte-Marguerite-sur-mer.

La capacité de la station est de 4200 Equivalent-Habitant (EH) ; elle présente une capacité épuratoire DBO5 de 252 kg/j et une capacité hydraulique de 750 m3/j.

Il y a 555 habitants desservis, pour 498 abonnés.

La station a traité en 2019 un volume de 149 389 m3.

LA DEPOLLUTION		PRODUCTEUR	VALEUR 2017	VALEUR 2018
VP.176	Volume arrivant (collecté)	Délégataire	131 303 m ³	138 955 m ³
	Charge moyenne annuelle entrante en DBO5	Délégataire	44 kg/j	43 kg/j
	Charge moyenne annuelle entrante en EH	Délégataire	726 EH	714 EH
	Volume traité	Délégataire	140 621 m ³	149 389 m ³

II.5. Communications numériques

Selon l'ACERP, la qualité de la **couverture en téléphonie mobile est bonne** sur la commune, y compris en 4G.

Les antennes les plus proches sont situées à Avremesnil, Le Bourg-Dun, Longueil et Ouville-la-Rivière.



Couverture réseau voix des opérateurs Bouygues, Orange, Free et SFR (source ARCEP)

La qualité de l'accès à internet a été récemment améliorée, avec l'installation d'un nœud réseau dans le bourg, offrant des **débits ADSL élevés**.

II.6. Patrimoine culturel et historique

II.6.1. Monuments historiques

La loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques vise à protéger les immeubles qui présentent, du point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public. Les articles 13bis et 13ter de cette loi prévoient la protection des abords de chaque Monument inscrit ou classé dans un rayon de 500 m

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

autour du monument. Aucune modification des immeubles dans ces abords ne peut être engagée sans l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

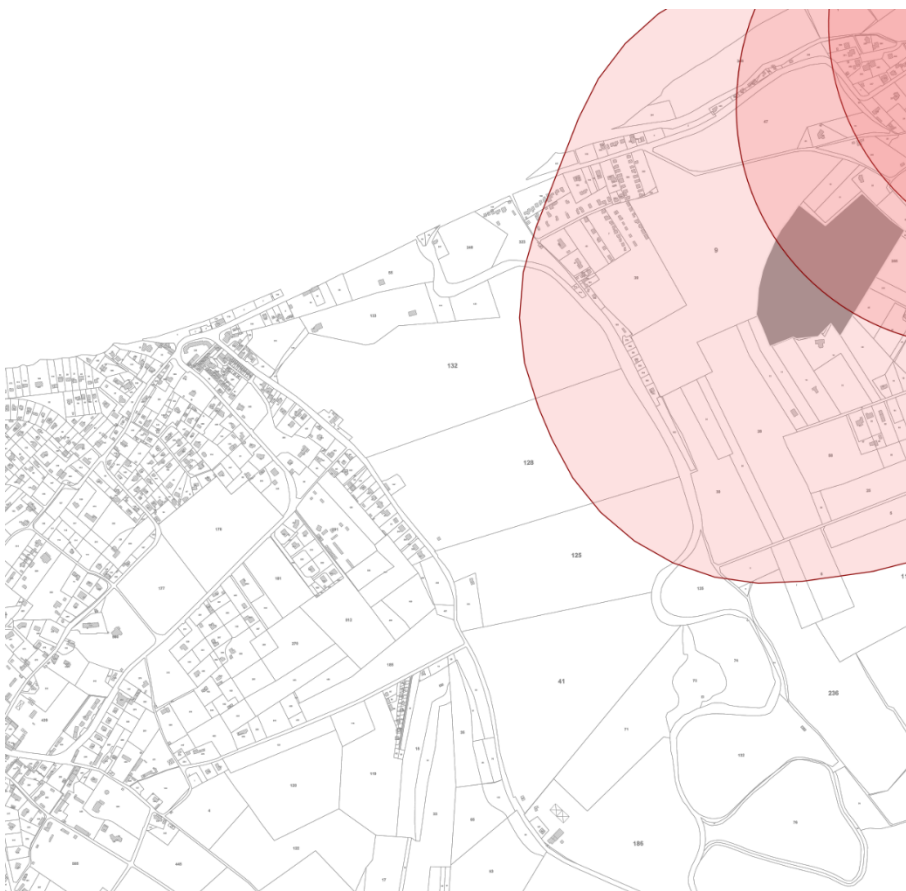
D'autres contraintes concernent les Monuments Historiques :

- La loi du 30 décembre 1966 avec circulaire d'application en date du 12 juillet 1968 concernant l'établissement d'un périmètre de protection de 500 m de rayon autour de tout édifice classé et à l'intérieur duquel sont interdits tous travaux d'extraction de matériaux,
- La loi du 15 juillet 1980 relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance,
- La circulaire du 1er juillet 1985 relative aux Zones de Protection du Patrimoine Architectural Urbain qui ont pour effet de suspendre la servitude de protection des abords des Monuments Historiques, ainsi que celles qui sont instituées pour la protection des monuments naturels et des sites (loi du 2 mai 1930).

D'après la Base Mérimée, le territoire de Quiberville ne compte aucun monument historique inscrit ou classé.

Toutefois, les **vestiges de mosaïque d'une villa gallo-romaine**, au lieu-dit « en Nollant » à Sainte-Marguerite-sur-Mer, sont classés « monument historique » (liste de 1862). Le périmètre de 500m déborde sur Quiberville.

Dans ce périmètre, les travaux sont soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France. A Quiberville, le périmètre des 500m est non urbanisé – il s'agit d'un espace remarquable du littoral, au sein duquel les possibilités d'évolution sont extrêmement limitées (en application de la loi littoral).



Périmètre de 500m autour des vestiges de mosaïque d'une villa gallo-romaine (source Atlas des patrimoines – DRAC)

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

II.6.2. Archéologie

Constituent des éléments du patrimoine archéologique tous les vestiges et autres traces de l'existence de l'humanité, dont la sauvegarde et l'étude, notamment par des fouilles ou des découvertes, permettent de retracer le développement de l'histoire de l'humanité et de sa relation avec l'environnement naturel (article L510-1 du code du Patrimoine).

Aucun vestige archéologique connu n'a été recensé par les services de la DRAC.

Toutefois, les découvertes fortuites sont protégées par les articles L531-14 et suivants du code du patrimoine. Cet article L531-14 précise que *« lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisation antique, vestiges d'habitations ou de sépultures anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au préfet. Celui-ci avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie ».*

« Des découvertes fortuites au cours de travaux sont possibles. En ce cas, afin d'éviter toute destruction de site qui serait susceptible d'être sanctionnée par la législation relative aux crimes et aux délits contre les biens (articles « 322-1 et 322-2 du Code Pénal), le Service Régional de l'Archéologie devra en être immédiatement prévenu, conformément à l'article L.531-14 du Code du Patrimoine. »

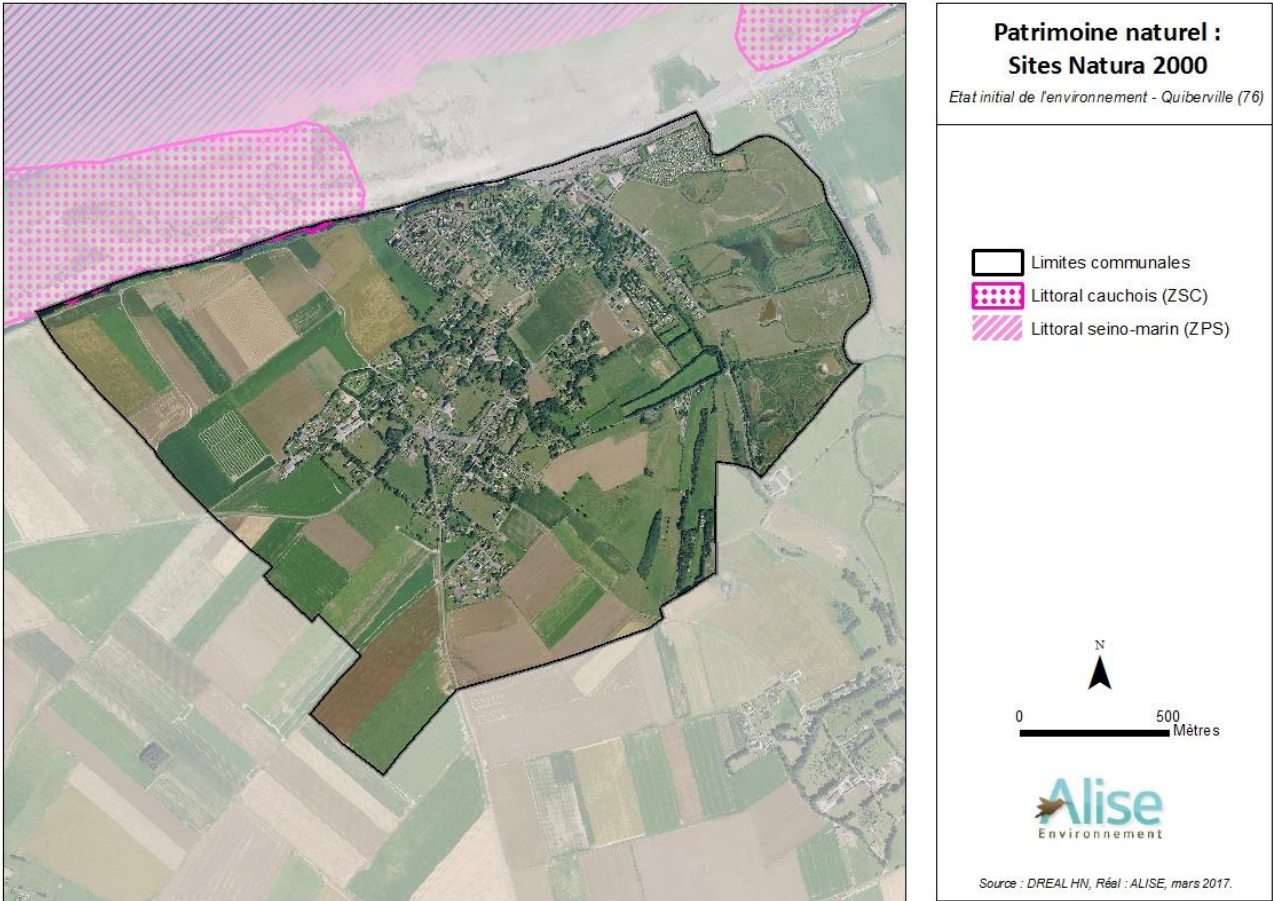
III. Sites Natura 2000

La directive CEE 92-43, dite Directive « Habitats », du 22 mai 1992 détermine la constitution d'un réseau écologique européen de sites Natura 2000, comprenant à la fois des Zones Spéciales de Conservation (Z.S.C.) classées au titre de la directive « Habitats » et des Zones de Protection Spéciale (Z.P.S.) classées au titre de la directive « Oiseaux », Directive CEE 79-409, en date du 23 avril 1979.

Les Z.S.C. sont des sites maritimes et terrestres qui comprennent des habitats naturels ou des habitats d'espèces de faune et de flore sauvages dont la liste est fixée par arrêté du ministre en charge de l'environnement et dont la rareté, la vulnérabilité ou la spécificité justifient la désignation de telles zones et par là même une attention particulière. Les Z.S.C. sont désignées par un arrêté du ministre chargé de l'environnement, suite à la notification (pS.I.C) puis l'inscription du site par la Commission Européenne sur la liste des Sites d'Importance Communautaire (S.I.C.).

Quiberville est concernée par une ZSC appartenant au **site Natura 2000 FR 2300139 - « Littoral Cauchois »** et par une ZPS appartenant au **site Natura 2000 FR 2310045 – « Littoral Seino-Marin »**.

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



Sites Natura 2000 sur la commune de Quiberville (source DREAL Haute-Normandie)

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

III.1. Site Natura 2000 FR 2300139 - « Littoral Cauchois »



Site Natura 2000 Littoral cauchois (source ALISE)

III.1.1. Contexte général Natura 2000 « Littoral Cauchois »

Le site « FR 2300139 – Littoral Cauchois » a été enregistré Zone Spéciale de Conservation par arrêté préfectoral du 02/05/2016.

Le site du Littoral Cauchois représente une surface d'environ 6420 hectares séparés en deux parties : une partie terrestre et une partie marine. La partie terrestre (43 % du site), est principalement composée de falaises crayeuses du pays de Caux, qui peuvent atteindre plus de 100 m d'altitude, et qui constituent un milieu très original en Europe, parcourant le littoral sur plus de 100 km. Ces falaises se prolongent dans la zone de balancement des marées par un platier rocheux recouvert ou non de galets. Au niveau des falaises se rencontrent les pelouses aérohalines, formation très originale en Europe. Des valleuses sont également présentes sur le site. Il s'agit de vallées sèches débouchant sur la mer, souvent occupées par des forêts de ravin. Certains secteurs boisés ponctuels sont très riches en habitats d'intérêt communautaire et complètent le site sur la partie terrestre (Cap d'Ailly notamment).

La zone marine (57 % du site) couvre un panel bathymétrique allant jusqu'à 10 m de profondeur, afin de prendre en compte l'ensemble des platiers rocheux immergés ou non à marée basse. Ces derniers constituent en effet une part importante des fonds marins du site. On y trouve également des zones de cailloutis et de placages sableux jouxtant le platier rocheux. L'habitat « Récifs » présent sur le site est d'autant plus exceptionnel qu'il est constitué du substrat calcaire. Cette zone est la seule en France à présenter cette particularité. Il est à noter qu'il s'agit de plus d'un habitat ciblé par la convention OSPAR « Communautés des calcaires du littoral ».

Le site Natura 2000 « FR 2300139 – Littoral Cauchois » fait l'objet d'un Document d'Objectifs qui a été achevé en 2012 et porté par le Syndicat mixte Littoral normand.

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

III.1.2. Habitats et espèces d'intérêt communautaire du site Natura 2000 « Littoral Cachois »

D'après le DOCOB, le site Natura 2000 compte 19 habitats communautaires :

Type de milieu	Habitat	Code Natura 2000	Surface estimée
Milieux marins	Récifs	1170	1401 ha
Cordons de galets	Végétation vivace des rivages de galets	1220	22 stations
Végétation des falaises	Falaises avec végétation des côtes atlantiques	1230	Non déterminé
	Sources pétrifiantes avec formation de travertins	7220	49 stations
Milieux aquatiques terrestres : mares, étangs...	Eaux oligotrophes très peu minéralisées des plaines sablonneuses	3110	0.89 ha
	Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique	3140	
	Lacs eutrophes naturels	3150	
Milieux ouverts (humides ou secs)	Landes humides atlantiques	4020	20,61 ha
	Landes sèches européennes	4030	
	Prairies à Molinie sur sol calcaire, tourbeux, argilolimoneux	6410	0,62 ha
	Mégaphorbiaies hydrophiles	6430	Non déterminé
	Pelouses maigres de fauche de basse altitude	6510	0,01 ha
	Tourbières basses alcalines	7230	7,35 ha
Grottes	Grottes non exploitées par le tourisme	8310	8 stations
Forêts	Forêts alluviales	91E0	33,5 ha
	Hêtraies atlantiques, acidophiles à sous-bois	9120	
	Hêtraie	9130	
	Forêt de pente, éboulis, ravins	9180	
	Vieilles chênaies acidiphiles des plaines sablonneuses à Chêne pédonculé	9190	

Habitats éligibles et état de conservation (source fiche d'identité du site Natura 2000 « Littoral Cachois »)

Type d'espèce	Code Natura 2000	Nom scientifique	Nom commun	Intérêt du site
Insectes	1078	<i>Euplagia quadripunctaria</i>	Ecaille chinée	Faible
	1083	<i>Lucanus cervus</i>	Lucane cerf-volant	Modéré
	1044	<i>Coenagrion mercuriale</i>	Agrion de Mercure	Fort

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Type d'espèce	Code Natura 2000	Nom scientifique	Nom commun	Intérêt du site
Poissons	1095	<i>Petromyzon marinus</i>	Lamproie marine	Faible
	1099	<i>Lampetra fluviatilis</i>	Lamproie de rivière	
	1103	<i>Alosa fallax</i>	Alose feinte	
	1163	<i>Salmo salar</i>	Saumon atlantique	
Amphibien	1166	<i>Triturus cristatus</i>	Triton crêté	Fort
Chauves-souris	1303	<i>Rhinolophus hipposideros</i>	Petit Rhinolophe	Fort
	1304	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	Grand Rhinolophe	Fort
	1308	<i>Barbastella barbastellus</i>	Barbastelle d'Europe	Fort
	1321	<i>Myotis emarginatus</i>	Vespertillon à oreilles échancrées	Modéré
	1323	<i>Myotis bechsteinii</i>	Murin de Bechstein	Modéré
	1324	<i>Myotis myotis</i>	Grand Murin	Modéré
Mammifères marins	1349	<i>Tursiops truncatus</i>	Grand dauphin	Faible
	1351	<i>Phocoena phocoena</i>	Marsouin commun	Modéré
	1364	<i>Halichoerus grypus</i>	Phoque gris	Modéré
	1365	<i>Phoca vitulina</i>	Phoque veau-marin	Fort

Espèces d'intérêt communautaire présentes sur le site (source fiche d'identité du site Natura 2000 « Littoral Cauchois »)

III.1.3. Enjeux et objectifs du site Natura 2000 « Littoral Cauchois »

Les enjeux du site Natura 2000 peuvent être identifiés à partir de l'état des lieux du patrimoine naturel et des usages. Ils se rapportent à la fois à la préservation de la biodiversité du site Natura 2000 et notamment les habitats et les espèces d'intérêt communautaire et au renforcement de la fonctionnalité et de la cohérence de l'ensemble du littoral cauchois.

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

III.1.4. Objectifs par type de milieux ou activités du site Natura 2000 « Littoral Cauchois »

Habitat / Secteur / Activité	Objectifs définis lors du DOCOB
Cohérence territoriale	<p>Renforcer et mutualiser les actions environnementales à l'échelle du littoral cauchois</p> <p>Il est recherché une compatibilité entre la conservation du patrimoine naturel et les usages par la concertation entre les acteurs et l'information et la sensibilisation. On recherchera l'amélioration des connaissances naturalistes et scientifiques, la mise en cohérence des documents d'urbanisme ou toute autre mesure allant dans le sens d'une meilleure intégration de Natura 2000.</p>
Faune et espèce végétale endémique	<p>Concourir à la conservation des populations des espèces d'intérêt communautaire et leurs habitats ainsi qu'aux espèces patrimoniales identifiées</p> <p>Il s'agit, en priorité, de préserver les habitats d'espèces et de mieux les connaître : mammifères marins, amphibiens, insectes, chauves-souris, poissons. L'enjeu tient compte de l'espèce végétale Sénéçon laineux, endémique et présent sur les falaises.</p>
Milieu marin	<p>Préserver l'habitat récifs, les moulières et le champ de laminaires</p> <p>Il s'agit d'assurer le maintien de la fonctionnalité globale de l'espace marin et plus particulièrement de préserver les milieux et les espèces à très forte valeur patrimoniale : récifs, les moulières et les Laminaires.</p>
Rivage de galets	<p>Optimiser et mutualiser la gestion écologique du cordon de galets</p> <p>Il s'agit d'assurer le maintien de ses caractéristiques permettant l'installation du Chou marin et par ailleurs la protection des falaises littorales contre l'érosion du trait de côte.</p>
Végétation des falaises	<p>Garantir l'intégrité et l'originalité patrimoniale et géomorphologique des falaises maritimes du Littoral cauchois</p> <p>Il s'agit de préserver l'ensemble des habitats d'intérêt communautaire et leur fonctionnalité ainsi que la flore patrimoniale qui y est associée. L'accent sera mis sur l'habitat d'intérêt prioritaire tufière et les pelouses aérohalines.</p>

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Habitat / Secteur / Activité	Objectifs définis lors du DOCOB
<p>Boisements et landes</p>	<p>Optimiser une gestion écologique des habitats des trois communes du Cap d'Ailly (Sainte-Marguerite-sur-Mer, Varengueville sur Mer, Hautot-sur-Mer) en renforçant leur fonctionnalité</p> <p>Il s'agit de préserver les habitats prioritaires la forêt de ravin, la lande humide, la forêt alluviale, les chauves-souris, les amphibiens et les insectes. La préservation de la lande est d'un enjeu majeur de par son originalité dans ce contexte.</p>
<p>Valleuses</p>	<p>Optimiser une gestion écologique des valleuses en tant que corridor écologique</p> <p>Il s'agit de préserver le caractère naturel des valleuses propices au refuge d'espèces de faune et de flore et maintenir leur rôle de corridor écologique. L'accent sera mis sur la préservation des pelouses aérohalines ainsi que sur les habitats de forêt de ravin. Il s'agira de préserver également une mosaïque d'habitats d'espèces pouvant accueillir une faune patrimoniale.</p>
<p>Agriculture</p>	<p>Développer une agriculture favorable à la biodiversité et aux milieux remarquables</p> <p>Il s'agirait de proposer des mesures incitatives de conversion de cultures en prairies de pâturage extensif, de fauche tardive, d'intégration et d'entretien d'éléments de biodiversité sur les exploitations, de bandes enherbées au niveau des falaises littorales et de diminution des intrants.</p>
<p>Urbanisation</p>	<p>Maintenir les éléments favorables à la biodiversité</p> <p>Préserver les éléments fixes du paysage (haies, mares, bosquets...), protéger les zones naturelles les plus patrimoniales par un règlement d'urbanisme adapté (Espaces Boisés Classés, zones naturelles (ZN)...), demander des conseils à l'animateur Natura 2000 du site pour l'entretien de ses fossés, les solutions alternatives aux pesticides, les plantations paysagères dans les jardins des particuliers.</p>

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Objectifs par type de milieux ou type d'activités (source fiche d'identité du site Natura 2000 « Littoral Cauchois »)

III.1.5. Impact des actions sur les habitats ou les espèces du site Natura 2000 « Littoral Cauchois »

Types de milieu / espèce	Principales actions favorables à la préservation, voire la restauration du milieu ou de l'espèce	Principales actions défavorables, voire incompatibles avec la préservation du milieu ou de l'espèce
Tout le site	- Information des usagers sur le patrimoine naturel	- Pollution du milieu (macro et micro déchets, rejets non traités) et introduction d'espèces invasives
Milieu marin	- Protection de certaines moulières - Limitation des pollutions - Gestion des décharges	- Aménagements anthropiques - Développement de la culture de coquillages - Pêche à pied excessive
Rivages de galets	- Enlèvement des macrodéchets - Gestion des décharges	- Piétinement et perturbation du substrat - Cueillette du Chou marin
Tout le site	- Protection de l'habitat à Chou marin	
Végétation des falaises	- Protection des espèces sensibles - Protection de la végétation du rebord de falaises - Gestion adaptée des parcelles exploitées sur le plateau et les valleuses (pâturage extensif, bandes enherbées...) - Gestion de la bande côtière par fauche tardive ou pâturage extensif - Gestion des espèces invasives - Nettoyage et gestion des décharges - Pratiques de loisirs adaptés avec adaptation du parcours, mise en défens des secteurs sensibles, ramassage des déchets, information des usagers... - pour les tufières : maintien de l'humidité	- Activités de loisirs : surpiétinement ou destruction de la végétation, cueillette d'espèces sensibles, déchets, dérangement, vélo-tout-terrain...) - Erosion des falaises - Exploitation non adaptée de parcelles agricoles très proches de la falaise (intrants, érosion...) - Modification de l'humidité
Milieux aquatiques terrestres (mares, étangs...)	- Maintien des conditions d'humidité du milieu et des caractéristiques des dépressions humides - Limitation des grandes espèces végétales	- Modification des conditions d'humidité (par drainage par exemple) - Envasement - Piétinement du milieu - Envahissement du milieu par les grandes espèces végétales

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Types de milieu / espèce	Principales actions favorables à la préservation, voire la restauration du milieu ou de l'espèce	Principales actions défavorables, voire incompatibles avec la préservation du milieu ou de l'espèce
Milieux ouverts secs (landes)	<ul style="list-style-type: none"> - Restauration du milieu par coupe sélective des espèces arborescentes - Mise en place d'un pâturage extensif - Mise en place d'une fauche (tardive et centrifuge) - Débroussaillage du milieu - Diversification de la végétation - Connexion des landes 	<ul style="list-style-type: none"> - Fermeture du milieu - Homogénéisation du milieu - Fragmentation du milieu - Plantation sur les landes - Modification du régime d'humidité du milieu (par drainage par exemple) - Surpâturage des landes
Milieux ouverts humides (prairies humides, tourbières...)	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion par la fauche tardive - Gestion de la fréquentation et du piétinement - Maintien de l'humidité - Maintien de la végétation basse et diversification des espèces (fauche, coupe, débroussaillage) 	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagements anthropiques - Entretien par brûlis - Piétinement, destruction d'espèces - Surpâturage du milieu - Modification de l'humidité (drainage) - Fermeture du milieu par des boisements ou des espèces de hautes herbes
Forêts	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien des conditions hydriques et/ou d'éclairage - Régénération/dynamique naturelle - Gestion douce du milieu (coupes d'éclaircies sélectives) - Pratiques de loisirs adaptés avec adaptation du parcours, mise en défens des secteurs sensibles, ramassage des déchets, information des usagers... - Gestion des espèces envahissantes ou nitrophiles (lutte, éradication) 	<ul style="list-style-type: none"> - Décharges sauvages - Plantation de résineux - Déforestation ou coupe à blanc - Plantations d'une espèce unique - Destruction du milieu - Organisation d'activités de loisirs non adaptées (création d'ornières, dérangement, surpiétinement du sous-bois) - Plantation inadaptée - Fragmentation de l'habitat - Envahissement par les espèces telles que ronces ou orties - Modification des conditions morphologiques, hydriques et d'éclairement (ouverture, drainage, curage intensif des fossés)
Toutes les espèces	<ul style="list-style-type: none"> - Respect de la réglementation (espèces protégées) 	<ul style="list-style-type: none"> - Destructions d'espèces non invasives - Destructions des milieux naturels - Introduction d'espèces invasives

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Types de milieu / espèce	Principales actions favorables à la préservation, voire la restauration du milieu ou de l'espèce	Principales actions défavorables, voire incompatibles avec la préservation du milieu ou de l'espèce
	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des usagers au patrimoine naturel 	
Grottes utilisées par les chauves-souris et leurs abords	<ul style="list-style-type: none"> - Installation de grilles de protection à l'entrée des grottes adaptées au passage des chauves-souris - Rétablissement des connexions entre les milieux (mares, prairies, haies) - Gestion des terrains de chasse des chauves-souris - Mise en place d'un pâturage extensif et d'une fauche tardive aux alentours des grottes - Maintien ou restauration d'une strate arbustive diversifiée - Maintien d'espèces feuillues et d'arbres morts ou pourrissants - Nettoyage des déchets - Création de zones de tranquillité - Loisirs : information des usagers, ramassage des déchets, adaptation du parcours, maintien de la quiétude 	<ul style="list-style-type: none"> - Nuisances sonores (exemple : véhicules à moteur) - Fréquentation humaine (déchets, allées et venues) - Feux - Activités de loisirs non contrôlées (perturbation physique et sonore, déchets, feux...) - Plantation de résineux en forêt - Variations des conditions de température et d'humidité dans les grottes - Raccourcissement des cycles de production forestière - Enlèvement du bois mort et coupe des arbres à cavités. - Mise en culture d'anciennes prairies - Utilisation excessive de produits phytosanitaires - Destruction des haies dans les milieux ouverts
Insectes	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien d'une gestion diversifiée des peuplements - Maintien d'espèces feuillues, de bois et d'arbres morts ou pourrissants - Mise en place de longs cycles de production forestière et d'une production extensive - Nettoyage des déchets - Plantation et entretien des haies - Mise en place d'un pâturage extensif et d'une fauche tardive dans les milieux ouverts du site 	<ul style="list-style-type: none"> - Raccourcissement des cycles de production en forêt - Augmentation des surfaces en résineux en forêt - Disparition du bois mort et des arbres à cavités en forêt - Dépôt de déchets - Mise en culture d'anciennes prairies - Utilisation excessive de produits phytosanitaires - Destruction des haies dans les milieux ouverts

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Types de milieu / espèce	Principales actions favorables à la préservation, voire la restauration du milieu ou de l'espèce	Principales actions défavorables, voire incompatibles avec la préservation du milieu ou de l'espèce
		- Destruction des milieux humides (mares, fossés) par des aménagements (comblement, curage excessif)
Mammifères marins	-Amélioration des connaissances scientifiques (pêche, réseau d'observation) -Création de zones de quiétude	-Dépôt de déchets dans le milieu marin, - Modification de la sédimentologie et des courants -Pollution du milieu (marée noire, pollution diffuse) -Dérangement des espèces (trafic) -Captures accidentelles (collision, rare), - Surpêche
Amphibiens	-Gestion de la végétation envahissante -Mise en oeuvre de curage doux, aménagement des berges des mares -Maintien des habitats limitrophes (prairies, boisements) -Mise en herbe ou maintien des prairies des parcelles voisines -Sensibilisation des usagers -Mise en place d'un pâturage extensif et d'une fauche tardive -Plantation et entretien des haies	-Dégradation de la qualité de l'eau -Traitement chimique des mares -Comblement, remblaiement des zones humides. -Curage excessif ou trop fréquent des fossés et mares - Fertilisation des parcelles voisines aux mares - Mise en culture d'anciennes prairies - Utilisation excessive de produits phytosanitaires - Destruction des haies dans les milieux ouverts -Dérangement de l'espèce par pêche ou modification des milieux
Poissons migrateurs	-Création de zones de tranquillité	-Modification de la sédimentologie -Pollution (déchets) -Captures accidentelles, surpêche (braconnage) -Modification de la température des cours d'eau.

III.2. Site Natura 2000 FR 2310045 – « Littoral Seino-Marin »

III.2.1. Contexte général Natura 2000 « Littoral Seino-Marin »

Le site « FR 2310045 – Littoral Seino-Marin » a été enregistré Zone de Protection Spéciale par arrêté préfectoral du 03/09/2013.

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Le site du Littoral Seino-Marin représente une surface d'environ 180 050 hectares et s'étend d'un seul tenant sur un peu plus de 70 km de linéaire côtier, depuis le port d'Antifer jusqu'au cap d'Ailly. La superficie marine du site représente à peu près 99 % du site. Il existe une petite partie terrestre, correspondant essentiellement à des plages, falaises et hauts de falaise. Cette partie terrestre représente environ 600 hectares soit seulement 0,3 % de la surface du site. Elle se situe sur le front de falaise taillé par la mer dans le plateau crayeux du Pays de Caux (craie du Crétacé). La craie présente de nombreux lits de silex. Le site comprend ainsi 4 types de milieux : le front de falaise et les pelouses littorales aérohalines associées, les dépôts de galets situés en pied de falaises, la zone intertidale et la mer, atteignant la profondeur maximale de 33m. Le périmètre du site comprend également la zone portuaire d'Antifer.

A l'ouest de Veulettes sur mer, le site comprend la bordure du plateau sur environ 150 mètres, la falaise, la plage, l'estran et s'étend jusqu'à la limite des 12 milles nautiques. Le secteur à l'Est de Veulettes sur mer est quant à lui entièrement marin, couvrant l'espace depuis la limite des plus basses mers (zéro hydrographique des cartes marines) jusqu'à la limite des 12 milles nautiques.

L'intérêt écologique majeur du site « Littoral Seino-Marin », qui justifie sa désignation dans le réseau Natura 2000, est la présence d'oiseaux marins d'intérêt communautaire en grand nombre, migrateurs pour l'essentiel ou visés dans l'annexe 1 de la Directive Oiseaux.

Le site Natura 2000 « FR 2310045 – Littoral Seino-Marin » fait l'objet d'un Document d'Objectifs dont la rédaction est en cours, porté par la DREAL Haute-Normandie.

III.2.2. Espèces d'intérêt communautaire du site Natura 2000 « Littoral seino-marin »

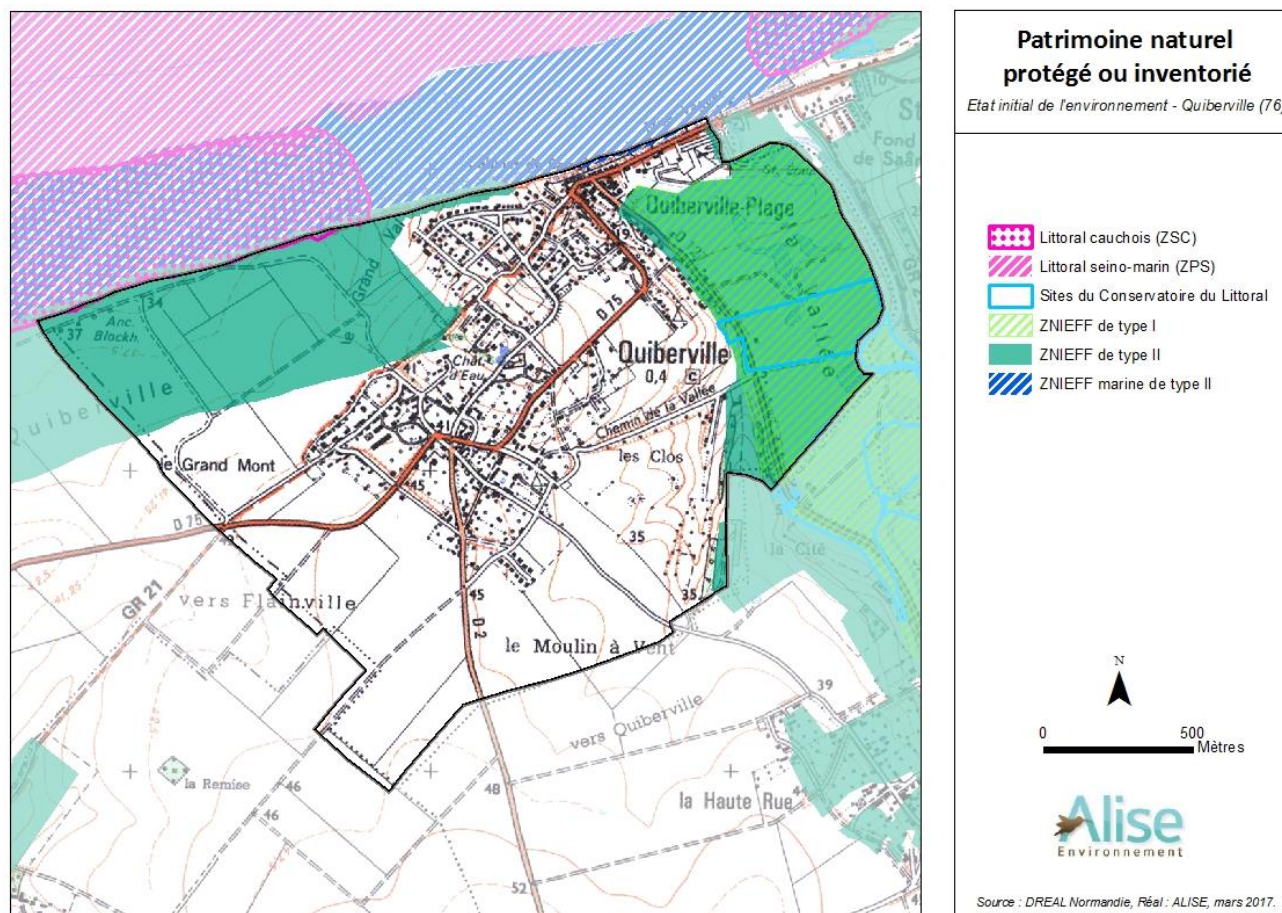
D'après le DOCOB, le site Natura 2000 compte 28 oiseaux visés à l'Annexe I de la directive 79/409/CEE du Conseil (oiseaux d'intérêt communautaire) :

Type d'espèce	Code Natura 2000	Nom scientifique	Nom commun	Intérêt du site
Plongeurs	A002	<i>Gavia arctica</i>	Plongeon arctique	A définir
	A001	<i>Gavia stellata</i>	Plongeon catmarin	
Grands échassiers	A026	<i>Egretta garzetta</i>	Aigrette garzette	
	A034	<i>Platalea leucorodia</i>	Spatule blanche	
Rapaces	A098	<i>Falco columbarius</i>	Faucon émerillon	
	A072	<i>Pernis apivorus</i>	Bondrée apivore	
	A082	<i>Circus cyaneus</i>	Busard Saint-Martin	
	A103	<i>Falco peregrinus</i>	Faucon pèlerin	
Limicoles	A132	<i>Recurvirostra avosetta</i>	Avocette élégante	
Laridés	A176	<i>Larus melanocephalus</i>	Mouette mélanocéphale	
	A177	<i>Larus minutus</i>	Mouette pygmée	
	A191	<i>Sterna sandvicensis</i>	Sterne caugek	
	A193	<i>Sterna hirundo</i>	Sterne pierregarin	
Passereaux	A246	<i>Lullula arborea</i>	Alouette lulu	

Espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire sur le site (source fiche d'identité du site Natura 2000 « Littoral Seino-Marin »)

IV. Milieu naturel (Hors Natura 2000)

Située en bordure du littoral et dans la vallée de la Saône, Quiberville est caractérisée par la présence de milieux naturels particuliers liés à la présence de la mer et de zones humides.



Patrimoine naturel sur la commune de Quiberville (source DREAL Normandie)

IV.1. Sites naturels remarquables et protégés

Les mesures de protection, d'engagements internationaux, de gestion contractuelle ainsi que les inventaires patrimoniaux sont des outils permettant de protéger ou de signaler la présence d'habitats naturels et d'espèces remarquables, originaux pour un espace géographique donné (région, département, commune...) ou protégés par la loi. L'intérêt de ces zones peut être variable selon les sites.

IV.1.1. Engagements internationaux

IV.1.1.1. Z.I.C.O.

Les Z.I.C.O. (Zones d'Importance Communautaire pour les Oiseaux) constituent le premier inventaire des sites de valeur européenne pour l'avifaune, établi en phase préalable de la mise en œuvre de la Directive Oiseaux n° 79/409/CEE du 2 avril 1979 du Conseil des Communautés européennes concernant la conservation des oiseaux sauvages.

En France, les inventaires des Z.I.C.O. ont été établis en 1980 par le Muséum National d'Histoire Naturelle et complétés jusqu'en 1992 par la ligue de protection des oiseaux (L.P.O.) sur la base d'une connaissance plus fine et de nouveaux critères ornithologiques européens. Il s'agit d'un outil de connaissance appelé à être modifié ; il n'a donc pas en lui-même de valeur juridique directe.

La directive européenne concernant les oiseaux a pour objectifs :

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

- La protection des habitats permettant d'assurer la survie et la reproduction des oiseaux sauvages rares ou menacés,
- La protection des aires de reproduction, de mue, d'hivernage et des zones de relais des migrations pour l'ensemble des espèces migratrices.

Il n'y a pas de Z.I.C.O. à Quiberville ou dans les communes voisines.

La Z.I.C.O. la plus proche est le Cap Fagnet, située à environ 30 km à l'ouest.

IV.1.1.2. *Convention de Ramsar*

La convention de Ramsar, relative à la conservation des zones humides d'importance internationale a été signée le 2 février 1971 à Ramsar en Iran et ratifiée par la France en octobre 1986. Elle vise à favoriser la conservation des zones humides de valeur internationale du point de vue écologique, botanique, géologique, limnologique ou hydrographique et en premier lieu les zones humides ayant une importance internationale pour les oiseaux d'eau en toute saison.

Il n'y a pas de zone d'application de la convention Ramsar à Quiberville ou dans les communes voisines. La zone faisant l'objet d'une convention de Ramsar la plus proche est la baie de Somme, à environ 40 km au nord-ouest.

IV.1.1.3. *Réserves de Biosphère*

Le programme "Man and Biosphere" (MAB) a été lancé par l'UNESCO au début des années 70 pour constituer un réseau mondial de réserves de la biosphère combinant la conservation de l'espace et l'utilisation durable des ressources par l'espèce humaine. Certaines zones, comme une partie de la Camargue, font partie des zones RAMSAR et du réseau des réserves de la biosphère.

Il n'y a pas de réserve de Biosphère en région Haute-Normandie, par conséquent Quiberville n'est pas concernée par cette protection.

IV.1.2. **Protections réglementaires nationales**

IV.1.2.1. *Réserves naturelles nationales (R.N.N.)*

Les réserves naturelles nationales (R.N.N.) s'appliquent à des parties de territoire dont la faune, la flore, le sol, les eaux, les gisements de minéraux ou de fossiles ou le milieu naturel présentent une importance particulière qu'il convient de soustraire à toute intervention artificielle susceptible de la dégrader.

Il n'y a pas de réserves naturelles à Quiberville ou dans les communes voisines. Les R.N.N. les plus proches sont celles de la baie de Seine (environ 60 km au sud-ouest) et de la baie de Somme (environ 40 km au nord-ouest).

IV.1.2.2. *Site inscrit – site classé*

Les sites et monuments naturels de caractère historique, artistique, scientifique, légendaire ou pittoresque, susceptibles d'être protégés au titre des articles L.341-1 et suivants du Code de l'Environnement, sont des espaces ou des formations naturelles, dont la qualité appelle, au nom de l'intérêt général, la conservation en l'état (entretien, restauration, mise en valeur...) et la préservation de toutes atteintes graves (destruction, altération, banalisation...).

Le classement concerne des espaces naturels ou bâtis dont l'intérêt paysager est exceptionnel ou remarquable. L'inscription témoigne de l'intérêt d'un site qui justifie une attention particulière.

A compter de la publication du texte (décret ou arrêté) prononçant le classement ou l'inscription d'un site ou d'un monument naturel, tous travaux susceptibles de modifier l'aspect ou l'état d'un site sont soumis au contrôle du ministre chargé des sites ou du préfet du département.

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

En site classé, tous les projets de travaux sont soumis à autorisation spéciale, selon leur ampleur, soit du ministre chargé des sites après avis de la C.D.N.P.S. voire de la Commission supérieure, soit du préfet du département qui peut saisir la C.D.N.P.S., mais doit recueillir l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France. L'avis du ministre chargé des sites est également nécessaire avant toute enquête aux fins d'expropriation pour cause d'utilité publique touchant un site classé.

La Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (C.D.N.P.S.) peut être consultée dans tous les cas, et le ministre chargé des sites peut évoquer les demandes de permis de démolir.

Il n'y a aucun site inscrit ou site classé à Quiberville.

Le site le plus proche est le site inscrit de la vallée du Dun (inscrit le 17/02/1981), à 1 km environ.

IV.1.2.3. *Forêts relevant du Régime Forestier*

Le Régime Forestier est celui qui s'applique à l'ensemble des forêts publiques. La gestion de ces forêts est alors assurée par l'Office National des Forêts (O.N.F.).

Le Régime Forestier assure une gestion durable des forêts en intégrant les dimensions économiques, écologiques et sociales, permettant la conservation du patrimoine naturel, l'exploitation de la ressource et la mise en valeur des richesses naturelles. Les objectifs de protection et de gestion de la ressource forestière sont matérialisés dans un document s'intitulant « l'aménagement forestier ».

L'aménagement forestier est un plan de gestion du massif forestier, se traduisant par un programme pluriannuel d'actions (nombre d'arbres abattables, essences à planter, quantité d'espaces à protéger ...) qui s'appliquent à l'ensemble de la forêt concernée ou à certaines parcelles spécifiques, en fonction des besoins et enjeux.

Quiberville n'est pas concernée par le régime forestier.

IV.1.3. **Protections réglementaires régionales ou départementales**

IV.1.3.1. *Réserves naturelles régionales*

Sur des propriétés privées, afin de protéger la faune et la flore, les propriétaires peuvent demander qu'elles soient agréées comme réserves naturelles volontaires par l'autorité administrative après consultation des collectivités territoriales intéressées.

Le classement en réserve naturelle volontaire peut aussi être demandé par des personnes publiques (collectivités territoriales, État) pour protéger des espaces naturels sur leur domaine privé.

Il n'y a pas de réserves naturelles régionales à Quiberville ou sur les communes voisines.

IV.1.3.2. *Arrêtés préfectoraux de protection de biotope*

Afin de prévenir la disparition des espèces figurant sur la liste prévue à l'article R 211.1 (espèces protégées), le préfet peut fixer, par arrêté, les mesures tendant à favoriser, sur tout ou partie du territoire d'un département (à l'exclusion du domaine public maritime), la conservation des biotopes tels que mares, marécages, marais, haies, bosquets, landes, dunes, pelouses ou toutes autres formations naturelles, peu exploitées par l'homme, dans la mesure où ces biotopes ou ces formations sont nécessaires à l'alimentation, la reproduction, le repos ou la survie des espèces (art. 4 du décret n°77-1295 du 25 novembre 1977).

Il n'y a pas d'arrêté de protection de biotope à Quiberville.

L'arrêté de protection de biotope le plus proche est le Cap d'Ailly. Il se situe dans la commune voisine, à l'est, de Sainte-Marguerite-sur-mer.

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

IV.1.3.3. *Espaces Naturels Sensibles (ENS)*

Un Espace Naturel Sensible (ENS) est un ensemble de parcelles présentant un fort intérêt biologique et paysager et comprenant un ou plusieurs types de milieux naturels rares ou menacés. Leur protection et leur gestion sont déclarées d'intérêt public pour la transmission du patrimoine naturel aux générations futures.

Il n'y a pas d'Espace Naturel Sensible (ENS) sur le territoire de Quiberville.

IV.1.3.4. *Site du Conservatoire du littoral*

Le Conservatoire du littoral est un établissement public administratif de l'Etat placé sous la tutelle du ministre chargé de la protection de la nature, il est représenté localement par 10 délégations régionales.

Le Conservatoire du littoral mène une politique foncière visant à la conservation d'espaces naturels marins ou lacustres. Après avoir mené des travaux de remise en état, il confie la gestion des terrains aux communes, à des collectivités ou des associations.

A ce jour, le Conservatoire du littoral protège 39,6 hectares des 389 hectares du site de la vallée de la Saône qui s'étend sur Quiberville, Longueil et Sainte-Marguerite-sur-Mer. C'est un grand ensemble écologique composé de prairies humides et de quelques cultures. L'intérêt principal de cette zone humide est sa grande taille, son ouverture et ses paysages composés du fond de vallée et des coteaux et plateaux.

Quiberville est concerné par un site du Conservatoire du littoral (la vallée de la Saône).

IV.1.4. **Parcs naturels**

IV.1.4.1. *Parcs Naturels Nationaux (P.N.N.)*

Il n'y a pas de parcs nationaux en Normandie. De ce fait, la commune ne fait pas partie d'un Parc Naturel National.

IV.1.4.2. *Parcs Naturels Régionaux*

Les Parcs Naturels Régionaux ont été créés par décret du 1er mars 1967 pour donner des outils spécifiques d'aménagement et de développement à des territoires, à l'équilibre fragile et au patrimoine naturel et culturel riche et menacé, faisant l'objet d'un projet de développement fondé sur la préservation et la valorisation du patrimoine.

Bien que la région Haute-Normandie compte un Parc Naturel Régional, relatif aux boucles de la Seine, Quiberville n'appartient pas à un Parc Naturel Régional.

IV.1.5. **ZNIEFF**

Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (Z.N.I.E.F.F.) sont répertoriées suivant une méthodologie nationale, en fonction de leur richesse ou de leur valeur en tant que refuge d'espèces rares ou relictuelles pour la région (circulaire du 14 mai 1991 du ministère chargé de l'environnement).

On distingue deux types de zones :

- Les Z.N.I.E.F.F. de type I : ce sont des sites fragiles, de superficie généralement limitée, qui concentrent un nombre élevé d'espèces animales ou végétales originales, rares ou menacées, ou caractéristiques du patrimoine naturel régional ou national ;

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

- Les Z.N.I.E.F.F. de type II : ce sont généralement de grands ensembles naturels diversifiés, sensibles et peu modifiés, qui correspondent à une unité géomorphologique ou à une formation végétale homogène de grande taille.

En tant que telles, les Z.N.I.E.F.F. n'ont pas de valeur juridique directe et ne constituent pas des documents opposables aux tiers. Toutefois, les Z.N.I.E.F.F. de type 1 doivent faire l'objet d'une attention toute particulière lors de l'élaboration de tout projet d'aménagement ou de gestion. Les Z.N.I.E.F.F. de type 2 doivent être prises en compte systématiquement dans les programmes de développement afin de respecter la dynamique d'ensemble des milieux. L'inventaire Z.N.I.E.F.F. vise les objectifs suivants :

- Le recensement et l'inventaire aussi exhaustifs que possible des espaces naturels dont l'intérêt repose soit sur l'équilibre et la richesse de l'écosystème, soit sur la présence d'espèces de plantes ou d'animaux rares ou menacés,
- La constitution d'une base de connaissances accessible à tous et consultable avant tout projet, afin d'améliorer la prise en compte de l'espace naturel et d'éviter autant que possible que certains enjeux environnementaux ne soient trop tardivement révélés.

Une nouvelle campagne d'inventaire des Z.N.I.E.F.F. est actuellement réalisée région par région et se substitue intégralement aux Z.N.I.E.F.F. dites de première génération. Les Z.N.I.E.F.F. de seconde génération, elles sont l'œuvre soit :

- D'une modernisation, c'est-à-dire qu'il s'agit de Z.N.I.E.F.F. de première génération qui ont été mises à jour au niveau de leur périmètre ou de leur contenu ;

ENJEU

- De la création d'une nouvelle zone à l'occasion de l'inventaire.

Un périmètre Z.N.I.E.F.F. de type I, deux périmètres Z.N.I.E.F.F. de type II et un périmètre Z.N.I.E.F.F. marine de type II sont présents sur le territoire de Quiberville.

Nom	Identifiant national	Sup (ha)	Intérêt(s) de la zone	Typologie des milieux	Préconisations inventaire
Z.N.I.E.F.F. continentale de type I					
La basse vallée de la Saône	230000220	141	La ZNIEFF de la basse vallée de la Saône s'étend sur les communes de Quiberville, Sainte-Marguerite-sur-Mer et Longueuil, elle occupe tout le fond de vallon. Les unités écologiques présentes sont en premier lieu des prairies pâturées plus ou moins engorgées, et en milieu de la zone des roselières, mégaphorbiaies, mares et fossés, avec comme élément rassembleur la Saône qui coule en larges méandres vers la mer. Cette zone de basse vallée à proximité de la mer a conservé un intérêt écologique très fort tant par son patrimoine faunistique (oiseaux, amphibiens) que floristique.	<ul style="list-style-type: none"> - Communautés du schorre supérieur - Prairies humides atlantiques et subatlantiques - Eaux douces - Lits des rivières - Fossés et petits canaux 	Les menaces qui pèsent sur ce site sont l'extension du parking de la plage et du camping, à l'endroit où poussent la plupart des plantes halophiles et l'abandon du pâturage. Plusieurs espèces patrimoniales signalées il y a 20 ans n'ont pas pu être observées en 2002.
Z.N.I.E.F.F. continentale de type II					
Le littoral de Saint-Aubin-sur-mer à Quiberville	230000291	141	La côte d'Albâtre est un littoral exceptionnel : plus de 120 kilomètres de falaises crayeuses dont la hauteur atteint à son maximum 120m, entrecoupées de « vailleuses », ces petites vallées sèches suspendues ou brèches plus ou moins	<ul style="list-style-type: none"> - Falaises maritimes nues - Groupements des falaises atlantiques - Plages de sable sans végétation 	Ce patrimoine naturel est fragilisé par le recul inéluctable du front de falaise, très variable d'un site à l'autre, la pollution diffuse, l'aménagement lourd de sites industriels,

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Nom	Identifiant national	Sup (ha)	Intérêt(s) de la zone	Typologie des milieux	Préconisations inventaire
			encaissées débouchant sur la mer, et de quelques basses vallées côtières drainées (Bresle, Yères, Arques, Scie, Saâne, Dun, Durdent). C'est une frange encore très sauvage, le relief imposant ayant préservé la côte de l'urbanisation dense (mais pas de quelques grands aménagements). Cette ZNIEFF, de faible étendue, délimite les falaises vives, homogènes, rectilignes et de faible altitude (38m) situées entre Saint-Aubin-sur-mer et Quiberville. Au débouché du Dun, le platier est large et sableux. Il présente un fort intérêt biologique pour les limicoles en passage migratoire qui se nourrissent des invertébrés enfouis dans le sable, notamment l'arénicole.	- Eboulis	la surfréquentation (Etretat).
La vallée de la Saâne	230031022	4405	<p>La ZNIEFF comprend les coteaux et le fond humide de la vallée, depuis Varvannes (situé entre Yerville et Tôtes à 115 m) aux sources de la Saâne, jusqu'à Quiberville, où le fleuve côtier rejoint la Manche. La vallée entaille le plateau crayeux sur une quarantaine de kilomètres selon une orientation Sud / Nord ; vers l'aval, après Ouville-la-Rivière, le fond alluvial s'élargit et la rivière dessine de larges méandres. La ZNIEFF inclut aussi quelques vallons latéraux bien boisés, ainsi que l'étroite vallée de la Vienne, principal affluent de la Saâne en rive droite et dont le cours, d'une quinzaine de kilomètres, est parallèle à celui du fleuve jusqu'à sa confluence à Gueures.</p> <p>Les vallées concentrent la biodiversité. De l'amont à l'aval, du fond humide où serpente la rivière au sommet des versants prairiaux ou boisés, elles forment de vastes corridors caractérisés par une grande diversité de milieux naturels.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Communautés du schorre supérieur -Prairies humides atlantiques et subatlantiques -Prairies à Jonc acutiflore -Voiles des cours d'eau -Forêt de Frênes et d'Aulnes des fleuves médio-européens -Grottes -Eaux mésotrophes -Eaux eutrophes -Lits des rivières -Fourrés -Pelouses pérennes denses et steppes médio-européennes -Pâtures mésophiles -Chênaies-charmaies -Roselières -Peuplements de grandes Laïches (Magnocariçaies) -Cressonnières -Alignements d'arbres -Fossés et petits canaux 	La pression anthropique (chasse, stationnement, camping) y est forte à certaines périodes et limite le potentiel écologique. Un projet de réestuarisation de la basse vallée est à l'étude ; ce programme devrait permettre une renaturation et une diversification de la faune et de la flore.
Z.N.I.E.F.F. marine de type II					
Platiers rocheux du littoral cauchois	23M000014	2776	Le littoral de Senneville-sur-Fécamp au Tréport consiste en une succession de platiers rocheux intercalés avec des	-Moules et balanes sur roche littorale très exposée	L'ensablement des estrans au nord de la Haute-Normandie est une problématique importante

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Nom	Identifiant national	Sup (ha)	Intérêt(s) de la zone	Typologie des milieux	Préconisations inventaire
de Senneville au Tréport			plages de sable/galets ainsi que de placages sableux pouvant recouvrir temporairement les platiers rocheux liés au fort hydrodynamisme. Ces platiers rocheux ainsi que les plages sableuses sont suivis régulièrement depuis les années 2000 par la CSLN lors de suivis annuels et dans le cadre de la DCE (Directive Cadre sur l'Eau). Ils sont colonisés par des moulières littorales avec un cortège d'espèces associées à dominance animale. On peut trouver des balanes, des crustacés décapodes...	<ul style="list-style-type: none"> - Roche littorale exposée à modérément exposée à [<i>Semibalanus balanoides</i>], [<i>Fucus vesiculosus</i>] et algues rouges - Rochers et blocs littoraux exposés à modérément exposés à [<i>Fucus serratus</i>] et faune associée - Estran modérément exposé à moules et fuciales - Plages de graviers/galets - Sables de haut de plage à Talitres - Roche infralittorale modérément exposée - Roche infralittorale faiblement exposée - Roche infralittorale abritée à [<i>Laminaria saccharina</i>] et [<i>Laminaria digitata</i>] - Rivages de cailloutis mobiles et de graviers - Talitridés du haut de l'estran et laisse de mer - Tubes de <i>Polydora</i> sp. sur roche tendre subtidale modérément exposée 	et non négligeable dans le maintien des moulières intertidales de la région. En effet, les périmètres des moulières ont varié entre la cartographie initiale de 2000-2001 et celle de 2010-2011 (Hanin et Poisson, 2012), notamment en raison des mouvements des placages de sables.

Z.N.I.E.F.F. de type I et II sur le territoire communal de Quiberville (source DREAL Normandie)

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



ZNIEFF de type I et II situées dans la vallée de la Saône (source ALISE)

IV.1.6. Synthèse du patrimoine naturel remarquable et protégé

Au sein du périmètre de la commune de Quiberville sont recensés :

Type de protection	Présence
Zone Natura 2000	1 Zone Spéciale de Conservation : FR 2300139 – « Littoral Cauchois » 1 Zone de Protection Spéciale : FR 2310045 – « Littoral Seino-Marin »
Z.I.C.O.	Aucune
Zone Ramsar	Aucune
Réserve de biosphère	Aucune
Réserve Naturelle Nationale	Aucune
Site inscrit / site classé	Aucun
Réserve Naturelle Régionale	Aucune
Arrêtés préfectoraux de protection de biotope	Aucun
Espace Naturel Sensible	Aucun
Site du Conservatoire du Littoral	1 site du Conservatoire du Littoral « Vallée de la Saône »

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Type de protection	Présence
Régime forestier	Aucun
Parc National	Aucun
Parc Naturel Régional	Aucun
Z.N.I.E.F.F.	1 périmètre Z.N.I.E.F.F. continental de type I 2 périmètres Z.N.I.E.F.F. continental de type II 1 périmètre Z.N.I.E.F.F. marine de type II

Synthèse des mesures de protection du Patrimoine naturel

IV.2. Trame verte et bleue

IV.2.1. Contexte – définition

La Trame verte et bleue est introduite dans le Code de l'Urbanisme et l'Environnement par la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement. Cette loi fixe les grands axes pour la création d'une trame verte et bleue (TVB) en 2012. En 2010, la loi n°2010-788 portant engagement national pour l'environnement, dite « Grenelle II » vient décrire les objectifs de la trame verte et bleue avec la préservation et la remise en état des continuités écologiques à l'échelle locale.

- Des orientations nationales définies par le comité opérationnel TVB et décrites dans 3 guides : Choix stratégiques au profit des continuités écologiques, Guide méthodologique, TVB et infrastructures linéaires de transport. Ces orientations nationales sont parues sous forme de décret.
- A l'échelle **régionale**, un **Schéma Régional de Cohérence Ecologique** (SRCE) est élaboré conjointement par l'Etat et la Région, en association avec un comité régional « trame verte et bleue » dont la composition est fixée par décret.
- A l'échelle **locale**, les documents d'aménagement de l'espace, d'urbanisme, de planification et projets des collectivités territoriales doivent prendre en compte les continuités écologiques et plus particulièrement le Schéma Régional de Cohérence Écologique.

La trame verte est constituée par l'ensemble des zones de connexion biologiques et des habitats naturels concernés, qui constituent ou permettent de connecter :

- Les habitats naturels de la flore et la faune sauvage et spontanée ;
- Les sites de reproduction, de nourrissage, de repos et d'abri ;
- Les corridors de déplacements de la faune sauvage ;
- Les corridors de dispersion de la flore.

Ces zones sont constituées de grands corridors boisés, de milieux ouverts, calcicoles ou encore humides. Ils sont aussi ponctués et raccordés par des éléments ponctuels ou « en pas japonais » tels que des alignements d'arbres, des haies, des mares, des vergers permettant aux espèces de se déplacer.

La trame bleue est constituée du réseau formé par les cours d'eau, les zones humides ainsi que les fossés, ruisseaux, constituant ou permettant la connexion entre les différents éléments.

Ces préoccupations liées à la nature « ordinaire » conduisent à rechercher la création d'un maillage écologique du territoire aujourd'hui très fragmenté, reposant sur des espaces de connectivité écologique (corridors, continuums, axes de déplacement...) reliant les espaces préalablement identifiés comme d'importance majeure d'un point de vue du patrimoine naturel (noyaux).

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

La Trame verte et bleue contribue à l'état de conservation favorable des habitats naturels et des espèces et au bon état écologique des masses d'eau. Elle s'étend jusqu'à la laisse de basse mer et dans les estuaires, à la limite transversale de la mer. Le SRCE présente la trame verte et bleue via les réservoirs et les corridors écologiques (voir carte suivante).

Les réservoirs de biodiversité sont des espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante, qui abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou qui sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces.

Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques peuvent être linéaires, discontinus ou paysagers.

La méthodologie pour définir la trame verte et bleue s'est appuyée sur les éléments suivants :

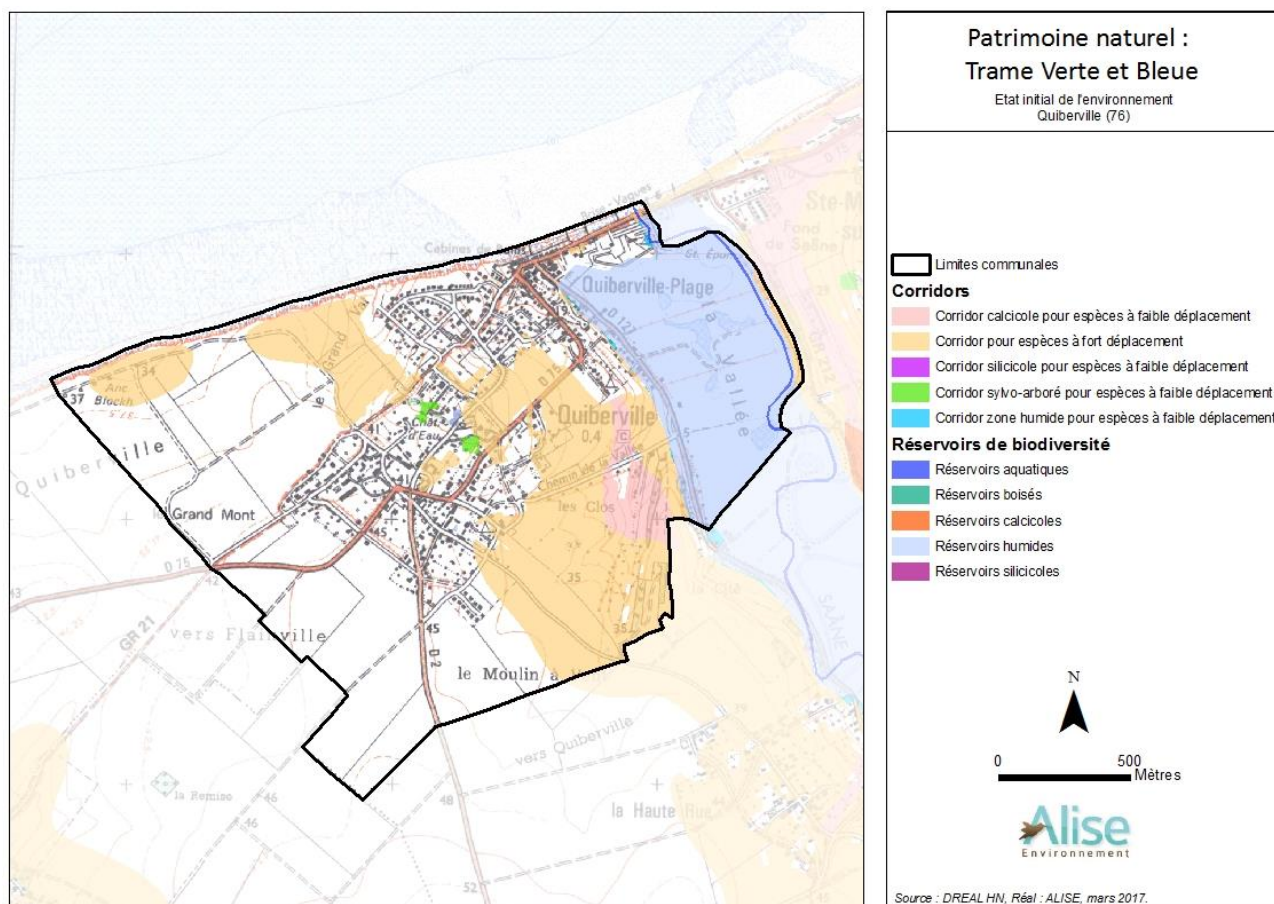
- Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), de Haute Normandie,
- La trame verte et bleue du Schéma de Cohérence Territoriale,
- Les espaces naturels urbains,
- Les cours d'eau, fossés et zones humides,
- Les coteaux calcicoles,
- Les milieux interstitiels de type haie, alignement d'arbres, mares et bandes enherbées.

IV.2.1.1. *Trame verte et bleue du SRCE*

L'élaboration du SRCE s'organise autour d'une instance clé : le Comité régional Trame Verte et Bleue (CRTVB) composé de plusieurs collèges représentant les collectivités territoriales et leurs groupements, les organismes socioprofessionnels, les usagers de la nature, les associations, les organismes ou fondations œuvrant pour la biodiversité, les gestionnaires d'espaces naturels, des représentants de l'Etat ainsi que des scientifiques et des personnes qualifiées.

Le SRCE Haute Normandie a été adopté le 18 novembre 2014.

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



Eléments de la trame verte et bleue du SRCE (source IGN, DREAL Haute-Normandie)

Le croisement des données du SRCE et du SCoT doit être affiné à l'échelle communale afin de pouvoir recenser les trames vertes et bleues locales.

Le périmètre du SCoT du Pays Dieppois Terroir de Caux a été approuvé le 22 avril 2011 par le Préfet. Ce document supra-communal définit la trame verte et bleue sur son territoire. Les continuités écologiques ont donc été définies à l'échelle du SCoT.

IV.2.1.2. Trame verte et bleue du SCoT

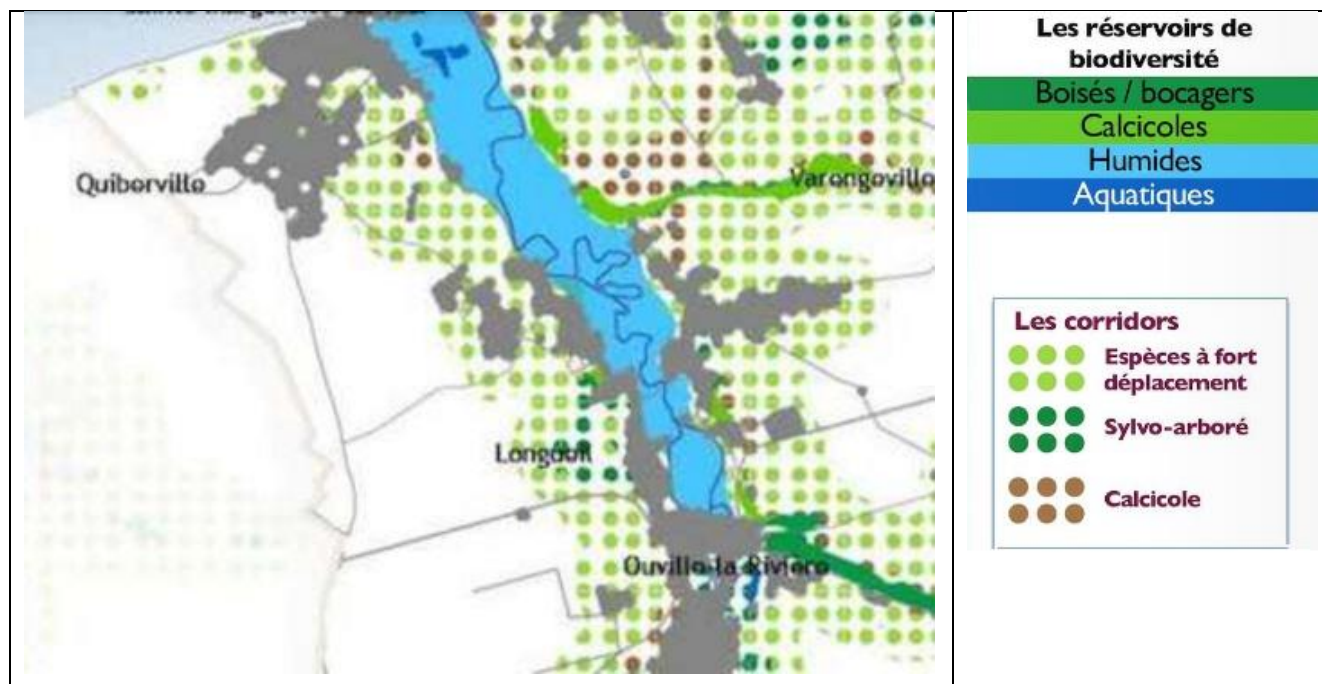
Selon le PADD du SCoT du Pays Dieppois Terroir de Caux, pratiquer une gestion environnementale innovante et reconnue comme « valeur sûre et label de qualité » pour les habitants et les entreprises.

Selon le Document de travail de l'atelier « Trame verte et bleue » du SCoT, pour maintenir la biodiversité, il faut reconnaître et protéger durablement le fonctionnement des réservoirs de biodiversité en tenant compte de leurs caractéristiques écologiques et de celles des espaces qui leur sont associés.

Quatre grands types de réservoirs de biodiversité sont représentés dans le territoire. Il s'agit des réservoirs :

- Aquatiques,
- Humides,
- Boisés,
- Calcicoles (pelouses/coteaux).

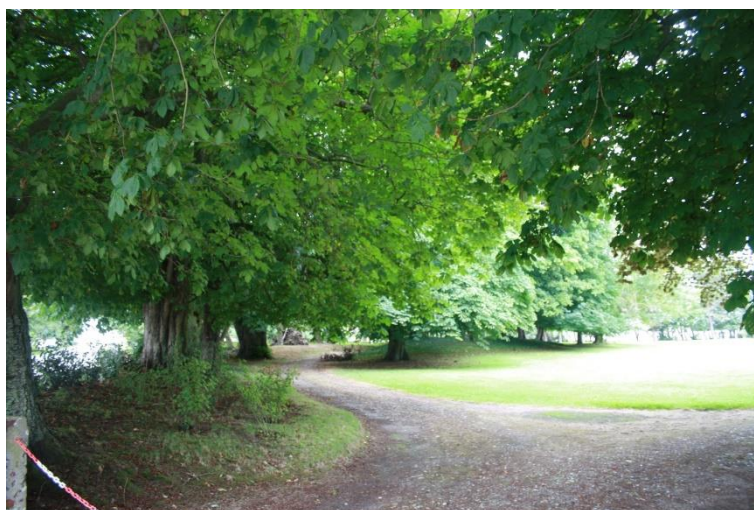
2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



Eléments de la trame verte et bleue du SCoT du Pays Dieppois Terroir de Caux (source SCoT Pays Dieppois Terroir de Caux)

IV.2.1.3. *Espaces naturels urbains*

La commune de Quiberville possède des espaces verts urbains, constituant un corridor sylvo-arboré au milieu du tissu urbain.



Corridor sylvo-arboré à l'intérieur du bourg de Quiberville (source ALISE)

IV.2.1.4. *Cours d'eau, fossés et zones humides*

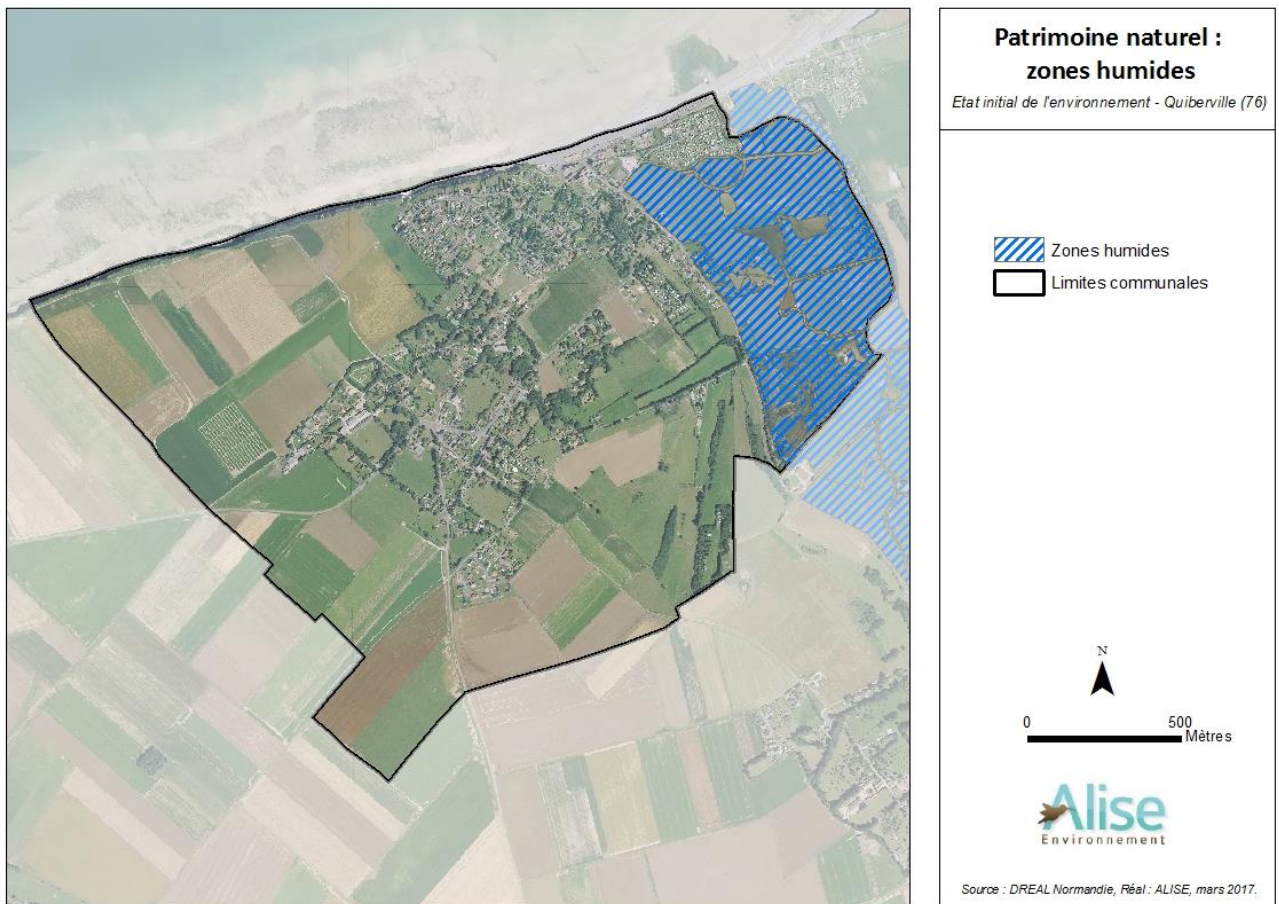
Les zones humides sont des espaces de transition entre la terre et l'eau à forts enjeux écologiques, économiques et sociaux. Elles agissent comme des protections naturelles qui contribuent à réduire les pollutions diffuses, à réguler le débit des cours d'eau et à préserver la biodiversité et l'attrait des paysages.

Plusieurs définitions des zones humides peuvent être distinguées, et notamment celle établie par la Convention de RAMSAR du 2 février 1971 et celle adoptée en France par la loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 reprise par l'article L.211-1 du Code de l'environnement :

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

- Convention de RAMSAR : « Les zones humides sont des étendues de marais, de fagnes, de tourbières ou d'eaux naturelles ou artificielles, permanentes ou temporaires d'eau marine dont la profondeur à marée basse n'excède pas six mètres ».
- Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 : « on entend par zone humide les terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par les plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».

D'après les données de la DREAL Normandie, la commune de Quiberville est concernée par la présence de zones humides.



Zones humides sur la commune de Quiberville (source DREAL Normandie)

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



Zones humides (source ALISE)

IV.2.1.5. *Corridor calcicole*

Le SRCE désigne un corridor calcicole faible déplacement à l'ouest de la vallée de la Saône. Le corridor calcicole se définit comme un milieu où les espèces vont pouvoir se déplacer et se reproduire grâce à un sol riche en calcium.

Suite à une visite de terrain et à la méthode de photo-interprétation, le corridor a été décliné à l'échelle locale. La partie au nord du Chemin de la Vallée est aujourd'hui une zone prairiale herbacée entourée de haies et non d'un milieu caractéristique du coteau calcicole.



Prairie herbacée (source ALISE)

Le coteau calcicole est aujourd'hui localisé dans la partie sud du chemin de la Vallée. La partie basse du versant est encore dotée d'une formation plutôt rase, cependant la plus grande totalité du versant est envahie par des ligneux arbustifs et des buissons. Au cours de ce processus de boisement, les espèces caractéristiques du versant calcicole vont régresser au profit d'espèces sciaphiles (préférant l'ombre).

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



Coteau calcicole emboisé (source ALISE)

IV.2.1.6. *Milieux interstitiels*

Les milieux interstitiels de type haies, bosquets, bandes enherbées, fossés vont jouer un rôle également dans le maintien de la biodiversité. Ces éléments vont offrir une mosaïque de milieux favorables à diverses espèces. Ils vont également permettre de limiter le ruissellement ou jouer le rôle de réservoir.

Les éléments supports de Quiberville vont compléter le réseau, le territoire communal présente notamment :

- Des linéaires de haies et alignements d'arbres,
- Des arbres isolés,
- Des bosquets,
- Un verger.

IV.2.2. **Définition de la trame verte et bleue communale**

Le PLU devra intégrer la Trame Verte et Bleue conformément à l'article L. 371-3 du Code de l'environnement :

- « Les collectivités territoriales et leurs groupements compétents en matière d'aménagement de l'espace ou d'urbanisme prennent en compte les schémas régionaux de cohérence écologique lors de l'élaboration ou de la révision de leurs documents d'aménagement de l'espace ou d'urbanisme »
- « Les documents de planification et les projets (...) des collectivités territoriales et de leurs groupements prennent en compte les schémas régionaux de cohérence écologique et précisent les mesures permettant d'éviter, de réduire et, le cas échéant, de compenser les atteintes aux continuités écologiques que la mise en œuvre de ces documents de planification, projets ou infrastructures linéaires sont susceptibles d'entraîner. »

L'ensemble de ces éléments doit être préservé sur le territoire communal, afin de conserver la fonctionnalité des milieux naturels.

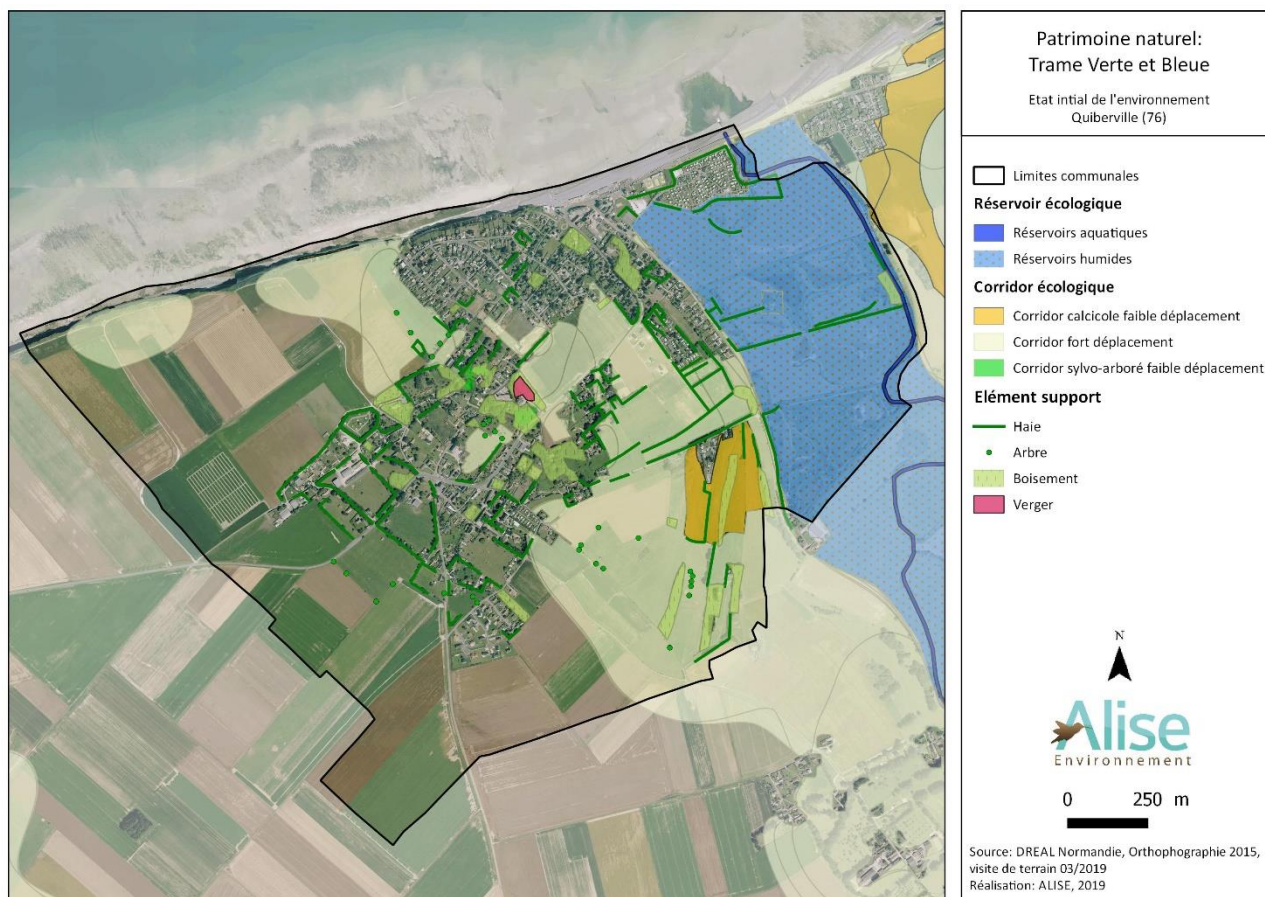
D'après le Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Haute-Normandie, l'occupation du sol, les périmètres de protection et d'inventaires du patrimoine naturel et les phases de terrain permettant le recensement des éléments environnementaux pouvant jouer un rôle écologique, la trame verte et bleue a été définie. La figure ci-dessus présente la TVB sur le territoire communal de Quiberville.

La trame verte et bleue de Quiberville est composée des éléments suivants :

- Trame boisée : corridors arborés en ville,

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

- Trame calcicole : corridor calcicole, notamment sur l'un des versants de la vallée de la Saône,
- Trame aquatique : réservoir aquatique principalement avec le cours d'eau la Saône,
- Trame humide : réservoir humide notamment avec la vallée de la Saône,
- Des milieux interstitiels pour la faune et la flore ponctuant les corridors, réservoirs écologiques ou la périphérie urbaine.



Trame verte et bleue, sites identifiés (source DREAL Normandie, Visite de terrain, orthophotographie 2015)

IV.2.3. Identification des éléments paysagers locaux

L'objectif est d'identifier les éléments paysagers locaux qu'ils soient naturels ou architecturaux ne faisant pas l'objet de protection particulière, est d'éviter leur destruction afin de les préserver et/ou de les mettre en valeur.

En ce qui concerne les plantations, cette protection permet de prendre en compte des éléments ponctuels (arbres isolés, groupes d'arbres), linéaires (haies et alignements d'arbres à plat ou sur talus ...). Les travaux, installations et aménagements, ayant pour effet de supprimer ou de modifier un élément identifié au PLU au titre de l'article L151-23 doivent être précédés d'une déclaration préalable, déposée auprès de la mairie.

IV.2.4. Espèces invasives

Une espèce est dite invasive ou envahissante lorsque, s'étant établie et se reproduisant naturellement dans un domaine géographique dont elle n'est pas originaire, elle devient un agent de perturbation et nuit à la diversité biologique. Ces « invasives » peuvent perturber les milieux naturels et être source de désagrément pour les activités humaines (qualité de l'eau, irrigation, agriculture, pêche...) ou la santé publique (allergies, toxicité, transmissions de maladies...).



2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Digitale2 est le Système d'information sur la flore et la végétation développé au Conservatoire botanique national de Bailleul (CBNBI). Digitale2 regroupe toute l'information sur les plantes sauvages et la végétation des régions de Haute-Normandie, Picardie et Nord-Pas de Calais


D'après le site du conservatoire botanique de Bailleul, 3 espèces floristiques envahissantes avérées sont recensées sur la commune. Il existe des précautions générales vis-à-vis des espèces végétales envahissantes en Normandie (Besnard B, 2014):

- Ne pas traiter chimiquement (afin de ne pas impacter la qualité de l'eau, de l'air, du sol ainsi que de la faune et de la flore).
- Arracher les plantes et leurs racines dans la mesure du possible. Dans cette optique, agir au plus vite avant que les racines ne soient bien développées. Sinon, la réalisation de fauches répétées permet de limiter la dynamique des plantes et de les affaiblir.
- Incinérer les déchets végétaux afin de limiter la dissémination. Ne pas les jeter dans l'eau ni les stocker dans une décharge verte sans les avoir bâchés correctement.
- Veiller à la propreté des engins mécaniques et outils manuels utilisés pour les travaux afin de limiter la propagation de graines ou de boutures.
- Entreprendre dès que possible les opérations de contrôle ou d'éradication et continuer la surveillance des sites après ces opérations, pour éviter une réinstallation des plantes.

Cependant, les précautions et efforts d'éradication des espèces envahissantes sont à adapter au cas par cas, en fonction des impacts et de l'écologie de chaque espèce.

Nom du taxon	Biotope	Impact	Dissémination	Photo (source : CBNBI)
Renouée du Japon <i>Fallopia japonica</i> <i>(Houtt.) Ronse Decraene</i>	-Friches, -Accotements routiers, -Voies ferrées et abords, -Bords des eaux.	-menace pour certaines espèces à valeur patrimoniale -ces peuplements s'opposent à la régénération naturelle des forêts alluviales et à l'installation des ligneux (aulnes, saules, frênes...) qui assurent la fixation et la stabilité des berges.	Dissémination essentiellement par multiplication végétative à partir de fragments de rhizomes et de boutures des tiges.	
Lyciet commun <i>Lycium barbarum L.</i>	-Littoral : Criel-sur-Mer, Quiberville, Sainte-Adresse, Le Havre, -Plus rarement à l'intérieur des terres : Oissel			

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Nom du taxon	Biotope	Impact	Dissémination	Photo (source : CBNBI)
Rosier rugueux <i>Rosa rugosa</i> <i>Thunb.</i>	Espèce ornementale parfois subspontanée à proximité de ses zones de plantation			

Espèces floristiques envahissantes avérées sur Quiberville (source Conservatoire botanique national de Bailleul)

V. Le paysage communal

V.1. Structure et fonctions du paysage

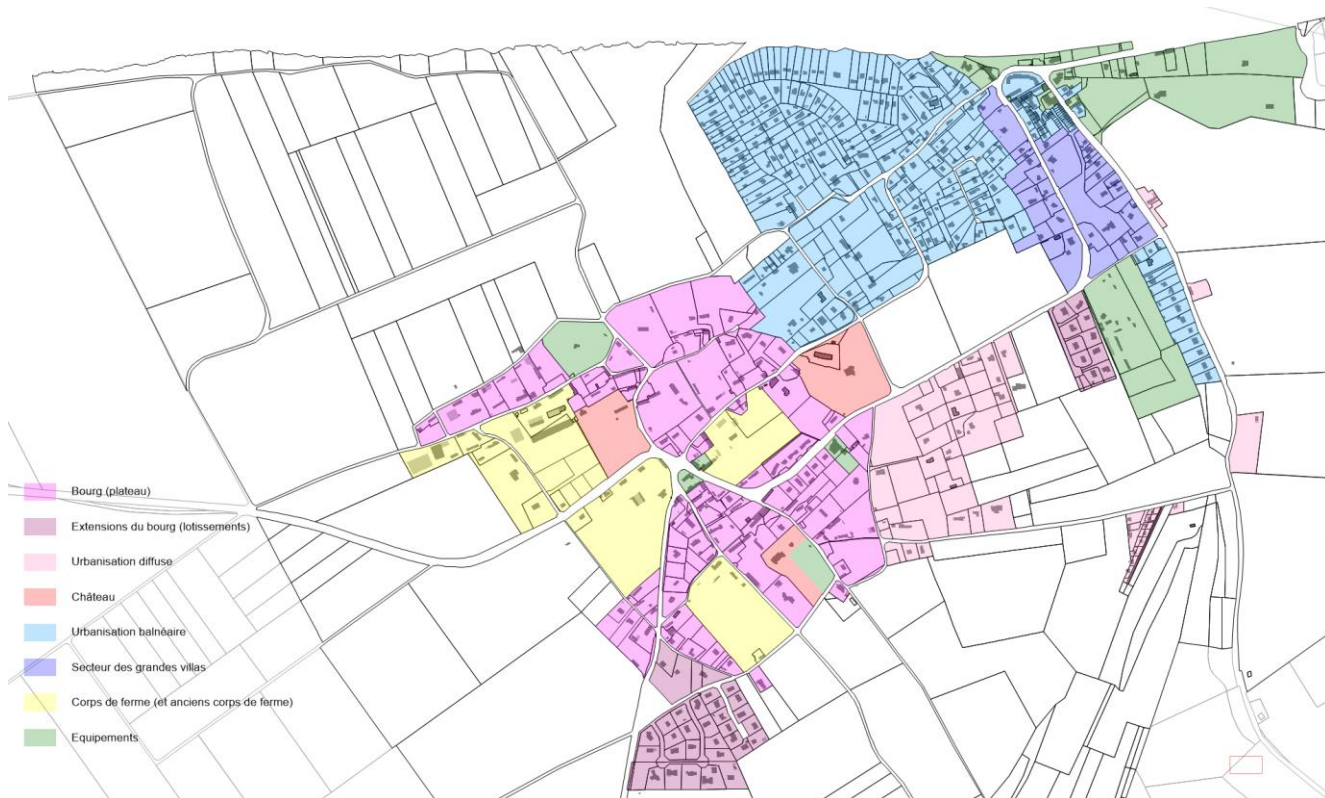
Le paysage de Quiberville est la **synthèse d'un ensemble d'éléments**, le relief, avec ses volumes et ses vides, les perspectives, les points de vue, la végétation, les bois, les haies, les talus cauchois, les cours d'eau, les mares, les modes d'exploitation de la terre, l'urbanisation, les constructions remarquables, les petits édifices, les bâtiments ordinaires, les espaces publics, les formes urbaines, etc. ...

Ses fonctions sont multiples :

- C'est le cadre de vie, alliant aménité et attractivité ;
- C'est un héritage à transmettre aux générations futures, source d'unité et d'appartenance ;
- Il est partie intégrante de la biodiversité (réservoirs de biodiversité, corridors écologiques, nature ordinaire) ;
- Il apporte une protection climatique (cycle de l'eau, brise-vent).

Mais il est plus que la simple somme de ses constituants ; c'est un **système** où tous les éléments **interagissent** entre eux (par exemple, avec l'alternance entre végétation et bâti) afin de former un ensemble cohérent et fédérateur. La perte ou la dégradation d'un seul constituant (par exemple, la perte d'un talus cauchois ouvrant des vues directes vers l'intérieur des zones urbanisées) peut avoir un effet dramatique sur l'ensemble du paysage.

ENJEU



Les entités paysagères du territoire quibervillais

V.2. La vallée de la Saône, une vallée littorale

D'après l'atlas paysager de Haute-Normandie (source DREAL)

Les fleuves côtiers du pays de Caux constituent des **points de contact entre l'univers littoral et le cœur du pays de Caux**. Clairement séparés du plateau, ces reliefs en creux prennent naissance au

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

centre du pays de Caux pour les plus grandes vallées comme celles de la Durdent, de la Saâne, de la Valmont ou de la Scie qui peuvent faire plus de 25 kilomètres de longueur.

Les fleuves côtiers forment la structure d'un réseau de vallées qui découpent l'extrémité du pays de Caux. Ces vallées naissent à proximité de la ligne de partage des eaux entre les bassins versants de la Seine et de la Manche. Formant un profil en V au départ, elles adoptent des **fonds plats à l'approche de la côte**, transformant leur **profil en U**.

A proximité de la côte, les vastes étendues des fonds de vallées sont occupées par de **grandes prairies à caractère inondables**, ce qui induit une **qualité écologique et paysagère reconnue**.

Ces vallées forment des liens forts entre le cœur du plateau et la côte. Elles ont très tôt servi d'axes de communication et sont empruntées par de nombreuses routes et parfois par des voies de chemin de fer. Au contact de la Manche, toutes les embouchures sont dominées par les **falaises** formant des sites spectaculaires.



Paysage littoral à Quiberville (source PERSPECTIVES)

Sur le littoral, un **cordon de galets** forme systématiquement une plage séparant l'estran de la vallée elle-même. Constamment menacées par les assauts de la mer, les embouchures ont été protégées par des digues de béton massives que l'on tente aujourd'hui de masquer par des aménagements plus doux.

ENJEU

Au-delà du relief, les **paysages agricoles des vallées littorales** sont structurés par des éléments fondamentaux que sont :

- **Les coteaux boisés** qui renforcent le cadre de la vallée. Véritables écrans avec le plateau, ils sont présents dès l'origine des vallées au cœur du plateau, dans des secteurs où les seuls arbres sont ceux des clos-masures. Ils forment d'importantes **continuités écologiques et paysagères** depuis le cœur du pays de Caux jusqu'à la mer.
- **L'agriculture mixte** qui contraste avec l'agriculture intensive du plateau. Cette agriculture mixte occupe les fonds de vallées, très peu bâtis. Ces espaces agricoles, encore très préservés, possèdent de nombreuses structures arborées, notamment des alignements de saules têtards.
- **Les espaces naturels humides**, qui dans les estuaires, occupent la quasi-totalité des fonds plats. Essentiellement constitués de prairies, il s'y développe une **flore et une faune extrêmement riche et diversifiée**, propre à ce type de milieu. En traversant ces espaces, la rivière suit de larges méandres avant de se jeter dans la mer. Ces espaces humides sont en cours d'atterrissement, suite aux barrages des embouchures. Autrefois la mer entraînait dans les vallées, on y trouvait des salines et des prés salés.

A Quiberville, le point de contact avec la mer est assez dur, avec son **front de mer construit en béton** pour lutter contre les intrusions maritimes dans la vallée. Il confère à la plage un aspect figé. Néanmoins, le **projet territorial de la basse vallée de la Saâne** marque une prise de conscience de cet état de fait et le réaménagement de la vallée est prévu.

Plusieurs enjeux paysagers peuvent être associés à la vallée :

- Prise en compte du relief très particulier, avec notamment la **préservation des coteaux boisés** et la **protection des lignes de crêtes** ;

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

- Amélioration de la **relation entre la vallée et la mer** ;
- **Mise en valeur du front de mer** (bâtiments, réorganisation des espaces publics et des parkings) ;
- Protection et mise en valeur des **zones humides** et des **ripisylves**.

V.3. Le bourg de Quiberville, perché sur le plateau de Caux Maritime

D'après l'atlas paysager de Haute-Normandie (source DREAL)

La frange maritime du pays de Caux est marquée par un paysage singulier, amenant une lente **métamorphose du paysage rural vers un paysage maritime**, avant que l'on puisse appréhender physiquement la mer.

Ces changements graduels se traduisent par la **raréfaction des clos-masures**, des villages, des alignements d'arbres et des routes à l'approche des falaises, et de manière très identitaire par l'anémomorphose des arbres qui adoptent un « **port en drapeau** ».

Le Caux Maritime est aussi marqué par l'opposition entre les paysages ouverts des bords de falaises et les paysages de la vallée. L'horizontalité du plateau est brusquement interrompue par les entailles profondes et brutales qui descendent à la mer. Il s'y produit un changement complet d'ambiance, passant d'un espace ouvert, lumineux et plat à un espace confiné et intime.

La route littorale qui longe la côte est l'axe privilégié pour apprécier ce contraste entre plateau et vallées.

Rectiligne et dégagée sur le plateau, la route devient sinueuse dans les pentes raides et s'enfonce dans la vallée avant de ressortir sur le plateau suivant.

Les **lignes boisées de rebord de coteau** sont particulièrement perceptibles depuis le plateau et forment des corridors écologiques précieux dans ce paysage où les monocultures dominent.

Sur le plateau, l'**agriculture de grands champs** domine largement. Cette agriculture intensive a rejeté les espaces de biodiversité dans les valleuses et les vallées et les structures arbustives et arborées dans l'espace agricole deviennent de plus en plus rares.

Les prairies restantes se concentrent au contact immédiat des villages, permettant du même coup le maintien de haies. La disparition des structures végétales provoque le même phénomène que celui constaté dans le pays de Caux voisin, c'est-à-dire l'érosion des terres et les inondations. Des ouvrages hydrauliques ont été aménagés pour tenter de pallier ce problème.

A la différence du cœur du Pays de Caux, l'habitat et les exploitations agricoles ont tendance à se regrouper pour former des villages, au tissu urbain relativement lâche. Le bourg de Quiberville, issu du regroupement de maisons et d'exploitations agricoles, ne possède pas réellement de centre urbain dense.

Conservant les structures végétales qui délimitent les clos-masures, le **village offre une ambiance très végétale et jardinée**, avec au cœur du tissu bâti des parcelles en vergers ou en prairies.

ENJEU

Plusieurs enjeux paysagers peuvent être associés au plateau :

- Maintien et gestion des **prairies** et des **vergers** proches des villes et des villages ;
- Maintien des **structures végétales** dans l'espace agricole, repérage et entretien ;
- Travail sur les **ceintures** des bourgs et des villages (interface entre parcellaires bâtis et parcelles agricoles) ;
- Maintien d'une **qualité architecturale** dans les nouvelles constructions ;
- Entretien et gestion des **coteaux**, préservation des **lignes de crêtes** continues.

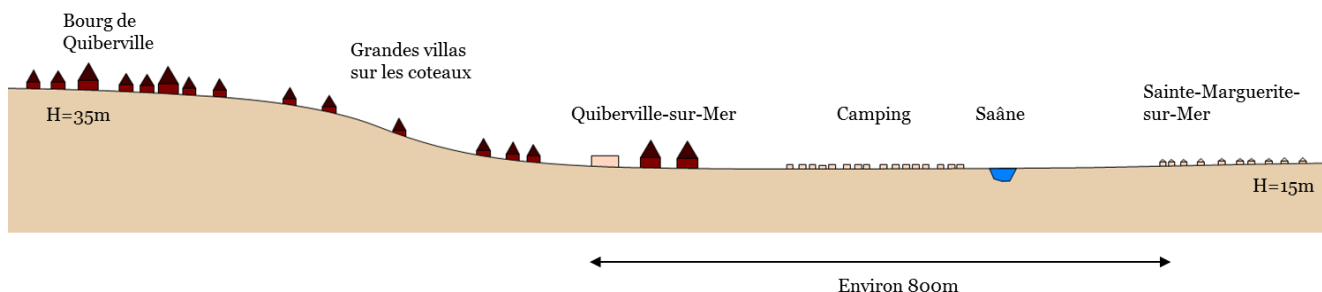
V.4. Description des paysagères de Quiberville

Le **bourg est l'urbanisation historique de Quiberville** (ancien bourg agricole perché sur le plateau).

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

La **station balnéaire a connu son essor à la fin du 19^{ème} siècle**, dans la vallée de la Saône et sur le bas des coteaux.

Les **noyaux historiques ont été connectés par les grands développements touristiques après-guerre**, notamment le lotissement du Grand Val, le camping de Quiberville et l'habitat de loisir de Sainte-Marguerite-sur-Mer.



Morphologie actuelle de la vallée de la Saône entre Quiberville et Sainte-Marguerite-sur-Mer

V.4.1.1. Plateau agricole

Le bourg de Quiberville est implanté à l'extrémité du petit plateau enserré entre la vallée de la Saône et la vallée du Dun.

Il offre un paysage caractéristique du pays de Caux, formé de champs de culture sans arbre (paysage d'openfield), où les vues sont naturellement profondes et dégagées.

Dans ces grandes perspectives, l'échelle des espaces ne peut pas être appréhendée par les différences de dimensions des éléments paysagers (arbres, bâtiments ...) ; trop loin de l'observateur, tous ces éléments paraissent écrasés. C'est au travers des variations de teintes du feuillage des arbres (arbres d'essence locale à la couleur remarquablement uniforme) que l'œil va percevoir les distances :

- Verts francs et saturés pour les boisements proches ;
- Teintes de plus en plus grisées et claires que peut prendre le feuillage des arbres au fur et à mesure de leur éloignement (par effet de diffusion atmosphérique).

Ce type de paysage est donc **très sensible aux couleurs brutales** qui modifient cette perception. Parmi ces couleurs brutales, il faut noter le **blanc, à éviter**.

ENJEU



Silhouette du bourg, vue depuis la RD75 à l'ouest



Silhouette du bourg, vue depuis la RD2 au sud-ouest

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Les haies brise-vent et les talus cauchois⁶ formaient traditionnellement une **lisière autour des villages cauchois**, qui intégraient en les masquant les constructions dans le paysage. Ces ceintures végétales disparaissent lentement du Pays de Caux (manque d'entretien, abattage des arbres ou non-recréation lors des extensions de l'urbanisation), remplaçant les haies brise-vent par les façades des constructions récentes dans les grandes perspectives.

Les **entrées de bourg sont très qualitatives**, à l'exception de l'entrée sud-ouest, où la récente résidence du Moulin n'a pas reconstitué de ceinture végétale qualitative en périphérie et laisse des vues directes vers les façades contemporaines.



Entrée sud-ouest du bourg à qualifier (résidence du Moulin)

V.4.1.2. Bourg

Le bourg de Quiberville est un ancien bourg agricole, ayant aujourd'hui une vocation essentiellement résidentielle. Cependant, il a conservé son **caractère cauchois** grâce à une **forte présence végétale** (haies et talus), associée à de nombreuses **constructions de qualité**.



Entrée ouest du bourg

A l'intérieur du bourg, des **espaces paysagers de qualité** donnent une image rurale très qualitative : parcs boisés autour des châteaux, manoirs ou de grandes propriétés, vaste prairie agricole au cœur de la commune, boisements.

Le bourg de Quiberville est également **marqué par la proximité de la mer** à l'approche de la ligne de crête. Ici, l'ambiance de bourg rural est égayée par les **vues remarquables vers la mer**, préservées jusqu'à présent malgré la pression foncière à laquelle est soumise la commune, ainsi que par la multiplication des **essences végétales identitaires du littoral cauchois** (notamment le pin maritime avec son port en drapeau caractéristique).

⁶ Les talus cauchois sont un des éléments identitaires du Pays de Caux. Clôturant la parcelle qui regroupe l'ensemble des bâtiments du clos-masure, les arbres de haut jet sont plantés sur des levées de terres d'1,5 à 2,5 mètres de large, et de 60 centimètres à 1,30 mètre de haut.

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



Quelques éléments perturbent pourtant l'équilibre visuel de l'espace du village. En particulier, il existe à Quiberville plusieurs sites d'hébergements de loisir déqualifiés, avec la présence de bâti très médiocre (restes d'anciennes activités de camping à la ferme, qui ont connu un essor important dans les années 1970).

Plusieurs enjeux paysagers peuvent être associés au bourg :

- Opérer une **densification raisonnée** (respect du **patrimoine architectural**, des **parcs**, **vergers** et **espaces paysagers significatifs**, préservation des **vues vers la mer**) ;
- Réfléchir au devenir des **sites d'hébergement de loisir**.

ENJEU

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



Verger dans le bourg

V.4.1.3. *La vallée de la Saône*

La vallée de la Saône offre un paysage agricole en fort contraste avec le plateau, avec ses grandes prairies où serpente le fleuve, ses marais et ses fossés.

Elle est caractérisée par des vues intimes, encadrées par les coteaux, les lignes bâties en pied de ceux-ci et les boisements.



Vue sur Quiberville depuis Saint-Marguerite-sur-Mer

Plusieurs enjeux paysagers peuvent être associés à la vallée :

- La mise en œuvre du **projet territorial de la vallée de la Saône** ;
- La poursuite des pratiques assurant la gestion du paysage et de l'espace par l'**agriculture** (prairies humides, haies ...) ;
- Création de **liaisons douces** dans la vallée, facilitant la découverte de ces espaces de grande qualité.

ENJEU

V.4.1.4. *Quiberville-sur-Mer, la station balnéaire de Quiberville*

La station balnéaire occupe la pointe de la vallée de la Saône. Elle possède les marqueurs caractéristiques du littoral cauchois, avec la **plage** et ses **cabines**, ainsi que ses **grandes villas** de la fin du 19^{ème} siècle, souvent accompagnées de parcs boisés (bas de coteau : RD127 et rue de la Mer).

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



Les grandes villas le long de la rue de la Saône

Si le site a connu un premier développement au 19^{ème} siècle, les ajouts contemporains sont également très nombreux :

- Habitat contemporain implanté en linéaire sur la rue de la Saône ;
- Habitat contemporain implanté dans les interstices de l'urbanisation ancienne ;
- Camping ;
- Aménagements touristiques (Espace Grand Large, aire de jeux, tennis ...).



Le camping municipal

Plusieurs enjeux paysagers peuvent être associés à Quiberville-sur-Mer :

- Quel projet touristique remplacera le camping municipal, appelé à disparaître dans le cadre du projet territorial de la vallée de la Saône ;
- Reconversion de la friche « Parc à huîtres » ;
- Adoucir l'aspect très bétonné du front de mer, avec notamment la gestion du recul du stationnement en arrière du littoral, tout en maintenant une capacité d'accueil suffisante lors des grands événements.

ENJEU



La rue du front de mer

V.4.1.5. Les cônes de vue vers la mer

Le territoire de Quiberville offre de **nombreux points de vue remarquables, très appréciés par les habitants** :

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

- Des points de vue sur la silhouette bâtie du village depuis les champs ;
- Des cônes de vue permettant de contempler la mer depuis les hauteurs du bourg de Quiberville ;
- Des perspectives sur les espaces naturels de la vallée de la Saône.



Repérage des cônes de vue



1. Vue agricole panoramique vers la lisère d'urbanisation

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



2. *Vue agricole panoramique vers la lisère d'urbanisation*



3. *Vue naturelle panoramique vers la vallée et la lisère d'urbanisation*



4. *Vue panoramique vers le front de mer*



5. *Vue panoramique vers la vallée*

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



6. *Vue panoramique vers la vallée*



7. *Vue panoramique ouvrant vers le littoral et la mer*



8. *Vues panoramiques ouvrant vers le littoral et la mer*



9. *Vue panoramique ouvrant vers le littoral et la mer*

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



10. Vue proche vers le littoral et la mer



11. Vue agricole panoramique vers la lisière d'urbanisation



12. Vue agricole panoramique vers la lisière d'urbanisation

L'existence de ces vues privilégiées sur le territoire communal est le fruit des **politiques urbaines menées de longue date** par les élus de Quiberville, attachés à la qualité du cadre de vie offert aux habitants et aux visiteurs. Ainsi, l'ancien POS les protégeait déjà par un zonage NC, ND ou NDL.

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



Les cônes de vue étaient déjà protégés par l'ancien POS, par un zonage NC, ND ou NDL

V.5. Le patrimoine naturel quibervillais

V.5.1. Les forêts et bosquets

Il n'y a pas de forêt à Quiberville, mais il existe plusieurs petits bosquets d'arbres de moins d'un hectare, dont la présence est gage de qualité paysagère et écologique.



Petit bosquet à l'est du bourg (hameau Levassor)

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

V.5.2. Les alignements d'arbres

Traditionnellement, les fermes et les villages (autrefois des regroupements de fermes) étaient protégés par des boisements, sous la forme de haies brise-vent. Dans un plateau aussi vaste et exempt de vallonnements importants que celui du Pays de Caux, les perspectives étaient donc caractérisées par cette végétation qui entrecoupait régulièrement l'horizon.

En plus de leur **qualité paysagère** et de leur vertu de **protection contre le vent**, les talus cauchois sont de bonnes **réserves de bois-énergie** ou de **bois d'œuvre**, constituent des espaces privilégiés de **biodiversité** et assurent un rôle de **régulateur climatique**.

ENJEU

Le village de Quiberville présente un **important linéaire de haies brise-vent** (hêtres, chênes, charmes ...).



Alignement d'arbres de la rue des Vergers

V.5.3. Les parcs, une identité du littoral cauchois

ENJEU

Les parcs jouent un rôle majeur dans l'urbanisation quibervillaise, et doivent à ce titre être préservés :

- Ils forment un **écrin autour des constructions remarquables** (châteaux et manoirs dans le bourg ; grandes villas balnéaires dans la vallée et sur le coteau) ;
- Ces **espaces de respiration** animent la trame urbaine en la reconnectant à la trame verte et bleu ;
- La végétation, par un savant mélange entre **essences locales** et **essences d'inspiration littorale** (pins noirs d'Autriche, cèdres ...), témoigne de la présence de la mer.



Parc du château

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



Les parcs les plus significatifs

V.5.4. Verger

Un seul verger existe encore à Quiberville, sur les terrains agricoles situés au cœur du bourg.



Verger du bourg

VI. Architecture

Plusieurs types d'architectures coexistent à Quiberville :

- **L'architecture vernaculaire cachoise** des constructions anciennes du bourg, identique à celle que l'on peut rencontrer dans les autres villages du pays de Caux ;

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

- L'**architecture balnéaire** des grandes villas du 19^{ème} siècle de Quiberville-sur-Mer ;
- L'**architecture contemporaine**, telle qu'elle est pratiquée depuis l'après-guerre.

Le village présente un fort beau patrimoine (châteaux, manoirs, maisons de maître, maisons ordinaires, grange, étables, écuries, puits couverts et bien sûr les villas balnéaires). Elles sont repérées sur le plan ci-dessous.



Constructions de qualité à Quiberville

VI.1. Architecture vernaculaire cauchoise

L'architecture des campagnes du pays de Caux est caractérisée par l'emploi d'une **large palette de matériaux locaux**, tant en façade, avec la brique, le silex, le grès et le colombage, qu'en couvertures, avec l'ardoise (matériau dominant), la tuile plate et la tuile mécanique.

Les **volumes sont généralement simples**, avec un plan à **base rectangulaire** et des **toitures à deux pans symétriques de forte pente** ($\geq 40^\circ$).

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



Bâtiments représentatifs de l'architecture cauchoise

Quelques bâtiments bénéficient d'un traitement architectural plus ambitieux. Il s'agit des **châteaux** et **manoirs** du bourg, avec leurs volumes complexes et leur décoration de façade (baies cintrées, modénatures, jeu d'appareillage ...).



Château et manoirs dans le bourg

VI.2. Architecture balnéaire

Le développement de la station balnéaire de Quiberville au 19^{ème} siècle s'est accompagné de la construction de grandes villas à l'architecture singulière.



Grandes villas balnéaires

D'inspiration **anglo-normande**, ces grandes villas ont été édifiées avec la volonté de témoigner de la prospérité et du goût de leurs occupants, grâce à un travail de **complexification des volumes** (jeux d'imbrication des volumes), au renouvellement du répertoire architectural (utilisation de toitures

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

mansardées, mise en œuvre de grands débords de toit ...), au recours à des **ajouts en façade** (balcons, bow-window ...), ainsi qu'à un soin minutieux de la **décoration** des façades (modénature, appareillage, lambrequins, faux colombage ...) et des couvertures (épis, appareillage ...).

Bow-window



Clocheton et épis de faîtage



Plaques signalétiques



Puits couvert



Acrotère avec balustrade maçonnée



Sculpture incrustée dans la façade



Portail en fer forgé



Fronton en charpente apparente



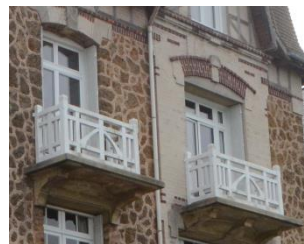
Appareillage ouvragé de la maçonnerie



Faux pan de bois décoratif



Balcons



Menuiseries



Cette architecture puise également dans les **matériaux locaux** (brique, silex, grès, colombage, ardoise, tuile). Toutefois, on voit apparaître quelques **nouveaux matériaux** : la brique silicocalcaire, la meulière en façade, l'enduit-ciment, ainsi que le zinc en toiture.

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



Grandes villas balnéaires

VI.3. Zoom sur les maisons aux balcons

Les immeubles dits « aux balcons », situés rue de la Saône, correspondent à une bande de maisonnettes de vacances de la 1^{ère} moitié du 20^{ème} siècle.

Prises de manière indépendante, elles ne représentent pas à proprement parler une architecture remarquable, d'autant que certains éléments ont subi des transformations malheureuses. Pourtant, leur répétition crée une forme urbaine de type balnéaire anglo-normande, tout à fait intéressante, qu'il serait souhaitable de restaurer dans son aspect initial (matériaux de façade et de couverture, ouvertures, huisseries, balcons).



Immeubles aux balcons de la rue de la Saône

VI.4. Architecture contemporaine

Nous parlons ici des constructions réalisées après-guerre, marquant une **rupture par rapport aux modes constructifs anciens**. L'industrialisation des entreprises du bâtiment généralise le recours à des matériaux contemporains, tel que le **béton armé**, et plus récemment, l'ossature bois, la brique creuse, le béton cellulaire ...

La standardisation des constructions est flagrante, avec la multiplication de **pavillons d'aspect banal**, tel que l'on peut les trouver un peu partout : si le plan de base reste rectangulaire, le recours à l'enduit en façade est omniprésent ; les toitures ne respectent pas toujours les pentes traditionnelles, et l'emploi de tuile béton est très répandu.

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



Pavillons standardisés (source PERSPECTIVES / Google Street View)

Le village compte de nombreuses constructions de loisirs « durcies » par leur propriétaire, devenant des habitations permanentes. Ces dernières présentent dans la majorité des cas un aspect très médiocre.



Anciennes constructions de loisirs « durcies »

Au hasard des rues, il est possible d'apprécier quelques belles réussites en matière d'architecture contemporaine.



Architecture contemporaine de qualité

3EME PARTIE : LA CONSOMMATION DE L'ESPACE PAR L'URBANISATION

L'article R151-1 du code de l'urbanisme prévoit que le rapport de présentation analyse les capacités de densification et de mutation des espaces bâtis identifiées par le schéma de cohérence territoriale en vertu du deuxième alinéa de l'article L141-3 ainsi que des autres espaces bâtis identifiés par le rapport lui-même en vertu du troisième alinéa de l'article L151-4.

Note : le SCOT du Pays Dieppois Terroir de Caux n'identifie pas d'espace bâti à analyser sur Quiberville. En conséquence, l'analyse ne porte que sur les ces bâtis identifiés par le présent rapport.

I. Consommation de l'espace par l'urbanisation

I.1. Méthodologie

Le diagnostic doit mesurer la consommation d'espace par l'urbanisation, avec un zoom sur les 10 dernières années, offrant une référence de comparaison avec les projets du PLU. Pour rappel, le PADD doit fixer des objectifs chiffrés en matière de modération de la consommation d'espace et de limitation de l'étalement urbain.

On mesure l'artificialisation des sols, c'est-à-dire la transformation en parcelles urbanisées de terrains agricoles, naturels ou simplement vierges de construction.

Cette analyse a été produite par analyse des archives communales. Ont également été utilisées les photographies aériennes de l'IGN, notamment les clichés de 2003, 2008 et 2015, ainsi que les photographies aériennes Google Satellite.

La période de référence retenue s'étale du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2015, soit 10 années pleines.

L'analyse des permis de construire a été faite en distinguant les différentes destinations :

- Exploitation agricole et forestière ;
- Habitation ;
- Commerce et activités de service ;
- Equipements d'intérêt collectif et services publics ;
- Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire.

Enfin, les constructions et leur terrain d'assiette ont été reportés sur la carte de la commune, afin de :

- Mesurer les surfaces concernées ;
- Qualifier les lieux et modes de production des constructions (densification, réhabilitation, étalement urbain, construction isolée ...).

I.2. Evolution de la morphologie urbaine

La comparaison entre la première photographie aérienne (prise juste après-guerre, en 1947, à une époque où le village n'avait connu que peu de transformations de sa morphologie) et la photographie aérienne contemporaine témoigne des grandes évolutions qu'a connues le village :

Après-guerre, Quiberville était resté un petit bourg agricole, entouré de prairies et de vergers, avec de nombreux talus cachois. Clairement séparée du bourg, la petite station balnéaire occupait le versant ouest de la vallée.

3EME PARTIE : LA CONSOMMATION DE L'ESPACE PAR L'URBANISATION



Quiberville en 1947 (source IGN)

Dans les années 60, le lotissement du Grand Val changera à jamais la physionomie du village, en réunissant le bourg avec la station balnéaire. Sur la photographie aérienne de 1975, cette jonction, ainsi que l'ouverture des campings, apparaissent très nettement.

3EME PARTIE : LA CONSOMMATION DE L'ESPACE PAR L'URBANISATION



Quiberville en 1975 (source IGN)

Les évolutions suivantes de l'urbanisation ont été plus douces. Au début des années 2000, le contour urbain n'avait quasiment pas évolué, sauf dans le cadre de la création de logements locatifs sociaux rue de la Mer, et de quelques habitations en étalement urbain (rue de la Saône et rue des Vergers).

Au cours de ces années, la commune a œuvré pour développer la couverture végétale, ce qui apparaît très clairement sur la photographie de 2003.

3EME PARTIE : LA CONSOMMATION DE L'ESPACE PAR L'URBANISATION



Quiberville en 2003 (source IGN)

Au cours du 21^{ème} siècle, la municipalité a poursuivi ces logiques d'aménagement ; le contour urbain a peu changé – seules deux opérations, rue des Vergers et rue du Levant – ont généré un léger étalement urbain.

3EME PARTIE : LA CONSOMMATION DE L'ESPACE PAR L'URBANISATION



Quiberville en 2015 (source IGN)

I.3. Consommation de l'espace entre 2006 et 2015

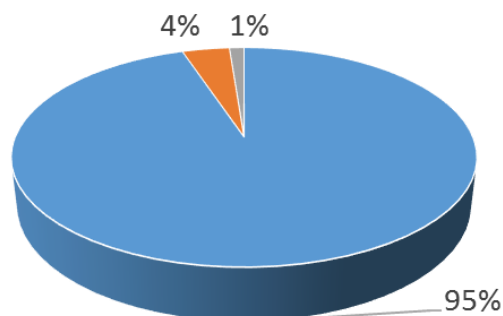
Le bilan des constructions édifiées entre le 1^{er} janvier 2006 et le 31 décembre 2015 est le suivant :

- Les **opérations en renouvellement urbain** (constructions en dents-de-scie, réhabilitation bâtiment existant) **ont consommé un total de 4,37 hectares** :
 - ☐ 23 logements (dont 5 touristiques), pour une moyenne de 1 660 m² / logement
 - ☐ 3 bâtiments publics
 - ☐ 1 bâtiment agricole
- Les **opérations en extension de l'urbanisation** ont consommé un total de 4,11 hectares :
 - ☐ 27 logements en extension de l'urbanisation, pour une moyenne de 1 520 m² / logement

3EME PARTIE : LA CONSOMMATION DE L'ESPACE PAR L'URBANISATION

Bilan des PC entre 2006 et 2015 : surfaces

■ Logement ■ Bâtiment public ■ Bâtiment agricole



Analyse des permis de construire

Il est intéressant de différencier les constructions réalisées en dent creuse⁷ de celles édifiées en extension de l'urbanisation. Nous avons reporté les opérations réalisées entre 2006 et 2015 sur la carte ci-dessous, en repérant en vert celles relevant de logiques de renouvellement urbain (dents creuses, réhabilitation), et celles en extension de l'urbanisation en rouge.



Consommation de l'espace entre 2006 et 2015

⁷ On appelle dent creuse un terrain non bâti enclavé entre des parcelles déjà urbanisées.

II. Analyse de la capacité de densification et de mutation des espaces bâtis

II.1. Méthodologie

Le code de l'urbanisme impose que le PLU analyse les capacités de densification et de mutation des espaces bâtis. Il est donc nécessaire d'identifier à l'intérieur de la trame urbaine les parcelles non bâties (appelées dents creuses) et les grandes parcelles pouvant être divisées pour accueillir de nouveaux logements (appelées parcelles mutables).

Il n'y a pas de minimum parcellaire pour construire. Ainsi, entre 2006 et 2015, la taille moyenne des parcelles de logement était de 1 610 m².

On estime que la construction sur une parcelle mutable sera possible dès que l'on peut détacher au moins 800 à 1000 m². En dessous d'une telle surface, il est peu probable que le propriétaire souhaite découper son terrain.

II.2. Exclusions

Les terrains inadaptés à la construction doivent être écartés. Plusieurs raisons peuvent justifier ce choix :

- Configuration inadaptée de la parcelle (par exemple, une parcelle en lanière très étroite) ;
- Occupation actuelle de la parcelle (si par exemple la voie d'accès à la propriété gêne l'implantation d'une nouvelle construction, ou si l'implantation de la construction existante en milieu de parcelle n'est pas compatible avec l'ajout d'une nouvelle construction) ;
- Terrain enclavé ;
- Présence d'une construction remarquable (maison de maître, chaumière, etc. ...), que son propriétaire ne cherchera certainement pas à dégrader lui accolant une construction toute proche ;
- Proximité avec les activités agricoles (par exemple, proximité avec un bâtiment d'élevage soumis à recul réciproque) ;
- Risque naturel (par exemple, un risque d'inondation de la construction lié à un axe de ruissellement).

Ces motifs ont été portés pour information sur les extraits de plan ci-dessous.

II.3. Bilan des capacités de densification et de mutation des espaces bâtis

Le calcul prend en compte :

- Les dents creuses

22 dents creuses ont été repérées. Il est évident que l'ensemble de ces dents creuses ne sera pas « comblé » d'ici 10 ans, compte tenu des mécanismes de rétention foncière :

- ☐ De manière générale, les propriétaires ruraux sont assez réticents à céder une partie de leur terrain pour « accueillir » un voisin contre leur propre maison,
- ☐ Une grande partie des dents creuses a une valeur d'usage pour leurs propriétaires (jardin, potager ...),
- ☐ La présence de risques naturels (inondation, cavités, falaises) peut freiner voire bloquer des projets de construction,
- ☐ Toutes ces dents creuses étaient déjà situées en zone constructible du POS, mais n'ont pas été urbanisées.




3EME PARTIE : LA CONSOMMATION DE L'ESPACE PAR L'URBANISATION

L'étude des permis de construire entre 2006 et 2015 montre qu'il n'y a eu que 22 logements neufs sur des terrains en dents-dehors ou déjà urbanisés. En mesurant le nombre de dents-dehors présentes à cette époque (addition des dents-dehors présentes aujourd'hui à celles qui ont été urbanisées au cours des 10 dernières années), on mesure une rétention foncière de 50%.

On retiendra donc une valeur de rétention foncière de 50% pour estimer le nombre de logements réalisés d'ici 10 ans.

- Les coups partis, correspondant à des terrains déjà commercialisés, parfois déjà vendus et en cours d'aménagement.
- D'anciens bâtiments à réhabiliter
 - 3 anciens bâtiments de qualité ont été repérés dans les parties agricoles. Leur **transformation en logement** est autorisée par le règlement, à condition de ne pas gêner le fonctionnement d'une exploitation agricole ou compromettre la qualité paysagère du site (2° de l'article L151-11 du code de l'urbanisme).
 - La plupart de ces bâtiments ont déjà des usages pour leurs propriétaires (remise ou grange au sein d'une grande propriété, stockage au sein d'une exploitation agricole, etc. ...). Le logement ne constitue que l'une des destinations possibles à leur réhabilitation (gîte de tourisme, artisanat, local de vente directe ...). L'incertitude sur leur transformation en logement indépendant est forte, et on retiendra pour le calcul une probabilité de transformation en logement de 25%.

Ces calculs sont résumés dans le tableau ci-dessous :

			Surface (m²)	Surface utile (m²)	Densité (log./ha)	Quantité brute	Rétention foncière	Production logements 2019-2029
Dents-dehors			26 757	26 757	10	22	50%	11
Coups partis	Rue du Vieux Puits (nord-est)		8 042	8 042		5		5
	Rue du Vieux Puits (sud-ouest)		3 673	3 673		2		2
	RD2		1 293	1 293		1		1
Bâtiments agricoles	Zone A					3	75%	0,75
TOTAL			39 765	39 765				20

Potentiel de construction à Quiberville

COMMUNE DE QUIBERVILLE – RAPPORT DE PRESENTATION – PAGE 134

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

Ce chapitre explique les choix retenus pour établir le PADD. Il est découpé en suivant la trame du PADD :

Les 4 orientations générales du PADD

Les 42 actions du PADD

Justification du choix de chacun des objectifs du PADD

Nécessité des dispositions édictées par le règlement graphique et le règlement écrit pour la mise en œuvre de chacun des objectifs du PADD

Cohérence des orientations d'aménagement et de programmation avec chacun des objectifs du PADD, et leur complémentarité avec le règlement

I. Rappel des éléments clés du diagnostic

I.1. Diagnostic territorial

Contexte géographique et administratif

Géographie	Quiberville est une commune littorale, située entre Dieppe et Saint-Valery-en-Caux, dans l'estuaire de la Saône.
Administratif	Quiberville adhère à la Communauté de Communes Terroir de Caux.

Articulation avec les documents supra-communaux

SCOT	Le PLU de Quiberville doit être compatible avec le SCOT du Pays Dieppois Terroir de Caux
------	--

Démographie / habitat

Population	La population est stabilisée à 550 habitants en 2016. Le vieillissement est très marqué à Quiberville (indice de vieillissement : 66,5 à Quiberville, 75 en moyenne en Seine-Maritime et 109,1 pour l'ensemble du territoire intercommunal).
Logement	La commune compte 256 résidences principales, 306 résidences secondaires et 17 logements vacants, soit un total de 580 logements en 2016. Le parc de logements de Quiberville est caractérisé par : <ul style="list-style-type: none">- Une forte proportion de logements secondaires (52,9%)- Un parc de logements principaux monospécifiques (propriétaires occupant de grandes maisons individuelles)- L'existence d'un petit parc locatif (20%)- Des prix immobiliers élevés
Desserrement	Quiberville a subi un desserrement intense. Il y a 2,15 personnes par ménage en 2016.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

Economie

Population active	La population quibervillaise est plus riche que la moyenne.
Activité économique locale	Le nombre d'emplois a baissé à 84 emplois en 2016. Le tourisme est la principale source d'activités à Quiberville (campings, hôtels, gîtes, restaurants, boutiques, office de tourisme, produits de la pêche).
Bassins d'emplois extérieurs	Dieppe et son agglomération Luneray et Bacqueville-en-Caux Saint-Valery-en-Caux, Paluel et Cany-Barville

Agriculture

Exploitations agricoles	Ils ne restent qu'une exploitation professionnelle et une exploitation de retraite ayant leur siège sur le territoire communal.
-------------------------	---

Equipements

Equipements publics	Quiberville possède des équipements publics bien adaptés à sa population.
Equipements touristiques	Une partie des équipements touristiques est soumise à la pression du projet territorial basse vallée de la Saône. En particulier, le camping municipal doit être déplacé (le projet territorial basse vallée de la Saône prévoit que le site occupé par le camping municipal revienne à terme à l'état naturel).

Infrastructures de déplacements

Infrastructures de déplacements	Aucune infrastructure importante ne traverse Quiberville.
Circulations douces	Desserte par deux GR, trois boucles locales, la véloroute du littoral (+véloroute du Lin à proximité), ainsi que de nombreuses sentes pédestres et voies locales.
Stationnement	La capacité en stationnement est bien adaptée aux besoins de la commune, que ce soit hors saison ou en pleine saison. Toutefois, le projet territorial basse vallée de la Saône prévoit la disparition à terme d'une partie de ces stationnements. Une reconfiguration devra être envisagée.




Consommation d'espace

Opérations en renouvellement urbain	Consommation totale de 4,37 hectares.
Opérations en extension de l'urbanisation	Consommation totale de 4,11 hectares.
Densité	La taille moyenne des parcelles de logement était de 1 610 m².

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

Bilan des capacités de densification et de mutation des espaces bâtis

On estime la capacité de densification et de mutation des espaces bâtis à 20 logements dans les 10 prochaines années :

			Surface (m²)	Surface utile (m²)	Densité (log./ha)	Quantité brute	Rétention foncière	Production 2019-2029	logements
Dents-creuses			26 757	26 757	10	22	50%		11
Coups partis	Rue du Vieux Puits (nord-est)		8 042	8 042		5			5
	Rue du Vieux Puits (sud-ouest)		3 673	3 673		2			2
	RD2		1 293	1 293		1			1
Bâtiments agricoles	Zone A					3	75%		0,75
TOTAL			39 765	39 765					20

I.2. Etat initial de l'environnement

Milieu physique

Thématique	Etat actuel	Etat futur en l'absence de mise en œuvre du projet
Climat	Climat océanique tempéré caractérisé par des températures douces (faible amplitude thermique).	Bien qu'allant vers un réchauffement global, les évolutions climatiques locales futures ne sont pas aujourd'hui prévisibles avec certitudes.
Qualité de l'air	Pas de station de mesure à Quiberville, La station la plus proche est localisée à Sainte-Marguerite-sur-mer, Principaux facteurs de pollution à Quiberville : industrie, le transport et le résidentiel tertiaire.	Aucune évolution prévisible de la qualité de l'air du site.
Géologie	Territoire situé dans le bassin Parisien, Trois grands types de formations géologiques : craie, alluvions, formations à silex, colluvions.	Aucune évolution prévisible de la géologie du site.
Captages	Présence d'un captage sur le territoire communal, Un périmètre de protection immédiat, un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée.	Bien qu'une masse d'eau soit exploitée via un captage, cela ne devrait pas provoquer d'évolution majeure de cette masse d'eau.
Alimentation en eau potable	Quiberville alimentée par le forage AEP.	

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

S.D.A.G.E.	Quiberville appartient au S.D.A.G.E. Seine-Normandie. Le PLU devra être compatible avec le S.D.A.G.E.	Aucune évolution prévisible de l'hydrographie du site.
SAGE.	Absence de S.A.G.E.	
Contrat de rivière	Absence de contrat de rivière.	
Hydrographie	Quiberville est traversée par la Saône.	

Milieu humain

Thématique	Etat actuel	Etat futur en l'absence de mise en œuvre du projet
Cavités souterraines	Recensement des Indices de Cavités Souterraines réalisé.	Ces risques sont majoritairement issus d'une activité humaine arrêtée. La présence de cavité est compatible avec l'activité agricole en place mais présente un risque d'effondrement.
Inondations	Risques d'inondations par débordement de la Saône, par ruissellements et par remontées des nappes, PPRn Saône et Vienne – Prescrit le 23/05/2001 et PPRn Bassin versant Saône et Vienne – Prescrit le 12/09/2011.	Les risques naturels sont issus de la géologie et du climat, et donc de processus évoluant à des échelles de temps très importantes. Le changement climatique actuel peut augmenter certains risques, cependant ces évolutions ne sont pas aujourd'hui prévisibles. L'état des connaissances actuelles ne permet pas de présumer d'une évolution des risques naturels.
Risque sismique	La commune est située dans une zone de sismicité 1, c'est-à-dire dans une zone à très faible risque sismique.	En l'état de connaissances actuelles, aucun élément ne permet de conclure à de nouveaux risques technologiques.
Risque industriel	Aucune Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.	
Risque nucléaire	Quiberville est située à environ 20 km des centrales nucléaires de Paluel et Penly.	
Risque lié au transport de matières dangereuses	Présence d'un risque sur les axes routiers (routes départementales).	
Acoustique	Pas de voie classée pour le bruit.	Le niveau de bruit ambiant pourra également augmenter très faiblement au fur et à mesure de l'augmentation continue du trafic.
Déchets	La gestion des déchets est assurée par la Communauté de communes Terroir de Caux.	La gestion des déchets et l'assainissement ne devraient pas subir de modifications majeures.
Assainissement	La STEP a une capacité de 4200 eq/h.	

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

Milieu naturel

Thématique	Etat actuel	Etat futur en l'absence de mise en œuvre du projet
Protections réglementaires	Absence de site classé	<p>Il est peu probable de voir une évolution de l'usage agricole et donc la requalification de la Z.I.P. en zone naturelle.</p> <p>Il ne devrait pas y avoir d'évolution de l'influence de l'activité agricole de la Z.I.P. sur le patrimoine naturel environnant.</p>
Z.N.I.E.F.F.	<p>Un périmètre Z.N.I.E.F.F. de type I,</p> <p>Deux périmètres Z.N.I.E.F.F. de type II,</p> <p>Un périmètre Z.N.I.E.F.F. marine de type II,</p> <p>Absence de forêts relevant du Régime Forestier,</p> <p>Absence de réserve naturelle nationale ou régionale,</p> <p>Absence de réserve biologique domaniale,</p> <p>Absence d'arrêté préfectoral de protection de biotope,</p> <p>Absence d'Espace Naturel Sensible,</p> <p>N'appartient pas à un parc naturel national ou régional,</p> <p>Pas d'arrêté de protection de biotope.</p>	
Engagements internationaux	<p>Quiberville est concernée par deux sites Natura 2000 (une ZPS et une ZSC),</p> <p>Aucune réserve de biosphère,</p> <p>Absence de zone Ramsar,</p> <p>Absence de Z.I.C.O.</p>	
Milieu forestier	Absence de forêts relevant du Régime Forestier,	
Espaces naturels ordinaires	<p>Schéma Régional de Cohérence Ecologique adopté le 18 novembre 2014,</p> <p>Trame Verte et Bleue du SRCE qui devra être intégrée au projet de PLU.</p>	

Paysage

Quiberville offre un paysage de contraste, avec la rencontre entre le plateau du pays de Caux et la vallée littorale de la Saâne.

Son urbanisation est compacte, même si l'on peut distinguer le bourg (urbanisation historique perchée sur le plateau) et la station balnéaire (développée à la fin du 19^{ème} siècle au pied du coteau).

A l'intérieur des espaces urbanisés, des espaces paysagers de qualité donnent une image rurale très qualitative : parcs boisés autour des châteaux, manoirs ou de grandes propriétés, vaste prairie agricole au cœur de la commune, boisements.

Le territoire de Quiberville offre de nombreux points de vue remarquables, très appréciés par les habitants.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

Le patrimoine naturel quibervillais est constitué de forêts, bosquets, parcs, alignements d'arbres et d'un verger.

Architecture

Le village présente un fort beau patrimoine (châteaux, manoirs, maisons de maître, maison ordinaires, grange, étables, écuries, puits couverts et bien sûr les villas balnéaires), représentatif de l'architecture vernaculaire cauchoise et de l'architecture balnéaire du 19^{ème} siècle.

Etat futur en l'absence de mise en œuvre du projet : l'élaboration du PLU de Quiberville est primordiale en matière de paysage et d'architecture ; en effet, en l'absence de règlement de PLU, la collectivité ne disposerait que du règlement national d'urbanisme pour contrôler la qualité du projet. Ces règles très générales sont insuffisantes à assurer la maîtrise de l'insertion paysagère et architecturale (situation, gabarits, forme architecturale, matériaux, accompagnement végétal, clôtures).

Enjeux environnementaux pour le PLU

L'état initial de l'environnement a permis de dresser l'état des lieux des principales dimensions de l'environnement, sur la base des données existantes et des observations effectuées sur le terrain. Dans le cadre de cet état des lieux, les dimensions environnementales du territoire communal ont pu être fixées grâce aux données déjà existantes fournies notamment par les services de l'Etat. Il en résulte que les problématiques environnementales du territoire sont liées à la **localisation de la commune en situation littorale et en vallée de la Saône**, avec tous les enjeux qui en découlent : richesses naturelles et risques naturels.

Les principaux enjeux environnementaux du territoire de Quiberville résident dans la **préservation des richesses naturelles** et l'**intégration des risques naturels**. La commune est concernée par d'importants périmètres **ZNIEFF** qui témoignent de la présence d'espèces et d'ensembles paysagers d'intérêt écologique. Cette richesse patrimoniale est également justifiée par la présence d'une Zone Spéciale de Conservation et d'une Zone de Protection Spéciale du réseau **Natura 2000**, afférentes au littoral cauchois et au littoral seino-marin. Par ailleurs, nombreux des espaces précités sont identifiés au Schéma Régional de Cohérence Ecologique comme étant des **réservoirs de biodiversité** de différentes typologies.

S'agissant des risques majeurs naturels, le Plan Local d'Urbanisme doit prendre en compte les différents **risques d'inondation** (débordements du cours d'eau, ruissellements et remontées des nappes souterraines), afin de préserver les secteurs inondables de tout développement urbain, mais aussi de veiller à ne pas accroître les ruissellements par l'artificialisation des sols. La problématique des **cavités souterraines** est également marquée avec des indices recensés. Les risques anthropiques sont traduits par le Transport des Matières Dangereuses répartis sur la commune avec plusieurs infrastructures de transport qui la traverse et qui font l'objet d'un Plan de Prévention du Bruit.

La topographie, la préservation du patrimoine naturel, la prise en compte des risques d'inondation et cavités souterraines et les risques anthropiques constituent de forts enjeux d'urbanisation sur le territoire de Quiberville. Tout développement urbain devra donc s'effectuer dans une optique de rationalisation de l'espace.

Différents axes majeurs se dégagent alors sur le territoire communal, au vu de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, pour la prise en compte des éléments naturels, physiques et humaines :

- On distingue alors les **espaces bénéficiant de mesures de protection forte** (enjeu fort) ou d'inventaire témoignant de leurs fortes sensibilités, à savoir le site Natura 2000 de type Zone Spéciale de Conservation., les captages et leur périmètre rapproché de protection. Ces espaces doivent être préservés.
- On distingue également les éléments présentant un **réel intérêt environnemental ou écologique** (enjeux moyens), mais ne bénéficiant pas de mesure de protection stricte et qu'il convient de préserver dans la mesure du possible, à savoir les ZNIEFF de type I, la trame verte

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

et bleue ainsi que les éléments patrimoniaux historiques, ou encore les périmètres de protection éloignée des deux captages. Le milieu humain est très présent dans cette catégorie d'enjeux moyens avec les Installations Classées Pour l'Environnement et les voies recensées pour le risque de Transport de Matières Dangereuses.

- Enfin, peuvent être mis en évidence les **espaces qu'il convient de prendre en compte** (enjeu faible), à savoir les ZNIEFF de type II, les paysages dits « remarquables » comme les boisements ainsi que les sites potentiellement pollués, dit BASIAS.

II. Orientation n°1 : Préserver le cadre de vie exceptionnel de la commune, à cheval entre vallée littorale et plateau cauchois

La **protection du cadre de vie**, jugé exceptionnel par le mariage des charmes balnéaires et des traditions cauchoises, est un **enjeu majeur du PLU**. C'est la raison pour laquelle les élus de Quiberville ont souhaité mettre en avant ces actions en les plaçant en tête du PADD, dans la 1^{ère} orientation.

Le PADD distingue le territoire de la vallée, offrant de magnifiques paysages, avec des vues profondes convergeant vers la mer, et où les vastes étendues humides abritent une grande richesse faunistique et floristique, reconnue par les nombreux inventaires et mesures de protection institués au niveau départemental, national et européen. Et la partie de la commune située sur les hauteurs, où le caractère du pays de Caux reprend le dessus, avec ses grandes perspectives ouvertes, ses talus cauchois, ses haies traditionnelles, son architecture vernaculaire ...

Cette première orientation du PADD reprend, à l'échelle de la commune, les **objectifs de la loi littoral** : bande des 100m, espaces remarquables du littoral, espaces proches du rivage, coupures d'urbanisation, etc.

II.1. Action n°1 : Protéger le patrimoine naturel typique du Pays de Caux

II.1.1. Justification du PADD

Le territoire de Quiberville est riche de nombreux éléments patrimoine naturel, identitaires du paysage et de l'environnement cauchois : forêts, talus cauchois, alignements d'arbres, pins maritimes, haies basses, vergers, mares, noues.

Ces éléments présentent également un intérêt écologique et au titre de la lutte contre les inondations.

Le PLU a fait le choix de **protéger les éléments les plus remarquables**, c'est-à-dire ceux qui contribuent le plus à la qualité du cadre de vie quibervillais :

- **Espaces boisés ;**
- **Parcs des grandes propriétés ;**
- Les **alignements d'arbres** de hauts-jets, alignements d'arbres en taillis ou de jeunes plants ;
- Les **arbres isolés remarquables**.

II.1.2. Traduction réglementaire

Classements EBC :

En application de la loi littoral (article L121-27 CU), les **parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs** de la commune ont été classés en espaces boisés au titre de l'article L113-1 CU (EBC) :

- Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Nonobstant toutes dispositions contraires, il entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement prévue aux chapitres Ier et II du titre Ier livre III du code forestier.
- Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à la déclaration préalable.

Les parcs et ensembles boisés existants qui ont été jugés comme étant les plus significatifs de la commune (au titre de la loi littoral) sont les suivants :

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



Localisation des parcs et ensembles boisés existants protégés au titre des EBC



1 : parc du château

Il marque de manière très qualitative l'entrée dans le bourg lorsque l'on monte depuis la station balnéaire.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



2 : parc du château

Le parc forme, avec l'ancienne ferme du bourg et la mairie / école, le centre historique du village.



3 : Boisement

Ce boisement forme une poche de respiration entre le bourg à proprement parler et le quartier dit « hameau Levassor ».



4 : Parcs boisés

Ces parcs sont confinés à l'intérieur de l'urbanisation quibervillaise, mais peuvent être vus en arrière-plan du château d'eau (secteur de l'église).

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



5 : parc d'une grande villa balnéaire

Le parc est situé à dans le virage à l'entrée dans la station balnéaire, dont il marque la limite de manière très qualitative.



6 : parc d'une grande villa balnéaire

Le parc a malheureusement subi de gros débats lors de la tempête de 2018.



7 : parc d'une grande villa balnéaire

Le parc a malheureusement subi de gros débats lors de la tempête de 2018.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



8 : boisements en lanières sur le coteau

Ces boisements en lanière, s'ils ne représentent pas une végétation exceptionnelle en tant que telle, sont importants pour la configuration paysagère de Quiberville. Ils forment un écrin boisé à l'entrée du territoire de Quiberville, habillant le coteau d'un côté, alors que le paysage de la vallée s'ouvre par intermittence de l'autre.

Classements L151-23 :

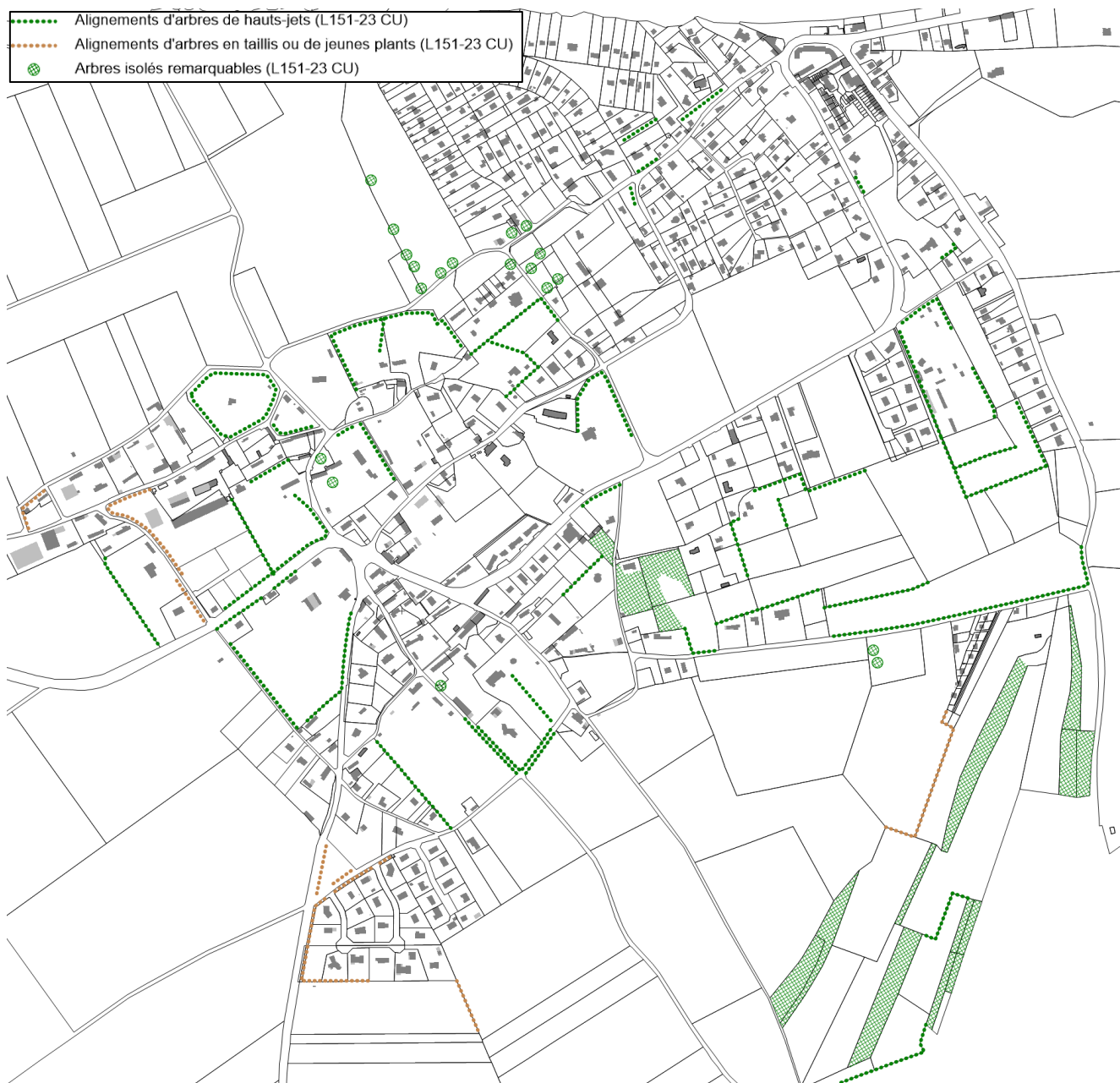
Les autres éléments sont identifiés sur le plan de zonage du PLU au titre du L151-23 du code de l'urbanisme et protégés par le règlement :

- Le chapitre « Dispositions générales », article « IV. Protection et mise en valeur du patrimoine naturel identifié au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme » édicte les mesures de protection mises en place par le PLU :
 - **Alignements d'arbres** : Interdiction des défrichements, sauf si cette suppression est compensée par la création d'un nouvel alignement végétal d'essences locales de longueur comparable ;
Dans tous les cas, la suppression des alignements d'arbres ayant un intérêt hydraulique est interdite ;
 - **Arbres isolés** : Suppression interdite, sauf si cette suppression est compensée par la plantation d'un nouveau sujet d'essence locale comparable ;
- Les articles « I. Destination des constructions, usage des sols et natures d'activité / I.2. Protection du patrimoine naturel et bâti » de chaque zone rappellent les protections existantes ;
- L'article « II. Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère / II.1. Implantation des constructions / II.1.3. Implantation des constructions par rapport aux arbres » prévoit des reculs des constructions importantes par rapport aux arbres, afin de protéger la population et éviter une proximité qui pourrait conduire à des coupes intempestives.



Exemples d'alignement d'arbres et d'arbre isolé remarquable à préserver

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



Localisation du patrimoine naturel protégé au titre du L151-23

II.2. Action n°2 : Protéger le patrimoine bâti

II.2.1. Justification du PADD

Quiberville possède un **patrimoine bâti très intéressant**. Ne bénéficiant pas de protection au titre des monuments historiques, il n'en demeure pas moins intéressant. Il est formé de grandes villas balnéaires du 19^{ème} siècle, de nombreuses constructions rurales cauchoises, et de quelques châteaux / manoirs. Leur présence au sein des zones bâties est un gage de qualité pour ces espaces ; il est donc important de protéger ces constructions.

Le secteur des villas balnéaires, situé en pied du coteau est emblématique de l'image de Quiberville. A noter la présence des maisons de ville avec balcon de la rue de la Saône, dont la belle homogénéité est à conserver.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

II.2.2. Traduction réglementaire

Le patrimoine bâti remarquable est identifié sur le plan de zonage du PLU au titre du L151-19 du code de l'urbanisme et protégé par le règlement :

- Le chapitre « Dispositions générales », article « V. Protection et mise en valeur du patrimoine bâti identifié au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme » édicte les mesures de protection mises en place par le PLU :
 - ☐ Respect de la composition architecturale ;
 - ☐ Maintien des éléments caractéristiques de l'architecture ;
 - ☐ Matériaux adaptés ;
 - ☐ Interdiction de l'isolation par l'extérieur en cas de maçonneries ou de colombages apparents ;
 - ☐ Des prescriptions spécifiques sont données pour les immeubles dits « aux balcons » (rue de la Saône), afin de restaurer leurs qualités originelles et leur homogénéité.

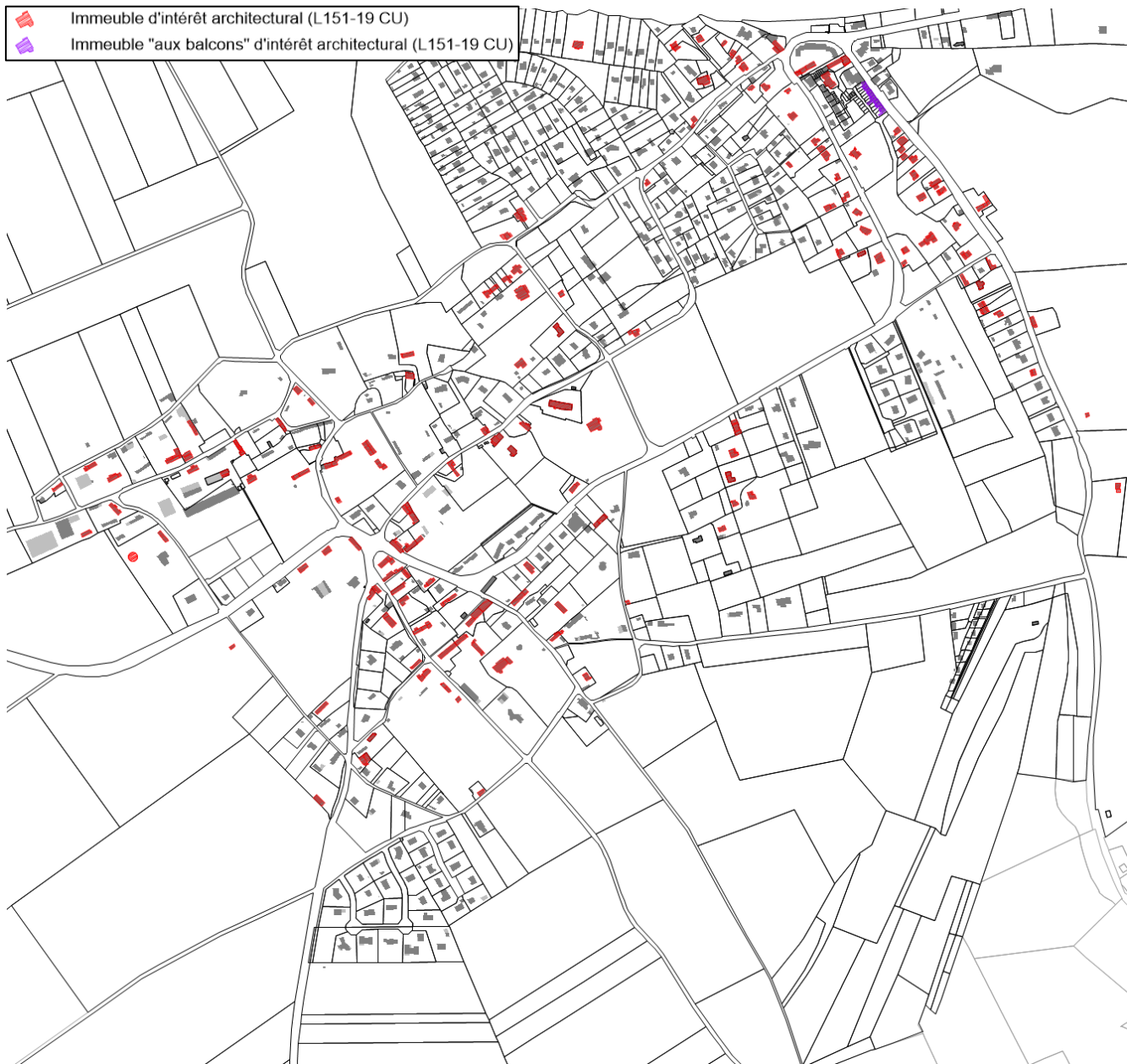
Ces prescriptions sont issues d'un travail réalisé par le CAUE pour la commune de Quiberville, preuve de l'intérêt partagé pour ce patrimoine.

- Les articles « I. Destination des constructions, usage des sols et natures d'activité / I.2. Protection du patrimoine naturel et bâti » de chaque zone rappellent les protections existantes et interdisent les démolitions non justifiées.



Exemples de constructions protégées (villa balnéaire / bâtiment de ferme)

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



Localisation du patrimoine bâti protégé du titre du L151-19

De plus, les **châteaux et manoir** de Quiberville font l'objet d'un classement en **zone Up**, associé à un règlement protecteur. Cette protection est doublée par l'institution d'une **OAP patrimoniale** applicable sur les secteurs Up, et fixant les conditions d'une évolution respectueuse de la grande valeur patrimoniale de ces sites (gestion des accès, préservation des parcs, des clôtures maçonnées, des vues sur les façades ...).

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



Schéma de l'orientation d'aménagement et de programmation n°III : protection des châteaux et manoir

II.3. Action n°3 : Assurer la poursuite des pratiques assurant la gestion du paysage et de l'espace par l'agriculture (prairies humides, haies ...)

II.3.1. Justification du PADD

Les **prairies humides** et les **éléments du paysage rural cauchois** sont entretenus depuis des siècles par les agriculteurs normands. La dynamique du projet territorial de la vallée de la Saône va entraîner de profondes mutations au sein de la vallée. Par cette action, la commune exprime l'importance qu'elle attache au maintien des **pratiques agricoles** dans la vallée de la Saône.

Leur pérennisation est jugée essentielle à la réussite du projet territorial mené en partenariat avec le conservatoire du littoral.

II.3.2. Traduction réglementaire

La vallée de la Saône est classée en **zone naturelle**, où l'exploitation des sols par l'agriculture est permise. En application de la loi littoral, cette zone naturelle a été découpée en deux secteurs :

- Secteur Nerl pour les espaces naturels correspondant aux espaces remarquables du littoral ;
- Secteur NbL pour la bande littorale des 100m.

II.4. Action n°4 : Préserver les coupures d'urbanisation

II.4.1. Justification du PADD

En application de la loi littoral (article L121-22 CU), le PLU doit prévoir des espaces naturels présentant le caractère d'une coupure d'urbanisation.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

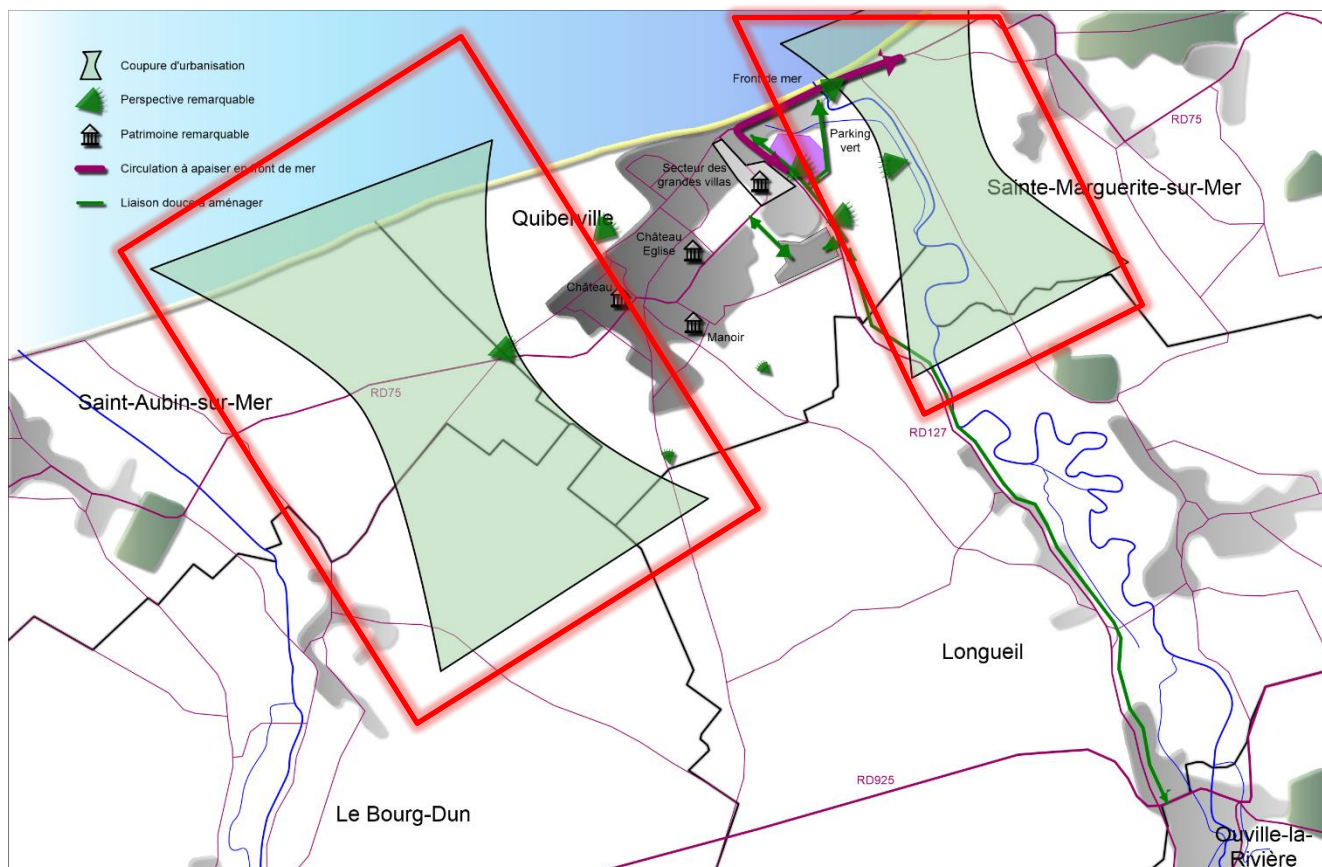


Illustration du PADD

II.4.2. Traduction réglementaire

Ces coupures d'urbanisation sont celles délimitées :

- Entre le village de Quiberville et le village de Saint-Aubin-sur-Mer, sur le plateau à l'ouest.
Au nord de la route des plaines (chemin littoral), ces espaces sont classés en zone agricole A_l (correspondant aux espaces proches du littoral), où seuls sont autorisés les petits équipements d'intérêt collectif et services publics.
Au sud de la route des plaines, ces espaces sont classés en zone agricole A stricte, où sont autorisés les constructions agricoles et les petits équipements d'intérêt collectif et services publics (le règlement autorise également l'agrandissement des habitations existantes, mais il n'y en a pas à cet endroit).
- Entre la station balnéaire de Quiberville-sur-Mer et Sainte-Marguerite-sur-Mer, au niveau de la vallée.
Ces espaces sont classés en zone naturelle (secteur Ner_l pour les espaces naturels correspondant aux espaces remarquables du littoral et secteur Nb_l pour la bande littorale des 100m), au sein desquels les nouvelles constructions ne sont pas autorisées.

Le **caractère de coupure d'urbanisation est bien préservé par la constructibilité très limitée** octroyée par le zonage et le règlement du PLU.

II.5. Action n°5 : Préserver les perspectives remarquables

II.5.1. Justification du PADD

De nombreux points de vue panoramiques existent au sein des zones agricoles et naturelles. Ils sont des **points clés de perception du paysage depuis l'extérieur de la commune** :

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

- Perception du village depuis les accès routiers ;
- Perception du village au fil des chemins de randonnée ;
- Perception de la station balnéaire depuis le versant opposé de la vallée, à Sainte-Marguerite-sur-Mer.

Ces perspectives remarquables donnent à voir les lisières végétales autour de l'urbanisation, qui doivent être protégées là où elles existent et confortées si nécessaire (au sud de la résidence du Moulin).

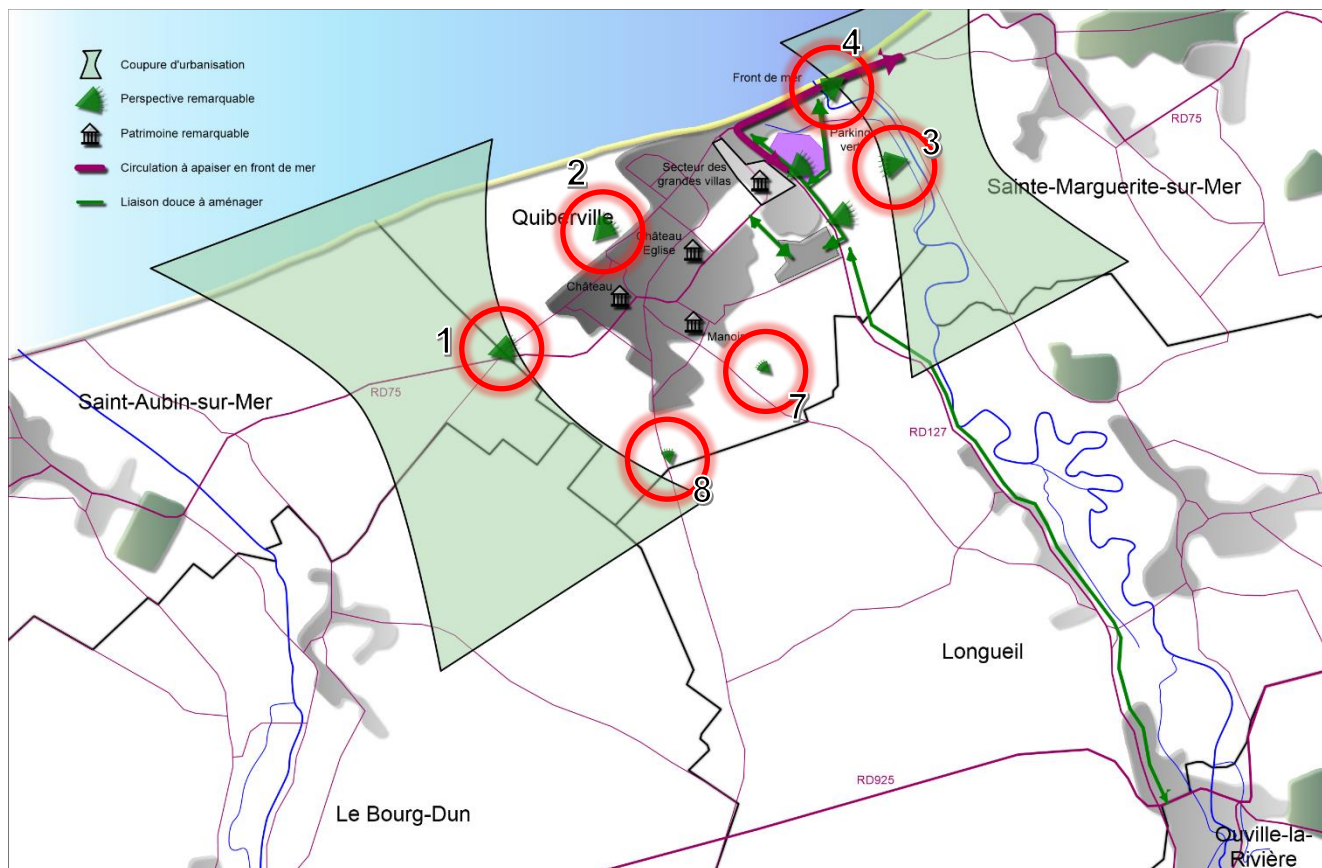


Illustration du PADD

II.5.1. Traduction réglementaire

Tous les points de vue stratégiques et sensibles sont traduits dans le PLU :

1. Vue agricole panoramique vers la lisière d'urbanisation



L'espace interstitiel entre le point de vue et le bourg est protégé par un classement en zone agricole (secteurs A strict et A_l pour les espaces proches du littoral). Les haies d'arbres en lisière d'urbanisation sont protégées par le PLU au titre du L151-23 CU.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

2. Vue agricole panoramique vers la lisère d'urbanisation



L'espace interstitiel entre le point de vue et le bourg est protégé par un classement en zone agricole (secteur A₁ des espaces proches du littoral). Les pins maritimes participant à la vue sont protégés par le PLU au titre du L151-23 CU.

3. Vue naturelle panoramique vers la vallée et la lisère d'urbanisation



L'espace interstitiel entre le point de vue et la station balnéaire est protégé par un classement en zone naturelle (secteur N_{er} des espaces remarquables du littoral). Les parcs les plus remarquables présents sur le coteau sont protégés au titre des espaces boisés classés. Enfin, ajoutons que le conservatoire a acquis une partie des terrains de la vallée de la Saône.

4. Vue panoramique vers le front de mer



Cette vue est dans le périmètre du projet territorial de la vallée de la Saône, dont l'amélioration du front de mer est un axe majeur. De manière plus ponctuelle, figure en premier plan le parc à huîtres, friche « ostréicole » inoccupée depuis une quinzaine d'année et perçue par les habitants comme une verrue sur le front de mer. Le PLU institue un emplacement réservé pour faciliter la requalification de cet espace.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

7. Vue agricole panoramique vers la lisière d'urbanisation



L'espace interstitiel entre le point de vue et le bourg est protégé par un classement en zone agricole (secteur A strict). Les haies d'arbres en lisière d'urbanisation sont protégées par le PLU au titre du L151-23 CU.

8. Vue agricole panoramique vers la lisière d'urbanisation



L'espace interstitiel entre le point de vue et le bourg est protégé par un classement en zone agricole (secteur A strict). Les haies d'arbres en lisière d'urbanisation sont protégées par le PLU au titre du L151-23 CU.

Les vues inverses, depuis les espaces naturels de Quiberville vers Sainte-Marguerite-sur-Mer, sont également protégées.

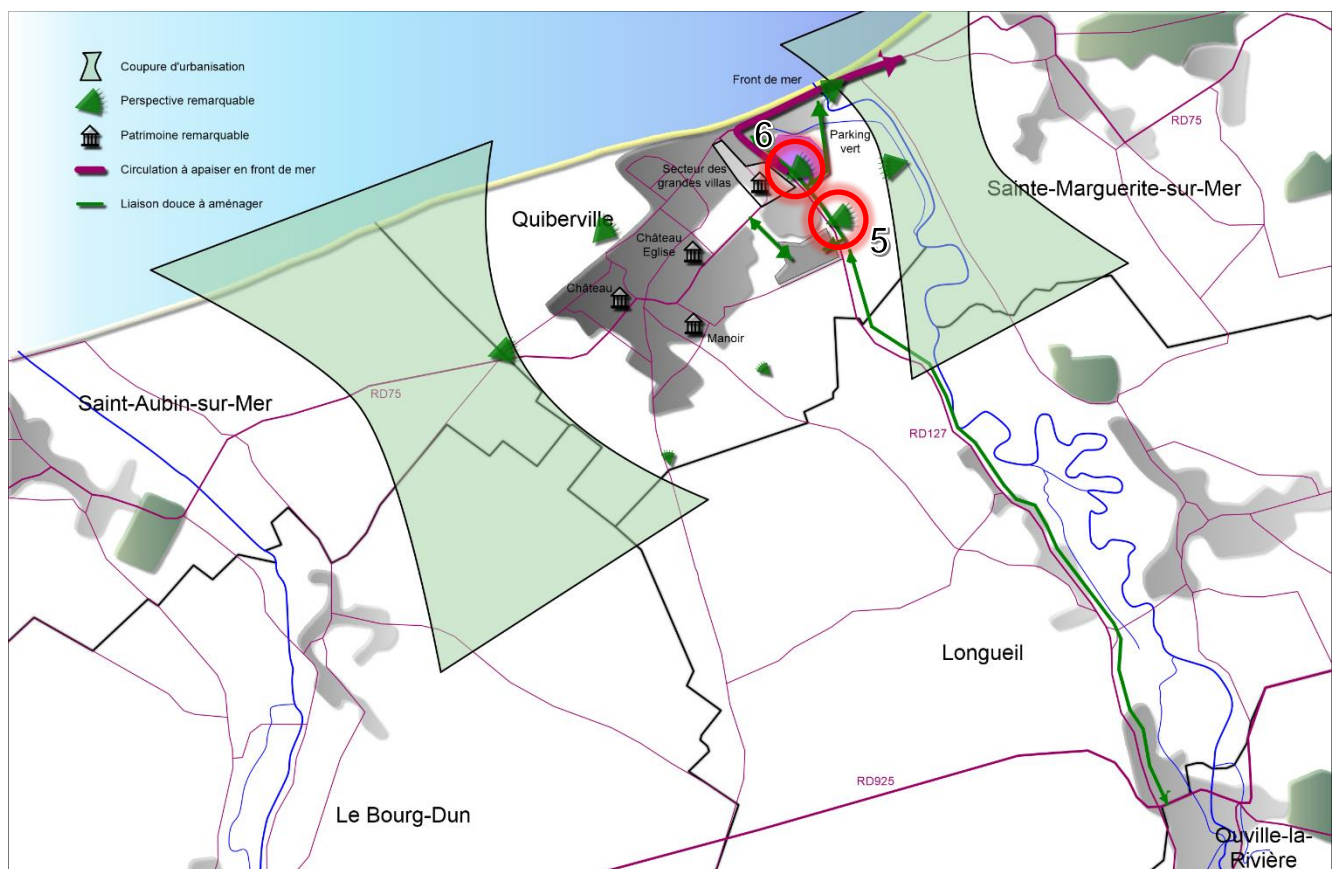


Illustration du PADD

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

5. Vue panoramique vers la vallée



L'espace interstitiel entre le point de vue et Sainte-Marguerite-sur-Mer est protégé par un classement en zone naturelle (secteur Nerl des espaces remarquables du littoral). Ajoutons que le conservatoire a acquis une partie des terrains de la vallée de la Saône.

6. Vue panoramique vers la vallée



L'espace interstitiel entre le point de vue et Sainte-Marguerite-sur-Mer est protégé par un classement en zone naturelle (secteur Nerl des espaces remarquables du littoral). Ajoutons que le conservatoire a acquis une partie des terrains de la vallée de la Saône.

II.6. Action n°6 : Protéger les zones Natura 2000

II.6.1. Justification du PADD

Le réseau Natura 2000 regroupe des sites naturels, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats. A Quiberville, deux sites correspondant à des milieux marins et littoraux de grande qualité sont présents :

- **Zone Natura 2000 du « Littoral seino-marin » ;**
- **Zone Natura 2000 du « Littoral cauchois ».**

Ils doivent être préservés strictement.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

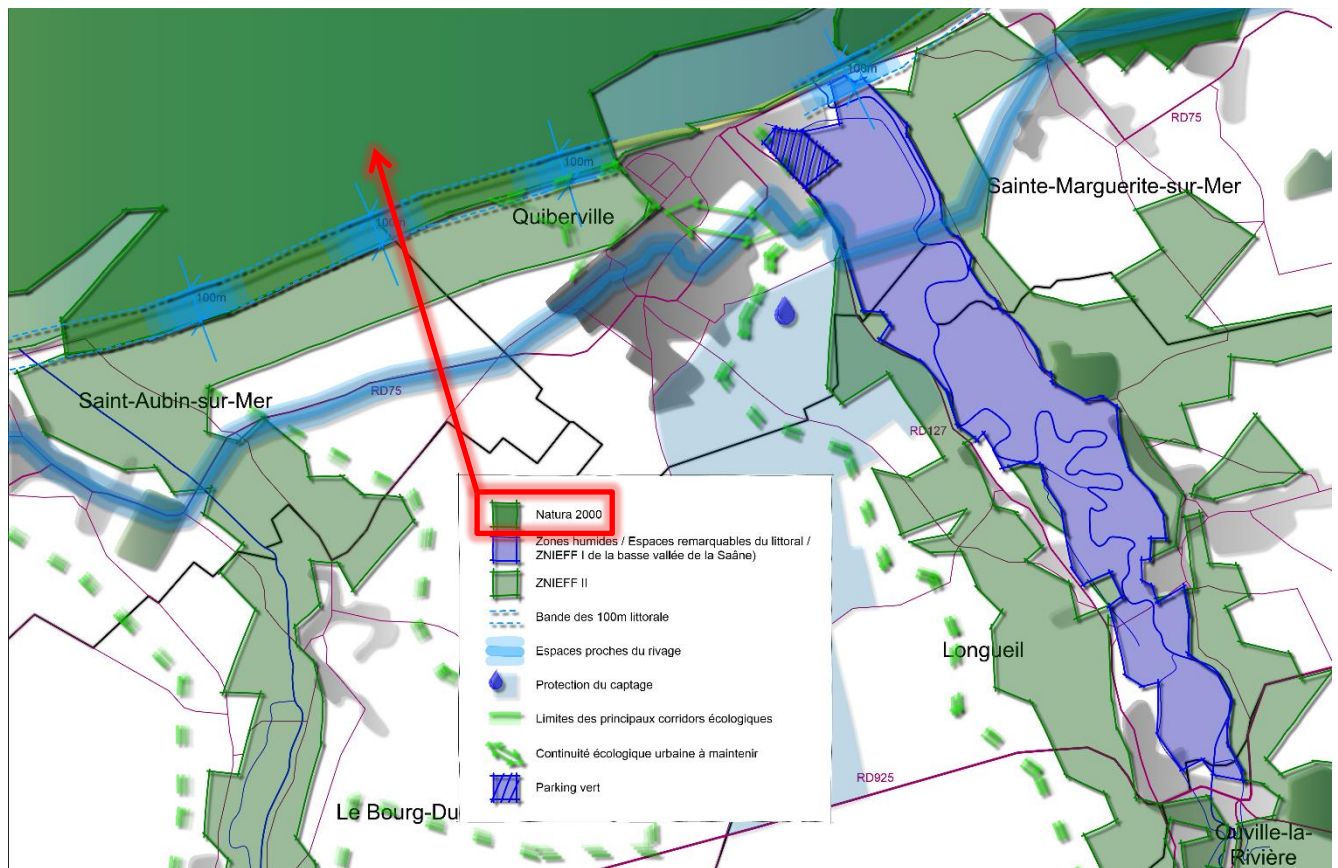


Illustration du PADD

II.6.1. Traduction réglementaire

L'emprise des zones Natura 2000 a été intégralement classée en **zone naturelle protégée**, où les nouvelles constructions sont interdites. En application de la loi littoral, cette zone naturelle a été découpée en deux secteurs :

- Secteur Nb pour la bande littorale des 100m ;
- Secteur Nerm pour le territoire maritime de Quiberville.

A noter : une zone maritime « classique » Nm a été instituée pour la partie maritime hors Natura 2000 du territoire de Quiberville.

II.7. Action n°7 : Protéger les ZNIEFF

II.7.1. Justification du PADD

La ZNIEFF de type I de la « basse vallée de la Saône », et les ZNIEFF de type II du « littoral de Saint-Aubin-sur-mer à Quiberville », de la « vallée de la Saône » et des « platiers rocheux du littoral cauchois de Senneville au Tréport » sont des **espaces repérés pour leurs qualités environnementales et paysagères**. A ce titre, elles doivent être protégées par le PLU.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

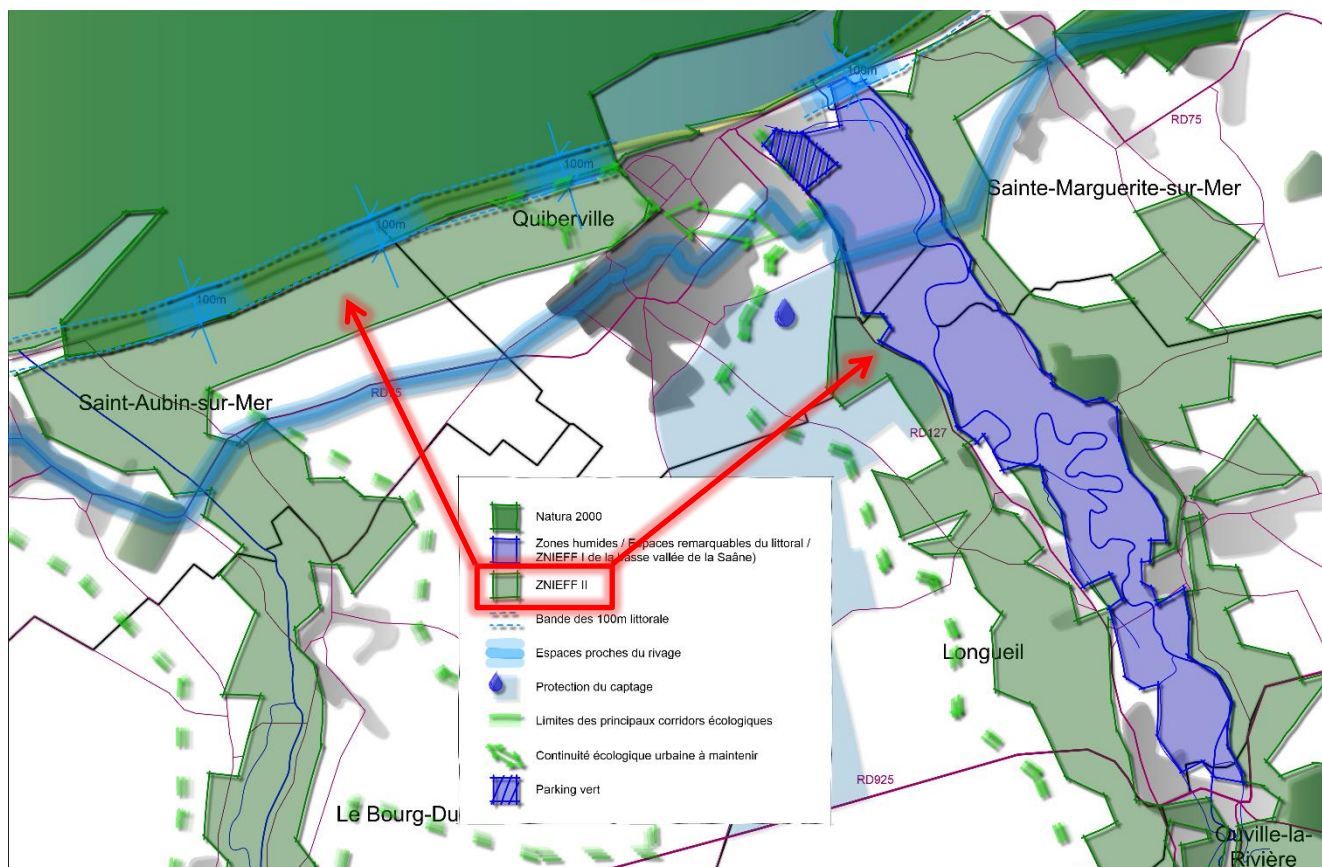


Illustration du PADD

II.7.2. Traduction réglementaire

La ZNIEFF de type I de la « basse vallée de la Saône » est protégée par un classement en **zone naturelle** (secteur Ner^l des espaces remarquables du littoral).

La ZNIEFF de type II du « littoral de Saint-Aubin-sur-mer à Quiberville » est protégée par un zonage naturel et agricole (secteur Nb^l de la bande littorale, secteur A^l des espaces proches du rivage et secteurs Nm/Nerm du territoire maritime de Quiberville). Une petite partie de la ZNIEFF pénètre dans le bourg (parcelles AE38, AE533et AE534), où elle coïncide avec un parc boisé protégé au titre des espaces boisés classés en application de la loi littoral.

La ZNIEFF de type II de la « vallée de la Saône » recouvre la ZNIEFF de type I de la « basse vallée de la Saône ». Elle est protégée par le PLU, même si elle recouvre une plus grande variété de **zonages, naturel et agricole** (secteur Ner^l des espaces remarquables du littoral, secteur Nb^l de la bande littorale, secteur A strict).

La ZNIEFF de type II des « platiers rocheux du littoral cauchois de Senneville au Tréport » est protégée par un classement en **zone naturelle** (secteurs Nm/Nerm du territoire maritime de Quiberville).

II.8. Action n°8 : Protéger les zones humides

II.8.1. Justification du PADD

Les zones humides contribuent à la création d'importants réservoirs de biodiversité, à l'amélioration de la qualité des eaux superficielles, à la diminution des risques d'inondation en cas de fortes pluies et à l'alimentation des cours d'eau en période de basses eaux. Leur altération entraînerait des répercussions notables sur l'environnement. Ainsi, elles sont protégées par le PLU.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

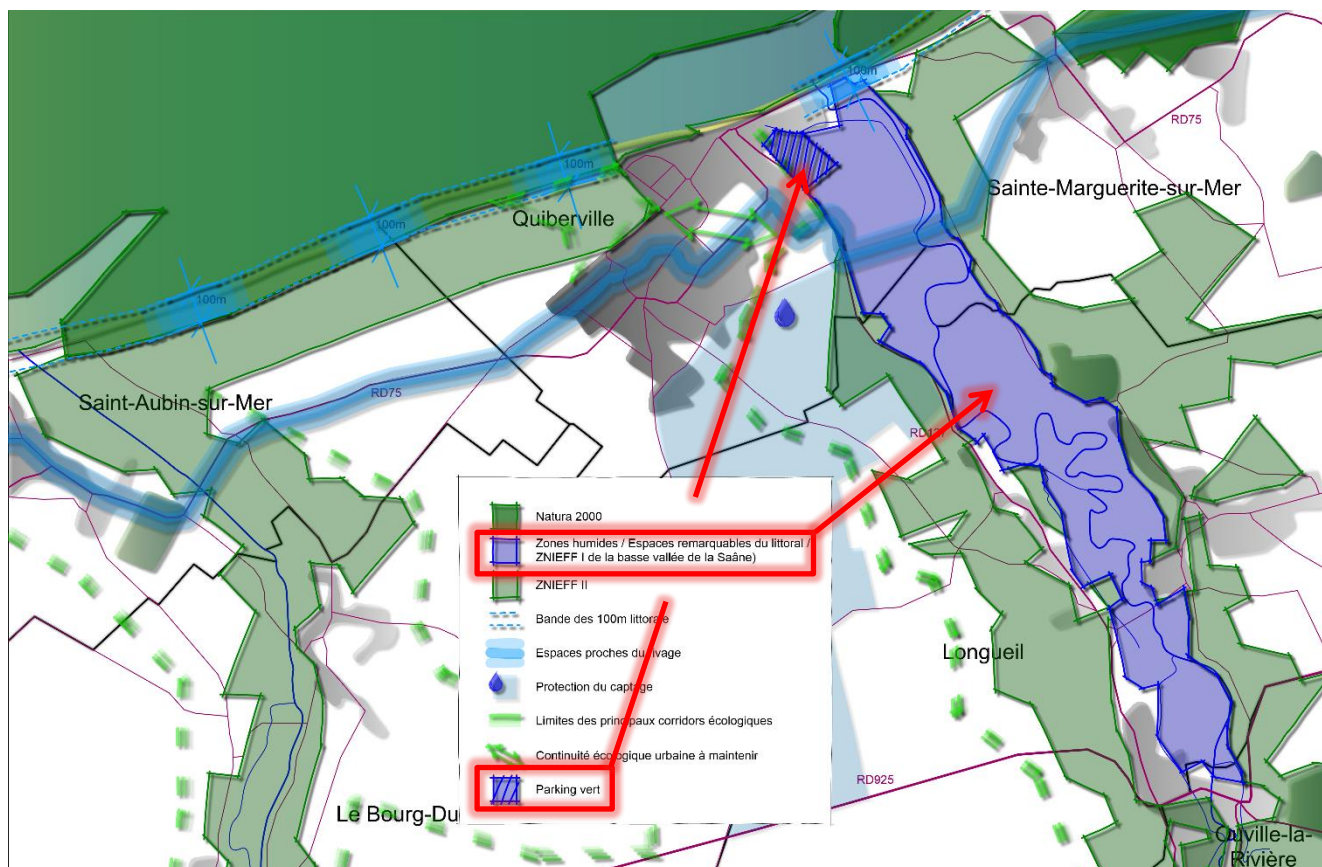


Illustration du PADD

II.8.2. Traduction réglementaire

Les zones humides de Quiberville sont situées dans l'estuaire de la Saône, entre la route de la mer et Sainte-Marguerite-sur-Mer. Cette zone de basse vallée à proximité de la mer a conservé un intérêt écologique très fort tant par son patrimoine faunistique (oiseaux, amphibiens) que floristique. Elles sont protégées par un classement en **zone naturelle** (secteur Nerl des espaces remarquables du littoral).

Le parking vert est situé à la pointe de ces zones humides. Il est également classé en **zone naturelle** (secteur Nerl des espaces remarquables du littoral), et ne pourra faire l'objet que d'aménagements légers, afin d'en préserver la valeur environnementale (aménagements autorisés par la loi littoral, définis à l'article R121-5 CU).

II.9. Action n°9 : Protéger la bande littorale des 100m

II.9.1. Justification du PADD

L'article L121-16 du code de l'urbanisme dispose qu'en dehors des espaces urbanisés, les constructions ou installations sont interdites sur une bande littorale de cent mètres à compter de la limite haute du rivage.

L'objectif est de préserver de l'urbanisation cette zone particulièrement sensible dans laquelle le principe de protection de l'environnement doit primer sur le principe d'aménagement.

La délimitation du trait de côte est issue de la base de données Géolittoral.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

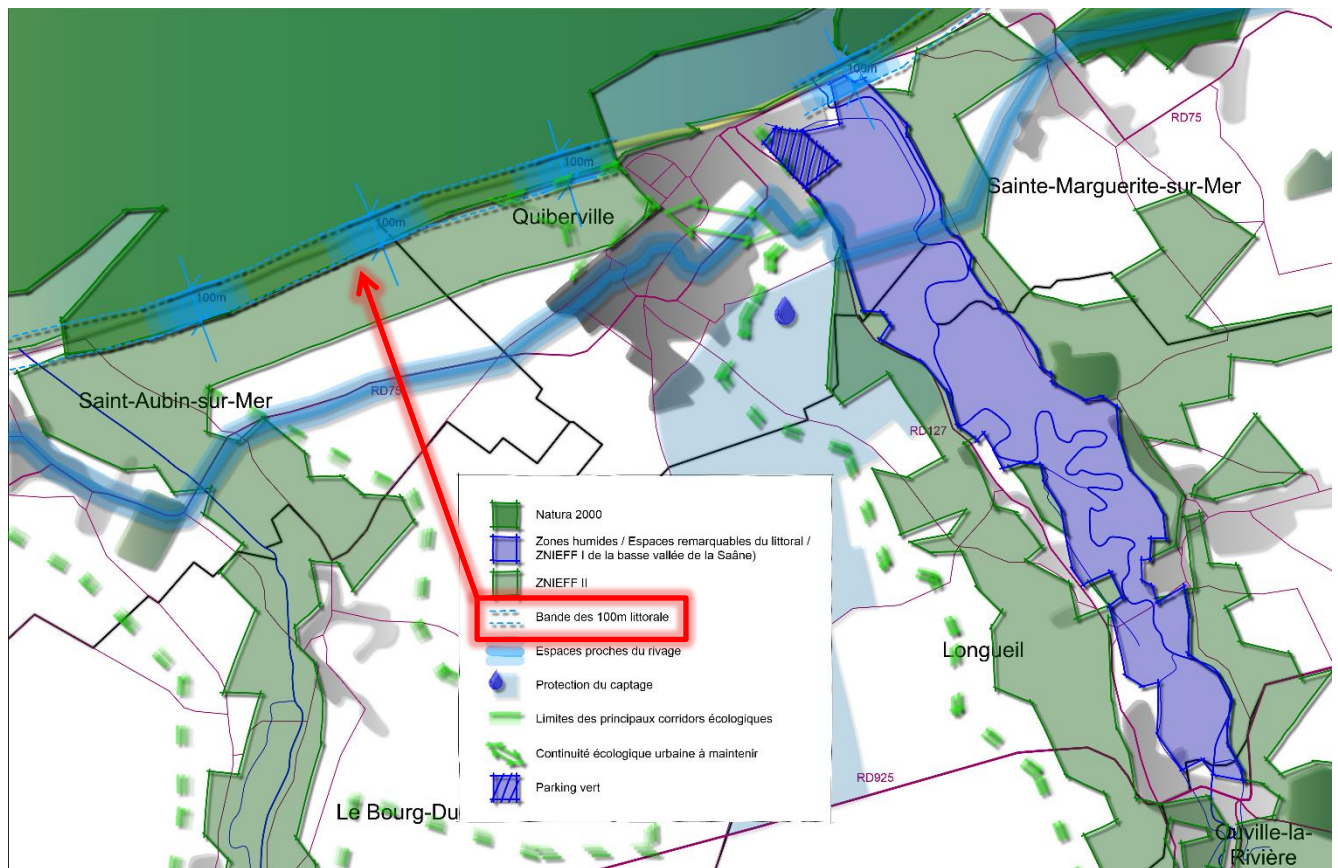


Illustration du PADD

II.9.2. Traduction réglementaire

Une bande littorale a été délimitée par le PLU de Quiberville en application de l'article L121-16 du code de l'urbanisme.

Sont exclus de la bande littorale :

- Le lotissement du Grand Val ;
- L'urbanisation de la station balnéaire, jusqu'au parc à huîtres et à la partie ouest du camping. En effet, si l'on étudie la photographie aérienne, il apparaît clairement que le parc à huîtres est une urbanisation bien constituée, formée de plusieurs bâtiments, avec des bassins en ciment, le tout sur une parcelle entièrement bétonnée. En arrière du parc à huîtres, la partie est du camping intègre le grand bâtiment d'accueil en dur, la voie principale d'accès et des parkings, présentant un caractère indéniablement urbanisé.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



Le parc à huîtres et la partie ouest du camping, exclus de la bande littorale Nb4

II.10. Action n°10 : Protéger les espaces remarquables du littoral

II.10.1. Justification du PADD

L'article L121-23 du code de l'urbanisme dispose que le PLU préserve les espaces terrestres et marins, sites et paysages remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel et culturel du littoral, et les milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques.

Ces espaces sont donc inconstructibles, seules quelques exceptions, limitativement énumérées, étant prévues (article R121-5 CU).

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

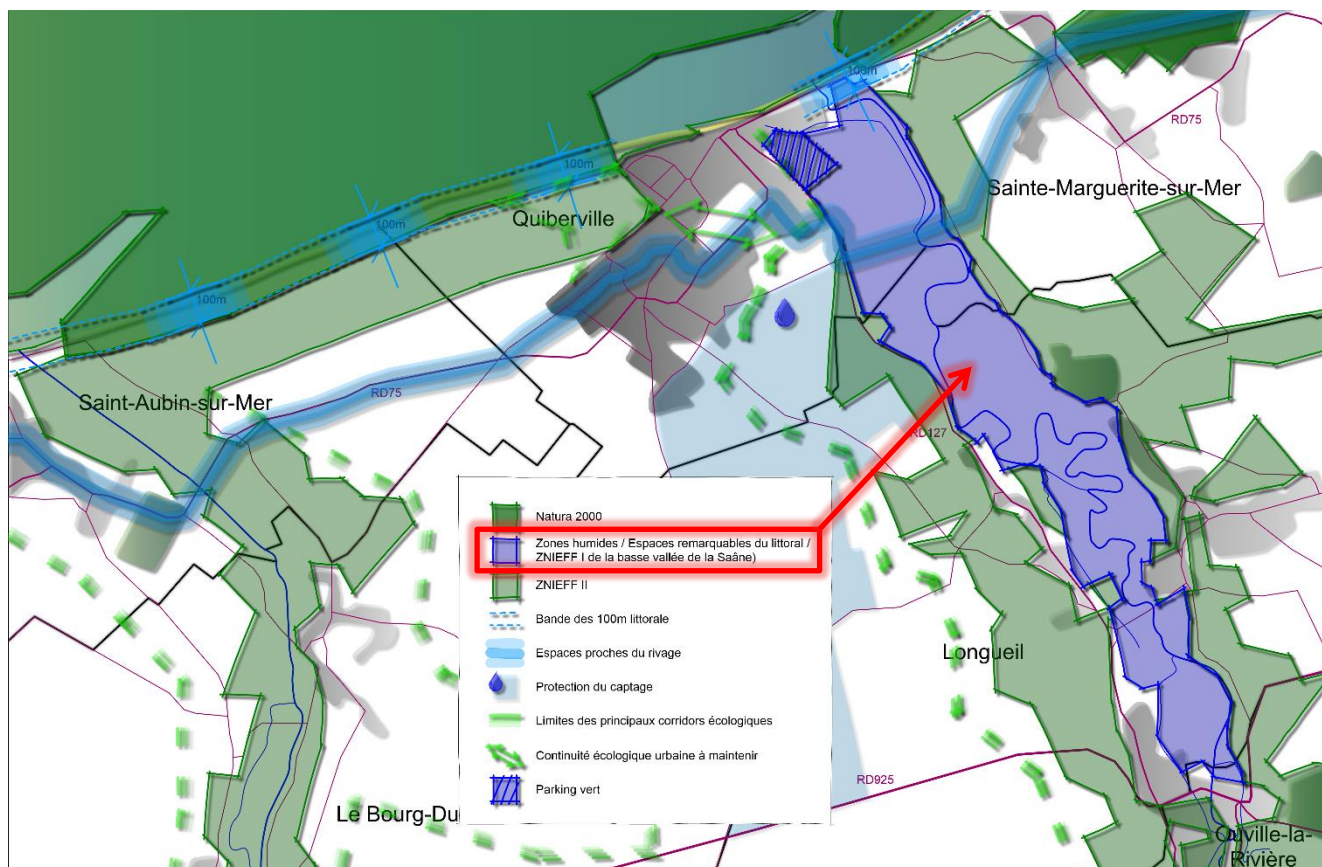


Illustration du PADD

II.10.2. Traduction réglementaire

Le code de l'urbanisme dit que les espaces notamment mentionnés aux articles L121-23 et R121-4, lorsqu'ils constituent un site ou un paysage remarquable ou caractéristique du patrimoine naturel et culturel du littoral ou sont nécessaires au maintien des équilibres biologiques ou présentent un intérêt écologique, sont considérés comme espaces remarquables du littoral :

- Les dunes, les landes côtières, les **plages** et les lidos, les **estrans**, les **falaises** et les **abords de celles-ci** ;
- Les forêts et zones boisées proches du rivage de la mer et des plans d'eau intérieurs d'une superficie supérieure à 1 000 hectares ;
- Les îlots inhabités ;
- Les **parties naturelles des estuaires**, des rias ou abers et des caps ;
- Les **marais**, les vasières, les tourbières, les plans d'eau, les **zones humides** et milieux temporairement immergés ;
- Les milieux abritant des concentrations naturelles d'espèces animales ou végétales telles que les herbiers, les frayères, les nourriceries et les gisements naturels de coquillages vivants, ainsi que les espaces délimités pour conserver les espèces en application de l'article L411-2 du code de l'environnement et les zones de repos, de nidification et de gagnage de l'avifaune désignée par la directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages ;
- Les parties naturelles des sites inscrits ou classés en application des articles L341-1 et L341-2 du code de l'environnement, des parcs nationaux créés en application de l'article L331-1 du code de l'environnement et des réserves naturelles instituées en application de l'article L332-1 du code de l'environnement ;

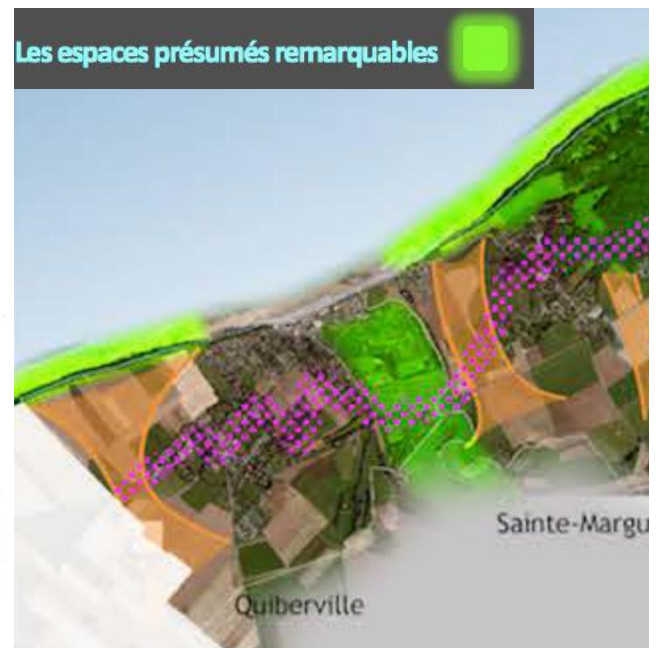
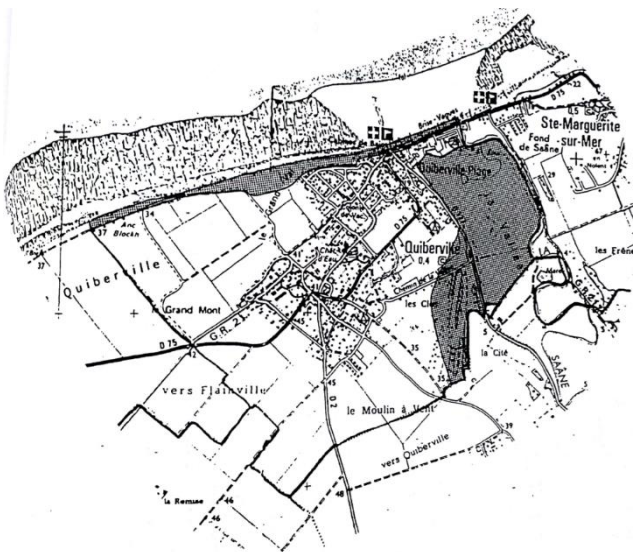
4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

- Les formations géologiques telles que les gisements de minéraux ou de fossiles, les stratotypes, les grottes ou les accidents géologiques remarquables.

Si les articles L121-23 et R121-4 n'ont pas pour objet et ne doivent pas avoir pour effet d'imposer aux documents et décisions d'urbanisme de protéger l'ensemble des dunes et landes côtières, l'intégralité des forêts côtières, etc. En revanche, les espaces qui correspondent à la définition globale des espaces littoraux sensibles doivent être intégralement protégés, dès lors qu'ils présentent un caractère remarquable ou caractéristique du patrimoine naturel et culturel du littoral, ou qu'ils sont nécessaires au maintien des équilibres biologiques ou présentent un intérêt écologique.

La délimitation des espaces remarquables du littoral s'est appuyée à Quiberville sur deux études préexistantes :

- Une **étude réalisée en 1993 par Michel LEROND** pour la direction régionale de l'équipement (DRE) de la haute Normandie, dont l'objectif était de donner un premier regard de l'État sur la qualification possible des espaces et milieux remarquables de la commune ;
- Le **SCOT du Pays Dieppois Caux Maritime**, qui a identifié des espaces supposés remarquables.



Etude Michel LEROND / SCOT PDCM

A Quiberville, les espaces remarquables du littoral ont été classés en **zone Nerl**, dont le règlement est directement inspiré de l'article R121-5 CU.

Leur délimitation est largement reprise de l'étude de Michel LEROND de 1993 et du SCOT du PPCM. Toutefois, l'**interprétation fine à l'échelle communale** a permis de corriger quelques imprécisions.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



Délimitation des espaces remarquables du littoral à Quiberville

1. La vallée de la Saône, avec ces zones humides et de marais, présente un fort intérêt écologique et paysager, et est sans nul doute la principale composante des espaces remarquables du littoral à Quiberville et Sainte-Marguerite-sur-Mer.



2. Toutefois, il convient d'écarter le parc à huîtres et la partie ouest du camping, et par suite toute l'urbanisation située en arrière (station balnéaire). En effet, si l'on étudie la photographie aérienne, il apparaît clairement que le parc à huîtres est une urbanisation bien constituée, formée de plusieurs bâtiments, avec des bassins en ciment, le tout sur une parcelle entièrement bétonnée. En arrière du parc à huîtres, la partie est du camping intègre le grand bâtiment d'accueil en dur, la voie principale d'accès et des parkings, présentant un caractère indéniablement urbanisé.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



Le parc à huîtres et la partie ouest du camping, exclus des espaces remarquables du littoral

3. A l'inverse, la partie est du camping est un aménagement léger, sans caractère urbanisé. Il est appelé à retrouver un caractère naturel dans le cadre du projet territorial de la vallée de la Saône, et à ce titre mérite d'être considéré comme espace remarquable du littoral. D'un point de vue pratique, cet espace est situé dans la bande littorale des 100m, et sera classé comme tel (Nbℓ).

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



4. Cet espace de coteau, identifié par l'étude de Michel LEROND de 1993, mais pas par le SCOT du PPCM, n'a pas été retenu au titre des espaces remarquables du littoral de Quiberville. Il est peuplé par une végétation assez ordinaire, sous la forme de lanière boisée ne manifestant pas de caractère littoral. Les essences ne sont pas particulièrement représentatives de la proximité du littoral.



5. La falaise et ses abords sont naturellement des espaces remarquables du littoral. D'un point de vue pratique, ces espaces sont situés dans la bande littorale des 100m, et seront classés comme tels (Nb4).

6. La falaise au droit du lotissement du Grand Val (rue des Anémones et rue des Bruyères) est également constitutive des espaces remarquables du littoral. Mais le caractère pavillonnaire des parcelles bordant la falaise limite à celle-ci la délimitation des espaces remarquables du littoral ; l'intérieur des parcelles pavillonnaires n'ayant rien de remarquable !



4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

II.11. Action n°11 : Limiter les développements de l'urbanisation au sein des espaces proches du rivage

II.11.1. Justification du PADD

L'article L121-13 du code de l'urbanisme dispose que dans les espaces proches du rivage, l'extension de l'urbanisation doit être limitée, et être justifiée et motivée dans le plan local d'urbanisme selon des critères liés à la configuration des lieux ou à l'accueil d'activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau.

L'objectif est d'**éviter une urbanisation linéaire le long du littoral** et d'inciter à réaliser l'**urbanisation nouvelle en zone rétrolittorale**.

II.11.2. Traduction réglementaire

Pour déterminer si une zone peut être qualifiée d'espace proche du rivage, il convient d'analyser, de manière combinée et non pas cumulative (tous les critères devront être analysés, mais tous les critères ne devront pas obligatoirement être remplis pour qualifier un espace de proche du rivage), les critères suivants :

- La distance par rapport au rivage ;
- Les caractéristiques des espaces séparant les terrains de la mer : caractère urbanisé ou non, existence d'une coupure physique (voie de chemin de fer, autoroute, route, etc.), relief et configuration des lieux ;
- L'existence d'une covisibilité entre les secteurs concernés et la mer. La visibilité est donc appréciée aussi bien depuis le rivage que depuis l'intérieur des terres.

Dans les espaces déjà urbanisés, cette méthode conduira en général à considérer que seule la partie la plus proche du rivage est située en espaces proches du rivage. En revanche lorsque le rivage est bordé d'espaces naturels, même supportant quelques constructions éparses, de plus vastes espaces pourront être considérés comme proches du rivage.

Afin de sécuriser juridiquement l'application de l'article L121-13, les espaces proches du rivage doivent être délimités dans le PLU.

Afin de délimiter les espaces proches du rivage à Quiberville, deux études préexistantes ont été prises en compte :

- L'étude réalisée en 2014 par la direction départementale des territoires et de la Mer de la Seine-Maritime donne un premier regard de l'État sur la qualification possible des espaces proches du rivage de la commune ;
- Le **SCOT du Pays Dieppois Caux Maritime**, qui a identifié les espaces proches du rivage à l'échelle macroscopique.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



Etude DDTM76 / SCOT PDCM

Les espaces proches du rivage sont délimités sur le plan de zonage du PLU. Leur délimitation précise à l'échelle communale a permis de corriger quelques imprécisions.



Délimitation des espaces proches du rivage à Quiberville

1. Sur cette première section rurale, la délimitation des espaces proches du rivage prend appui sur route littorale (RD75). Elle correspond exactement aux tracés de la DDTM et du SCOT.



4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

2. Sur cette 2^{ème} section, les espaces proches du rivage reposent sur les routes littorales secondaires en site urbanisé (route des Plaines, rue de la mare et impasse de la mare). Ici aussi, il y a parfait recouvrement avec les tracés de la DDTM et du SCOT.



3. Le quartier des villas autour du château d'eau est constitutif des espaces proches du rivage, en raison de son caractère balnéaire, dans le prolongement du lotissement du Grand Val, avec des covisibilités vers la mer. A contrario, l'urbanisation de la rue de l'église est exclue des espaces proches du rivage, car elle est située derrière une ligne de crête, ne présentant pas ce même caractère, sans covisibilité.



Espaces proches du rivage (quartier des villas autour du château d'eau)



Rue de l'église (non EPR)

4. Ici, les espaces proches du rivage correspondent à la route littorale (RD75) qui ouvre des cônes de vue vers la mer.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



5. Plus loin, les espaces proches du rivage sont délimités par la ligne de rupture de pente du coteau de la vallée (marqué par un alignement d'arbres). Cette partie du tracé correspond exactement à ceux de la DDTM et du SCOT.



6. Les espaces proches du rivage redescendent ensuite dans la vallée, pour prendre appui sur la route littorale (RD127), avec des covisibilités avec la mer. Cette partie du tracé correspond exactement à ceux de la DDTM et du SCOT.



7. Enfin, les espaces proches du rivage traversent la vallée de la Saône pour rejoindre Saint-Marguerite-sur-Mer, au niveau de la ligne de crête près de la STEP. Cette partie du tracé correspond exactement à ceux de la DDTM et du SCOT.

II.12. Action n°12 : Préserver et développer la trame verte et bleue

II.12.1. Justification du PADD

Tout au long de leur vie, les animaux ont besoin de se déplacer pour se nourrir, se reproduire ou conquérir de nouveaux territoires. Les plantes aussi se propagent par leur pollen ou leurs graines. La

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

conservation de la biodiversité s'oriente de plus en plus vers une approche globale, intégrant ces déplacements d'un milieu à un autre : c'est le concept de « continuités écologiques ».

Pour préserver la biodiversité, il faut **réduire la fragmentation des milieux et préserver les continuités écologiques** (réservoirs de biodiversité et corridors qui les relient). L'ensemble constitue la trame verte et bleue.

Le PADD pose les principes directeurs de ces politiques environnementales sur le territoire de Quiberville :

- Protection des réservoirs de biodiversité ;
- Maintien des coupures d'urbanisation ;
- Maintien des fonctionnalités des corridors écologiques ;
- Préservation des éléments naturels relais de déplacement écologiques (forêts, talus cauchois, alignements d'arbres, arbres isolés, haies basses, vergers, mares, noues) ;
- Réhabilitation, reconquête et développement des éléments de la trame verte et bleue, afin d'améliorer le fonctionnement écologique du territoire.

II.12.2. Traduction réglementaire

II.12.2.1. Protection des réservoirs de biodiversité



Réservoirs de biodiversité (source SRCE Haute-Normandie)

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

Les réservoirs aquatiques (la Saône) et humides (vallée de la Saône) sont protégés par un classement en **zone naturelle** (secteur Nerl des espaces remarquables du littoral).

Le parking vert est situé à la pointe du réservoir humide. Il est également classé en **zone naturelle** (secteur Nerl des espaces remarquables du littoral), et ne pourra faire l'objet que d'aménagements légers, afin d'en préserver la valeur environnementale (aménagements autorisés par la loi littoral, définis à l'article R121-5 CU).

Ajoutons que ces espaces devraient voir leurs fonctionnalités écologiques améliorées dans le cadre du projet territorial de la vallée de la Saône (suppression des ouvrages en béton constituant un élément de fragmentations entre les territoires maritimes et terrestres, remodelage du tracé de la Saône ...).

II.12.2.2. *Maintien des coupures d'urbanisation*

Confer action n°4 du PADD : « Préserver les coupures d'urbanisation ».

II.12.2.3. *Maintien des fonctionnalités des corridors écologiques*



1. Le corridor « fort déplacement » aux abords de la falaise est protégé par le classement en **zone naturelle** (secteur NbL de la bande des 100m).

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



2. Le corridor « fort déplacement » qui remonte de la falaise vers le bourg est protégé par le classement en **zone naturelle** (secteur Nbl de la bande des 100m et secteur Nerl des espaces proches du rivage).



3. Le corridor « fort déplacement » traverse ensuite le bourg où sa continuité est présente dans les jardins de la route du Cap Nord.



4 et 5. Au milieu du bourg, le corridor écologique reprend de l'ampleur au niveau des espaces agricoles, qui sont protégés par leur classement en **zone agricole** (secteur A strict).

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



6. Le corridor « fort déplacement » redescend ensuite vers la route de la vallée. A cet endroit, le corridor est impacté par le projet touristique destiné à remplacer le camping municipal, qui est rappelons le, destiné à disparaître dans le cadre du projet territorial de la vallée de la Saône (zone AUt).

La visite de terrain / photo-interprétation réalisée par ALISE a permis de préciser la nature du corridor à cet endroit, formant une zone prairiale herbacée entourée de haies et non d'un milieu caractéristique du coteau calcicole.

Le contour de la zone AUt a été délimité de manière à **maintenir la continuité du corridor** (pas de fragmentation), car le reste de cet espace est classé en **zone agricole** (secteur A strict). L'**orientation d'aménagement et de programmation** n°IV définit les principes à respecter pour assurer le **maintien et le développement des continuités écologiques transversales** entre la vallée et le plateau :

- Positionnement de végétation en lanières suivant les lignes de niveaux du terrain, formant une succession de milieux fonctionnellement interconnectés, suffisamment étendus et rapprochés pour assurer le cycle de vie et les déplacements de la flore et de la faune entre le bas et le haut du terrain ;
- Choix d'essences végétales locales ;
- Des espaces seront conservés en pelouse dans le prolongement des corridors calcicoles présents autour du site ;
- Une conception différenciée sera privilégiée, afin d'augmenter le potentiel environnemental des espaces verts et de réduire les besoins en entretien (limiter les besoins de tonte, de coupe et d'élagage, pas de traitement chimique, etc. ...).
- L'orientation d'aménagement et de programmation n°IV demande que les surfaces vertes représentent au moins 50% de la surface totale de la zone : espaces verts communs, espaces verts des parcelles de camping, ouvrages de gestion pluviale végétalisés (noues, fossés ...), talus, etc. ...
- Enfin, elle interdit les clôtures pleines, les lames de soubassement et les grillages à mailles fines constituant des obstacles à la circulation de la petite faune.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

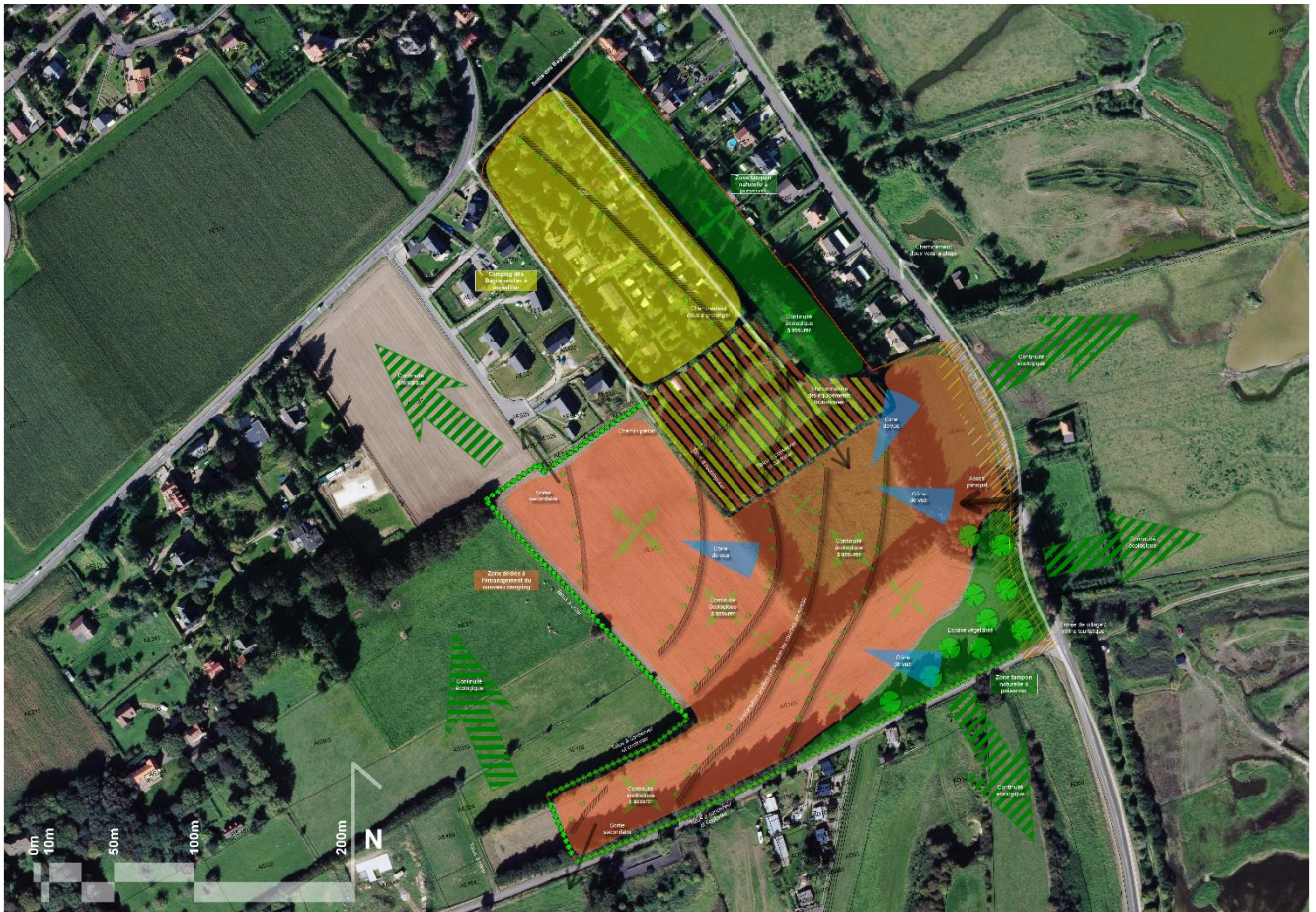


Schéma de l'orientation d'aménagement et de programmation n°IV

7. Le corridor poursuit sa progression en épousant l'intégralité du coteau de la vallée de la Saône au sud de la route de la vallée. La visite de terrain / photo-interprétation réalisée par ALISE a permis de confirmer la présence d'un corridor calcicole en partie basse du versant. Le corridor est protégé par un classement en **zone agricole** (secteur A strict).



II.12.2.4. *Préservation des éléments naturels relais de déplacement écologiques (forêts, talus cauchois, alignements d'arbres, arbres isolés, haies basses, vergers, mares, noues)*

Confer action n°1 du PADD « Protéger le patrimoine naturel typique du Pays de Caux »

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

II.12.2.5. *Réhabilitation, reconquête et développement des éléments de la trame verte et bleue, afin d'améliorer le fonctionnement écologique du territoire*

Le projet territorial de la vallée de la Saône ambitionne de traiter les sujets de préoccupation de la basse vallée : les risques naturels (protection des personnes et des biens), la préservation de l'environnement (biodiversité, paysage, cadre de vie, santé, qualité des eaux), l'économie, le tourisme, la réglementation, l'aménagement. Cette approche permet une mobilisation de l'ensemble des acteurs et une cohérence dans les actions. Inscrit dans une trajectoire à long terme (2050), le projet permet de répondre dès aujourd'hui aux questions les plus pressantes, tout en créant une dynamique.

A moyen terme, le projet territorial prévoit la **reconnexion maîtrisée de la Saône à la mer** (échéance 2025) :

- Réaménagement de l'ouverture de la Saône à la mer afin de répondre aux enjeux et obligations réglementaires en matière de risques d'inondation et de continuité écologique ;
- Poursuite de la restauration des milieux humides de la basse vallée.

A plus long terme, des actions de grande ampleur telles que l'ouverture du territoire à la mer ou l'aménagement d'une nouvelle connexion routière pour assurer la liaison Quiberville / Sainte-Marguerite-sur-Mer en arrière du littoral sont envisagées (échéance 2050).

Aborder ces enjeux dans leur globalité est progressivement apparu comme une nécessité à la suite de l'ancien projet dit de réestuarisation, porté par le Syndicat des bassins versants Saône, Vienne et Scie (axé sur l'hydraulique liée aux inondations).

Ainsi, en 2012, le Conservatoire du littoral a repris le pilotage du processus, soutenu par l'Agence de l'eau Seine-Normandie et la Région Haute-Normandie.

II.13. Action n°13 : Mettre en valeur la trame verte et bleue

II.13.1. Justification du PADD

Au-delà de l'objectif de préservation et de développement de la trame verte et bleue (action n°12), le PADD souhaite valoriser les richesses de la basse vallée et développer son potentiel (vis-à-vis des habitants et des touristes).

Une ambition identique est inscrite dans le projet territorial de la vallée de la Saône, qui envisage l'aménagement d'itinéraires de découvertes, de sentiers pédagogiques ...

II.13.2. Traduction réglementaire

Le PLU repère des **sentiers piétonniers / cyclables à créer** au titre du L151-38 CU :

- Le long de la rue de la Saône ;
- Entre le chemin des Baguenaudiers et la plage, en contournant le parking vert et le parc à huîtres.

Ce deuxième chemin est prévu par l'**orientation d'aménagement et de programmation** n°V (Stationnement et circulations douces à Quiberville-sur-Mer).

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

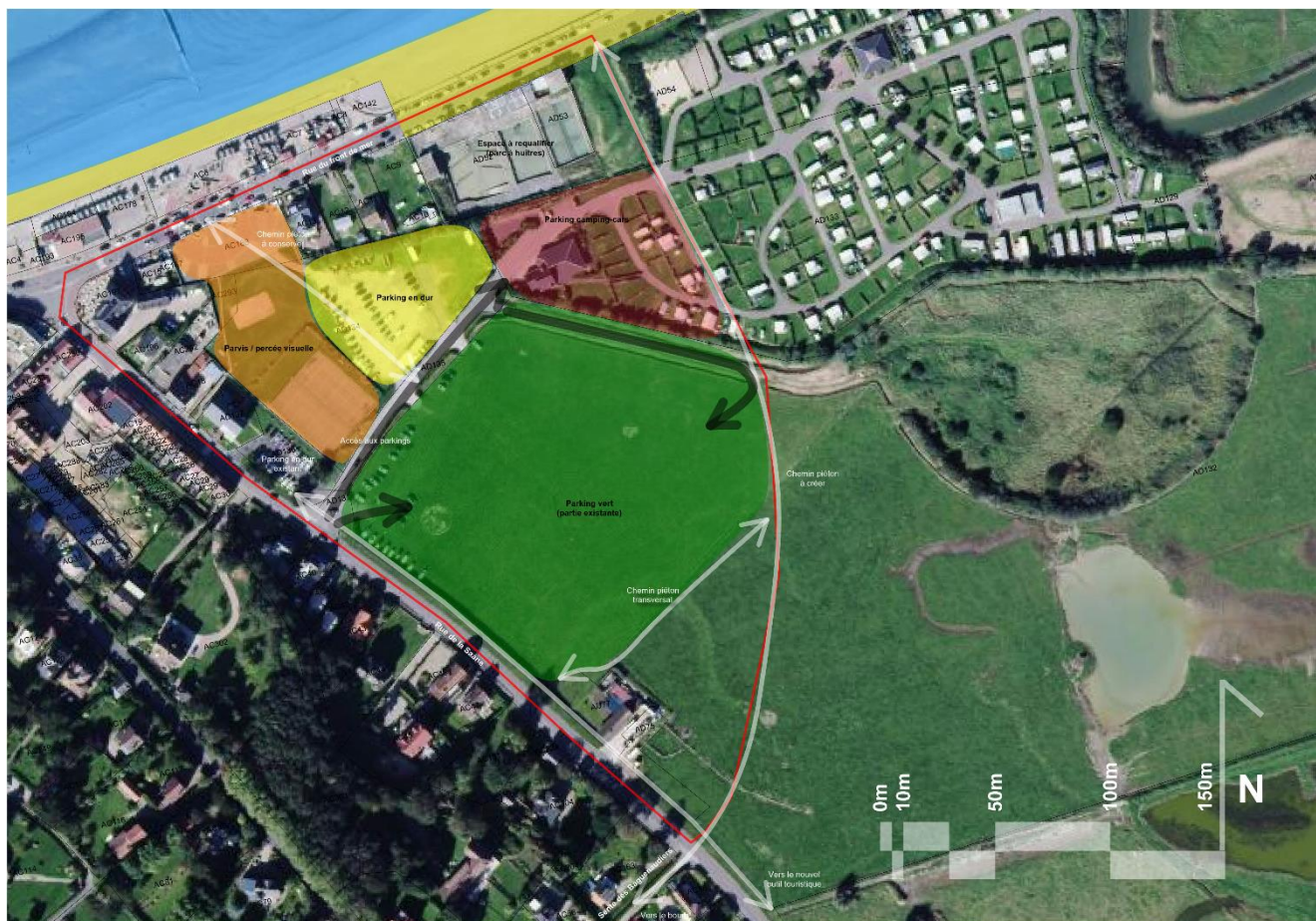


Schéma de l'orientation d'aménagement et de programmation n°V

II.14. Action n°14 : Etre attentif à la qualité sanitaire des constructions dans le périmètre de protection du captage de Quiberville

II.14.1. Justification du PADD

La commune est concernée par les périmètres de protection du captage (forage de Quiberville, au lieu-dit « les Clos », indice BRGM 42.7.6).

Les périmètres de protection sont définis après une étude hydrogéologique réalisée par un hydrogéologue agréé et prescrits par une Déclaration d'Utilité Publique (D.U.P.), instituée à Quiberville par arrêté préfectoral du 22 juillet 1991.

D'après les informations de l'Agence Régionale de Santé (A.R.S.) de Haute-Normandie, Quiberville est concernée par un point de captage pour l'alimentation en eau.

II.14.2. Traduction réglementaire

La délimitation des périmètres de protection est reportée sur le plan de zonage. Dans ces périmètres, les prescriptions de la Déclaration d'Utilité Publique du 22 juillet 1991 devront être respectées.

L'arrêté de DUP est joint au PLU en tant qu'annexe.

III. Orientation n°2 : Engager la transition de l'économie du territoire dans la dynamique du projet territorial de la basse vallée de la Saône

Le projet territorial basse vallée de la Saône va engager de multiples transformations du territoire, nécessitant une adaptation des activités existantes.

La deuxième orientation du PADD a pour objet de **définir les objectifs et les actions de la commune en tant qu'acteur du projet territorial.**

III.1. Action n°1 : Développer un projet touristique en remplacement du camping municipal

III.1.1. Justification du PADD

Les travaux de renaturation du fond de la vallée auront pour effet de rendre les terrains plus ouverts aux reflux marins et aux inondations, afin de mieux gérer ces phénomènes et en anticipation du réchauffement climatique. Cette basse vallée sera renaturée.

Une des conséquences sera à terme la **disparition du camping actuel.**

Or ce camping de 200 emplacements **fonctionne bien**, avec une clientèle régionale (laissant leur caravane sur le camping pour la saison), mais aussi une clientèle de vacanciers avec une forte proportion de camping-caristes attirés par la position du camping en bord de mer. La fréquentation s'élève à environ 800 personnes en été et 350 les WE de la saison.



Le camping municipal est apprécié et accueille de nombreux touristes

Le camping génère **plusieurs emplois** sur Quiberville (4 emplois directs et 4 emplois indirects) et les bénéfices dégagés participent à l'**équilibre du budget communal** (recettes de l'ordre de 50 k€/an, soit environ 10% du budget).

Si le déplacement du camping apparaît aujourd'hui comme une **nécessité imposée**, cela peut aussi être vu comme une **opportunité** : remplacer ce camping créé dans les années 1950 par un **outil plus moderne, davantage en phase avec les attentes des touristes.**

En 2016, l'**EPF Normandie** a acquis, à la demande de la commune, des terrains destinés à accueillir un nouvel équipement touristique. D'une manière générale, un consensus des acteurs locaux accompagne ce projet (communes de Quiberville, Sainte-Marguerite-sur-Mer et Longueil, communauté de communes Terroir de Caux, Conservatoire du littoral, Agence de l'eau Seine-Normandie, Région Haute-Normandie, Syndicat de Bassin Versant ...).

Toutefois, l'une des principales questions aujourd'hui est de trouver un **équilibre financier** et des subventions qui accompagneront ce projet de grande envergure (les financements franco-anglais Interreg PACCo étant potentiellement pénalisés par le vote du Brexit en Grande-Bretagne). Ce volet financier est capital tant le projet est conséquent pour une petite commune de la taille de Quiberville.

Face à ces enjeux, contraintes et inquiétudes, la commune a mis en œuvre la stratégie suivante dans le PLU :

- **Création d'un nouvel équipement touristique** sur les six hectares de terrains portés par l'EPF ;

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

- La commune a missionné le CAUE, ainsi qu'un bureau d'étude spécialisé en Ingénierie touristique (MLV conseils) associé à un bureau d'étude en aménagement (Atelier Lignes) pour définir finement le **programme** (quelle clientèle ? quels types de produits ? ...) et les **grands principes d'aménagement** de l'équipement (schéma d'aménagement préopérationnel) ;
- Création de **liaison piétons / vélos** entre ce nouvel équipement et la plage ;
- Reconversion de la partie ouest du camping de la plage en **aire d'accueil pour les camping-cars**.

III.1.1.1. Le projet de nouvel équipement touristique

Source MLV conseils / Atelier Lignes

Les éléments de marché mettent en évidence l'opportunité de développer un projet d'hébergements touristiques modernes sur la filière hôtellerie de plein air.

MLV préconise un positionnement marqué vers un produit d'**hébergement très connoté nature**, en **appui sur le site d'implantation**, avec pour traduction une conception répondant aux attendus des clientèles en recherche de ce positionnement, puis une gestion **écotouristique**.

Le préprogramme prévoit environ 150 emplacements nus, 30 à 50 hébergements locatifs et la création d'un centre de vie. Cela est bien sûr très indicatif et fera sûrement l'objet d'ajustements lors de la conception définitive du projet.



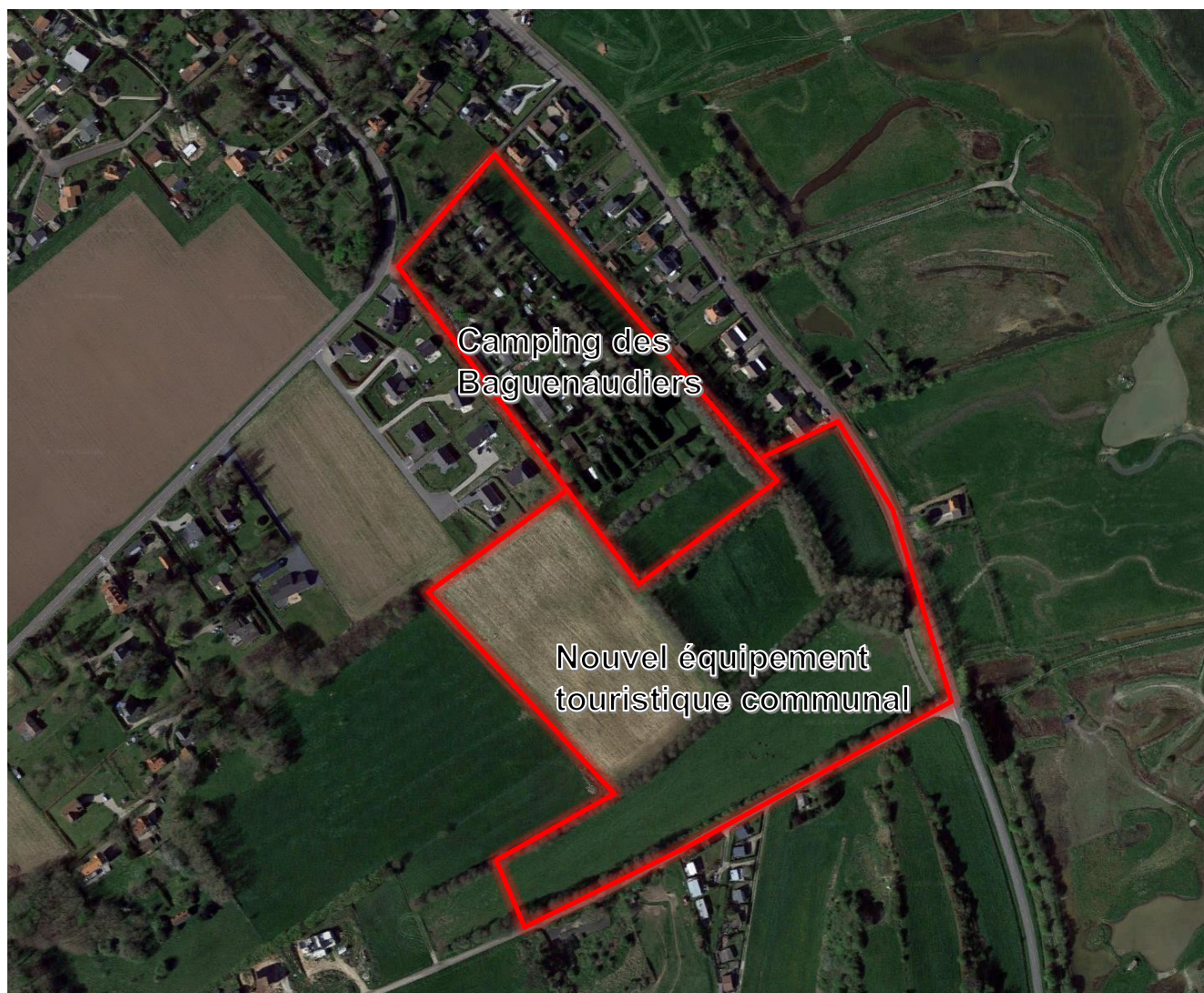
Schéma préopérationnel du futur équipement touristique (source Atelier Lignes)

III.1.1.2. Le lien avec le camping des Baguenaudiers

Le camping des Baguenaudiers est un ancien camping privé de Quiberville, situé au nord du terrain du nouvel équipement touristique. Il est fermé depuis plusieurs années. La propriétaire a exprimé la volonté de **réhabiliter ce camping**, en l'adaptant aux attentes actuelles des touristes.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

Un tel projet s'inscrirait en osmose parfaite avec le projet communal (cohérence du site, continuité des circulations et des trames écologiques). Le PLU devra en permettre la mise en œuvre.



Le camping des Baguenaudiers et le nouvel équipement touristique communal

III.1.1.3. Le projet d'aire d'accueil pour les camping-cars

Le terrain retenu pour l'aménagement du nouvel outil touristique en remplacement du camping actuel est situé en arrière du littoral, au croisement de la route de la mer et de la route de la vallée, à environ 800m de la plage (une dizaine de minutes à pied, 3 à 4 minutes en vélo).

De manière complémentaire à ce nouvel équipement, la commune souhaite conserver la capacité d'**accueillir quelques camping-cars à proximité du littoral**, dans une logique d'**étape sur le circuit du littoral seino-marin** (fonction essentielle à l'attractivité touristique de la station balnéaire de Quiberville, mais que le nouveau camping aura du mal à assumer compte tenu de la distance le séparant du front de mer).

La commune dispose déjà d'une aire de camping-car, située entre le camping existant et les terrains de tennis. Bien que de conception sommaire, elle est plébiscitée par les camping-caristes qui la fréquentent assidûment, et est régulièrement saturée.

Mais la commune a pour projet de recycler cet espace en parking pour les véhicules de tourisme, afin de **libérer le front de mer du stationnement**, dans la dynamique du projet territorial de la basse vallée de la Saône. En effet, dès les beaux jours, la route littorale est saturée de véhicules garés de part et d'autre, dégradant par leur présence le charme et la qualité visuelle du littoral, causant des difficultés de circulation, et entraînant un danger pour les piétons.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

Pour compenser les nombreux emplacements de stationnement historiquement disponibles le long du front de mer, l'actuelle aire d'accueil des camping-cars sera réaménagée et requalifiée en aire paysagère de stationnement, avec environ 100 à 150 places recoupées par des haies vives traditionnelles.

La commune de Quiberville souhaite **conserver la partie ouest de son camping municipal pour l'accueil de camping-cars à proximité du littoral**. Le reste de l'emprise du camping municipal est voué à être démantelé et à retrouver un caractère naturel dans le cadre du projet territorial de la basse vallée de la Saône.

Le projet consiste à conserver environ 20-25 emplacements autour du bâtiment d'accueil qui serait conservé. La volonté communale est de délimiter des emplacements relativement spacieux, facilitant les manœuvres des véhicules, recoupés par des haies végétales dans un environnement paysager. L'utilisation de revêtements de type pavés à joints gazon, stabilisés ou gazons renforcés permettra de limiter l'imperméabilisation des sols.



Exemple d'aménagement possible de la future aire d'accueil pour les camping-cars

III.1.2. Traduction réglementaire

III.1.2.1. Le nouvel équipement touristique

Le terrain destiné à accueillir le nouvel équipement touristique est classé en **zone AUt** (5,57 ha).

Les conditions d'aménagement et d'équipement du secteur AUt sont définies par l'**orientation d'aménagement et de programmation** n°IV « Restructuration des outils touristiques ». Le choix a été fait de recourir principalement à l'OAP pour encadrer le projet (application de l'article R151-8 du code de l'urbanisme). Le règlement n'impose l'application que des 3 articles suivants (à respecter dans un rapport de conformité) :

- Article « II. Prise en compte des risques naturels » du chapitre « Dispositions générales » ;
- Article Uh.III.2.3. « Assainissement pluvial » applicable à la zone Uh ;
- Article AUt.I « Destination des constructions, usage des sols et natures d'activité ».

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

Cet article précise les travaux autorisés dans le secteur AUt (accueil d'hébergements touristiques, constructions nécessaires à leur fonctionnement et à leur gestion)

En application de l'article R151-8 du code de l'urbanisme, les orientations d'aménagement et de programmation doivent garantir la cohérence des projets d'aménagement et de construction avec le projet d'aménagement et de développement durables. Les dispositions de l'OAP s'inspirent des travaux d'analyse et de composition réalisés par le CAUE et Atelier Lignes :

1. La qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère

L'OAP demande que le projet **s'appuie sur la pente naturelle** du terrain (implantation des voiries, de la végétation et des constructions).

Le végétal devra faire partie intégrante des aménagements : son utilisation permettra « d'englober » les futures constructions dans un **couvert végétal de qualité**, assurant une intégration soignée dans les grandes perspectives (entrée de village en venant de Longueil / versant opposé de la vallée à Saint-Marguerite-sur-Mer / front de mer).

Inversement, il sera nécessaire de préserver de « belles vues » depuis l'intérieur du terrain vers la vallée, en adaptant l'implantation et la densité de la végétation (jeu des vides et des pleins), ainsi que la hauteur des strates végétales (arbustes, arbres de petit développement ou arbres de grand développement taillés en cépées).

D'une manière plus précise, le schéma d'aménagement prévoit la **plantation de haies**, ainsi que la création de **premiers plans naturels** en partie basse.

En l'absence de dispositions réglementaires, c'est l'OAP qui édicte les prescriptions à suivre en matière d'**architecture**.

2. La mixité fonctionnelle et sociale

Ce 2^{ème} chapitre expose les **principes programmatiques sommaires** applicables au projet.

Il renvoie vers les articles Ut2.I et AUt.I « Destination des constructions, usage des sols et natures d'activité » du règlement.

3. La qualité environnementale et la prévention des risques

L'OAP rappelle les principes de prise en compte des **risques d'inondation**.

En matière environnementale, l'aménagement, par sa conception et le choix de ses espaces verts, devra maintenir des **continuités écologiques transversales** entre la vallée et le plateau.

Il est demandé que les **surfaces vertes représentent au moins 50%** de la surface totale de la zone : espaces verts communs, espaces verts des parcelles de camping, ouvrages de gestion pluviale végétalisés (noues, fossés ...), talus, etc. ...

Les clôtures pleines, les lames de soubassement et les grillages à mailles fines constituant des obstacles à la circulation de la petite faune sont interdits.

4. Les besoins en matière de stationnement

Le stationnement des véhicules sera dimensionné selon les besoins du projet.

Seule particularité du projet, il est demandé qu'un **parking « visiteurs »** soit prévu près de l'entrée.

5. La desserte par les transports en commun

Il n'existe pas de desserte en transport en commun sur le site.

6. La desserte des terrains par les voies et réseaux

En l'absence de dispositions réglementaires, c'est l'OAP qui édicte les prescriptions à suivre en matière de raccordement aux voies et aux réseaux.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

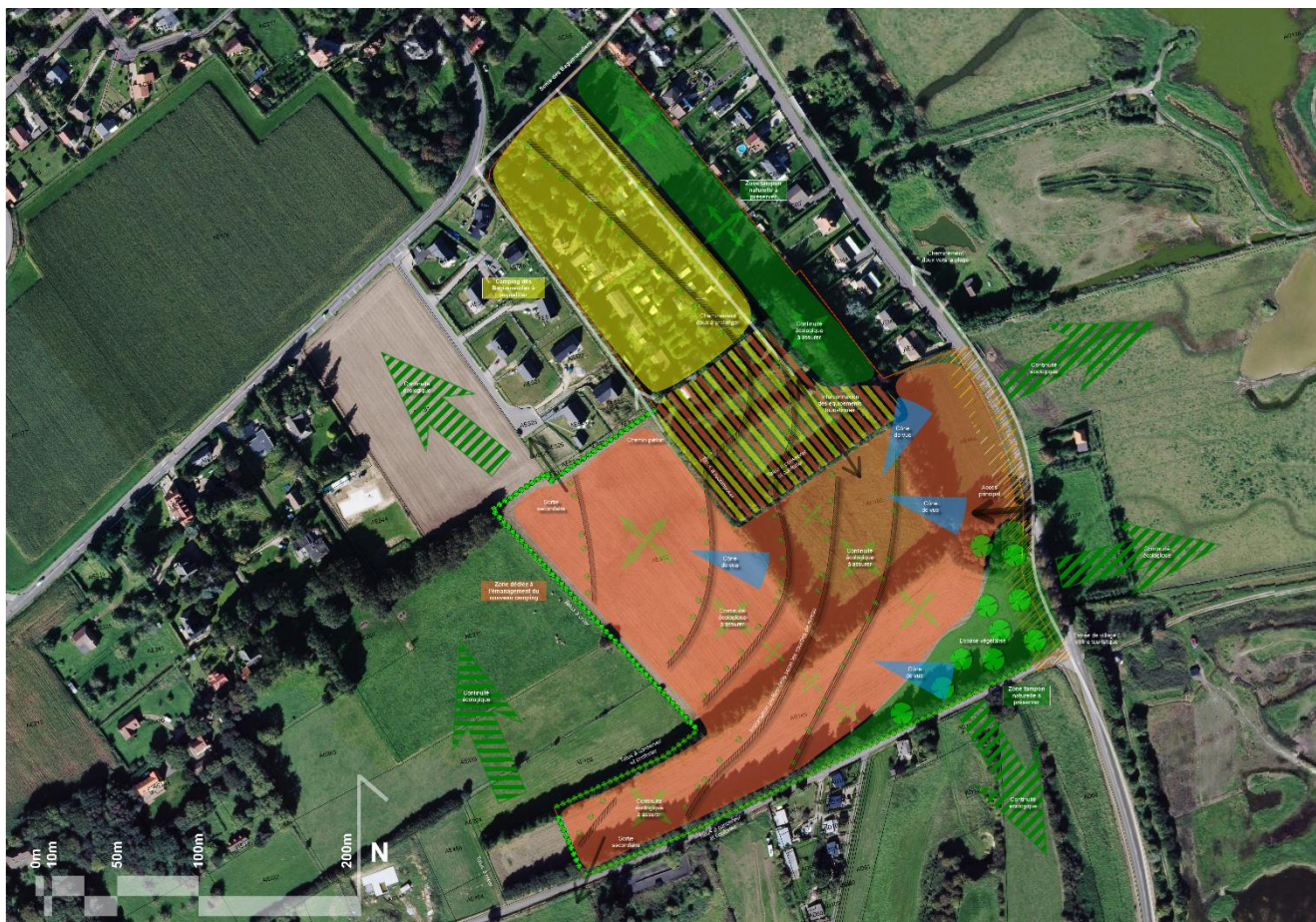


Schéma de l'orientation d'aménagement et de programmation n°IV

La zone AUt est desservie par :

- La rue de la Saône à l'ouest et la route de la Vallée au sud, avec des largeurs de chaussées respectives de 6m et 5m au droit du terrain. L'accès principal est envisagé sur la rue de la Saône, axe important et bien adaptée à supporter le flux de véhicules lié à l'urbanisation de cette zone ;

Un accès secondaire, non inondable, est prévu sur la rue du Levant, qui se termine actuellement au nord du terrain sur une placette de retournement ;

- Les réseaux d'adduction en eau passant sous la rue de la Saône et la route de la Vallée (canalisations $\phi 63$ et $\phi 110$) ;

Une canalisation importante ($\phi 125$) traverse le terrain du sud au nord. Elle pourra être utilisée pour l'alimentation en eau potable. Par contre, la présence de cette canalisation obligera soit à concevoir le projet de manière à ne pas la « toucher », soit à la déplacer pour s'adapter au projet (déplacement à la charge de l'aménageur) ;

Vue l'importance de la zone, de nouveaux hydrants devront être installés, à la charge de l'aménageur ;

- Les réseaux d'assainissement des eaux usées passant sous la rue de la Saône et la route de la Vallée (canalisations $\phi 200$) sont adaptés à l'opération ;
- Le réseau d'électricité passe rue de la Saône et la route de la Vallée.

Dans ces conditions, conformément à l'article R151-20 du code de l'urbanisme, les **voies publiques et les réseaux d'eau et d'électricité existants à la périphérie immédiate ont été jugés suffisants** pour desservir les constructions dans l'ensemble de ce secteur pour que les constructions y soient autorisées lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

III.1.2.2. *Le camping des Baguenaudiers*

Le camping des Baguenaudiers, à l'instar des autres campings existants, a été classé en **zone Ut2** (3,24 ha). L'indice Ut2 indique qu'il s'agit d'un camping dont le réaménagement devra être envisagé.

Le terrain a été intégré au périmètre de l'orientation d'aménagement et de programmation n°IV, dans le souci d'assurer une **cohérence entre les deux projets** :

- Définition d'une **zone mixte** au sud de la zone Ut2, pouvant être intégrée au projet du camping des Baguenaudiers ou au nouvel équipement touristique communal (hachures jaunes / rouges) ;
- Logique de voies d'**interconnexion entre les équipements** (permettant notamment la liaison avec le chemin des Baguenaudiers, puis avec la mer) ;
- Mise en œuvre de **trames écologiques globales**, dans le prolongement des corridors calcicoles présents autour du site.

Notons que la parcelle AC158 située entre le camping et les habitations en contrebas ne fait pas partie du périmètre « historique » du camping des Baguenaudiers, mais a été intégrée dans la zone Ut2 pour la cohérence du zonage. En effet, cette parcelle ne disposant pas d'un accès carrossable, ne peut être classée en zone Uh. La création d'une microzone naturelle sur le coteau paraissant incongrue, la commune a préféré l'intégrer dans la zone Ut2, en prévoyant dans l'OAP que cette partie soit conservée en espace vert, pour former une zone tampon naturelle avec les habitations situées en dessous du terrain de camping.

III.1.2.3. *L'aire d'accueil pour les camping-cars*

La partie ouest du camping de la place est classée en **zone Nt** (0,53 ha). Elle est associée à un **règlement précis**, qui ne permettra que de conserver une activité d'accueil de camping-cars.

Le choix d'une zone Nt est destiné à marquer la cohérence des zonages naturels dans la vallée (en lien avec la zone Ner^l des espaces remarquables du littoral et la zone Nb^l de la bande littorale des 100m). Mais la zone Nt est bien en dehors des espaces remarquables du littoral et de la bande littorale des 100m (confer orientation n°1 « Préserver le cadre de vie exceptionnel de la commune, à cheval entre vallée littorale et plateau cauchois », action n°9 « Protéger la bande littorale des 100m » et action n°10 « Protéger les espaces remarquables du littoral »).

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



La zone Nt, limitée à l'ouest par le bâtiment d'accueil existant, et à l'est par l'allée située dans le prolongement du parc à huîtres, destiné à accueillir un nouveau cheminement piéton dans la vallée

III.1.2.4. Les nouveaux cheminements doux

Confer orientation n°1 « Préserver le cadre de vie exceptionnel de la commune, à cheval entre vallée littorale et plateau cauchois », action n°13 « Mettre en valeur la trame verte et bleue » qui prévoit la création de nouveaux cheminements doux entre le nouvel équipement touristique et la mer, en traversant les espaces naturels de la vallée.

III.2. Action n°2 : Repenser l'aménagement de l'espace de vente des produits de la pêche

III.2.1. Justification du PADD

La pêche est à la fois une source d'**activité économique**, mais aussi une **composante importante du mode de vie à Quiberville**.

Pourtant, la vente de la pêche, là où elle actuellement pratiquée, pose de nombreux problèmes :

- Risque élevé de submersion marine ;
- Problème d'hygiène (résidus de la découpe des poissons s'écoulant sur la chaussée au cœur de la station balnéaire, pollution de l'eau de baignade, odeurs ...) ;
- Absence de sanitaires, induisant des comportements malpropres ;
- Circulation des tracteurs en front de mer difficile en haute saison.

Le **déplacement de l'espace de vente des produits de la pêche vers le parc à huîtres** est envisagé. Il permettrait de disposer d'un emplacement près de la mer, paraissant moins sensible au risque d'inondations, et dont le réaménagement permettrait de palier aux faiblesses du site actuel (sanitaires, espace de stockage, aire de lavage, gestion des rejets ...).

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

Cette solution semble prometteuse. Pourtant, compte tenu des enjeux élevés liés à la proximité de la mer, des études plus poussées devront être menées. En particulier, la compatibilité d'un tel projet avec le risque de submersion marine devra être confirmée.

Il n'est donc pas impossible qu'une autre solution doive être recherchée dans le futur.

III.2.2. Traduction réglementaire

Voir l'action n°4 « Recycler le parc à huîtres ».

III.3. Action n°3 : Améliorer le front de mer de Quiberville

Le front de mer est la **vitrine touristique** de la station balnéaire. Il mérite d'être mieux mis en valeur, afin de le rendre **moins rugueux** (moins de béton, plus de percées visuelles vers la mer, plus d'espaces publics et piétons ...).

Le projet territorial de la vallée de la Saône prévoit de maintenir une relation urbaine entre Quiberville et la mer, mais en la rendant plus résiliente, et en réduisant l'aspect et le linéaire très rigide du front de mer actuel au profit d'une bande littorale progressivement plus souple et naturelle.

A la demande du conservatoire du littoral, le bureau d'études « Atelier de l'île » (paysagiste) a imaginé un aménagement avec l'implantation temporaire d'usages / activités / objets architecturaux mobiles / déplaçables en vue d'une plus grande résilience autant à court terme (adaptation aux contraintes saisonnières) qu'à long terme (recul du trait de côte). Cette solution n'est qu'une hypothèse parmi d'autres, mais illustre bien la volonté partagée de revaloriser le front de mer quibervillais.

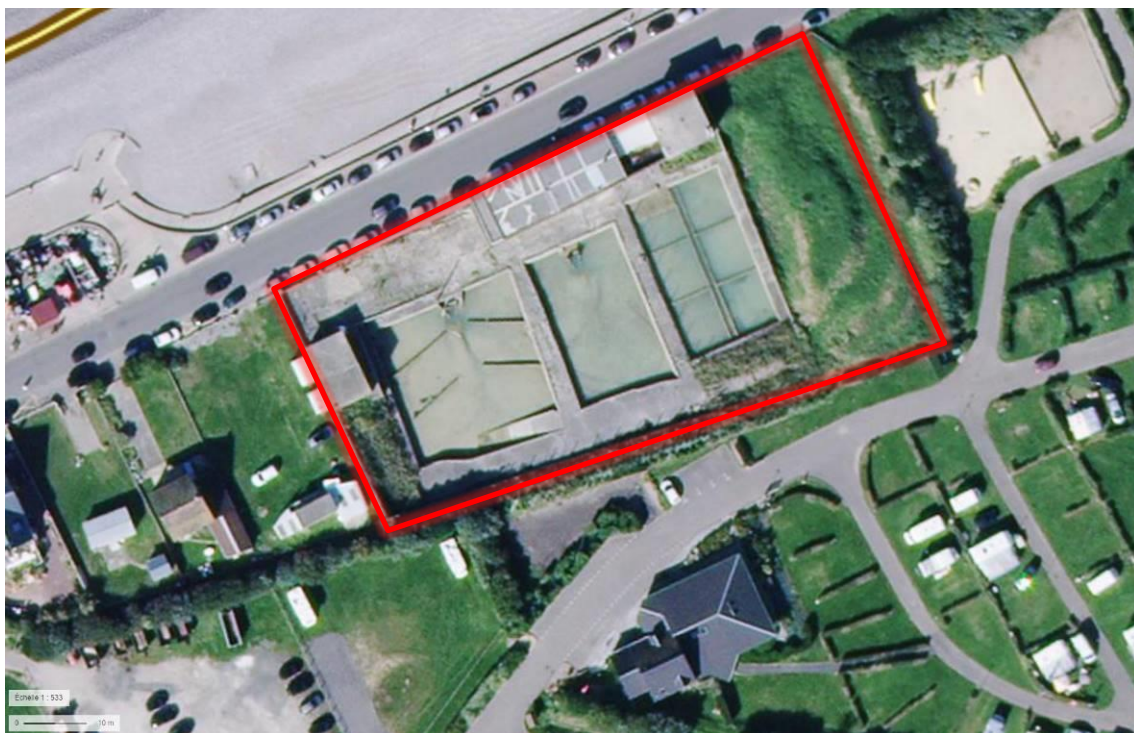
III.4. Action n°4 : Recycler le parc à huîtres

III.4.1. Justification du PADD

Le parc à huîtres de Quiberville est une friche « ostréicole », inoccupée depuis une quinzaine d'années. La parcelle de 4 440 m² est occupée par d'anciens bassins reliés à la mer, ainsi que par une construction sans valeur architecturale.

La commune de Quiberville souhaite faciliter la **reconversion de cette friche**, perçue par les habitants comme une verrue sur le front de mer. Une reconversion en **équipement public et/ou touristique** est souhaitée.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



Localisation du parc à huîtres



Vue en arrivant depuis Sainte-Marguerite-sur-Mer

Plusieurs projets de reconversion ont été étudiés :

- Piscine en eau de mer

Ce projet a été écarté en raison de son incompatibilité avec le risque de submersion marine (en sa qualité d'équipement recevant du public).

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

■ Déplacement de la criée

C'est le projet le plus prometteur, développé ci-dessous.

■ Remise en service du parc à huîtres

Cela pourrait notamment concerner la phase dite d'affinage des huîtres, au cours de laquelle les ostréiculteurs les mettent à dégorger dans des bassins de décantation pour expulser la vase et le sable.

Une attention aux rejets devra être portée, afin de ne pas dégrader la qualité des eaux de baignade (plages de Quiberville et de Sainte-Marguerite situées de part et d'autre du site).

L'absence d'action vis-à-vis de ce site nourrit des doutes sur la volonté / capacité des propriétaires à remettre en service cet équipement.

Déplacement de la criée :

Le projet consisterait à relocaliser les activités de vente des pêcheurs sur le parc à huîtres, avec :

- Démolition des bâtiments existants le long de la route littorale (au moins la partie en élévation par rapport à la rue du front de mer) ;
- Desserte des réseaux d'eau potable, d'assainissement des eaux usées et d'électricité, pour une vente respectant les normes sanitaires ;
- Aménagement w.c. / douche ;
- Aménagement d'étals pour la vente, avec des structures « transparentes » aux vagues en cas de submersion marine ;
- Espace dédié au stationnement des tracteurs, des bateaux et des filets ;
- Espace dédié au stockage des caissons de poisson, des frigos ;
- Conservation d'un ou plusieurs bassins pour conserver les crustacés.

La vente de la pêche, là où elle actuellement pratiquée, présente un risque élevé et avéré de submersion marine ; le parc à huîtres paraît moins sensible et adapté à la réduction du risque, mais sa **compatibilité avec le risque de submersion marine devra être confirmée**.

Les avantages d'un tel projet sont nombreux :

- **Réponse au problème d'hygiène** rencontré sur le site actuel (résidus de la découpe des poissons s'écoulant sur la chaussée au cœur de la station balnéaire, pollution de l'eau, odeurs ...)
- **Facilitation de la circulation** des tracteurs en front de mer ;
- Si les bâtiments du parc à huîtres n'ont pas d'intérêt particulier, la préservation d'un ou plusieurs bassins présente un **intérêt culturel et mémoriel**.

III.4.2. Traduction réglementaire

Un emplacement réservé a été institué dans le PLU de Quiberville, afin de reconquérir cette friche.

III.5. Action n°5 : Maintenir la capacité de stationnement au niveau de la station balnéaire de Quiberville

III.5.1. Justification du PADD

Dans le cadre du projet territorial de la basse vallée de la Saône, le front de mer est appelé à être profondément remanié. De nombreux emplacements de stationnement historiquement disponibles le long du front de mer devant disparaître, il est nécessaire de reconfigurer l'ensemble de l'offre de

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

stationnement de la station balnéaire de Quiberville pour conserver un fonctionnement fluide et une bonne attractivité :

- Voitures (parking en dur / parking vert pour les grandes manifestations qui attirent de nombreux participants) ;
- Accueil des camping-cars.

Cette reconfiguration de l'offre de stationnement doit être menée de front avec une politique de déplacements doux, en lien avec les équipements communaux et les points d'intérêt présents sur le territoire.

III.5.2. Traduction réglementaire

Cette orientation est mise en œuvre par l'**orientation d'aménagement et de programmation n°V** (Stationnement et circulations douces à Quiberville-sur-Mer) :

- L'actuel parking pour camping-car sera transformé en parking pour les véhicules légers (jauge 100 à 150 places) ;
- Le parking vert est conservé, car il offre une grande capacité d'accueil des véhicules dans un cadre événementiel (quasiment un millier de véhicules).

L'emprise du parking vert sera réaménagée dans le cadre du projet territorial de la vallée de la Saône. Il sera alors délimité par un merlon de protection, et sera réorganisé dans le respect de la loi littoral et des travaux autorisés dans les espaces remarquables du littoral.

- Le secteur « ouest » du camping municipal de Quiberville sera réaménagé pour l'accueil de camping-cars à proximité du littoral : confer action n°1 « Développer un projet touristique en remplacement du camping municipal ».

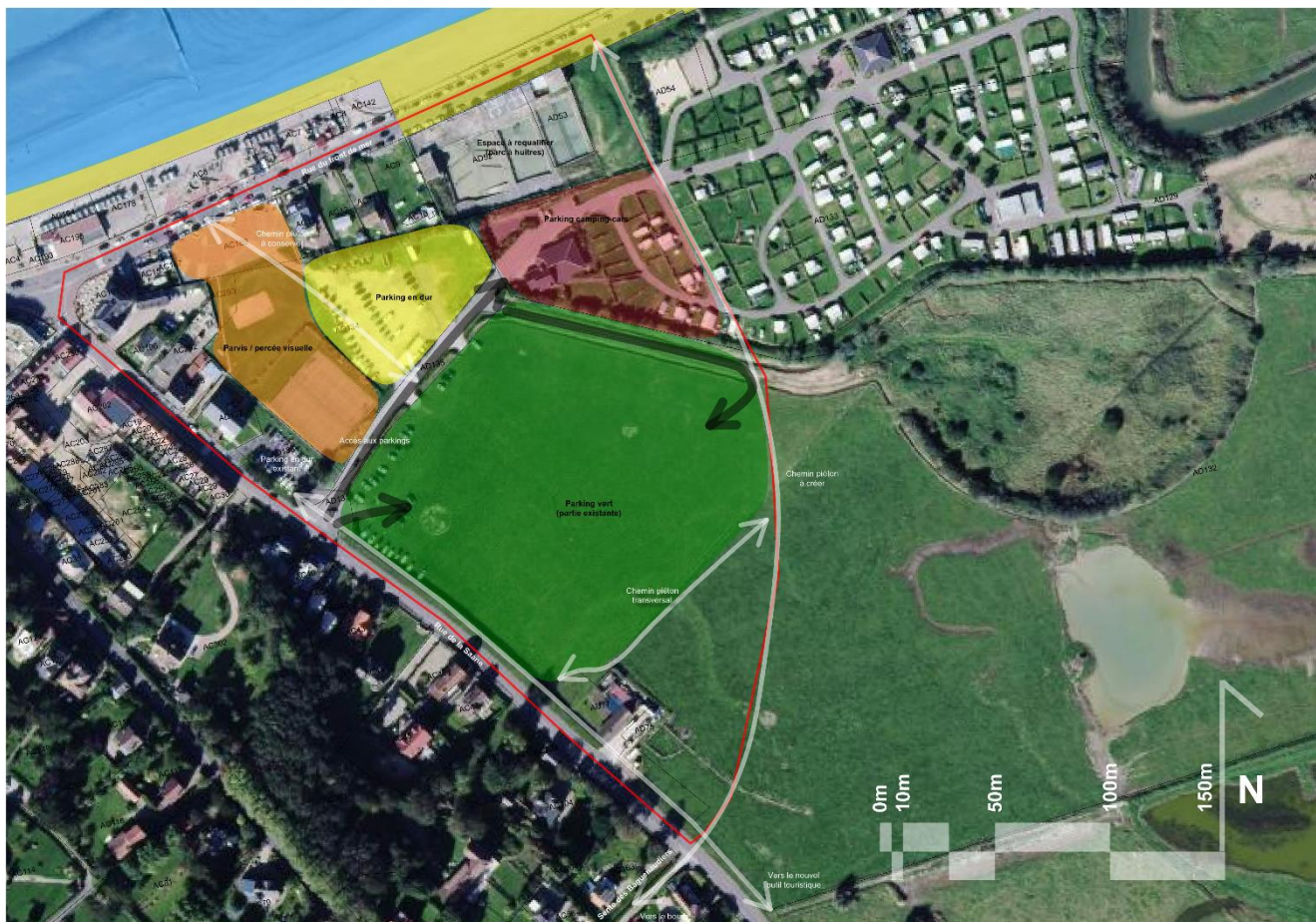


Schéma de l'orientation d'aménagement et de programmation n°V

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

III.7. Action n°7 : Mener cette transition territoriale en concertation avec les partenaires de la commune et les territoires voisins

Le projet territorial de la basse vallée de la Saône fait l'objet d'une réflexion concertée, sous l'égide du conservatoire du littoral, associant les communes de Quiberville, Sainte-Marguerite-sur-Mer et Longueil, l'Agence de l'eau Seine-Normandie, la région Normandie, les services de l'état, la Chambre d'Agriculture ...

La concertation entre les acteurs sera la clé de la réussite de ce projet. A ce titre, elle est réaffirmée dans le PADD de Quiberville.

IV. Orientation n°3 : Assurer l'équilibre entre le développement de l'habitat résidentiel et balnéaire, la consolidation des activités agricoles et la préservation du caractère rural et balnéaire de la commune

Quiberville connaît depuis 40 ans une croissance continue de sa population et de son habitat, passant d'environ 400 habitants permanents pour 400 logements à la fin des années 1970 à 467 habitants pour 508 logements au début des années 2000, puis à 550 habitants pour 580 logements en 2016.

La moitié du parc de logements est constitué de résidences secondaires, qui couplées avec la capacité d'accueil des campings, des hôtels et des gîtes, permettent d'accueillir entre 2000 et 2500 personnes en haute saison. Ce stock de résidences secondaires est toutefois assez volatile : au cours de 5 dernières années, une cinquantaine d'entre elles ont disparu.

IV.1. Action n°1 : Construire environ 4 à 5 logements par an

IV.1.1. Justification du PADD

L'objectif des élus quibervillais est de **maintenir un équilibre générationnel sur la commune**. Or Quiberville a subi un puissant vieillissement de sa population au cours des décennies passées, et aujourd'hui, les plus de 40 ans et les seniors sont plus représentés qu'ailleurs.

Cette évolution n'a pas été sans **conséquence sur les équipements publics et l'organisation quotidienne de la vie locale**, avec l'expression de nouveaux besoins (services à la personne, portage de repas à domicile, transport ...).

La volonté de la collectivité est de stabiliser, voire rajeunir, la pyramide des âges, afin d'organiser un **développement adapté à sa capacité d'accueil**. Cette notion de capacité d'accueil est un élément de réflexion capital pour l'aménagement des communes littorales (article L121-21 CU).

Cette action du PADD conditionne une grande partie du projet de PLU, car elle **dimensionne le nombre de logements à produire** sur le territoire. Cet objectif doit évidemment être compatible avec les objectifs chiffrés donnés par le SCOT du Pays Dieppois Terroir de Caux.

L'objectif de production de logements a été établi au terme de l'étude de plusieurs **scénarii**, présentés ci-dessous. Ces scénarii prennent en compte les caractéristiques spécifiques de Quiberville (notamment la forte attractivité de la commune aux résidences secondaires).

IV.1.1.1. *Hypothèses de calcul pour les projections démographiques*

Les proportions de résidences principales, résidences secondaires et logements vacants

Les statistiques de l'INSEE montrent que depuis 50 ans, le taux de résidences secondaires fluctue entre 52 et 65% à Quiberville. Il a atteint son niveau le plus bas en 2011, et est légèrement remonté en 2016, à 52,9%.

Parallèlement, le taux de logements vacants a toujours été faible à Quiberville (entre 1 et 6%), en raison de la forte attractivité de la commune et de la pression foncière en résultant.

Pour rappel, la vacance des logements est généralement décomposée en :

- Vacance conjoncturelle (ou frictionnelle ou de rotation) : il s'agit d'une situation de vacance provisoire et de courte durée : le logement est inoccupé pendant quelques jours ou quelques semaines en attendant un nouveau locataire ou un acheteur. Cette vacance incompressible est nécessaire pour assurer l'entretien du parc et participe à la fluidité des parcours résidentiels. Elle correspond au temps nécessaire pour la revente ou la relocation du logement ;
- Vacance structurelle : le logement reste vide pendant plus d'une année, soit parce que le marché immobilier est peu actif, soit parce que le logement n'est plus en adéquation à la demande qui s'exerce sur le marché du logement pour une raison ou une autre (obsolescence, blocage juridique, etc.). C'est sur cette 2ème composante que les collectivités connaissant des problèmes de vacance doivent mener des actions de résorption.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

En 2016, on mesure les taux suivants :

- Résidences principales : 44,2%
- Résidences secondaires et logements occasionnels : 52,9%
- Logements vacants : 3,0%

La prise en compte de ces ratios dans les calculs est essentielle. On fera l'hypothèse que la production de logements prévue par le PLU sera ventilée selon une **répartition assez proche de la composition actuelle du parc**. Toutefois :

- A Quiberville, la vacance était anormalement faible lors du dernier recensement. Il est communément admis qu'un taux de vacance « raisonnable » se situe autour de 6 à 7%, seuil permettant à la fois la fluidité des parcours résidentiels et l'entretien du parc de logements. Nous faisons l'hypothèse d'une trajectoire de retour à un taux de vacance classique à Quiberville (en arrivant au moins à 5% en 2030, contre 3% en 2016) ;
- On **majorera le ratio de résidences principales**, car elles sont la cible principale de construction du PLU.

Dans ces conditions, on estime que les nouvelles constructions seront réparties de la manière suivante :

- Résidences principales : 55%
- Résidences secondaires et logements occasionnels : 40%
- Logements vacants : 5%

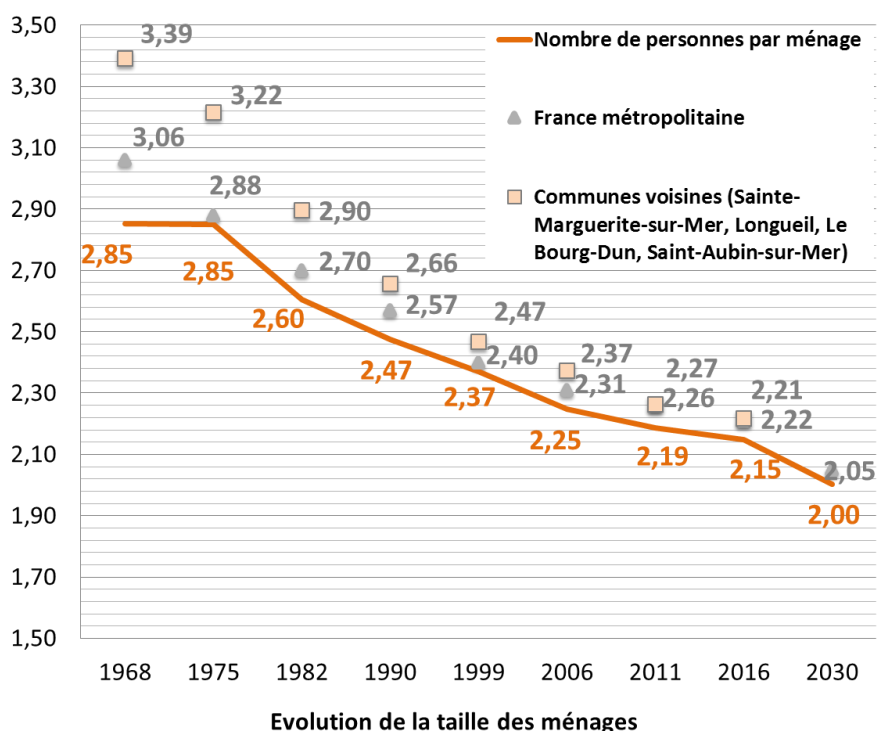
Voir également l'action n°2 « Compenser la captation des logements par les résidences secondaires ».

Le desserrement des ménages

Le desserrement des ménages va induire une perte de capacité dans le parc de logements quibervillais, en raison d'une baisse prévisible de la taille moyenne des ménages dans les prochaines années (lié au vieillissement de la population, aux décohabitations, à l'augmentation du nombre de familles monoparentales, ...).

Selon l'INSEE, le phénomène du desserrement pourrait se poursuivre en France dans les années à venir (au moins jusque 2030), avec un rythme de -0,6%/an. Plus localement, le SCOT du Pays Dieppois Terroir de Caux prévoit un desserrement de l'ordre de -0,5%/an.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



Evolution du nombre de personnes par ménage (source INSEE) et projection en 2030

En suivant cette tendance, les ménages quibervillais pourraient être composés de **2,00 personnes en moyenne en 2030**. La taille des ménages diminuant, il faudra alors de plus en plus de résidences principales pour loger la même population. Le besoin en construction induit (pour conserver le même nombre d'habitants, soit population 2030 = population 2016 = 550 habitants) est de 2,4 nouveaux logements par an.

Le renouvellement du parc

Il est courant de prendre en compte le besoin en renouvellement naturel du parc de logements dans les calculs de projections population / logements. Il s'agit d'anticiper les désaffectations et démolitions de logements qui s'opèrent à travers les sinistres (incendies, effondrements, ...) ainsi que les opérations d'aménagement, de renouvellement urbain et de reconstitution de l'offre de logements vétustes sortis du parc.

Ce besoin est couramment estimé à 0,12%/an du parc des résidences principales, ce qui représente **4 logements** pour la période 2016-2030.

Prise en compte des logements déjà produits entre 2016 et 2019

Il y a eu 13 logements construits sur Quiberville depuis le recensement de 2016 par l'INSEE. Ces logements seront pris en compte afin de faire le lien entre le scénario démographique retenu et le besoin en logements.

IV.1.1.2. Scénarii démographiques non retenus

Plusieurs scénarii de croissance ont été envisagés puis écartés :

Scénario	Année	Population	Variation annuelle population	Total logements	Logements construits	Dont RP	Dont RS	Dont LV	Nombre de personnes / ménage

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

	1975	399	-	397	-				2,85
	1982	427	0,97%	437	40				2,64
	1990	429	0,06%	483	46				2,48
	1999	467	0,95%	508	25				2,37
	2006	506	1,15%	605	97				2,25
	2011	549	1,64%	549	-56				2,19
	2016	550	0,04%	580	-25				2,15
Scénario 1 : Sans construction	2030	513	-0,50%	580	0	0	0	0	2,00
Scénario 2 : Point mort démographique	2030	550	0,00%	614	38	21	15	2	2,00
Scénario 3 : Croissance +0,25%	2030	570	0,25%	632	56	31	22	3	2,00
Scénario 4 : Croissance +0,5%	2030	590	0,50%	650	74	41	30	4	2,00
Scénario 5 : Croissance +1,0%	2030	632	1,00%	688	113	62	45	6	2,00

Scénarii non retenus : Les données connues figurent en noir, les hypothèses en vert et les données calculées en rouge

Le scénario n°1 (sans construction) analyse les conséquences démographiques d'une **absence de construction** nouvelle. Sous l'effet du desserrement à 2,00 personnes par ménage, la commune perdrait 37 habitants, et connaîtrait un vieillissement très prononcé (pas de compensation des décohabitations). Une telle évolution serait bien évidemment très dommageable pour Quiberville (fonctionnement des équipements, équilibre social de l'habitat ...).

Le scénario n°2 illustre le point mort démographique, c'est-à-dire le nombre de logements à construire d'ici 2030 pour maintenir la population à 550 habitants (compensation du desserrement, variation du nombre de résidences secondaires, de logements occasionnels et de logements vacants, renouvellement du parc). 38 logements sont nécessaires pour stabiliser la démographie. Ce scénario n'organise pas un renouvellement démographique efficace, laissant s'aggraver le vieillissement déjà prononcé.

A noter : le point mort démographique est utile pour déterminer l'effet démographique des autres scénarii, c'est-à-dire le nombre de logements qui vont effectivement contribuer à l'évolution de la population (nombre de logements du scénario - point mort = effet démographique).

Les scénarii 3 et 4 sont établis sur des **rythmes de croissance annuelle de +0,25%/an (proche de la moyenne départementale) et +0,50%/an (proche de la moyenne nationale)**. Ils se traduiraient par une augmentation de la population raisonnable (respectivement 20 et 40 habitants), associée avec une production de logements que la commune est en capacité d'accueillir (respectivement 56 et 74 logements). Ces deux scénarii permettent un développement intéressant de la commune, en couplant renouvellement interne (changement de propriétaires dans le parc de logements existants) et externe (construction de nouveaux logements pour l'accueil de nouveaux ménages).

Le scénario n°5 tire les conséquences d'une **forte croissance** (supérieure aux moyennes départementale et nationale). Ce sont, dans une telle hypothèse, 113 logements supplémentaires qu'il faudrait créer pour accueillir 82 nouveaux habitants, soit un accroissement du parc de +19% d'ici 2030. Les impacts sont jugés excessifs et non adaptés à la préservation du caractère rural de la commune ; en effet, une telle expansion du parc de logements aurait nécessairement un impact élevé sur l'environnement et la consommation d'espace (on estime qu'il faudrait 3 à 4 hectares supplémentaires consommés au détriment des espaces naturels ou agricoles, en comparaison avec le scénario retenu).

IV.1.1.3. Scénario démographique retenu

Nous avons vu que les scénarii 3 et 4, tablant sur des rythmes de croissance annuelle de +0,25%/an (proche de la moyenne départementale) et +0,50%/an (proche de la moyenne nationale), offrent une perspective de développement raisonnable à la commune.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

Il est nécessaire à ce stade d'apprécier ces projections à l'aune de la **compatibilité avec le SCOT du Pays Dieppois Terroir de Caux**. En effet, le SCOT prévoit une production de logements à hauteur de 89 unités par an pour l'ensemble des communes de l'ex-communauté de communes Saâne et Vienne. D'une manière plus précise, l'objectif est abaissé à **36 logements par an pour l'ensemble des communes non-pôles de l'ex-communauté de communes Saâne et Vienne**, dont Quiberville fait partie.

Si l'on s'aventure à affiner le calcul en fonction du poids démographique de Quiberville parmi ce groupe de commune, on obtient le chiffre de 3,24 logements par an pour Quiberville. Ce calcul ne peut suffire en lui-même pour deux raisons :

- Le SCOT ne décline pas d'objectifs à la commune ; la compatibilité SCOT – PLU doit donc être appréciée au regard des objectifs par groupe ;
- Le SCOT fixe des objectifs de production de logements dans un objectif d'accueil de population résidant de façon permanente (en se basant sur la notion de population municipale au sens de l'INSEE). Sur le territoire de l'ex-communauté de communes Saâne et Vienne, Quiberville a un statut très particulier. C'est la seule commune littorale et c'est la commune la plus touristique. C'est-à-dire qu'il est nécessaire de majorer le résultat précédent pour tenir compte des mécanismes de secondarisation des logements.

On estime que la **compatibilité avec le SCOT s'appréciera sur la base d'une production annuelle de 4 à 5 logements par an pour Quiberville (soit environ 3,5 nouvelles résidences principales par an)**.

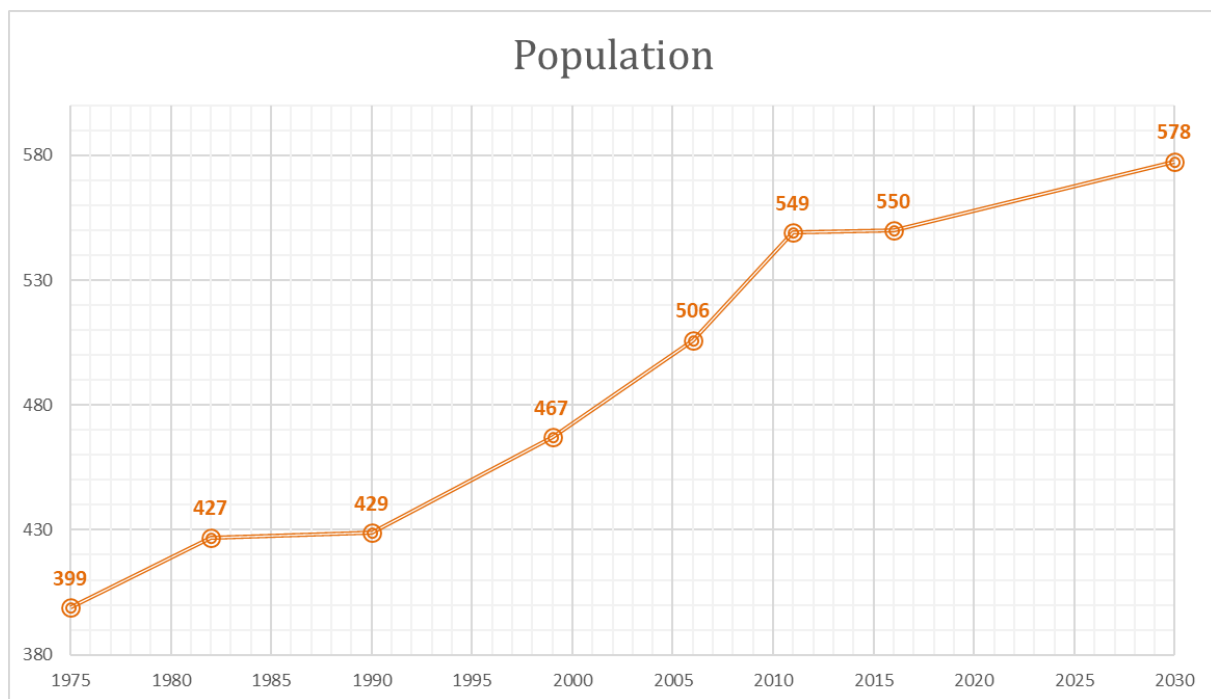
Le scénario retenu (confer tableau ci-dessous) correspond à une **croissance intermédiaire bien adaptée à la commune : +0,35%/an**. Ce scénario prévoit l'arrivée de **28 habitants supplémentaires** entre 2016 et 2030 (+6% entre 2016 et 2030), avec la construction de 63 nouveaux logements (38 pour le point mort + 25 pour l'effet démographique), dont :

- 35 résidences principales (55%)
- 25 résidences secondaires et logements occasionnels (40%)
- 3 logements vacants (5%)

Scénario	Année	Population	Variation annuelle population	Total logements	Logements construits	Dont RP	Dont RS	Dont LV	Nombre de personnes / ménage
	1975	399	-	397	-				2,85
	1982	427	0,97%	437	40				2,64
	1990	429	0,06%	483	46				2,48
	1999	467	0,95%	508	25				2,37
	2006	506	1,15%	605	97				2,25
	2011	549	1,64%	549	-56				2,19
	2016	550	0,04%	580	-25				2,15
Scénario retenu : Croissance +0,35%	2030	578	0,35%	639	63	35	25	3	2,00

Scénario retenu : Les données connues figurent en noir, les hypothèses en vert et les données calculées en rouge

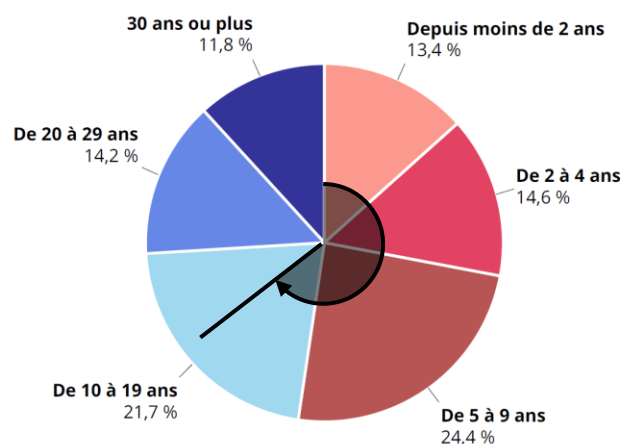
4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



Scénario retenu

Cette croissance devrait permettre un renouvellement de la population quibervillaise, avec l'arrivée de nouveaux ménages « bâtisseurs » (35 résidences principales), ainsi qu'avec le renouvellement interne dans le parc de logements existants.

L'analyse du graphique d'ancienneté moyenne d'emménagement de l'INSEE permet d'estimer qu'en 14 ans (2016 à 2030), environ 2/3 de la population de Quiberville aura été renouvelée (renouvellement interne).



Ancienneté d'emménagement des ménages en 2016 à Quiberville (source INSEE)

L'addition du renouvellement externe (nouvelles résidences principales) et du renouvellement interne (rotation des occupants dans le parc de logements existants) nous permet d'affirmer que le scénario retenu va **brasser efficacement la population quibervillaise** (environ 3/4 des habitants entre 2016 et 2030), afin de **contenir les phénomènes de vieillissement** observés sur la commune.

Ce scénario entraîne un besoin en logements qui peut être entièrement satisfait par les mécanismes de densification des zones urbaines existantes (dents creuses, grands terrains divisibles) et par le classement en zone à urbaniser de terrains à l'intérieur de ces zones urbaines. La **pression sur**

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

l'environnement (consommation d'espace naturel et agricole, paysages, continuités écologiques) **est bien maîtrisée**.

Enfin, ce scénario démographique est pertinent au regard des objectifs de développement touristique de la commune. Les employés du nouveau projet touristique qui chercheront à se loger à proximité trouveront ici une offre en logements susceptible de répondre à leurs attentes. Dans ces conditions, la commune pourrait réduire sa dépendance aux bassins d'emplois extérieurs et limiter les besoins de déplacement domicile-travail.

IV.1.1.4. *Besoin en logements*

Il y a eu 13 logements construits sur Quiberville depuis le recensement de 2016 par l'INSEE.

Ce qui signifie qu'il reste **environ 50 logements à produire dans les 10 prochaines années**.

IV.1.2. **Traduction réglementaire**

Les objectifs « logements » sont traduits dans le découpage en zone, le règlement, ainsi que les orientations d'aménagement et de programmation.

Ce travail est exposé à la fin du présent chapitre, car il ne peut être compris qu'en croisant l'ensemble des actions de cette orientation du PADD (nombre de logements, densité, typologie, organisation spatiale du développement ...).

IV.2. Action n°2 : Compenser la captation des logements par les résidences secondaires

Les résidences secondaires constituent une part importante de la construction neuve, des opérations de réhabilitation et des mutations immobilières. Pour une commune comme Quiberville, elles représentent une composante substantielle de l'activité touristique et de l'économie locale.

Les Français plébiscitent ce type d'hébergement pour les vacances ou les longs week-ends en France ; aussi leur nombre progresse depuis dix ans, tant à l'échelle nationale que départementale. Il est nécessaire de tenir compte, dans les prévisions démographiques, d'une certaine **captation du parc de logements par les résidences secondaires**.

Les hypothèses prises pour les projections démographiques ayant servi à établir l'action n°1 « Construire environ 4 à 5 logements par an » intègrent ce phénomène.

IV.3. Action n°3 : Rajeunir la population de Quiberville, qui a beaucoup vieilli depuis les années 2000

IV.3.1. **Justification du PADD**

Le maintien d'un équilibre dans la répartition des âges de la population quibervillaise est important pour le bon fonctionnement des services publics et la vie quotidienne du village (en particulier, avec un renouvellement de la population jeune, scolarisée dans l'école communale).

Le PLU encourage la construction de logements ciblés pour les jeunes couples avec enfants : par exemple, en produisant des **logements en accession à la propriété à coût raisonnable** ou des **logements locatifs**.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

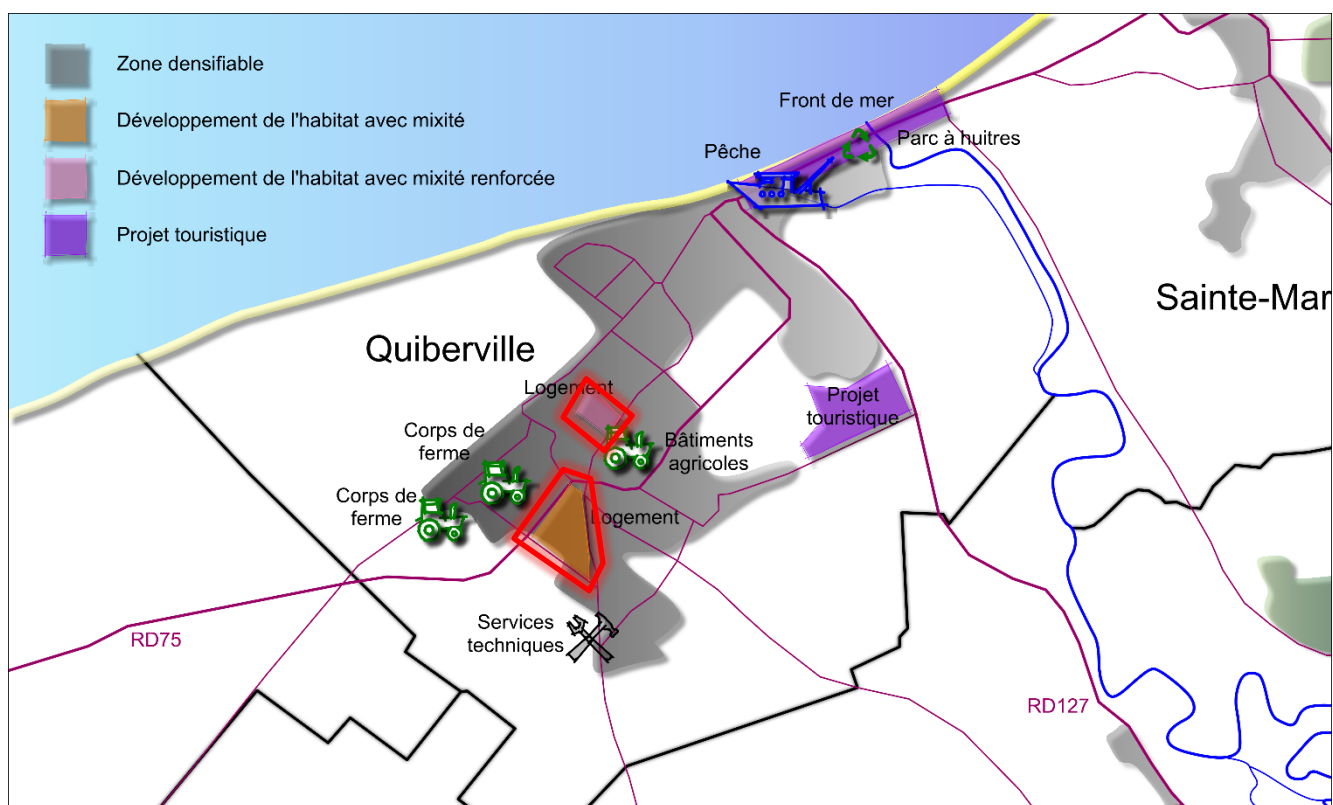


Illustration du PADD : développement de l'habitat / objectifs de mixité

La réussite de cet objectif est conditionnée par l'**attractivité du territoire** vers les populations jeunes ; la municipalité devra veiller à la présence d'éléments déterminants tels que la qualité des écoles, le haut débit internet, l'accès aux bassins d'emplois, la présence de professionnels de santé, etc. ...

On notera par exemple la récente **montée en débit numérique** du territoire, avec l'installation d'un répartiteur ADSL dans le bourg de Quiberville.

IV.3.2. Traduction réglementaire

Les objectifs « logements » sont traduits dans le découpage en zone, le règlement, ainsi que les orientations d'aménagement et de programmation.

Ce travail est exposé à la fin du présent chapitre, car il ne peut être compris qu'en croisant l'ensemble des actions de cette orientation du PADD (nombre de logements, densité, typologie, organisation spatiale du développement ...).

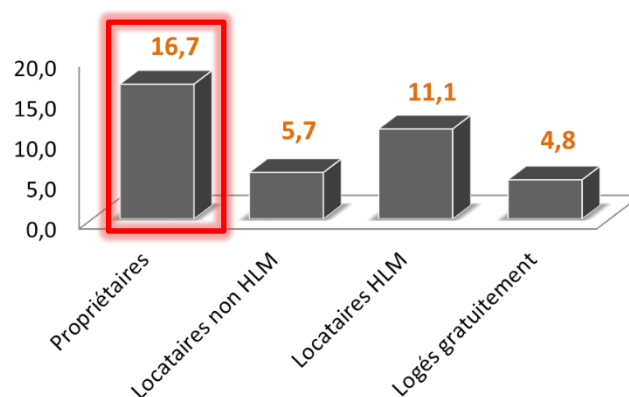
A noter : le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation fixent des objectifs de mixité sociale et intergénérationnelle pour les zones AUc1 (20%) et AUc2 (50%), en cohérence avec l'illustration du PADD.

IV.4. Action n°4 : Diversifier la production de logement (mixité locative et intergénérationnelle)

IV.4.1. Justification du PADD

Il est souhaitable de **diversifier le parc de logements quibervillais**, actuellement monospécifique (large majorité de grandes maisons individuelles). En effet, cette diversification devrait **favoriser un meilleur renouvellement** naturel de la population, et ainsi mieux lutter contre le vieillissement de la population. L'étude du recensement de l'INSEE montre que les propriétaires sont ceux qui occupent le plus longtemps leur logement (16,7 ans en moyenne à Quiberville), alors que les locataires, notamment dans le parc privé, sont plus mobiles (rapport de 1,5 à 3).

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



Ancienneté moyenne d'emménagement par statut d'occupation en 2016 (source INSEE)

Par ailleurs, puisque ce vieillissement est déjà bien marqué, des **logements adaptés aux attentes des séniors** pourront avantageusement être prévus. La production de logements adaptés aux séniors permettrait de **réduire le décalage entre la taille des ménages** (2,15 personnes par ménage en moyenne en 2016) **et des logements** (moyenne de 4,5 pièces par logement en 2016).

IV.4.2. Traduction réglementaire

Les objectifs « logements » sont traduits dans le découpage en zone, le règlement, ainsi que les orientations d'aménagement et de programmation.

Ce travail est exposé à la fin du présent chapitre, car il ne peut être compris qu'en croisant l'ensemble des actions de cette orientation du PADD (nombre de logements, densité, typologie, organisation spatiale du développement ...).

A noter : on estime que 7 logements séniors seront réalisés sur la zone AUc2 dans le cadre des objectifs de mixité intergénérationnelle fixés par le règlement et l'orientation d'aménagement et de programmation.

IV.5. Action n°5 : Réduire la consommation foncière par logement par rapport à la décennie passée : densité d'environ 12 logements par hectare pour les opérations de construction groupées

IV.5.1. Justification du PADD

La lutte contre l'étalement urbain, la nécessité de préserver les terres agricoles et l'évidence des besoins de protection des espaces naturels ont fait de la maîtrise de la consommation d'espace une **priorité nationale**, rappelée dans de nombreux textes législatifs et réglementaires : loi SRU, loi Grenelle, loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche, loi ALUR, loi ELAN.

Les PLU doivent exposer un bilan de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, mais aussi fixer des objectifs chiffrés de réduction de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain : entre 2005 et 2015, la densité moyenne des opérations de construction a été d'environ 6 à 7 logements par hectare à Quiberville.

Pour les 10 prochaines années, le PLU encourage une **diminution de la consommation foncière**, en visant une moyenne de **12 logements par hectare**. Cet objectif recherche une réduction par deux par rapport à la décennie passée, tout en étant compatible avec :

- La volonté du SCOT de densifier les opérations de construction autour de 15 logements par hectare ;
- Le respect du cadre de vie rural de la commune (il convient d'éviter de créer des terrains sans rapport avec l'échelle relativement importante des parcelles actuellement urbanisées) ;
- Les reculs vis-à-vis des talus, des arbres isolés et des parcs boisés existants (pour se prémunir des chutes de branches) ;

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

- La préservation d'espaces libres autour des constructions, pour faciliter l'accompagnement végétal (plantations d'arbres dans les jardins) ;
- La gestion des eaux de pluie (pour gérer les eaux pluviales à la parcelle).

IV.5.2. Traduction réglementaire

Les objectifs « logements » sont traduits dans le découpage en zone, le règlement, ainsi que les orientations d'aménagement et de programmation.

Ce travail est exposé à la fin du présent chapitre, car il ne peut être compris qu'en croisant l'ensemble des actions de cette orientation du PADD (nombre de logements, densité, typologie, organisation spatiale du développement ...).

A noter : les **objectifs de densité sont traduits au niveau des orientations d'aménagement et de programmation** (mention de la densité souhaitée).

IV.6. Action n°6 : Prioriser la construction de logements au sein des dents-creuses

IV.6.1. Justification du PADD

La mobilisation des dents-creuses (espaces non construits entourés de parcelles bâties) pour la construction de logements est un excellent levier pour lutter contre l'étalement urbain. En outre, ces terrains sont déjà desservis par les réseaux publics, et forment naturellement une bonne accroche à l'urbanisation existante.

Attention, cette **densification doit être opérée de manière raisonnée**, en préservant les éléments les plus remarquables du **patrimoine**, du **paysage** et de l'**environnement** (châteaux, manoirs et grandes villas / parcs, vergers et espaces paysagers significatifs).

On se référera aux actions de l'orientation n°1 « Préserver le cadre de vie exceptionnel de la commune, à cheval entre vallée littorale et plateau cauchois ».

IV.6.2. Traduction réglementaire

Les objectifs « logements » sont traduits dans le découpage en zone, le règlement, ainsi que les orientations d'aménagement et de programmation.

Ce travail est exposé à la fin du présent chapitre, car il ne peut être compris qu'en croisant l'ensemble des actions de cette orientation du PADD (nombre de logements, densité, typologie, organisation spatiale du développement ...).

Concrètement, cela signifie que les dents-creuses identifiées dans le paragraphe « 3^{ème} partie : La consommation de l'espace par l'urbanisation / II. Analyse de la capacité de densification et de mutation des espaces bâtis » sont classées en zone urbaine.

On estime la capacité de densification en **dent-creuse à 11 logements** dans les 10 prochaines années.

IV.7. Action n°7 : Conforter le centre bourg par l'accueil de logements

IV.7.1. Justification du PADD

Les dents-creuses identifiées au sein de l'urbanisation quibervillaise ne sauront suffire à répondre au besoin en logements de la commune. Il est nécessaire de définir des secteurs d'extension de l'urbanisation, choisis à proximité du centre bourg pour profiter des services existants (commerce, école, salle polyvalente, espaces de jeux ...).

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

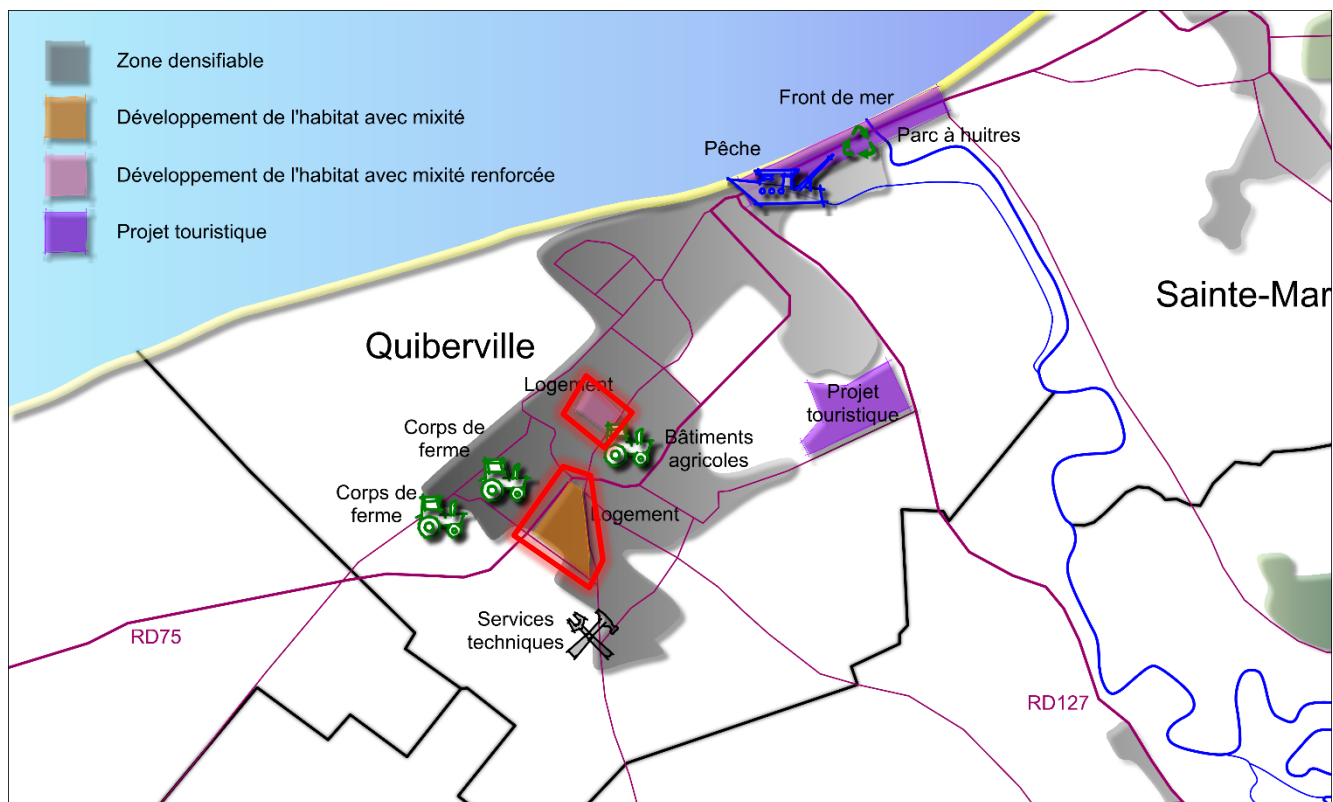


Illustration du PADD : développement de l'habitat

L'objectif communal est d'organiser un **développement harmonieux** de l'urbanisation, dans le **respect du caractère rural** de la commune. Le choix s'est naturellement porté sur deux zones **enclavées dans l'urbanisation** du bourg. Très bien placées, elles accueilleront les futurs habitants à quelques pas du centre bourg et des équipements.

Grâce à sa situation privilégiée en accroche de l'urbanisation existante, ce choix permet de limiter l'impact sur l'étalement urbain, sur le fonctionnement urbain et les déplacements, ainsi que sur les paysages et l'environnement.

Il est prévu au sein de ces deux zones la construction de **30 logements** ordinaires, ainsi que d'environ 7 unités dédiées aux seniors (comptés à part dans le cadre des projections démographiques / besoin en logements).

Elles assurent une réponse adaptée au besoin en logements sur Quiberville ; il n'est donc **pas nécessaire de mobiliser des terrains naturels ou agricoles en extension urbaine**.

IV.7.2. Traduction réglementaire

Les objectifs « logements » sont traduits dans le découpage en zone, le règlement, ainsi que les orientations d'aménagement et de programmation.

Ce travail est exposé à la fin du présent chapitre, car il ne peut être compris qu'en croisant l'ensemble des actions de cette orientation du PADD (nombre de logements, densité, typologie, organisation spatiale du développement ...).

A noter : les zones de développement résidentiel ont été classées en **zone à urbaniser**, associées à des orientations d'aménagement et de programmation :

- Zone AUc1 de l'ancienne ferme du bourg ;
- Zone AUc2 de la rue de l'Eglise.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

IV.8. Action n°8 : Définir les zones constructibles en cohérence avec la capacité des réseaux existants

Conformément aux articles R151-18 (définition de la zone urbaine) et R151-20 (définition de la zone à urbaniser), il est nécessaire de définir les zones constructibles en tenant compte des réseaux publics, qui doivent avoir une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

A Quiberville, la voirie, les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement sont en capacité d'accueillir les nouvelles constructions (voir ci-dessous).

IV.9. Action n°9 : Protéger l'agriculture communale

IV.9.1. Justification du PADD

L'agriculture a longtemps été une activité majeure à Quiberville, bien qu'elle ait fortement régressé, avec un seul exploitant encore en activité. Pourtant, son rôle dans la gestion des paysages ruraux reste primordial. Les sols sont de bonne qualité, et il convient de les préserver pour le bon fonctionnement de l'activité agricole locale.

La **protection du potentiel productif agricole** du territoire est conditionnée par les principes suivants :

- Limiter la **consommation des terres agricoles**

Voir action n°5 « Réduire la consommation foncière par logement par rapport à la décennie passée : densité d'environ 12 logements par hectare pour les opérations de construction groupées »

- Maintenir la vocation agricole des **terrains attenants ou proches des exploitations** en activité

Les surfaces attenantes des corps de ferme, en particulier d'élevage, sont indispensables au fonctionnement de la structure (prairies temporaires et rotations culturales). A Quiberville, c'est aussi vrai des terrains agricoles enclavés au nord de la mairie, associés à un site secondaire d'élevage.

- Conserver un **recul** entre les exploitations agricoles et les tiers

Le PLU cherche à éviter la formation de conflits d'usage entre les résidents et les exploitants agricoles (circulation des engins agricoles, épandages, bruit, accès aux parcelles...).

Il s'agit également d'éviter de créer de nouvelles contraintes préjudiciables au maintien et au développement de l'activité agricole. Pour rappel, les exploitants agricoles doivent respecter une distance de 50m ou 100m vis-à-vis de l'urbanisation pour l'implantation de bâtiments d'élevage.

- Développer la ville en **continuité des zones déjà urbanisées**

Pour éviter le mitage de l'espace agricole par des constructions (on estime qu'une construction isolée empêche l'épandage sur une surface d'un hectare et la construction de bâtiments d'élevage sur une surface pouvant atteindre trois hectares).

- Etre attentif à l'accessibilité des voies aux engins agricoles lors des travaux de voirie.

Ces principes sont issus de la charte Agriculture et Urbanisme de Seine-Maritime, ayant pour objectif de trouver un équilibre entre le développement urbain et la protection des espaces agricoles et naturels.

IV.9.2. Traduction réglementaire

IV.9.2.1. *Délimitation des zones agricole ou naturelle*

Les bâtiments agricoles et les terres exploitées sont classés en zone agricole ou naturelle.

IV.9.2.2. *Bâtiments agricoles pouvant changer de destination*

Un **inventaire des bâtiments présentant un intérêt architectural ou patrimonial et pouvant changer de destination** a été réalisé (en application du 2° de l'article L151-11 du code de l'urbanisme).

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

Les changements des pratiques agricoles depuis le milieu du 20^{ème} siècle ont conduit à l'obsolescence de nombreux bâtiments anciens, inadaptés aux outils et techniques agricoles modernes. Or ces bâtiments de qualité forgent l'**identité du paysage cauchois**. Il est important de les conserver, en permettant leur reconversion vers de nouvelles fonctions.


La commission communale a analysé l'ensemble du territoire pour identifier les bâtiments correspondant aux critères suivants : dimension du bâtiment (le bâtiment doit être d'une taille suffisante, supérieure à 50 m², pour l'intégration de nouveaux usages), intérêt patrimonial (représentativité de l'architecture vernaculaire), intérêt architectural (valeur intrinsèque de son architecture), état de conservation (l'état des structures du bâtiment doit permettre d'envisager sa réhabilitation), dégradations subies, usages et proximité des activités agricoles (la transformation du bâtiment ne doit pas mettre en péril une activité agricole), desserte par les réseaux.

Plusieurs **anciens bâtiments de qualité ont été repérés dans la zone agricole**. Leur changement de destination (en logement, en gîte touristique, en local économique, etc. ...) est autorisé par le règlement.


Le changement de destination devra impérativement **maintenir les caractéristiques** qui ont justifié l'identification du bâtiment (nature des matériaux, composition des façades, etc. ...). Il devra bien sûr être conforme avec les dispositions du règlement de la zone et les lois en vigueur (notamment, ne pas compromettre une exploitation agricole et respecter le principe de recul réciproque entre les bâtiments agricoles et les tiers).


Ce recensement permet notamment de **préserver**, en lui donnant de **nouveaux usages**, le **patrimoine bâti agricole de qualité**, et d'éviter l'abandon ou la ruine de bâtiments devenus inutiles ou inadaptés aux usages modernes.

Les bâtiments identifiés sont les suivants :

Bâtiment n°1	Grange située dans le prolongement d'une habitation
Murs en briques et silex Toiture en tuiles mécaniques Lucarne meunière à préserver	

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

Bâtiment n°2	Grange en colombage
Murs en colombage sur soubassement silex Toiture en tuiles mécaniques Lucarne meunière à préserver	

Bâtiment n°3	Charreterie maçonnée
Murs en briques Toiture en ardoises fibrociment Conseils : Conserver la lisibilité des structures en cas de changement de destination. Utiliser les percements voutés en façade pour la création de nouvelles baies.	

Certains bâtiments pourraient être transformés en habitations dans les prochaines années, et contribuer à la production de logements sur Quiberville. Toutefois, ces bâtiments font partie de propriétés bâties, et ont déjà des usages pour leurs propriétaires. L'incertitude sur leur transformation en logement indépendant est forte, et on retiendra pour le calcul un coefficient de rétention de 75%, soit $3 \times 25\% \approx 0,75$ logement en 10 ans.

IV.9.2.3. *Recul vis-à-vis des urbanisations nouvelles*

A noter : afin d'éviter les conflits d'usage, l'orientation d'aménagement et de programmation n°II de la rue de l'Eglise (zone AUc2) demande le respect d'une zone verte, formant un espace tampon vis-à-vis des bâtiments d'élevage proches.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

IV.10. Action n°10 : Encourager la mixité fonctionnelle au sein des zones bâties

IV.10.1. Justification du PADD

L'installation d'activités non nuisantes (petit artisanat, bureaux, etc. ...) est encouragée dès lors qu'elles sont compatibles avec la proximité de l'habitat. Cette **mixité des fonctions urbaines** permet de créer un tissu bâti plus riche, où les activités participent à l'**animation diurne**, et évitent l'écueil de village-dortoir.

Les emplois créés, même s'ils sont peu nombreux, participeront au bon fonctionnement économique du territoire. Leur création doit être encouragée.

IV.10.2. Traduction réglementaire

Le règlement des zones urbaines autorise la destination « commerce et activités de service », sous réserve de ne pas générer de nuisance (bruit, poussière, odeurs, fumée, circulation, etc. ...), de pollution ou de risque pour le voisinage (incendie, explosion, etc. ...).

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

IV.11. Traduction dans la délimitation des zones constructibles

IV.11.1. Zones urbaines

IV.11.1.1. *Choix des zones urbaines*

Le code de l'urbanisme définit les zones urbaines comme « les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter » (article R151-18).

L'urbanisation du Quiberville est relativement compacte, dans le sens où les constructions isolées ou faiblement regroupées sont peu nombreuses. Ainsi, **la majorité des constructions ont été classées en zone urbaine**, à l'exception :

1. Des corps de ferme en activité et des bâtiments agricoles ;
2. Des habitations de loisir « durcies » du secteur du Clos (route de la Vallée, sous la station de pompage de Quiberville) ;
3. Du hameau Levassor ;
4. Des habitations éparses le long de rue des Vergers (constructions en dur et constructions précaires) ;
5. De constructions isolées dans la vallée de la Saône (au nord-est de la rue de la Saône) ;
6. Du camping de la plage ;
7. Des terrains classés en zone à urbaniser.

En outre, la délimitation intègre les principes suivants :

- Les périmètres de préservation des espaces naturels ont été respectés,
- Les terrains à protéger au titre de l'activité agricole, de la qualité des paysages ou des risques naturels (notamment les risques d'inondation ; les risques liés aux cavités ne sont pas pris en compte dans la mesure où les périmètres d'inconstructibilité peuvent être levés) ont été pris en compte.

Le plan ci-dessous donne la localisation des constructions hors zones urbanisées :

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



Les constructions hors zones urbanisées

IV.11.1.2. Capacité de construction au sein des zones urbaines

Ce classement permet la **densification et de mutation des espaces bâtis** de Quiberville. Nous avons localisé **22 dents creuses** au sein de ces zones urbaines, apportant une première réponse au besoin en logement. Ce principe d'urbanisation des dents creuses agit pour la préservation de l'espace naturel et la limitation du mitage du territoire.

Bien sûr, l'ensemble de ces dents creuses ne sera pas « comblé » d'ici 10 ans, compte tenu des mécanismes de **rétenction foncière** :

- De manière générale, les propriétaires ruraux sont assez réticents à céder une partie de leur terrain pour « accueillir » un voisin contre leur propre maison ;
- Une grande partie des dents creuses a une valeur d'usage pour leurs propriétaires (jardin, potager ...) ;
- La présence de risques naturels (inondation, cavités, falaises) peut freiner, voire bloquer des projets de construction ;
- Toutes ces dents creuses étaient déjà situées en zone constructible du POS, mais n'ont pas été urbanisées.

L'étude des permis de construire entre 2006 et 2015 montre qu'il n'y a eu que 22 logements neufs sur des terrains en dents creuses ou déjà urbanisés. En mesurant le nombre de dents creuses présentes à cette époque (addition des dents creuses présentes aujourd'hui à celles

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET




qui ont été urbanisées au cours des 10 dernières années), on mesure une rétention foncière de 50%.

On retiendra donc une valeur de rétention foncière de 50% pour estimer le nombre de logements réalisés d'ici 10 ans.

On estime donc la capacité de densification en **dents creuses** à **11 logements** dans les 10 prochaines années.

			Surface (m²)	Surface utile (m²)	Densité (log./ha)	Quantité brute	Rétention foncière	Production 2019-2029	logements
Dents creuses			26 757	26 757	10	22	50%		11

A côté de ces dents creuses, nous avons relevé l'existence de 3 projets déjà engagés au sein des zones urbaines. Ces projets, que l'on appelle « **coups partis** », portent sur un total de **8 logements**, et seront livrés après 2020. Aucune rétention foncière n'est associée à ces projets.

			Surface (m²)	Surface utile (m²)	Densité (log./ha)	Quantité brute	Rétention foncière	Production 2019-2029	logements
Coups partis	Rue du Vieux Puits (nord-est)		8 042	8 042		5			5
	Rue du Vieux Puits (sud-ouest)		3 673	3 673		2			2
	RD2		1 293	1 293		1			1

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



Localisation des « coups partis »

Finalement, on retiendra une capacité de densification et de mutation de 19 logements au sein des zones urbaines.

IV.11.2. Zones à urbaniser « habitat »

IV.11.2.1. Choix de la zone à urbaniser AUc1 (ancienne ferme du bourg)

Le code de l'urbanisme définit la zone à urbaniser comme « *les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation* » (article R151-20).

Le code de l'urbanisme stipule que « *lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone et que des orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement en ont défini les conditions d'aménagement et d'équipement, les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement* » (article R151-20).

La zone à urbaniser AUc1 représente une **surface de 27 196 m²** en face de la mairie. Cette ancienne ferme bénéficie d'une excellente situation, au cœur de la commune.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



Vue depuis la place de la mairie / vue depuis l'entrée du village par la rue des Champs

La zone est délimitée par la place de la mairie, la rue des Champs, la rue des Cent Acres et la rue du Vieux Puits bordée d'un **alignement d'arbres de haut jet**.

Contraintes du site

La ferme a récemment perdu son caractère agricole. Toutefois, la **présence de ce corps de ferme** a longtemps marqué l'image de Quiberville, et sa présence devra être rappelée.

Situé à l'articulation de deux **entrées de village** (rue des Champs D75 en venant de Saint-Aubin-sur-Mer / rue des Cent Acres D2 en venant d'Avremesnil). Un soin particulier devra être porté à l'image donnée au village à ces points stratégiques.

Desserte de la zone AUc1

La zone AUc1 est desservie par :

- La rue des Champs et la rue des Cent Acres, avec des chaussées de 6m et 7m au droit du terrain. Ces voies sont tout à fait adaptées à supporter le flux supplémentaire de véhicules lié à l'urbanisation de cette zone ;
- Les réseaux d'adduction en eau passant sous la rue des Champs et la rue des Cent Acres (canalisations $\phi 60$ et $\phi 140$) sont adaptés à l'alimentation en eau potable ;
Il existe deux hydrants incendie autour du terrain. Mais compte tenu de la surface, de nouveaux hydrants devront être installés dans la zone AUc1, à la charge de l'aménageur ;
- Les réseaux d'assainissement des eaux usées passant sous la rue des Champs et la rue des Cent Acres (canalisations $\phi 150$ et $\phi 200$) sont adaptés à l'opération ;
- Le réseau d'électricité passe rue des Champs et rue des Cent Acres.

Dans ces conditions, conformément à l'article R151-20 du code de l'urbanisme, les **voies publiques et les réseaux d'eau et d'électricité existants à la périphérie immédiate ont été jugés suffisants** pour desservir les constructions dans l'ensemble de ce secteur pour que les constructions y soient autorisées lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble.

Règlement de la zone AUc1

Le règlement de la zone AUc1 demande qu'elle soit urbanisée dans le cadre d'une ou plusieurs opérations d'aménagement d'ensemble, portant sur l'intégralité du secteur ou sur des ensembles de terrains « homogènes ».

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

En application de l'article L151-15 du code de l'urbanisme, au moins 20% des logements créés devront être des logements locatifs.

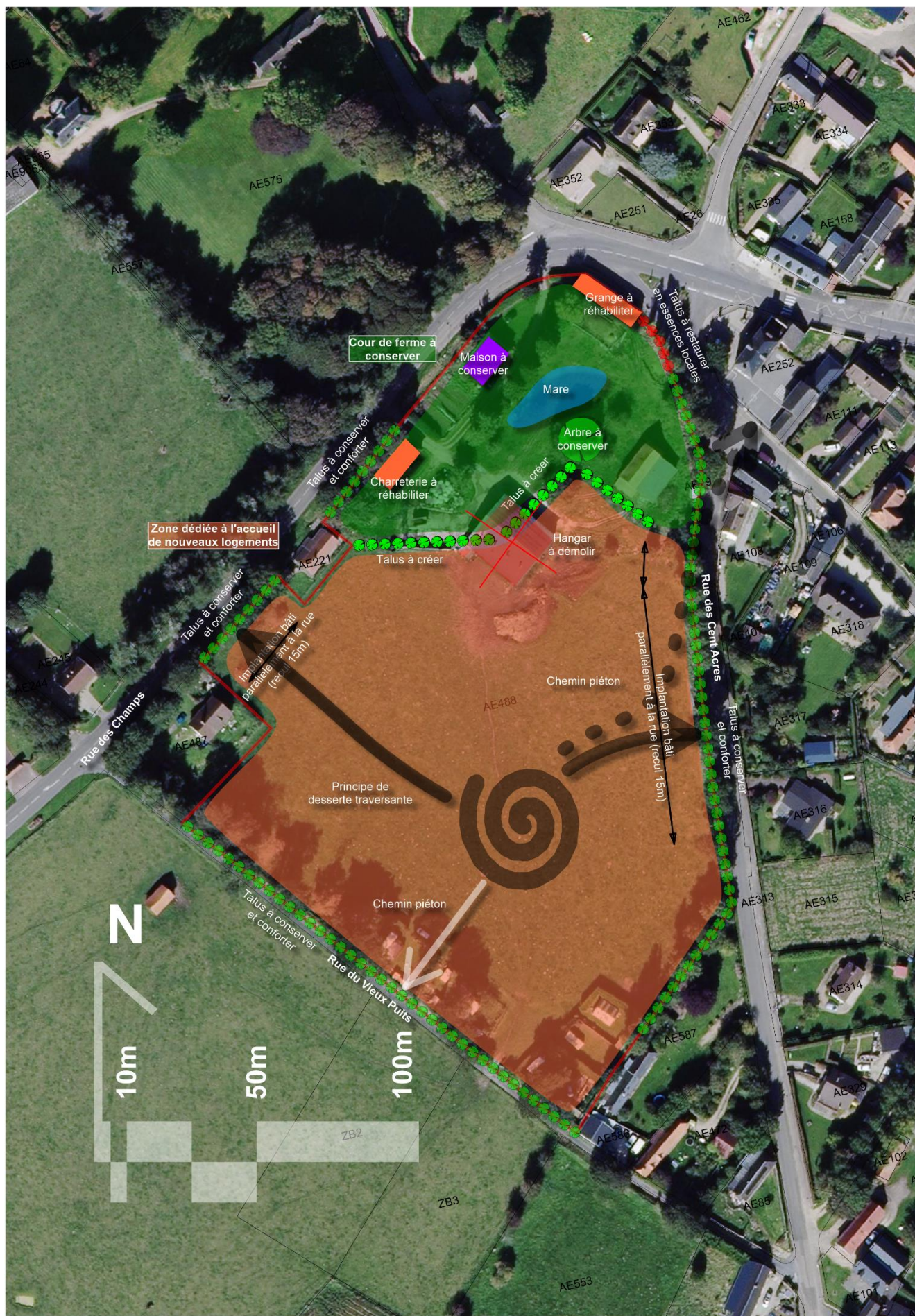
Les autres dispositions constructives sont calquées sur la zone Uc, qu'elle étend.

Orientation d'aménagement et de programmation n°I de l'ancienne ferme du bourg

L'OAP :

- Rappelle les objectifs de mixité sur la zone (20% de logements locatifs) ;
- Demande de conserver une partie du site avec un caractère de « cour de ferme », afin de maintenir l'empreinte de ce lieu emblématique au cœur du village. Les constructions de qualité seront conservées ;
- Fixe un objectif de densité d'au moins 12 logements par hectare ;
- Définit les principes de desserte de la zone (voie traversante, chemin piéton) ;
- Aménagement d'un espace public, nouveau lieu de centralité à l'échelle du quartier ;
- Principes de découpage rationnel des lots, d'implantation des constructions ;
- Principes de végétalisation de la zone ;
- Gestion des eaux pluviales ;
- Desserte numérique.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

IV.11.2.2. Choix de la zone à urbaniser AUc2 (rue de l'église)

Le code de l'urbanisme définit la zone à urbaniser comme « les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation » (article R151-20).

Le code de l'urbanisme stipule que « lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone et que des orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement en ont défini les conditions d'aménagement et d'équipement, les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement » (article R151-20).

La zone à urbaniser AUc2 représente une **surface de 7 986 m²**. Ce terrain bénéficie d'une excellente situation, au cœur de la commune.



Vue depuis la rue de l'église / sente piétonne

La zone fait la jonction entre la rue de l'église et l'impasse de la mare.

Contraintes du site

Le terrain est relativement proche des bâtiments d'élevage situés au cœur de bourg.

Desserte de la zone AUc2

La zone AUc2 est desservie par :

- La rue de l'église et l'impasse de la mare, avec des chaussées réduites, mais suffisantes de 4,5m et 3,5m au droit du terrain. Ces voies sont adaptées à supporter le faible flux supplémentaire de véhicules lié à l'urbanisation de cette petite zone ;
- Les réseaux d'adduction en eau passant sous la rue de l'église et l'impasse de la mare (canalisations $\phi 140$ et $\phi 60$) sont adaptés à l'alimentation en eau potable ;
Il existe un hydrant incendie proche du terrain. Mais compte tenu de la surface, de nouveaux hydrants devront être installés dans la zone AUc2, à la charge de l'aménageur ;
- Les réseaux d'assainissement des eaux usées passant sous la rue de l'église et l'impasse de la mare (canalisations $\phi 150$) sont adaptés à l'opération ;
- Le réseau d'électricité passe rue de l'église et impasse de la mare.

Dans ces conditions, conformément à l'article R151-20 du code de l'urbanisme, les **voies publiques et les réseaux d'eau et d'électricité existants à la périphérie immédiate ont été jugés suffisants**

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

pour desservir les constructions dans l'ensemble de ce secteur pour que les constructions y soient autorisées lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble.

Règlement de la zone AUc2

Le règlement de la zone AUc2 demande qu'elle soit urbanisée dans le cadre d'une ou plusieurs opérations d'aménagement d'ensemble, portant sur l'intégralité du secteur ou sur des ensembles de terrains « homogènes ».

En application de l'article L151-15 du code de l'urbanisme, au moins 50% des logements créés devront être des logements locatifs.

Les autres dispositions constructives sont calquées sur la zone Uc, qu'elle étend.

Orientation d'aménagement et de programmation n°II de la rue de l'église

L'OAP :

- Rappelle les objectifs de mixité sur la zone (50% de logements locatifs), en les précisant spatialement ;
- Demande de conserver un espace paysager sur la rue de l'église, formant un premier plan visuel de qualité et un espace tampon vis-à-vis des bâtiments d'élevage proches ;
- Fixe un objectif de densité d'au moins 12 logements par hectare ;
- Définit les principes de desserte de la zone (accès rue de l'église et impasse de la mare, chemin piéton) ;
- Principes de découpage rationnel des lots, d'implantation des constructions ;
- Principes de végétalisation de la zone ;
- Gestion des eaux pluviales ;
- Desserte numérique.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

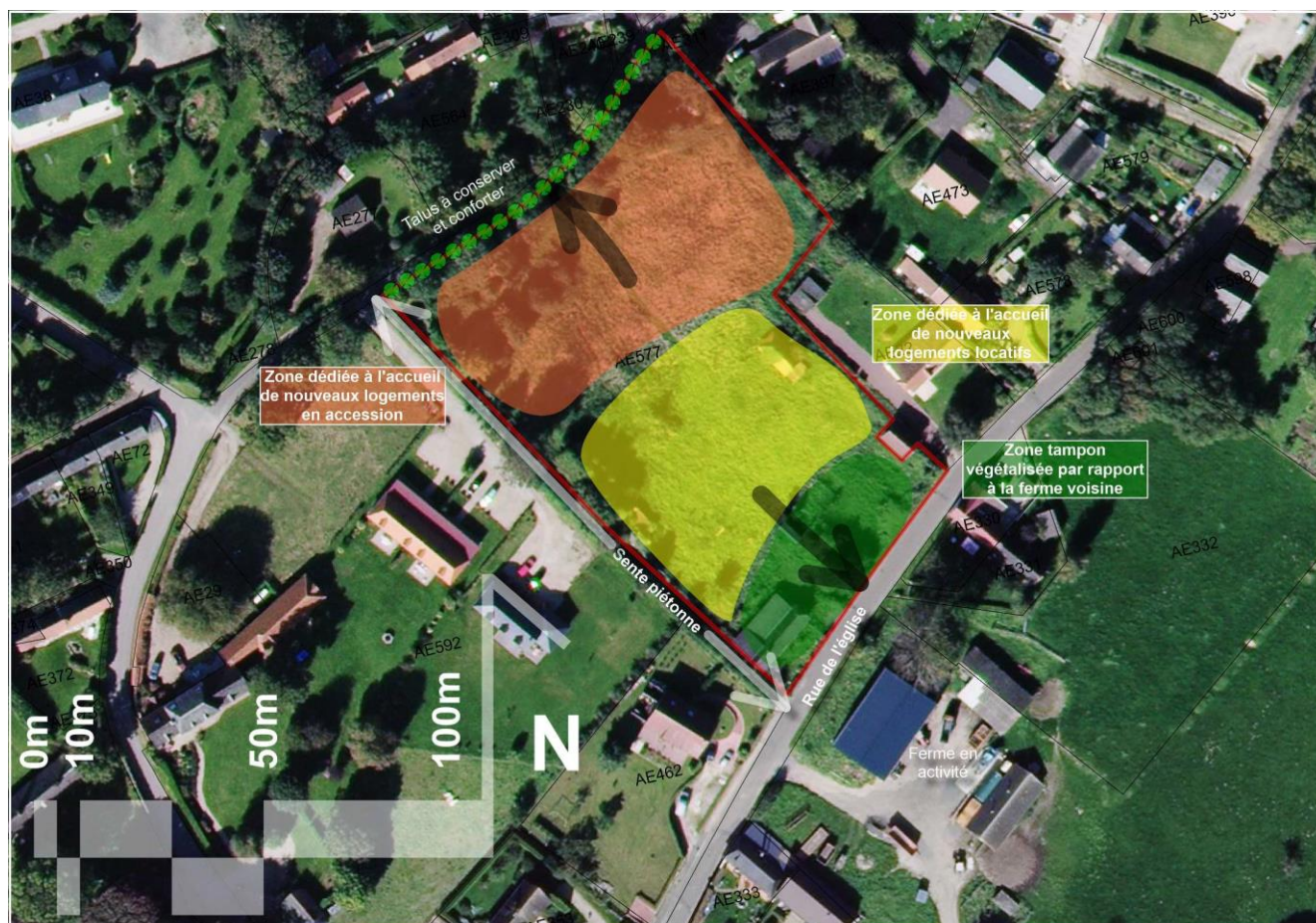


Schéma de l'orientation d'aménagement et de programmation n°II

IV.11.2.3. Capacité d'accueil des zones à urbaniser

Capacité d'accueil des zones à urbaniser :




- La zone AUc1 (ancienne ferme du bourg) devrait accueillir environ 24 nouveaux logements (hors partie conservée en « cour de ferme »), ainsi que deux nouveaux logements dans les anciens bâtiments à réhabiliter (partie conservée en « cour de ferme ») ;
- La zone AUc2 (rue de l'église) devrait accueillir environ 4 logements ordinaires et 7 unités dédiées aux séniors.
- Soit un total de **30 logements ordinaires et 7 unités dédiées aux séniors** (comptés à part).

			Surface (m²)	Surface utile (m²)	Densité (log./ha)	Quantité brute	Rétention foncière	Production 2019-2029	logements
Zones AUh	Ancienne ferme du bourg		27 196	20 803	12	24			24
	Rue de l'église (log. individuel)		4 000	4 000	12	4			4
	Rue de l'église (séniors)		3 986	3 986	20	7			7
Bâtiments agricoles	Ancienne ferme "Ras"					2			2

IV.11.3. Bilan du potentiel foncier du PLU

Le PLU permet la construction en dent creuse et dans deux zones à urbaniser. Le tableau ci-dessous récapitule le potentiel de construction :

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

			Surface (m²)	Surface utile (m²)	Densité (log./ha)	Quantité brute	Rétention foncière	Production 2019-2029	logements
Dents-creuses			26 757	26 757	10	22	50%		11
Coups partis	Rue du Vieux Puits (nord-est)		8 042	8 042		5			5
	Rue du Vieux Puits (sud-ouest)		3 673	3 673		2			2
	RD2		1 293	1 293		1			1
Zones AUh	Ancienne ferme du bourg		27 196	20 803	12	24			24
	Rue de l'église (log. individuel)		4 000	4 000	12	4			4
	Rue de l'église (séniors)		3 986	3 986	20	7			7
Zones AUt	Route de la vallée		55 666	55 666					
Bâtiments agricoles	Ancienne ferme "Ras"					2			2
	Zone A					3	75%		0,75
TOTAL						Logements séniors			7
						Logements population active (RP+RS+LV)			50
						dont LV (5%)			2
						dont RS (40%)			20
						dont RP (55%)			27

Le découpage en zones du PLU est bien adapté à l'objectif de production de logements affiché dans le PADD.

V. Orientation n°4 : Poursuivre l'aménagement du territoire au service de la qualité de vie des habitants

V.1. Action n°1 : Améliorer le débit des connexions internet

Un nœud réseau (répartiteur ADSL) a été récemment installé dans le bourg, permettant une **montée en débit numérique**.

A court terme, cette action du PADD a donc été réalisée ; mais à plus long terme, il sera nécessaire d'envisager une nouvelle montée en puissance pour s'adapter aux futurs usages.

V.2. Action n°2 : Développer les services d'aide à la personne

Quiberville subit depuis plusieurs décennies un puissant vieillissement de sa population. Aujourd'hui, il y a davantage de personnes âgées de plus de 65 ans que de jeunes de moins de 20 ans.

Même si le PADD encourage l'accueil de jeunes ménages et le renouvellement générationnel, la tranche d'âge des séniors restera forte en 2030. Il est donc indispensable de déployer des services d'aide à la personne pour ces habitants (portage de repas, travaux de jardin, entretien de la maison, aide à l'accès numérique ...).

La portée de ces actions dépasse le PLU ; il est toutefois nécessaire de disposer de locaux adaptés à ces activités (pas de besoin exprimé à ce jour).

V.3. Action n°3 : Construire un nouveau local pour les services techniques

Le local actuel est situé dans la station balnéaire, en zone inondable.

Il sera remplacé par un nouveau local, dans le bourg.

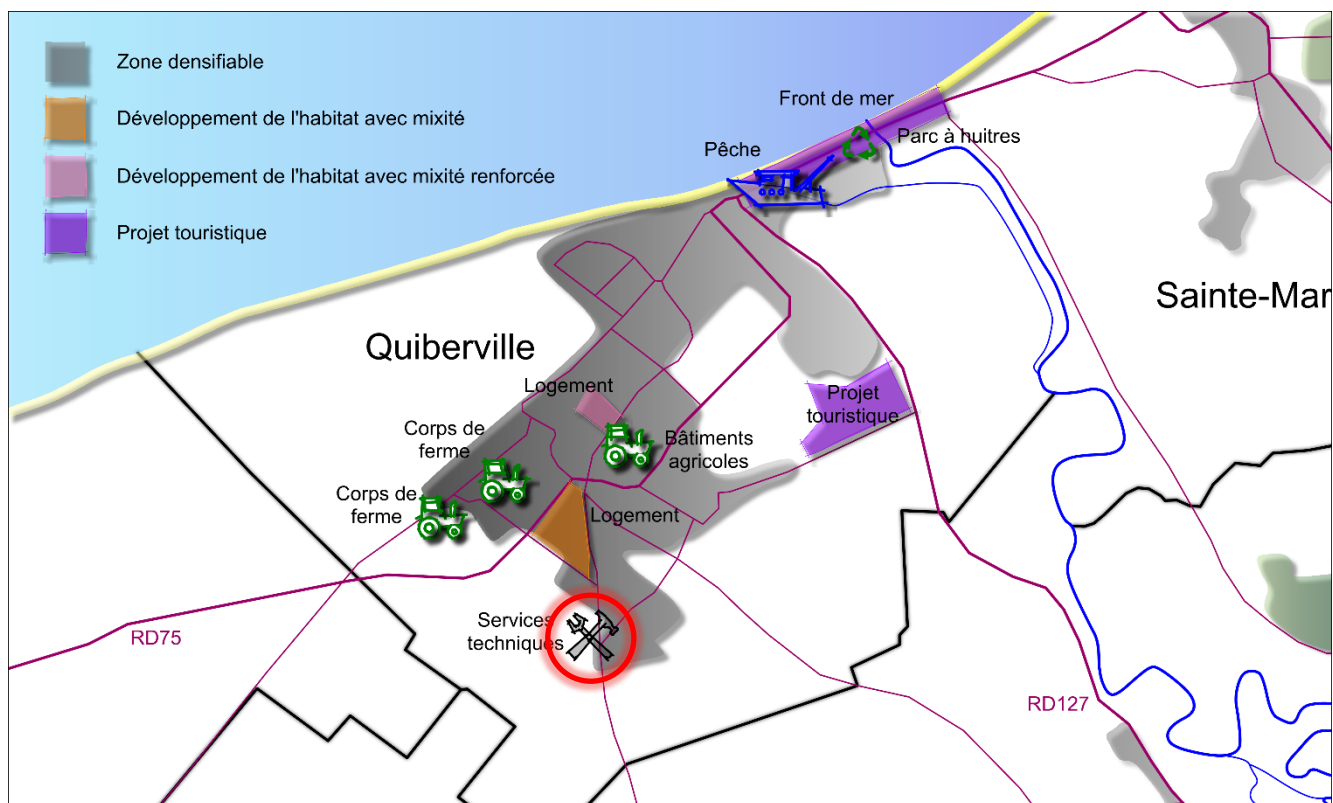


Illustration du PADD

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

V.4. Action n°4 : Améliorer les conditions de circulation sur le front de mer en haute saison

En haute saison, la circulation en front de mer est entravée par le stationnement qui jalonne la route, par le cheminement des touristes vers la plage, par l'espace de vente de la pêche et la circulation des tracteurs des pêcheurs ...

Il faut ajouter que Quiberville, sur la route littorale, enregistre un trafic de transit soutenu.

Le présent objectif vise l'amélioration du front de mer, sous l'angle du fonctionnement urbain et des mobilités. Il recoupe les actions n°2 « Repenser l'aménagement de l'espace de vente des produits de la pêche » et n°3 « Améliorer le front de mer de Quiberville » de l'orientation n°2 du PADD « Engager la transition de l'économie du territoire dans la dynamique du projet territorial de la basse vallée de la Saône ».

V.5. Action n°5 : Libérer le front de mer des véhicules en stationnement

Le stationnement organisé de manière erratique de part et d'autre de la route départementale 75 est très dommageable à la sécurité, à la fluidité de la circulation et la qualité du front de mer de Quiberville.

Seuls doivent être conservés les emplacements nécessaires aux activités stratégiques (cristallerie, commerces, restaurants ...) ; le reste doit être reporté en arrière du littoral.

Le présent objectif recoupe l'action n°5 « Maintenir la capacité de stationnement au niveau de la station balnéaire de Quiberville » de l'orientation n°2 du PADD « Engager la transition de l'économie du territoire dans la dynamique du projet territorial de la basse vallée de la Saône ».

V.6. Action n°6 : Relier la route de la vallée et la route de la mer

Pour le bon fonctionnement du nouvel équipement touristique de Quiberville, il est indispensable de rechercher la création d'un maximum de connexion au territoire.

Nous avons déjà vu que des liaisons douces vers la plage et vers le véloroute du littoral sont prévues (action n°6 « Créer une liaison douce dans la vallée, entre le nouveau projet touristique et la mer » de l'orientation n°2 du PADD « Engager la transition de l'économie du territoire dans la dynamique du projet territorial de la basse vallée de la Saône »).

Ici, le PADD pose le principe d'une nouvelle connexion entre la route de la vallée et la route de la mer. L'idée est de prolonger la rue du Levant jusqu'à la route de la vallée pour **ouvrir un lien entre le bourg et le nouvel équipement touristique**. Et le cas échéant, entre le camping des Baguenaudiers et la route de la vallée.

Ces liaisons sont prévues dans l'orientation d'aménagement et de programmation n°IV :

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



Schéma de l'orientation d'aménagement et de programmation n°IV

V.7. Action n°7 : Protéger les habitants des risques naturels liés aux effondrements de cavités souterraines

Les indices de **marnières** (ou de cavités souterraines dont la nature est inconnue) font l'objet de secteurs à risque prenant en compte un recul de 60m. Si l'indice est ponctuel, le secteur correspond à un disque de 60m de diamètre. Si l'indice correspond à une surface (parcelle, distance par rapport à un chemin, etc.), le secteur est dessiné en ajoutant une bande de terrain périphérique de **60m** de largeur.

Quand les indices de cavités souterraines correspondent à des cailloutières, à des sablières, à des argilières ou à des **bétoires**, la marge d'éloignement a été fixée à **35m**.

Ces secteurs font l'objet d'un repérage sur les documents graphiques du règlement par des **hachures marron**.

Les limitations des utilisations et occupations des sols sont issues de la **doctrine préfectorale** de prévention des risques liés aux cavités souterraines en Seine-Maritime. Elles sont reportées à l'article II « Prise en compte des risques naturels » des dispositions générales du règlement.

Ces règles ont pour objectif d'**éviter les nouvelles constructions en zone d'aléa**. Les travaux sur les constructions soumises à un risque d'effondrement de cavité souterraine ne doivent **pas augmenter le risque** (ne pas augmenter la population susceptible d'être affectée par l'aléa d'effondrement de cavité souterraine).

Ces secteurs et ce règlement correspondent aux informations en possession de la commune au moment de l'approbation du PLU.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

Si ces informations sont ultérieurement modifiées (précision sur la localisation du risque, comblement de cavités, etc.), les occupations du sol dans les secteurs où la preuve de la suppression du risque est apportée (attestation d'un bureau d'études compétent), pourront être autorisées, dans les conditions du règlement correspondant à l'absence de risque.

Inversement, en cas de découverte d'un nouvel indice non reporté, il sera fait application des mêmes dispositions en application de l'article R111-2 du code de l'urbanisme.

V.8. Action n°8 : Protéger les habitants des risques naturels liés aux inondations

Plan de Prévention des Risques d'Inondation

Un Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) Saône et Vienne a été prescrit le 23 mai 2001.

Un second PPRN du bassin versant de la Saône et de la Vienne a été prescrit le 12 septembre 2009. Les risques concernés sont le débordement de cours d'eau et le ruissellement.

En l'absence de PPRI approuvé, le PLU de Quiberville a mis en place un périmètre destiné à alerter les propriétaires sur la possible application de l'article R111-2 du code de l'urbanisme. Le périmètre d'étude du futur PPRN englobe les secteurs d'aléas cartographiés sur la **carte d'aléas Horizons 2000** et sur la carte d'aléas du Plan de Prévention des Risques Littoraux et d'Inondation du bassin versant de la Saône et de la Vienne (document Egis 2020 très provisoire). Il est figuré par un trait mixte rouge sur le plan de zonage.

Schéma de Gestion des Eaux Pluviales

Toutes les **zones à risque identifiées** dans le schéma de gestion des eaux pluviales (étude Ingetec) sont reportées sur les documents graphiques du règlement :

- **Hachures jaunes** : risque d'inondation par ruissellement (aléa faible) ;
- **Hachures orange** : risque d'inondation par ruissellement (aléa moyen à fort) ; rappelons que le SGEP distingue 3 niveaux d'aléas (faible, moyen et fort), mais propose que des règles identiques soient mises en œuvre pour les aléas moyen et fort. Les aléas moyen et fort sont donc regroupés dans le PLU.

Les limitations des utilisations et occupations des sols sont issues de la **doctrine préfectorale** de prévention des risques liés aux inondations par ruissellements en Seine-Maritime. Elles sont reportées à l'article II « Prise en compte des risques naturels » des dispositions générales du règlement.

Ces règles ont pour objectif d'**éviter les nouvelles constructions en zone d'aléa moyen à fort, à adapter les constructions en zone d'aléa faible** (rehaussement du plancher bas de 30 cm). Les travaux sur les constructions soumises à un risque d'inondation ne doivent **pas augmenter le risque** (ne pas augmenter la population susceptible d'être affectée par l'aléa d'inondation).

Remarque n°1 : La commune de Quiberville est concernée par deux plans de prévention des risques naturels (PPRN) en cours d'élaboration (PPRN du bassin versant de la Saône et de la Vienne et PPRN du bassin versant du Cailly, de l'Aubette et du Robec). Ces PPRN, une fois approuvés, constitueront à la fois des documents d'urbanisme et des servitudes d'utilité publique qui devront être intégrées dans le PLU de Quiberville.

Remarque n°2 : Les articles « III.2. Desserte par les réseaux » du règlement de chaque zone demandent que les eaux pluviales soient gérées à la parcelle pour **ne pas augmenter la production de ruissellements par l'imperméabilisation de nouveaux terrains**.

V.9. Action n°9 : Protéger les habitants des risques naturels liés aux éboulements de falaise

L'indicateur national de l'érosion côtière ainsi que l'étude de l'état sur le retrait du trait de côte à l'horizon 20, 50 et 100 ans ont été pris en compte dans le PLU de Quiberville (à coupler avec l'approche loi Littoral) :

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

- Sur la plus grande partie du littoral, le recul est estimé de 0 à 50 cm/an, ce qui fait à horizon 100 ans (en retenant la valeur maximale de cette fourchette) une bande de 50 m d'inconstructibilité due au risque falaise ;
- La portion du littoral située sous le lotissement du Grand Val est soumise à un recul compris entre 50 cm et 1,50 m par an. L'étude de l'état sur le retrait du trait de côte fournit une estimation précise de la surface qui sera perdue à horizon 100 ans, à associer à une zone d'inconstructibilité due au risque falaise.

V.10. Action n°10 : Protéger les habitants des risques naturels liés au retrait / gonflement des argiles

La commune est concernée par un aléa faible. Dans les zones concernées, les pétitionnaires devront prendre en compte les précautions et dispositions pour s'assurer de la stabilité du sol. Si nécessaire, ils devront effectuer des travaux confortatifs préalablement à la réalisation des opérations envisagées :

- Les fondations : en premier lieu, les fondations doivent être suffisamment profondes et ancrées de manière homogène afin de s'affranchir de la zone la plus superficielle du sol, sensible à l'évapotranspiration et donc susceptible de connaître les plus grandes variations de volumes.
- La structure du bâtiment : afin de résister à la force des mouvements verticaux et horizontaux, les murs de l'habitation peuvent être renforcés par des chaînages internes renforçant ainsi sa structure.
- Eloigner les sources d'humidité : on considère comme mesure préventive efficace, la mise à distance de l'habitation de toute zone humide ainsi que d'éléments tels que les arbres, des drains et autres matériels de pompage. Les géologues conseillent également la pose d'une géomembrane isolant le bâtiment du sol de manière à s'affranchir du phénomène saisonnier d'évapotranspiration. Enfin, il est capital que les canalisations d'eau enterrées puissent subir des mouvements différentiels sans risque de rompre, ce qui suppose le recours à des systèmes non rigides.

VI. Compléments techniques de la justification du projet de PLU

VI.1. Découpage en zones et tableau des surfaces

Le tableau suivant résume la répartition des zones urbaines, à urbaniser et agricoles et naturelles et forestières :

■ Zones urbaines U

Secteurs déjà urbanisés et secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter (article R151-18).

La zone urbaine inclut les secteurs suivants :

- ☐ **Ub** : urbanisation balnéaire d'après-guerre de Quiberville (secteur de densité moyenne, à vocation principalement résidentielle).
- ☐ **Uc** : centre-bourg et station balnéaire de Quiberville (secteur résidentiel de densité moyenne, marqué par une forte mixité fonctionnelle).
- ☐ **Uh** : périphérie du secteur Uc (secteur de faible densité, à vocation principalement résidentielle).
- ☐ **Up** : châteaux et manoir de Quiberville.
- ☐ **Ut1** : camping GCU et camping des vergers.
- ☐ **Ut2** : camping des Baguenaudiers, dont le réaménagement devra être envisagé.

■ Zones à urbaniser AU

Secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation (article R151-20).

La zone à urbaniser inclut les secteurs suivants :

- ☐ **AUc1** : secteur dit de « l'ancienne ferme du bourg », destiné à accueillir une urbanisation à vocation principale d'habitat, et dont l'aménagement peut être réalisé dans le cadre de plusieurs opérations d'aménagement successives avec un objectif de mixité.
- ☐ **AUc2** : secteur dit de la « rue de l'Eglise », destiné à accueillir une urbanisation à vocation principale d'habitat, et dont l'aménagement peut être réalisé dans le cadre de plusieurs opérations d'aménagement successives avec un objectif de mixité renforcé.
- ☐ **AUt** : nouvel équipement touristique.

■ Zones agricoles A

Secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles (article R151-22).

La zone agricole inclut les secteurs suivants :

- ☐ **A strict** : secteur de la commune à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.
- ☐ **Al** : espaces agricoles littoraux à forte sensibilité paysagère.

■ Zones naturelles et forestières N

Secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison (1°) soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, (2°) soit de l'existence d'une exploitation forestière, (3°) soit de leur caractère d'espaces naturels, (4°) soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ou (5°) soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues (article R151-24).

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

La zone naturelle et forestière inclut les secteurs suivants :

- ☐ **Nbl** : bande littorale des 100m protégée au titre de la loi littoral ;
- ☐ **Nerl** : espaces remarquables protégés au titre de la loi littoral, incluant le parking vert ;
- ☐ **Nm** : territoire maritime de Quiberville (hors secteur Nerm) ;
- ☐ **Nerm** : espaces remarquables marins, s'étendant jusqu'à la limite de 12 miles de la ligne de base ;
- ☐ **Nt** : partie ouest de l'ancien camping communal, qui ne pourra conserver qu'une activité d'accueil de camping-cars.

Zone PLU	Secteur	Surface (ha)	
Zones urbaines U	Sous-total	73,69	22,1%
	Uc (centre-bourg et station balnéaire)	21,78	6,5%
	Uh (zones résidentielles)	21,06	6,3%
	Up (châteaux et manoirs)	3,96	1,2%
	Ub (urbanisation balnéaire)	22,30	6,7%
	Ut1 (camping)	1,34	0,4%
	Ut2 (camping)	3,24	1,0%
Zones à urbaniser AU	Sous-total	9,08	2,7%
	AUc1 (habitat)	2,72	0,8%
	AUc2 (habitat)	0,80	0,2%
	AUt (outil touristique)	5,57	1,7%
Zones agricoles	Sous-total	182,05	54,5%
	A (agricole stricte)	125,25	37,5%
	Al (agricole proche du littoral)	56,80	17,0%
Zones naturelles et forestières	Sous-total	68,96	20,7%
	Nbl (bande littorale des 100m)	17,61	5,3%
	Nerl (espaces remarquables du littoral)	50,82	15,2%
	Nt (camping)	0,53	0,2%
	Nm (domaine maritime)	-	-
	Nerm (espaces remarquables marins)	-	-
Total Quiberville		333,78	100,0%

Surface du PLU de Quiberville

VI.2. Règlement écrit

VI.2.1. Dispositions générales

Ces articles transversaux s'appliquent pour toutes les zones (U, AU, A et N).

VI.2.1.1. Article I : Utilisation du règlement et du document graphique

Cet article expose le contenu du plan de zonage.

Il rappelle que tous les travaux et opérations menées sur le territoire de Quiberville doivent être :

- **Conformes avec le règlement et le plan de zonage ;**
- **Compatibles avec les orientations d'aménagement et de programmation** (les secteurs concernés sont figurés par de grosses hachures sur le plan de zonage).

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

Il est précisé que sur tout le territoire communal, l'**édification des clôtures est soumise à déclaration préalable**, lorsqu'elle n'est pas soumise à permis de construire ou d'aménager (par application de l'article R421-12 du code de l'urbanisme).

VI.2.1.2. *Article II : Prise en compte des risques naturels*

Cet article traite des risques naturels :

- **Effondrement de cavités souterraines ;**
- **Eboulement de falaise ;**
- **Inondations.**

Les limitations des utilisations et occupations des sols sont issues de la doctrine préfectorale de prévention des risques en Seine-Maritime, ainsi que des prescriptions du Schéma de Gestion des Eaux Pluviales élaboré sur le territoire de Quiberville. Ces règles ont pour objectif d'éviter les nouvelles constructions en zone d'aléa (ou à minima d'adapter les constructions en zone d'aléa faible d'inondation, avec le rehaussement du plancher bas de 30 cm). Les travaux sur les constructions soumises à un risque ne doivent pas augmenter le risque (ne pas augmenter la population susceptible d'être affectée par le risque).

Confer paragraphe « Orientation n°4 : Poursuivre l'aménagement du territoire au service de la qualité de vie des habitants / actions 7 à 10 ».

A noter : la prise en compte du retrait-gonflement des argiles relève de mesures constructives, et non réglementaires au sens du PLU. Elles ne sont donc pas reportées dans le règlement.

VI.2.1.3. *Article III. : Protection des espaces boisés classés*

Les **parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs** (au titre de la loi littoral) bénéficient d'une inscription en EBC – **espaces boisés classés** (article L113-1 du code de l'urbanisme).

Cette protection forte interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à déclaration préalable (toutefois, cette déclaration n'est pas requise lorsque le propriétaire procède à l'enlèvement des arbres dangereux, des chablis et des bois morts). La décision de non-opposition à une coupe ou à un abattage d'arbres pourra être assortie de l'obligation de procéder à des plantations de remplacement.

Confer paragraphe « Orientation n°1 : Préserver le cadre de vie exceptionnel de la commune, à cheval entre vallée littorale et plateau cauchois / action n°1 : Protéger le patrimoine naturel typique du Pays de Caux ».

VI.2.1.4. *Article IV. : Protection et mise en valeur du patrimoine naturel identifié au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme*

Une protection au titre du **L151-23** du code de l'urbanisme a été préférée pour les **éléments végétaux de moindre importance** :

- **Alignements d'arbres de hauts jets**
- **Alignements d'arbres en taillis ou de jeunes plants**
- **Arbres isolés remarquables**

Il s'agit d'une mesure plus souple, visant la préservation des linéaires / surfaces boisés, et éventuellement leur suppression si celle-ci s'accompagne d'une compensation de qualité.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

Confer paragraphe « Orientation n°1 : Préserver le cadre de vie exceptionnel de la commune, à cheval entre vallée littorale et plateau cauchois / action n°1 : Protéger le patrimoine naturel typique du Pays de Caux ».

VI.2.1.5. *Article V. : Protection et mise en valeur du patrimoine bâti identifié au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme*

Les éléments du patrimoine bâti protégés par le PLU au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme sont figurés sur le document graphique :

- **Immeubles d'intérêt architectural ;**
- **Immeubles d'intérêt architectural dits « aux balcons », rue de la Saône.**

Des prescriptions renforcées sont édictées pour ces constructions remarquables, en matière de volumétrie, de composition des façades et des couvertures, de matériaux, afin de respecter les caractéristiques des constructions vernaculaires. Les objectifs sont multiples :

- **Maintien d'un aspect traditionnel** : ces constructions font partie de l'image rurale et balnéaire du village, que la commune souhaite protéger ;
- **Pérennisation des structures** : l'emploi de matériaux contemporains peut entraîner des dégradations des matériaux anciens (par exemple, le jointoiement des briques au ciment crée des « points durs » dans les joints – en cas de fissuration des murs, ce sont les briques qui casseront en premier) ;
- **Respect du comportement hygrothermique** des bâtiments anciens : les bâtiments anciens ont été construits à partir de matériaux naturels, locaux et peu transformés, tels que le bois, le silex, la brique, la chaux, l'ardoise, etc. ... Ils possèdent la capacité d'évacuer naturellement l'humidité à travers leurs parois. Certaines interventions inappropriées peuvent bloquer les mécanismes d'évacuation de l'humidité, et entraîner rapidement l'apparition de pathologies dans les structures, et à terme la ruine du bâtiment (par exemple, l'application d'un enduit hydrofuge ou une isolation thermique par l'extérieur).

Des prescriptions spécifiques sont données pour les immeubles dits « aux balcons » (rue de la Saône), afin de restaurer leurs qualités originelles et leur homogénéité. Ces prescriptions sont issues d'un travail réalisé par le CAUE pour la commune de Quiberville, preuve de l'intérêt partagé pour ce patrimoine.

VI.2.1.6. *Article VI. : Rues et sentiers piétonniers / cyclables à conserver ou à créer au titre de l'article L151-38 du code de l'urbanisme*

Le PLU identifie les rues et sentiers piétonniers / cyclables à conserver, et dont la continuité devra être maintenue. Cela concerne notamment la zone Ub et le lotissement du Grand Val, dont la voirie n'a jamais été rétrocedée ; elle n'est d'ailleurs même pas cadastrée ; le repérage au titre du L151-38 permet de matérialiser les rues sur le plan de zonage du PLU.

Le PLU identifie également des rues et sentiers piétonniers / cyclables à créer. Ces itinéraires sont liés au projet territorial de la vallée de la Saône et à la volonté de raccorder le nouvel équipement touristique à la plage.

VI.2.1.7. *Article III : Portée respective du règlement à l'égard des autres législations relatives à l'occupation des sols*

Cet article rappelle que les travaux et opérations menées sur le territoire de Quiberville devront également respecter les articles dits d'ordre public du règlement national d'urbanisme, ainsi que les servitudes d'utilité publique.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

VI.2.1.8. Article IV : Cas des constructions existantes ne respectant pas les dispositions du plan local d'urbanisme

Cet article dit que les constructions existantes ne respectant pas les dispositions du règlement applicables à chaque zone pourront faire l'objet de travaux qui :

- Doivent rendre la construction plus conforme aux dispositions réglementaires méconnues ;
- Ou sont étrangers à ces dispositions.

VI.2.1.9. Article V : Reconstructions en cas de sinistre

Cet article rappelle le principe des reconstructions après sinistre.

VI.2.1.10. Article X. : Dérogations au plan local d'urbanisme

Cet article précise que les règles définies par le plan local d'urbanisme :

- Peuvent faire l'objet d'adaptations mineures rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes ;
- Ne peuvent faire l'objet d'aucune autre dérogation que celles prévues par les dispositions des articles L152-4 à L152-6 du code de l'urbanisme.

Il expose les cas dans lesquels ces dérogations peuvent être délivrées.

VI.2.2. Dispositions spécifiques aux zones urbaines (Uc, Uh, Up et Ub – à l'exclusion de Ut1 et Ut2)

VI.2.2.1.1. Titre « I. Destination des constructions, usage des sols et natures d'activité »

Article « I.1. Interdiction et limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités, destinations et sous-destinations »

Cet article stipule les **constructions et installations interdites** (qui sont apparues contraires à la vocation principale de la zone et à son caractère général) ou **autorisées, soumises aux conditions spéciales** prescrites par cet article et par les articles suivants.

Ces prescriptions permettent de bien prendre en compte toute la **diversité des fonctions urbaines**, à l'exclusion de celles qui seraient non compatibles avec la proximité des zones résidentielles.

L'article reprend ainsi la liste des constructions et installations autorisées, en précisant les conditions générales de cette autorisation, selon les destinations / sous-destinations définies par le code de l'urbanisme :

Destination	Sous-destination	
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	Interdit
	Exploitation forestière	
Habitation	Logement	Autorisé
	Hébergement	
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail	Autorisé, à condition de ne pas générer de nuisances (bruit, poussière, odeurs, fumée, circulation, etc. ...), de pollution ou
	Restauration	
	Commerce de gros	

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

Destination	Sous-destination	
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	de risque pour le voisinage (incendie, explosion, etc. ...)
	Hébergement hôtelier et touristique	
	Cinéma	
Équipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	Autorisé
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou/et assimilés	
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	
	Salles d'art et de spectacles	
	Équipements sportifs	
	Autres équipements recevant du public	
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	Interdit
	Entrepôt	Autorisé (sauf dans le secteur Up), à condition d'être nécessaire à l'activité de la pêche maritime, et à condition de ne pas générer de nuisances (bruit, poussière, odeurs, fumée, circulation, etc. ...), de pollution ou de risque pour le voisinage (incendie, explosion, etc. ...)
	Bureau	Autorisé
	Centre de congrès et d'exposition	Interdit

L'article précise les occupations toujours interdites, car jugées inadaptées au caractère général de la zone : dépôts de matériaux, de déchets ou de véhicules, habitations légères de loisirs, résidences mobiles de loisirs, résidences démontables.

Le stationnement de caravanes ou de camping-cars, pratiqué de longue date à Quiberville, a conduit à l'installation dispersée de bâtiments précaires, d'aspect généralement médiocre. Une partie de ces constructions ont été « durcies » au fil des ans. La volonté communale est de mettre fin aux pratiques dommageables pour la qualité du cadre de vie, en **restreignant le stationnement de caravanes et des camping-cars hors des campings** aux seuls cas suivant :

- Hivernage individuel : c'est-à-dire le stationnement, en vue de leur prochaine utilisation, dans les bâtiments et remises et sur le terrain où est implantée la construction constituant la résidence de l'utilisateur, en application du 2° de l'article R111-50 du code de l'urbanisme ;
- Hivernage collectif, c'est-à-dire le stationnement d'une ou plusieurs caravanes ou camping-cars, uniquement à l'intérieur d'un bâtiment existant.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

Article « I.2. Protection du patrimoine naturel et bâti »

Cet article rappelle le régime de **protection des éléments présentant un intérêt culturel, historique, architectural ou écologique** (articles L151-19 ou L151-23 du Code de l'Urbanisme).

En particulier, il soumet la démolition des constructions remarquables (identifiées au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme) à la délivrance d'un **permis de démolir**.

VI.2.2.1.2. Titre « II. Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère »

Article « II.1. Implantation des constructions »

Cet article fixe les conditions d'**implantation des constructions, adaptées selon les caractéristiques des secteurs**. Il s'agit de prendre en compte les formes urbaines, les séquences végétales et les clôtures séparant les différentes constructions, l'ambiance des rues ...

Ainsi, le règlement du secteur Uc (centre bourg et centre de la station balnéaire) prévoit des conditions d'implantation plus denses :

- Les constructions doivent être implantées l'alignement des rues ou avec une marge de recul de 4 mètres minimum ;
- Les constructions doivent être implantées en recul de h/2 ou 3m minimum par rapport aux parcelles voisines.

Pour le secteur Uh, dont l'urbanisation est plus lâche :

- Les constructions doivent être implantées avec une marge de recul de 5 mètres minimum par rapport l'alignement des rues ;
- Les constructions doivent être implantées en recul de h/2 ou 3m minimum par rapport aux parcelles voisines.

Les conditions d'implantation pour le secteur Uh sont proches de celles de la zone Uh. Rappelons que les voies ne sont pas cadastrées dans le lotissement du Grand Val – on se référera donc au tracé des voies délimité en application du L151-38 CU (mesure depuis l'axe de la voie).

Enfin, le règlement du secteur Up prévoit des conditions d'implantation adaptées à la protection du site :

- Les constructions doivent être implantées avec une marge de recul de 5 mètres minimum par rapport l'alignement des rues ;
- Les constructions doivent être implantées en recul d'au moins 5 mètres par rapport aux parcelles voisines.

Remarque n°1 : les alignements de fait devront être respectés.

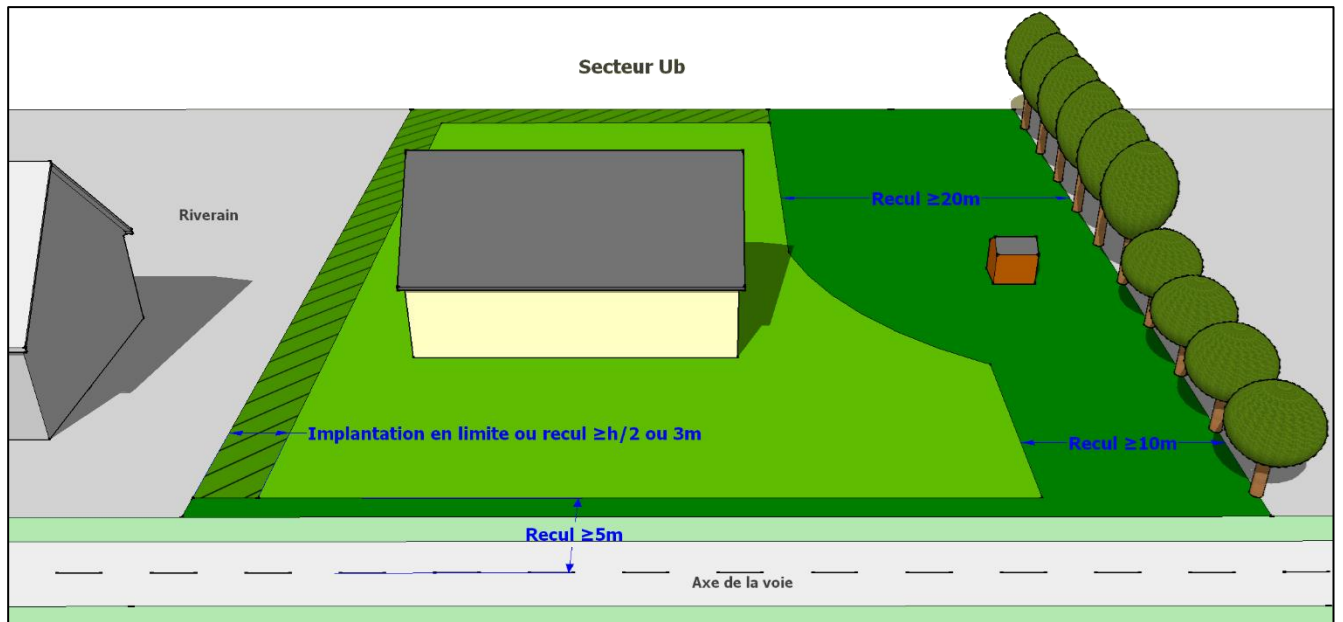
Remarque n°2 : les petits ouvrages techniques nécessaires aux services publics pourront être implantés en limite ou en recul.

Cet article du règlement fixe des **reculs par rapport à la végétation protégée**, afin de se prémunir des risques de chute de branches :

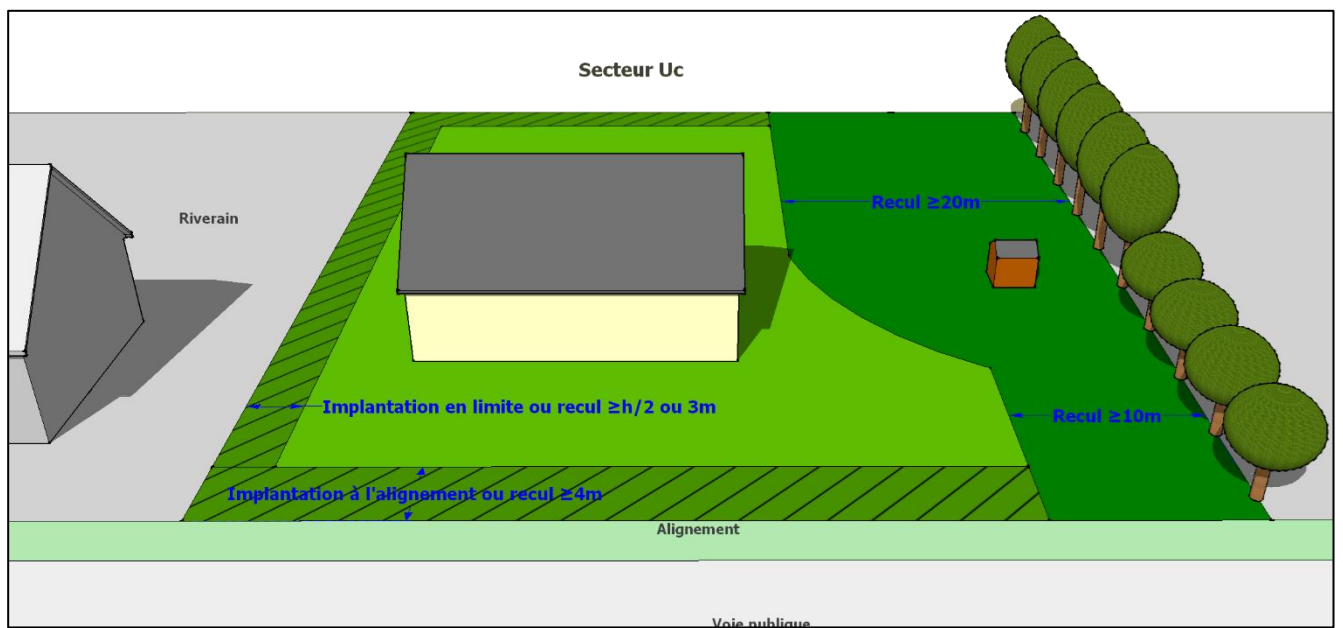
- Les constructions de plus de 40 m² d'emprise au sol doivent observer un recul vis-à-vis des éléments végétaux protégés au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme (recul proportionné à l'importance de ces éléments) :
 - ☐ 20m par rapport aux espaces boisés classés,
 - ☐ 15m par rapport aux alignements d'arbres de hauts-jets et aux arbres isolés L151-23,
 - ☐ 10m par rapport aux alignements d'arbres en taillis ou de jeunes plants L151-23.

Trois schémas résument les conditions d'implantation des constructions :

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

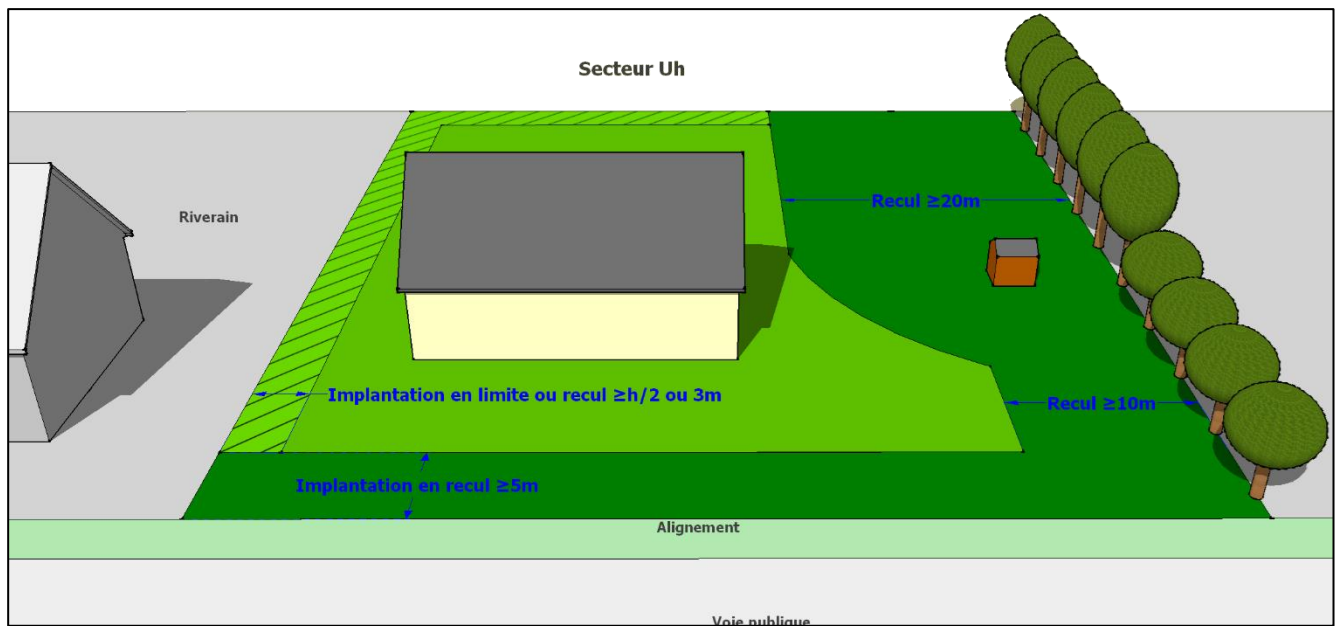


Principe d'implantation des nouvelles constructions en Ub



Principe d'implantation des nouvelles constructions en Uc

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



Principe d'implantation des nouvelles constructions en Uh

Article « II.2. Gabarit des constructions »

Cet article encadre la **volumétrie des constructions, adaptées selon les caractéristiques des secteurs : emprise au sol et hauteur.**

L'emprise au sol des constructions est modulée selon la densité des secteurs :

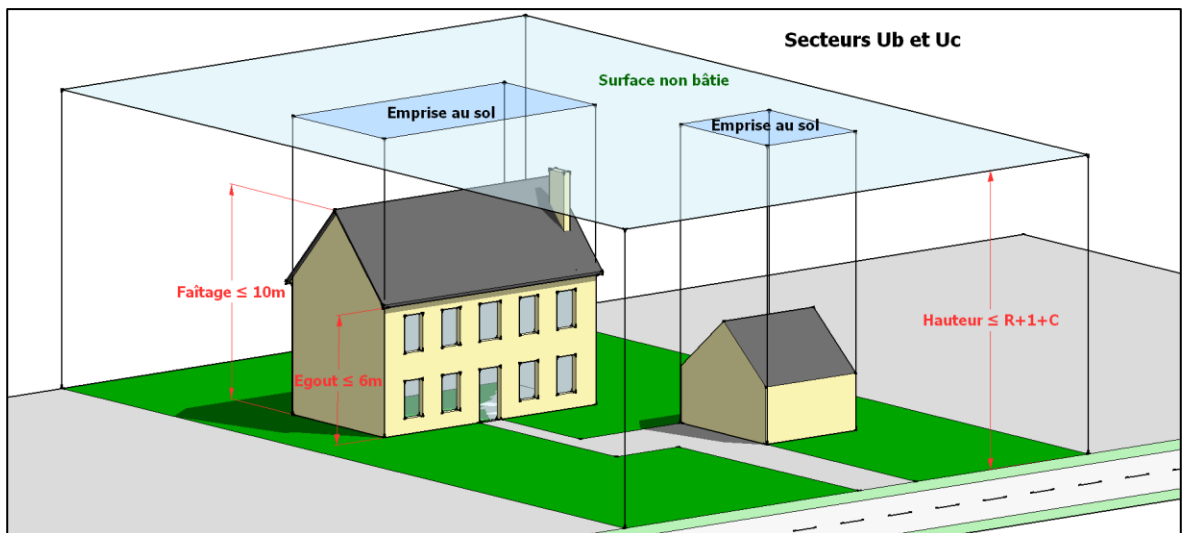
- Dans les secteurs Ub et Uc, 50% au plus de la superficie du terrain ;
- Dans le secteur Uh, 35% au plus de la superficie du terrain ;
- Dans le secteur Up, 10% au plus de la superficie du terrain.

Il en est de même de la hauteur :

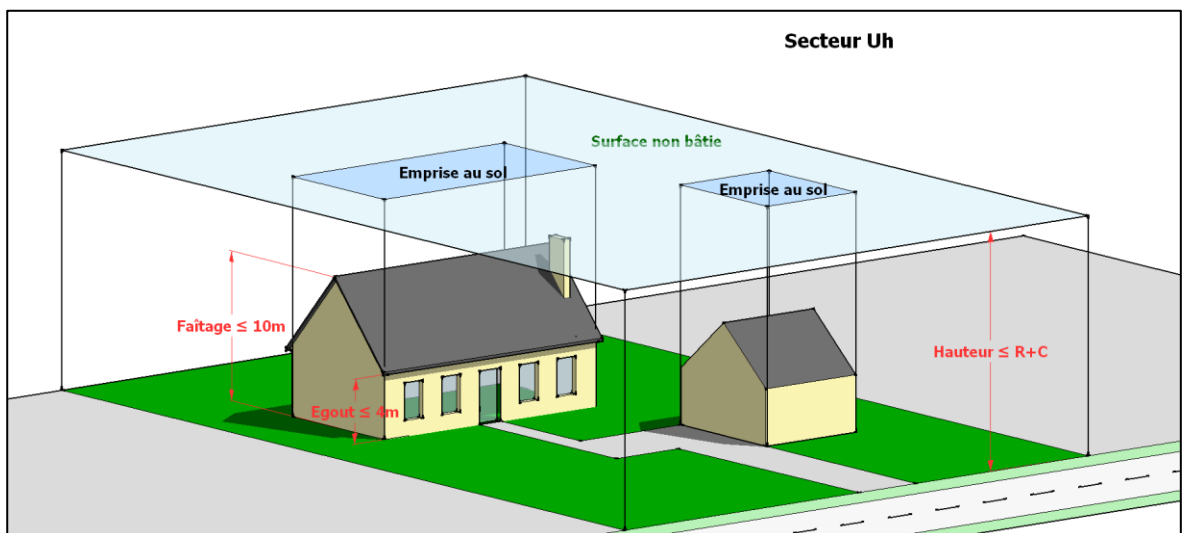
- Dans les secteurs Ub et Uc, un rez-de-chaussée + un étage + comble, sans dépasser 6m à l'égout* de toiture et 10m au faîtage ;
- Dans les secteurs Uh et Up, un rez-de-chaussée + comble, sans dépasser 4m à l'égout* de toiture et 10m au faîtage.

Deux schémas résument les gabarits autorisés :

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



Gabarits autorisés en Ub / Uc



Gabarits autorisés en Uh

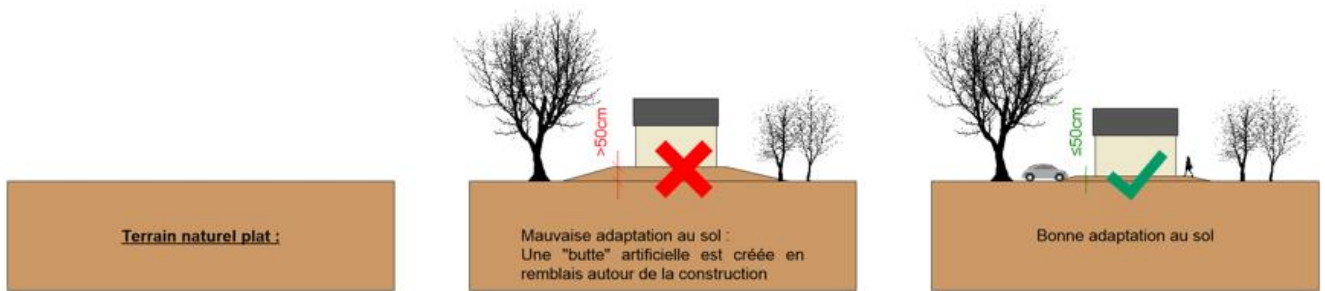
Article « II.3. Volumétrie des constructions »

Une **adaptation des constructions au terrain naturel** est demandée (les constructions doivent être adaptées par leur type ou leur conception à la topographie du sol et non le sol à la construction).

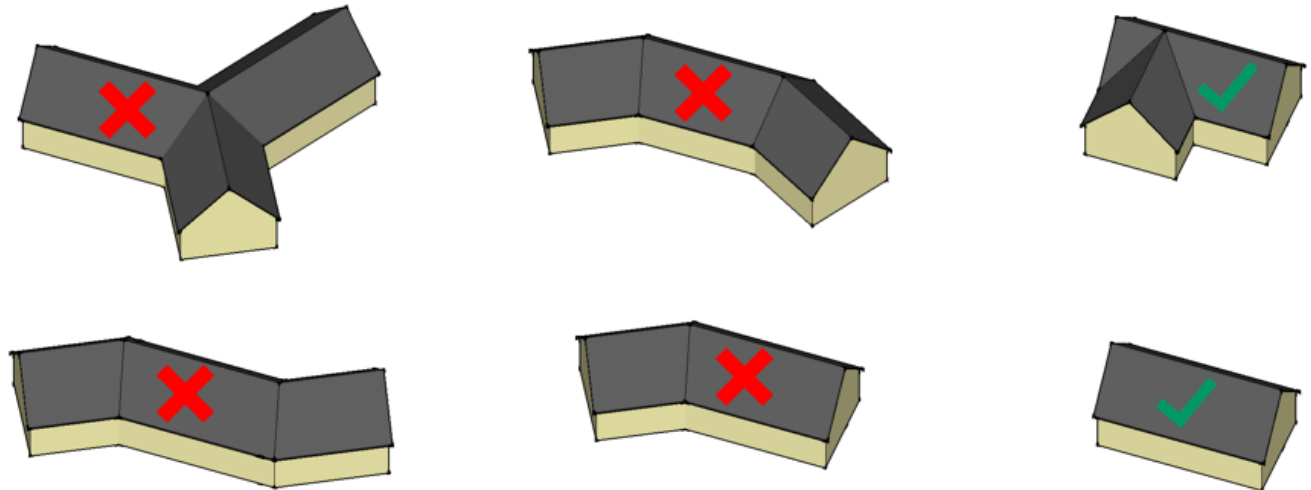


Sur les terrains plats, la **surélévation** importante du RdC (avec par exemple un demi-niveau enterré) est interdite, pour éviter de créer des butes inélégantes autour des constructions.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



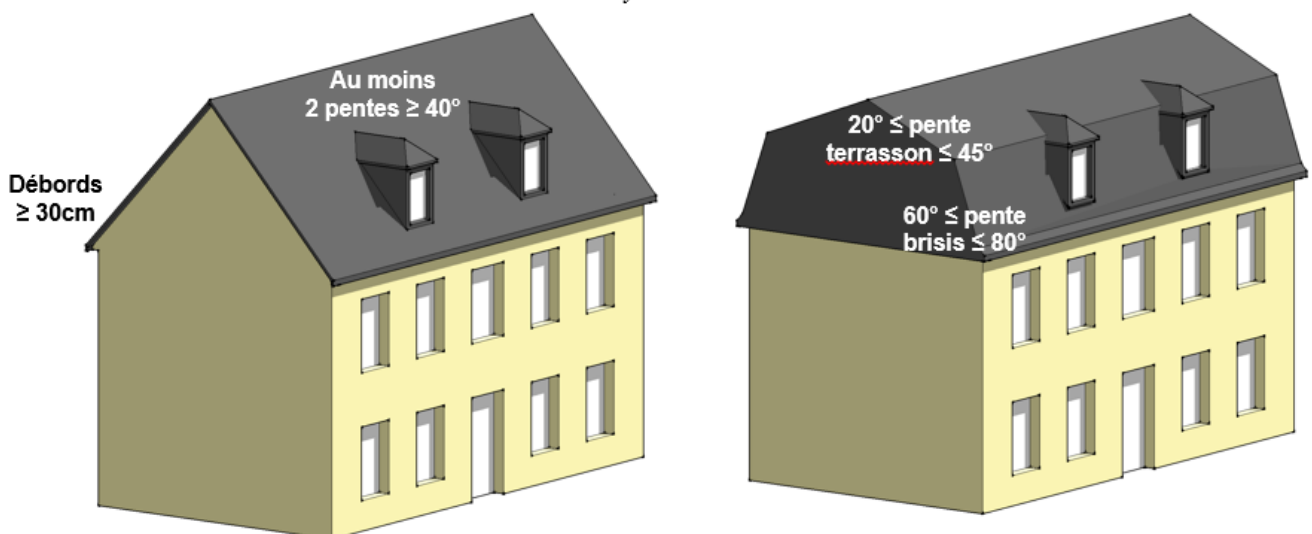
Puis le règlement demande que les nouvelles constructions présentent une **volumétrie simple** et/ou à angles droits, conformément aux principes des constructions vernaculaires cachoises.



Enfin, cet article précise la forme des toitures des habitations :

- Forme traditionnelle, c'est-à-dire avec au moins deux pans supérieurs ou égaux à 40° sur horizontale ;
- A la Mansart.

Forme des toitures traditionnelles et à la Mansart en Pays de Caux :



Les toitures-terrasses, les toitures monopentes et les toitures cintrées sont autorisées dans les secteurs Ub, Uc et Uh dans le cas d'architecture contemporaine de qualité intégrée dans le site, pour les extensions et les bâtiments annexes de moins de 20% de surface de plancher en plus, dans la mesure

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

où ils s'intègrent de façon satisfaisante à la partie existante et pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.

Ces règles sont motivées par la volonté de **respecter les caractéristiques de l'urbanisation et de l'architecture traditionnelle** quibervillaise (gabarit des constructions, formes urbaines, volumétrie des constructions, éléments rapportés aux constructions), sans exclure les architectures contemporaines de qualité, qui devront toutefois rechercher la cohérence avec le cadre architectural traditionnel.

Article « II.4. Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère »

Aspect général :

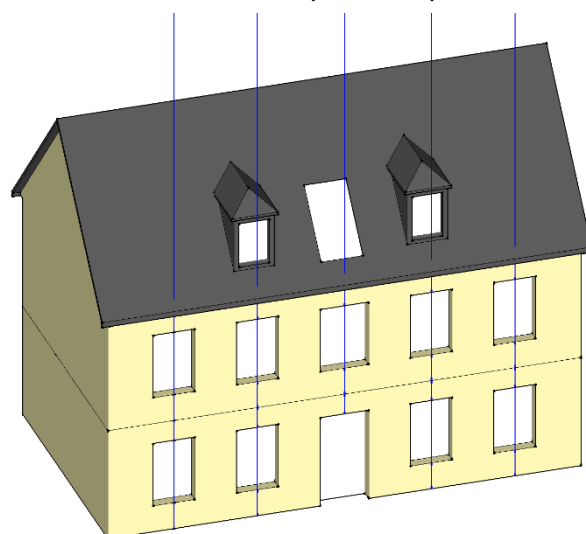
- L'article contrôle l'aspect extérieur des constructions, de manière à ce que chacune d'entre elles participe à l'harmonie d'un paysage bâti et naturel de qualité ;
- Le premier principe énoncé à cet article est d'imposer aux projets une **harmonisation avec les espaces environnants** (bâti traditionnel du village).

Aspect des **façades** :

- Les façades doivent présenter un aspect en harmonie avec les bâtiments traditionnels. Les matériaux autorisés sont listés ; il s'agit de **matériaux dont l'aspect est adapté au caractère et à l'architecture traditionnelle** (brique locale, grès, silex, enduit dans la gamme des sables, des beiges ou des ocres, colombage en bois et torchis, clin de bois naturel ou peint) ;
- Un rappel des **matériaux à éviter absolument** est fait. Il s'agit de matériaux d'aspect médiocre, incompatible avec le respect de la qualité architecturale du village (agglos, blocs de béton, briques creuses, plaques de béton, tôle, bac acier, clin PVC, clin vinyle, faux moellons, fausses briques ou faux pans de bois, etc. ...).

Aspect des **toitures** :

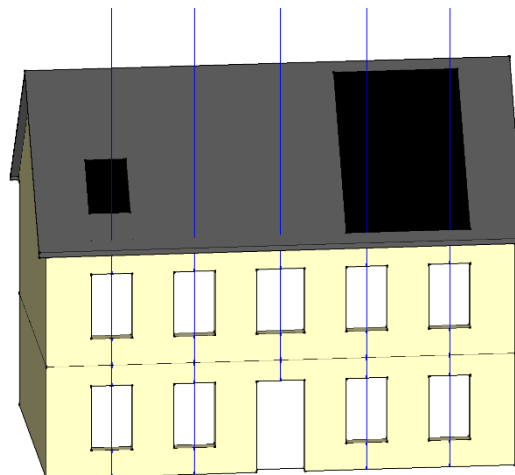
- Les couvertures doivent présenter un aspect en harmonie avec les bâtiments traditionnels, c'est-à-dire avoir l'aspect d'**ardoises** posées à pureau droit au format adapté à la pose de 20 éléments minimum au m² ;
- On pourra également utiliser les tuiles béton ardoisées, au format adapté à la pose de 20 éléments minimum au m², sauf dans le secteur protégé Up ;
- Les couvertures en chaume sont autorisées ;
- D'autres matériaux peuvent être utilisés pour les toitures-terrasses ou monopente, dans les cas autorisés à l'article « II.3. Volumétrie des constructions », à l'exception des matériaux brillants et les matériaux ondulés, qui restent interdits ;
- Le règlement encadre les complications de couverture, afin que celles-ci soient pratiquées dans le respect de l'architecture traditionnelle (châssis de toit et lucarnes).



4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

Dispositifs de production d'énergies renouvelables :

- Les panneaux solaires sont autorisés, mais ils devront être correctement intégrés à la couverture (pose à fleur, respect de la composition de la construction, teinte en fondu avec les éléments de couvertures) ;
- Les pompes à chaleur aérothermiques sont autorisées, mais elles devront être conçues pour éviter la gêne aux voisins.



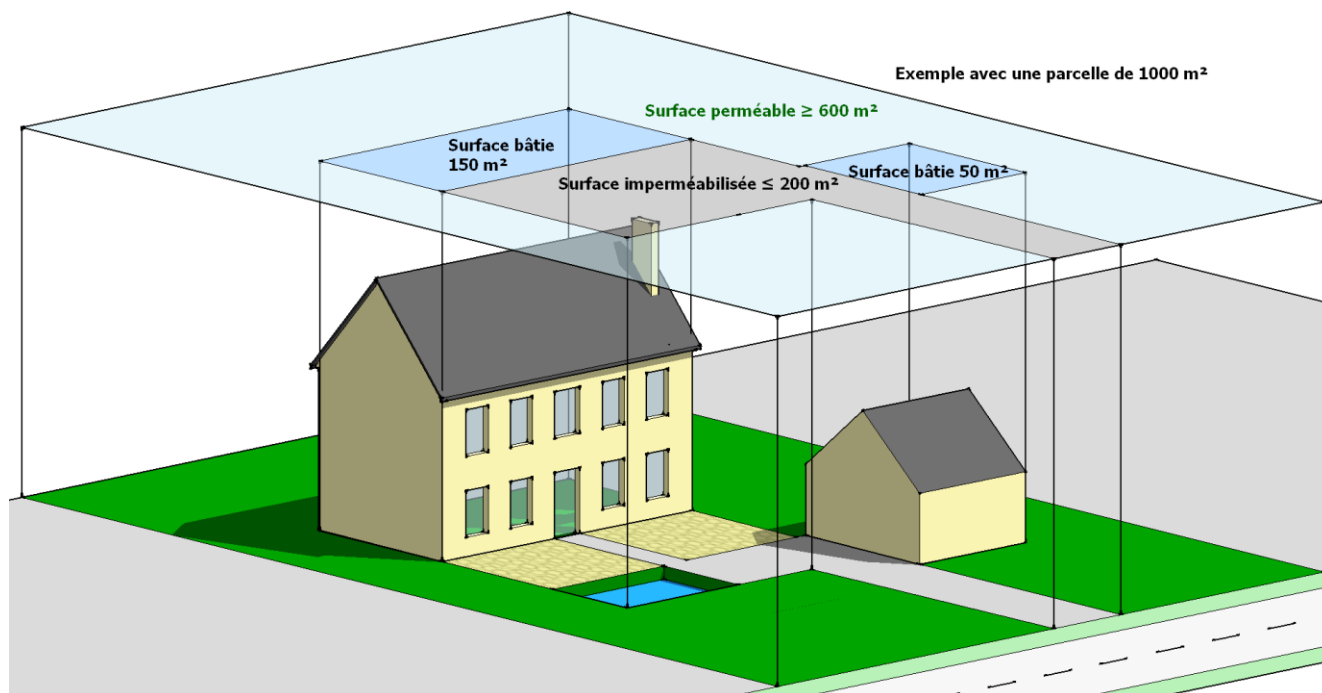
Article « II.5. Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions »

Afin de conserver le caractère rural de la commune, cet article impose une **limitation de l'imperméabilisation des sols** (limitation sur surfaces couvertes des constructions, des allées et stationnements « en dur », des terrasses, des piscines, etc. ...). Au moins 75% de la surface non bâtie de la parcelle ou de l'unité foncière des logements devra rester non imperméabilisée.

Par exemple : Pour une parcelle de 1 000 m² composée de 200 m² bâti (logement + annexe) et 800 m² non bâti, il sera nécessaire de conserver $800 \times 75\% = 600$ m² non imperméabilisés. Autrement dit, les surfaces artificialisées (allée et aires de stationnement en enrobé + terrasse carrelée + piscine) ne doivent pas excéder $800 - 600 = 200$ m².

A noter : les gravillons, les mélanges terre-pierre, les enrobés drainants, les terrasses en bois sur plots, etc. ... sont considérés comme perméables. Leur utilisation est fortement recommandée afin de limiter les ruissèlements et les risques d'auto-inondation.

En fonction de la surface disponible sur la parcelle, il pourra être nécessaire de se reporter sur des matériaux perméables pour respecter la présente règle de limitation de l'imperméabilisation.



Le règlement prescrit l'emploi d'**essences végétales locales**, respectueuses du cadre paysager et de l'environnement du Pays de Caux.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

Article « II.6. Clôtures »

Le règlement demande que les **clôtures** présentent un aspect en harmonie avec l'urbanisation traditionnelle.

Elles seront de type :

- **Haies vives d'essences locales**, éventuellement doublées par un grillage (hauteur ≤ 2 mètres) ;
- **Mur-bahut**, constitué d'un soubassement plein de 0,60m de hauteur maximum, surélevé d'une haie doublée ou non d'une clôture à clairevoie (hauteur ≤ 2 mètres) ;
- **Mur** en brique locale, grès, silex ou enduit avec modénatures (hauteur $\leq 1,5$ mètre).

Article « II.7. Stationnement »

Cet article fixe des règles relatives au **stationnement des véhicules**, de manière à ce que les voies ne soient pas encombrées.

Compte tenu de l'équipement important des ménages en véhicules, il est exigé 2 places par logement.

VI.2.2.1.3. Titre « III. Équipement et réseaux »

Article « III.1. Desserte par les voies publiques ou privées »

Il est rappelé que pour être constructible, un terrain doit avoir un accès à une voie publique ou privée.

Cet article prévoit les conditions d'accès, liées à la sécurité (visibilité, sécurité automobile sur les voies), ou liées à l'utilisation des véhicules de service public.

Le règlement impose notamment que les constructeurs prennent toutes les dispositions nécessaires pour assurer la visibilité des véhicules sortant des propriétés, notamment par la réalisation d'entrées charretières et par le retrait des rampes de garage par rapport à la rue.

Les nouvelles voies doivent respecter les dimensions permettant aux véhicules de secours et de service de faire demi-tour, et ainsi d'accéder rapidement et facilement à tous les terrains et toutes les constructions nouvelles.

Article « III.2. Desserte par les réseaux »

Accès :

Cet article prévoit l'obligation de branchement en eau potable et l'obligation de branchements électriques et téléphoniques enterrés quand le réseau public est enterré (ou en aéro-souterrain, pour que le branchement souterrain puisse être effectué dès que le réseau public sera lui-même enterré), pour des raisons paysagères.

Pour des raisons de bon fonctionnement des équipements sanitaires et de bonne gestion des eaux pluviales, il prévoit également, lorsque le réseau public d'assainissement existe, que le branchement est obligatoire.

Assainissement des eaux usées :

Ce branchement est toutefois conditionné, dans le cas des eaux résiduaires industrielles et artisanales, à un prétraitement et à sa compatibilité avec le fonctionnement de l'ouvrage collectif.

Lorsque le réseau d'assainissement public n'existe pas, l'assainissement individuel, respectant la réglementation en vigueur, est obligatoire. Lorsque le réseau d'assainissement n'existe pas encore, mais qu'il est prévu, la conception du système d'assainissement individuel doit permettre le branchement ultérieur sur le réseau collectif, pour les raisons énoncées ci-devant.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

L'attention des pétitionnaires est alertée sur le besoin en surface nécessaire au bon fonctionnement de l'assainissement individuel : lorsque l'assainissement est réalisé au niveau de l'opération, une partie du terrain devra être spécifiquement dédiée à cette fonction. La surface variera selon le type de filière choisie (épandage souterrain, filtre à sable, massif filtrant, etc. ...).

Pour information, la doctrine locale portée par l'Agence Régionale de Santé préconise généralement une surface supérieure à 1 000 m² pour le bon fonctionnement de ce dispositif. Cette surface permet la mise en œuvre d'un assainissement autonome pour une famille de taille moyenne, et permet d'envisager le renouvellement du drainage en cas de dysfonctionnement, dans de bonnes conditions sanitaires (sans pollution de la nappe phréatique).

Alimentation en eau :

Cet article précise également l'obligation de limiter les rejets pluviaux aux capacités du réseau récepteur. Une gestion intégrée des eaux pluviales à la parcelle ou à l'échelle d'une opération groupée est à prévoir pour limiter les ruissèlements vers les fonds inférieurs.

L'ensemble des dispositifs correspondants seront dimensionnés sur la base des événements pluviométriques centennaux et le débit rejeté sera limité au maximum à 2 litres par seconde par hectare aménagé. Le règlement, inspiré des prescriptions du Schéma de Gestion des Eaux Pluviales de Quiberville, distingue les projets selon qu'ils portent sur une unité foncière de plus ou moins 3 000 m².

Protection du captage :

La zone urbaine est concernée par le périmètre de protection éloigné du captage. Il est rappelé que les projets ne doivent pas porter atteinte à la qualité des eaux souterraines ni favoriser la pénétration rapide des eaux superficielles.

VI.2.3. Dispositions spécifiques aux secteurs Ut1 et Ut2

Les secteurs Ut1 et Ut2 correspondent aux campings existants de Quiberville.

Les dispositions réglementaires ont été adaptées à cette activité.

VI.2.3.1. Titre « I. Destination des constructions, usage des sols et natures d'activité »

Sont autorisés dans les secteurs Ut1 et Ut2 : le **camping**, les **logements de fonctions**, les **commerces et activités de service de petite dimension et directement liés** à l'activité de camping et les petits ouvrages techniques nécessaires aux services publics. Le tableau ci-dessous donne les destinations et sous-destinations autorisées, interdites ou soumises à condition :

Destination	Sous-destination	
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	Interdit
	Exploitation forestière	
Habitation	Logement	Seuls les logements de fonctions liés à l'exploitation des campings sont autorisés
	Hébergement	Interdit
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail	Autorisé, à condition d'être directement lié à l'activité de camping et de ne pas dépasser une surface de vente de 100 m²
	Restauration	
	Commerce de gros	
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

Destination	Sous-destination	
	Hébergement hôtelier et touristique	
	Cinéma	
Équipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	Seuls sont autorisés les petits ouvrages techniques nécessaires aux services publics
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou/et assimilés	
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	
	Salles d'art et de spectacles	
	Équipements sportifs	
	Autres équipements recevant du public	
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	Interdit
	Entrepôt	
	Bureau	
	Centre de congrès et d'exposition	

La définition des destinations et sous-destinations de constructions est donnée par l'arrêté du 10 novembre 2016 (cf. paragraphe « Définitions »).

VI.2.3.2. Titre « II. Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère »

Les prescriptions relatives à l'implantation des constructions et à leur gabarit sont reprises depuis la zone Uh qui englobe ces secteurs Ut1 et Ut2.

Par contre, des prescriptions spécifiques ont été instituées pour la volumétrie des constructions et la qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère. Ces prescriptions simplifiées doivent s'adapter à la forte diversité des formes architecturales des hébergements touristiques modernes.

Les clôtures seront exclusivement végétales à afin de correspondre à l'image « nature » du tourisme quibervillais.

VI.2.3.3. Titre « III. Équipement et réseaux »

Ce chapitre renvoie à la zone Uh (zone qui englobe ces secteurs Ut1 et Ut2).

VI.2.4. Dispositions spécifiques aux zones à urbaniser (AUc1 et AUc2 – à l'exclusion de AUt)

Le règlement de la zone à urbaniser, destinée à agrandir le bourg, est calqué sur celui de la zone urbaine Uc.

Seule la vocation de la zone change, notamment dans la manière dont celle-ci doit être aménagée (obligation de passer par une opération d'aménagement d'ensemble) :

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

- Pour le secteur AUc1, dit de « l'ancienne ferme du bourg », les constructions sont autorisées dans le cadre d'une ou plusieurs **opérations d'aménagement d'ensemble**, portant sur l'intégralité du secteur ou sur des ensembles de terrains « homogènes » (dans ce cas, chaque opération doit laisser la possibilité au reste du secteur de s'urbaniser correctement et de garantir un aménagement d'ensemble global cohérent).
- Pour le secteur AUc2, dit de la « rue de l'Eglise », les constructions y sont autorisées dans le cadre d'une ou plusieurs **opérations d'aménagement d'ensemble**, portant sur l'intégralité du secteur ou sur des ensembles de terrains « homogènes » (dans ce cas, chaque opération doit laisser la possibilité au reste du secteur de s'urbaniser correctement et de garantir un aménagement d'ensemble global cohérent).

En application de l'article L151-15 du code de l'urbanisme, au moins **50%** des logements créés devront être des **logements locatifs** (principe de mixité souhaité par le PADD).

Les objectifs de mixité portés par le PADD sont déclinés dans le règlement : respectivement 20% et 50% de **logements locatifs** pour les secteurs AUc1 et AUc2.

VI.2.5. Dispositions spécifiques à la zone AUt

En application de l'article R151-8 du code de l'urbanisme, **les conditions d'aménagement et d'équipement du secteur AUt sont définies par l'orientation d'aménagement et de programmation** dite « Restructuration des outils touristiques ».

Les seules prescriptions réglementaires applicables au secteur AUt sont les articles « II. Prise en compte des risques naturels » du chapitre « Dispositions générales », Uh.III.2.3. « Assainissement pluvial » applicable à la zone Uh et AUt.I « Destination des constructions, usage des sols et natures d'activité ».

Ce choix a été réalisé afin d'encadrer de manière plus souple ce projet stratégique pour l'avenir de Quiberville, mais dont les principes directeurs ne sont pas tous arrêtés à ce jour.

VI.2.6. Dispositions spécifiques aux zones agricoles

VI.2.6.1. Titre « I. Destination des constructions, usage des sols et natures d'activité »

Article « I.1. Interdiction et limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités, destinations et sous-destinations »

La zone agricole est une **zone protégée**, au sein de laquelle seules les occupations des sols ci-dessous sont **autorisées** :

Secteur A strict	Secteur AI
Constructions nécessaires à l'exploitation agricole	-
Constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles	-
Petits ouvrages nécessaires aux services publics	
Construction et la maintenance des ouvrages électriques	
Changement de destination des bâtiments identifiés en application du 2° de l'article L151-11 du code de l'urbanisme : 3 bâtiments repérés	
L'extension et les annexes des bâtiments d'habitation, sans dépasser 40 m ² et 20% de surface de plancher en plus	

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

Dans la zone agricole, les habitations existantes peuvent faire l'objet de travaux d'extension et d'annexes (même si elles ne sont pas liées à une activité agricole), dès lors que cette extension ou ces annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

Article « I.2. Protection du patrimoine naturel et bâti »

Cet article rappelle le régime de **protection des éléments présentant un intérêt culturel, historique, architectural ou écologique** (articles L151-19 ou L151-23 du Code de l'Urbanisme).

En particulier, il soumet la démolition des constructions remarquables (identifiées au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme) à la délivrance d'un **permis de démolir**.

VI.2.6.2. *Titre « II. Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère »*

Cas des logements

Pour les logements, il sera fait application des dispositions de la zone Uh, car il apparaît logique que leur aspect soit similaire à celui des autres constructions de Quiberville.

Cela concerne les habitations des agriculteurs (qui peuvent construire de nouveaux logements si cela est nécessaire à l'activité agricole), mais aussi quelques habitations isolées ou faiblement regroupées occupées par des non-agriculteurs (qui peuvent faire l'objet d'extensions et d'annexes).

Trois dispositions supplémentaires ont été édictées pour les travaux d'extension et d'annexes des habitations existantes, afin de s'assurer que ceux-ci ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, ni ne contribuent au mitage des espaces agricoles :

- Les annexes des bâtiments d'habitation seront implantées à une distance maximale de 30m de ceux-ci ;
- La hauteur* des annexes des habitations ne devra pas excéder un rez-de-chaussée plus comble ni 3,5 mètres à l'égout de toiture ou au niveau bas de l'acrotère ;
- La hauteur* des extensions des habitations devra être inférieure ou égale au bâtiment agrandi.

Cas des autres constructions (dont tous les bâtiments à usage agricole, correspondant à la vocation principale de la zone).

L'emprise au sol n'est pas règlementée pour la zone agricole. Il est estimé que cet outil n'est pas pertinent au regard de la variabilité des dimensions des parcelles de cette zone, et pourrait bloquer des projets sans présenter de réel intérêt pour le cadre de vie.

La hauteur des constructions agricoles, limitée à **15m au faîtage**, est adaptée aux usages agricoles modernes.

Les règles d'aspect sont plus simples qu'en zone urbaine, afin de s'adapter aux caractéristiques des bâtiments techniques liés à l'agriculture. Le règlement insiste sur l'harmonisation des projets avec les espaces environnants (espace rural et bâti traditionnel du village) :

- Les façades et les toitures seront réalisées avec des **matériaux présentant une harmonie d'aspect avec les constructions traditionnelles** en briques et enduits à la chaux (gamme des sables, des beiges ou des ocres) et de l'ardoise ;
- Un rappel des **matériaux à éviter absolument** est fait. Il s'agit de matériaux d'aspect médiocre, incompatible avec le respect de la qualité architecturale du village (agglos ou briques creuses non revêtus, plaques de ciment brut, tôle ondulée, shingle, etc. ...).

Les panneaux solaires sont autorisés, mais ils devront être correctement intégrés à la couverture (pose à fleur, respect de la composition de la construction, teinte en fondu avec les éléments de couvertures).

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

Le règlement prescrit l'emploi d'**essences végétales locales**, respectueuses du cadre paysager et de l'environnement du Pays de Caux.

Le règlement demande que les **clôtures** respectent le caractère rural (haies vives ou clôtures herbagères). Les lames de soubassement et les grillages à mailles fines sont interdits afin de laisser le libre passage à la petite faune (maintien des corridors écologiques).

VI.2.6.3. *Titre « III. Équipement et réseaux »*

Il sera fait application des dispositions de l'article « III. Équipement et réseaux » applicables à la zone Uh.

VI.2.7. Dispositions spécifiques aux zones naturelles et forestières

VI.2.7.1. *Titre « I. Destination des constructions, usage des sols et natures d'activité »*

Article « I.1. Interdiction et limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités, destinations et sous-destinations »

La zone naturelle est une **zone protégée**, au sein de laquelle seules les occupations des sols ci-dessous sont **autorisées**.

Dans le **secteur Nbℓ correspondant à la bande littorale des 100m**, le règlement n'autorise que les travaux prévus par la loi littoral (articles L121-16 à L121-18 du code de l'urbanisme, relatifs à la bande littorale), et en particulier les travaux de reconnexion de la Saâne à la mer :

- Article L121-16 : En dehors des espaces urbanisés, les constructions ou installations sont interdites sur une bande littorale de cent mètres à compter de la limite haute du rivage ou des plus hautes eaux pour les plans d'eau intérieurs désignés au 1° de l'article L321-2 du code de l'environnement.

Le tracé de la zone Nbℓ a été délimité dans le respect de cette définition.

- Article L121-17 : L'interdiction prévue à l'article L121-16 ne s'applique pas aux constructions ou installations nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau.

La dérogation prévue au premier alinéa est notamment applicable, dans les communes riveraines des mers, des océans, des estuaires et des deltas mentionnées à l'article L321-2 du code de l'environnement, à l'atterrage des canalisations et à leurs jonctions, lorsque ces canalisations et jonctions sont nécessaires à l'exercice des missions de service public définies à l'article L121-4 du code de l'énergie ou à l'établissement des réseaux ouverts au public de communications électroniques. Les techniques utilisées pour la réalisation de ces ouvrages sont souterraines et toujours celles de moindre impact environnemental. L'autorisation d'occupation du domaine public ou, à défaut, l'approbation des projets de construction des ouvrages mentionnée au 1° de l'article L323-11 du code de l'énergie est refusée si les canalisations ou leurs jonctions ne respectent pas les conditions prévues au présent alinéa. L'autorisation ou l'approbation peut comporter des prescriptions destinées à réduire l'impact environnemental des canalisations et de leurs jonctions.

La réalisation des constructions, installations, canalisations et jonctions mentionnées au présent article est soumise à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

- Article L121-18 : L'aménagement et l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes sont interdits dans la bande littorale.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

Dans le **secteur Ner/ correspondant aux espaces remarquables du littoral**, seuls peuvent être autorisés, sous réserve du respect de l'article R121-5 du code de l'urbanisme :

- Les travaux liés au déplacement de la rivière, la création de merlons, le réaménagement du parking vert, les cheminements piétonniers et cyclables ni cimentés ni bitumés, la pose d'objets mobiliers destinés à l'accueil ou à l'information du public ainsi que les postes d'observation de la faune pourront être autorisés ;
- Les travaux ayant pour objectif d'améliorer le fonctionnement écologique des zones humides ou des cours d'eau sont toujours autorisés ;
- Lorsque l'importance de la fréquentation du public rend leur installation indispensable, des équipements démontables liés à l'hygiène et à la sécurité pourront être installés (par exemple, sanitaires et postes de secours) ;

Rappel : Le code de l'environnement soumet à autorisation préfectorale la réalisation d'installations, ouvrages, travaux ou activités impactant une superficie de zone humide supérieure à 1 hectare (article R214-6 du code de l'environnement), et à déclaration pour ceux impactant une surface comprise entre 0,1 et 1 hectare (article R214-32 du code de l'environnement). Dans ce cas, une étude d'incidence doit être réalisée au titre de la procédure loi sur l'eau, avec une analyse des conséquences prévisibles du projet ainsi que des propositions visant à éviter, réduire, voire compenser les atteintes environnementales.

Rappelons que c'est au sein de cette zone que des travaux liés à la **reconnexion à la mer** seront réalisés (incluant la modification du cours de la Saône, la création de merlons de protection et de chemins de découverte). C'est aussi au sein de cette zone qu'est inscrit le **parking vert**.

Dans les **secteurs Nm/Nerm correspondant au territoire maritime** de Quiberville s'étendant sur la mer jusqu'à la limite de 12 miles de la ligne de base, seuls les usages conformes à la vocation du domaine public maritime peuvent être autorisés. De plus, les travaux dans le secteur Nerm sont limités à ceux énumérés par l'article R121-5 du code de l'urbanisme (et conformes à la vocation du domaine public maritime naturel).

Comme tout domaine public, en vertu des principes décrétés par l'édit de Moulins de février 1566 et réaffirmés dans le code général de la propriété des personnes publiques, le DPM naturel est avant tout insaisissable. Il est également inaliénable et imprescriptible, ce qui signifie, d'une part, que les biens du domaine public ne peuvent être cédés, d'autre part, qu'une occupation ou une utilisation prolongée par un ou plusieurs particuliers qui se succèdent sur cette zone ne leur confère aucun droit réel ou droit de propriété dont ils pourraient se prévaloir à l'égard de l'État.

Le DPM naturel doit être utilisé conformément à son affectation à l'utilité publique. Par conséquent, tout projet de construction ou d'installation destiné à être implanté sur ce domaine nécessite au préalable l'obtention d'une autorisation domaniale qui donne lieu au paiement d'une redevance. Cette autorisation est obligatoire au-delà du droit d'usage qui appartient à tous et est toujours temporaire, précaire et révocable à tout moment. Par ailleurs, le DPM naturel n'ayant pas vocation à recevoir de constructions ou installations permanentes, les dépendances occupées doivent être remises en leur état naturel à l'expiration des autorisations domaniales.

Dans le **secteur Nt** correspondant à la partie ouest de l'ancien camping communal, seul l'**accueil de camping-cars** est autorisé.

Enfin, sur l'ensemble de la zone naturelle, peuvent être autorisés, sous réserve des dispositions spécifiques de chaque secteur :

- Les petits ouvrages techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ;
- La construction et la maintenance des ouvrages électriques.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

VI.2.7.2. Titre « II. Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère »

Il sera fait application des dispositions de l'article « II. Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère » applicables à la zone A.

Rappelons que les possibilités de constructions sont extrêmement limitées en zone naturelle.

Le renvoi permettra par exemple d'encadrer les **clôtures**, qui devront respecter le caractère rural (haies vives ou clôtures herbagères). Les lames de soubassement et les grillages à mailles fines sont interdits afin de laisser le libre passage à la petite faune (maintien des corridors écologiques).

VI.2.7.3. Titre « III. Équipement et réseaux »

Il sera fait application des dispositions de l'article « III. Équipement et réseaux » applicables à la zone Uh.

VI.3. Orientations d'aménagement et de programmation

Les orientations d'aménagement et de programmation ont été présentées dans les pages ci-dessous :

- Orientation d'aménagement et de programmation n°I (ancienne ferme du bourg) : chapitre « orientation n°3 : Assurer l'équilibre entre le développement de l'habitat résidentiel et balnéaire, la consolidation des activités agricoles et la préservation du caractère rural et balnéaire de la commune »
- Orientation d'aménagement et de programmation n°II (rue de l'Eglise) : chapitre « orientation n°3 : Assurer l'équilibre entre le développement de l'habitat résidentiel et balnéaire, la consolidation des activités agricoles et la préservation du caractère rural et balnéaire de la commune »
- Orientation d'aménagement et de programmation n°III (OAP patrimoniale – secteurs Up) : chapitre « orientation n°1 : Préserver le cadre de vie exceptionnel de la commune, à cheval entre vallée littorale et plateau cauchois »
- Orientation d'aménagement et de programmation n°IV (restructuration des outils touristiques) : chapitre « orientation n°2 : Engager la transition de l'économie du territoire dans la dynamique du projet territorial de la basse vallée de la Saône »
- Orientation d'aménagement et de programmation n°V (stationnement et circulations douces à Quiberville-sur-Mer) : chapitres « orientation n°1 : Préserver le cadre de vie exceptionnel de la commune, à cheval entre vallée littorale et plateau cauchois » et « orientation n°2 : Engager la transition de l'économie du territoire dans la dynamique du projet territorial de la basse vallée de la Saône »

VI.4. Synthèse de la prise en compte de la loi littoral

VI.4.1. Extension de l'urbanisation en continuité des zones urbanisées

L'article L121-8 stipule notamment que « l'extension de l'urbanisation se réalise en continuité avec les agglomérations et villages existants ».

Le guide « planifier l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral », édité par le ministère en 2006, précise la notion de village :

- « C'est un ensemble d'habitations organisé autour d'un noyau traditionnel, assez important pour avoir une vie propre, comportant un ou plusieurs bâtiments offrant des services de proximité - administratifs (mairie, école...), culturels ou commerciaux – tout au long de l'année.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

- *Les villages sont plus importants que les hameaux et comprennent - ou ont compris dans le passé - des équipements ou lieux collectifs administratifs, culturels ou commerciaux, même si, dans certains cas, ces équipements ne sont plus en service, compte tenu de l'évolution des modes de vie.*
- *Ce qui caractérise le village en termes de composition, c'est son unité. Unité par la continuité du bâti, par son organisation et son implantation spatiale le long des voies et des espaces publics. Dans les villages, comme dans les centres anciens des villes, le parcellaire agricole préexistant conditionne la trame du tissu urbain et, par conséquent, le rythme des constructions et l'orientation des voies. Le relief apparaît souvent comme un facteur qui ordonne et clarifie la forme urbaine des villages. »*

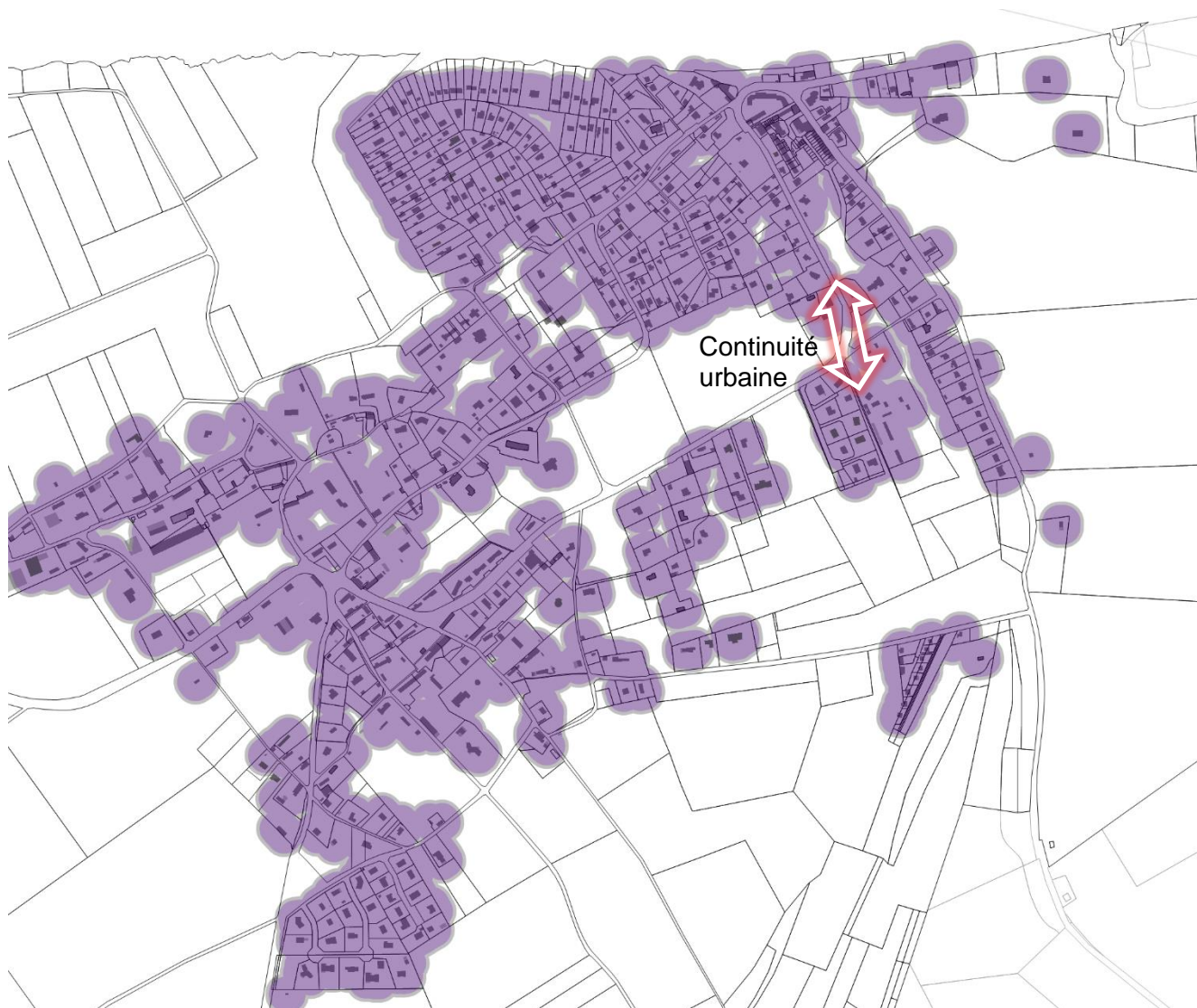
Cette définition correspond bien à l'urbanisation quibervillaise, où ces deux noyaux anciens (le centre bourg et la station balnéaire) sont aujourd'hui rejoints par une forte continuité bâtie formant le **village de Quiberville**.

Depuis la construction du lotissement du Grand Val réunissant le bourg à la station balnéaire, la commune de Quiberville se caractérise par la présence d'une unité urbaine principale, du hameau Levassor (aux constructions diffuses) et de quelques maisons isolées dans le secteur du Clos (à proximité de la route de la Vallée).

L'ensemble bâti composé du bourg, de la station balnéaire et du lotissement du Grand Val cumule un nombre et une densité significatifs de constructions et la présence d'équipements collectifs, de services administratifs, culturels et commerciaux. Cette entité urbaine correspond à la **notion de village au sens de l'article L121-8**.

Cette affirmation est corroborée par l'approche technique, illustrée par la carte ci-dessous, consistant à tracer des cercles tampons autour des constructions, afin de déterminer l'ensemble des constructions suffisamment proches pour assurer la continuité urbaine (50m).

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

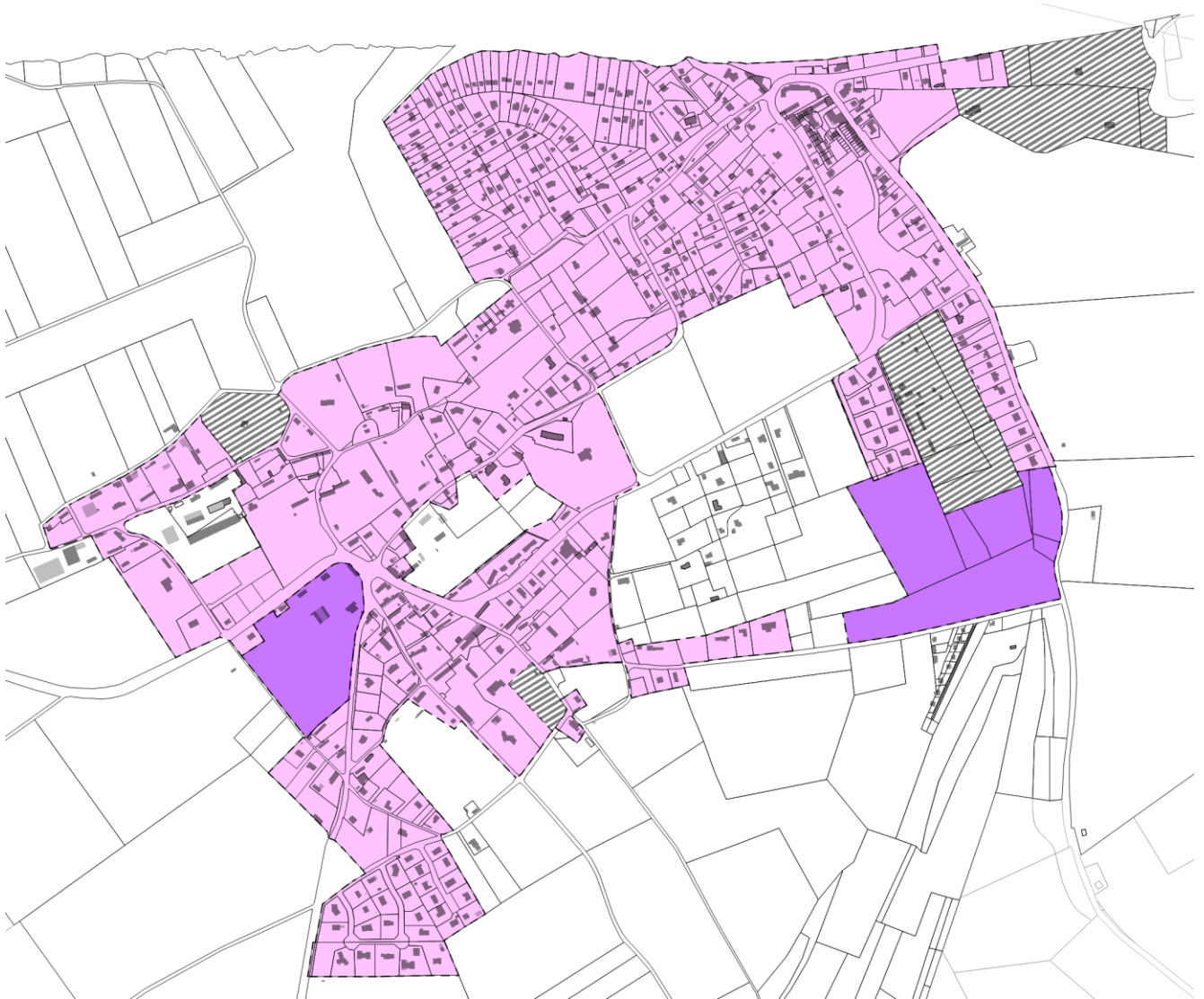


Modélisation de la continuité urbaine par des tampons de 50m (en violet) et 60m (en gris)

Cette approche technique s'avère toutefois insuffisante dans le cas du lotissement du Levant (situé contre le camping des Baguenaudiers). En effet, les bâtiments sont situés à plus de 50m des maisons localisées le long de la route de la Saône (parcelles AC228, AC53 et AC54). Mais il convient d'observer la configuration des espaces séparant le lotissement du Levant (et respectivement le camping des Baguenaudiers puis le secteur AUt) : la morphologie urbaine est celle des grandes villas balnéaires, implantées au cœur de jardins / parcs paysagers assurant cette continuité urbaine. Le secteur du lotissement du Levant doit donc être intégré à l'aire du village au sens de l'article L121-8.

A contrario, le secteur du hameau Levassor est une urbanisation diffuse, pour laquelle il n'existe pas de continuité bâtie avec le reste de Quiberville. Le hameau Levassor doit donc être exclu de l'aire du village au sens de l'article L121-8.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET



Le village existant de Quiberville au sens de la loi littoral (en rose), les campings (hachurés) et les extensions de l'urbanisation (AUC1 et AUt en violet)

Les extensions de l'urbanisation (zones AUC1 et AUt) sont définies en continuité du village de Quiberville, conformément à l'article L121-8 CU.

A noter : même s'ils sont fonctionnellement accrochés au reste de l'urbanisation quibervillaise, les campings doivent être soustraits du périmètre du village au sens de la loi littoral.

VI.4.2. Camping

L'article L121-9 dit que « l'aménagement et l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes en dehors des espaces urbanisés sont en outre subordonnés à la délimitation de secteurs prévus à cet effet par le plan local d'urbanisme ».

C'est bien ce qui a été fait dans le PLU de Quiberville (zones Ut1, Ut2, Nt et AUt).

VI.4.3. Extension de l'urbanisation limitée, justifiée et motivée dans les espaces proches du rivage

Au titre de l'article L121-13, l'extension de l'urbanisation doit être limitée dans les espaces proches du rivage.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

Ce point a été développé au paragraphe « Orientation n°1 : Préserver le cadre de vie exceptionnel de la commune, à cheval entre vallée littorale et plateau cauchois » / « II.11. Action n°11 : Limiter les développements de l'urbanisation au sein des espaces proches du rivage » :

- Délimitation des espaces proches du rivage, à partir des études existantes (étude DDTM76 / SCOT PDCM) ;
- Report de la limite des espaces proches du rivage sur le plan du PLU.

Les zones de développement urbain (AUc1, AUc2 et AUt) sont délimitées hors des espaces proches du rivage, conformément à l'article L121-13 CU.

Ajoutons que l'article L121-14 précise que « l'aménagement et l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes respectent les dispositions de l'article L121-13 relatives à l'extension limitée de l'urbanisation ».

Un renouvellement de l'offre d'accueil est envisagé au sein des zones Ut2 (camping des Baguenaudiers) et Nt (conservation de la partie est du camping pour l'accueil des camping-cars). Mais il ne s'agit pas d'extensions de l'urbanisation, dans le sens où ces opérations renouvellent des espaces en conservant leur vocation de camping touristique.

VI.4.4. Urbanisation interdite dans la bande littorale

L'article L121-16 du code de l'urbanisme dispose « *qu'en dehors des espaces urbanisés, les constructions ou installations sont interdites sur une bande littorale de cent mètres à compter de la limite haute du rivage* ».

Ce point a été développé au paragraphe « Orientation n°1 : Préserver le cadre de vie exceptionnel de la commune, à cheval entre vallée littorale et plateau cauchois » / « II.9. Action n°9 : Protéger la bande littorale des 100m ».

La bande littorale est classée par le PLU de Quiberville en zone Nbl.

VI.4.5. Détermination des capacités d'accueil



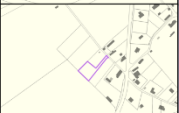
L'article L121-21 du code de l'urbanisme précise que « *pour déterminer la capacité d'accueil des espaces urbanisés ou à urbaniser, les documents d'urbanisme doivent tenir compte :*

- 1° De la préservation des espaces et milieux mentionnés à l'article L121-23 ;*
- 1° bis De l'existence de risques littoraux, notamment ceux liés à la submersion marine ;*
- 2° De la protection des espaces nécessaires au maintien ou au développement des activités agricoles, pastorales, forestières et maritimes ;*
- 3° Des conditions de fréquentation par le public des espaces naturels, du rivage et des équipements qui y sont liés. »*

VI.4.5.1. Capacité d'accueil des espaces urbanisés ou à urbaniser

Le PLU permet la construction en dent creuse et dans deux zones à urbaniser (AUc1 et AUc2). Le tableau ci-dessous récapitule le potentiel de construction :

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

			Surface (m²)	Surface utile (m²)	Densité (log./ha)	Quantité brute	Rétention foncière	Production 2019-2029	logements
Dents-creuses			26 757	26 757	10	22	50%		11
Coups partis	Rue du Vieux Puits (nord-est)		8 042	8 042		5			5
	Rue du Vieux Puits (sud-ouest)		3 673	3 673		2			2
	RD2		1 293	1 293		1			1
Zones AUh	Ancienne ferme du bourg		27 196	20 803	12	24			24
	Rue de l'église (log. individuel)		4 000	4 000	12	4			4
	Rue de l'église (séniors)		3 986	3 986	20	7			7
Zones AUt	Route de la vallée		55 666	55 666					
Bâtiments agricoles	Ancienne ferme "Ras"					2			2
	Zone A					3	75%		0,75
TOTAL									
								Logements séniors	7
								Logements population active (RP+RS+LV)	50
								dont LV (5%)	2
								dont RS (40%)	20
								dont RP (55%)	27

En outre, le PLU permet la création d'un nouvel équipement touristique sur la zone AUt, avec un potentiel d'environ 150 emplacements nus et 30 à 50 hébergements locatifs. Il convient toutefois de soustraire de la capacité d'accueil les 200 emplacements existants du camping de la plage, qui seront supprimés. Le projet de la zone AUt n'entraînera pas d'augmentation de la capacité d'accueil touristique de la commune. Le constat est identique pour l'aire de camping-cars de la zone Nt, qui remplacera l'aire existante à l'équilibre de la capacité d'accueil.

A cela pourraient s'ajouter 25 à 50 emplacements sur le camping des Baguenaudiers, aujourd'hui désaffecté.

VI.4.5.2. Une capacité d'accueil mesurée au regard de la préservation des espaces remarquables ou caractéristiques et des milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques

Les développements de l'habitat (zones AUc1 et AUc2) et des équipements touristiques (zone AUt) sont organisés hors des espaces littoraux (espaces remarquables du littoral et même espaces proches du rivage). Les espaces remarquables du littoral de Quiberville sont donc préservés.

Un soin particulier a été porté à la question de l'intégration de la zone AUt dans son environnement, à la fois en entrée de ville et en bordure des espaces remarquables du littoral (voir orientation d'aménagement). Le remplacement du camping de la plage par ce nouvel équipement touristique en arrière du littoral permettra de baisser la pression touristique sur les espaces littoraux.

Cela s'inscrit dans le cadre du projet territorial de la vallée de la Saône, qui a pour objectif global d'améliorer la qualité des espaces naturels de la vallée de la Saône.

VI.4.5.3. Une capacité d'accueil mesurée au regard de l'existence de risques littoraux, notamment ceux liés à la submersion marine

Les études relatives au PPRI sont en cours à Quiberville, mais ont été prises en compte dans les choix d'urbanisme.

En particulier, le PLU conduit le remplacement du camping de la plage, impacté par un risque de submersion marine, par un nouvel équipement touristique situé en arrière du littoral.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

Les développements de l'habitat (zones AUc1 et AUc2) et des équipements touristiques (zone AUt) sont ainsi positionnés à l'écart des risques littoraux.

VI.4.5.4. *Une capacité d'accueil mesurée au regard des objectifs de protection des espaces nécessaires au maintien ou au développement des activités agricoles, pastorales, forestières et maritimes*

La commune de Quiberville a fait le choix d'une croissance démographique modérée (+0,35%/an), lui permettant de lutter contre le vieillissement de la population et de stabiliser le profil démographique de la commune. Cette croissance est volontairement modeste afin de limiter le besoin foncier et être économe en terrains à urbaniser. De plus, le PLU fixe des objectifs de densification de l'urbanisation (dents creuses) et de densité pour les nouvelles opérations. Cela permet à la commune de Saint-Léonard de protéger ces espaces agricoles et pastoraux.

Le nouvel équipement touristique (AUt) représente une réduction notable des espaces agricoles (5,57 hectares), mais en même temps, une emprise de 3,40 hectares sera restituée aux espaces naturels et agricoles. Le différentiel correspondant à la consommation réelle d'espaces est de 2,17 hectares, ce qui est raisonnable au regard de l'intérêt général de ce projet (économie touristique du pays Dieppois Terroir de Caux).

VI.4.5.5. *Une capacité d'accueil mesurée au regard des conditions de fréquentation par le public des espaces naturels, du rivage et des équipements qui y sont liés*

Quiberville compte 550 habitants pour 580 logements en 2016. La moitié du parc de logements est constitué de résidences secondaires, qui couplées avec la capacité d'accueil des campings, des hôtels et des gîtes, permettent d'accueillir entre 2000 et 2500 personnes en haute saison.

Le projet de PLU prévoit :

- La construction de logements se répartit comme suit :
 - ☐ 27 résidences principales,
 - ☐ 20 résidences secondaires,
 - ☐ 2 logements vacants,
 - ☐ 7 logements seniors (comptés à part) ;
- Une augmentation d'une trentaine d'habitants résidents d'ici 2030 ;
- Un déplacement du camping municipal sans modification de la capacité d'accueil touristique ;
- La remise en fonctionnement du camping des Baguenaudiers, pour une capacité de 25 à 50 emplacements.

Cette augmentation aura pour conséquence une très légère amplification de la fréquentation estivale par le public, amenant une variation négligeable des besoins en transports, en équipement et en emplois touristiques.

Ajoutons que la commune est bien dotée en équipements touristiques (plage, terrains de tennis, aire de jeux pour les enfants, espace du Large). Ses réseaux publics d'adduction en eau, d'assainissement et d'électricité sont en capacité de desservir les projets prévus par le PLU (zones AUc1, AUc2 et AUt) :

- La station d'épuration de Sainte-Marguerite-sur-Mer traite les effluents de Quiberville et de Sainte-Marguerite-sur-Mer, soit une population de 1029 habitants permanents ; on estime que la population peut monter à environ 4000 en haute saison touristique. La station est en capacité de faire face au développement des communes de Quiberville et Sainte-Marguerite-sur-Mer. Elle présente des rendements épuratoires (source RDQS SIDESA) de 89% et 96% pour les matières organiques (DCO et DBO5), 95% pour les matières en suspension (MES) et 90% pour l'azote (NTK). En revanche, il est nécessaire d'améliorer le traitement du phosphore.

4EME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

- L'eau potable provient d'une ressource propre à la commune, la station de production de Quiberville « Les Clos », qui a fourni 100% de l'eau produite en 2018, c'est-à-dire 50 620 m³ (source RDQS SIDESA). Les prélèvements autorisés sur la commune sont de 480 m³/jour, soit plus de 175 000 m³/an. Les prélèvements réels sont largement en dessous du plafond autorisé, puisque même en période estivale, ils sont à environ 220 m³/jour.

La ressource de la commune est donc excédentaire en termes de besoins, et la commune ne réalise ni importation ni exportation d'eau potable. La station de production d'eau potable est en capacité de faire face au développement de la commune de Quiberville, tant en période hivernale qu'estivale.

VI.4.6. Préservation des coupures d'urbanisation

L'article L121-22 demande que « *les plans locaux d'urbanisme prévoient des espaces naturels présentant le caractère d'une coupure d'urbanisation* ».

Ce point a été développé au paragraphe « Orientation n°1 : Préserver le cadre de vie exceptionnel de la commune, à cheval entre vallée littorale et plateau cauchois » / « II.4. Action n°4 : Préserver les coupures d'urbanisation ».

VI.4.7. Préservation des espaces remarquables ou caractéristiques et des milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques

L'article L121-23 du code de l'urbanisme dispose que le PLU « *préserve les espaces terrestres et marins, sites et paysages remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel et culturel du littoral, et les milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques* ».

Ce point a été développé au paragraphe « Orientation n°1 : Préserver le cadre de vie exceptionnel de la commune, à cheval entre vallée littorale et plateau cauchois » / « II.10. Action n°10 : Protéger les espaces remarquables du littoral ».

Les espaces remarquables du littoral sont classés par le PLU de Quiberville en zone Nerl.

VI.4.8. Classement des parcs et ensembles boisés

En application de la loi littoral (article L121-27 CU), les parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs de la commune ont été classés en espaces boisés au titre de l'article L113-1 CU (EBC).

Ce point a été développé au paragraphe « Orientation n°1 : Préserver le cadre de vie exceptionnel de la commune, à cheval entre vallée littorale et plateau cauchois » / « II.1. Action n°1 : Protéger le patrimoine naturel typique du Pays de Caux ».

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

Source ALISE / PERSPECTIVES

I. Contexte réglementaire

Au titre de l'évaluation environnementale, le rapport de présentation (Article R151-3) :

- 1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;
- 2° Analyse les perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;
- 3° Expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L414-4 du code de l'environnement ;
- 4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;
- 5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;
- 6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;
- 7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

II. Objectifs de l'élaboration du plan local d'urbanisme, de l'évaluation environnementale et articulation avec les autres documents et lois d'urbanisme

II.1. Objectifs de l'élaboration du plan local d'urbanisme

La municipalité a pour objectifs (délibération du conseil municipal du 27 octobre 2015) :

- Posséder une maîtrise foncière de la commune pour assurer son développement ;
- Dynamiser et mettre en valeur le bourg afin notamment de permettre le retour de la population dans le cœur du bourg ;
- Protéger et valoriser le patrimoine bâti et non bâti ;
- Assurer un équilibre entre les diverses activités de la commune : agriculture, tourisme et commerce ;
- Assurer l'adéquation entre le développement du territoire communal et les objectifs du Grenelle de l'environnement ;

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

- Organiser l'espace communal afin de créer des lieux de vie de qualité pour toutes les tranches d'âges de la population ;
- Maintenir par un développement harmonieux un habitat de qualité dans le village.

Au-delà de ces objectifs initiaux, l'articulation entre le **projet territorial de la vallée de la Saône** (opération pilotée par le conservatoire du littoral) et le PLU a été décisive dans les choix opérés par ce dernier :

- Accompagnement de la reconnexion terre / mer ;
- Réaménagement des milieux de la basse vallée de la Saône ;
- Déplacement du camping municipal vers l'intérieur des terres.

II.2. Objectifs de l'évaluation

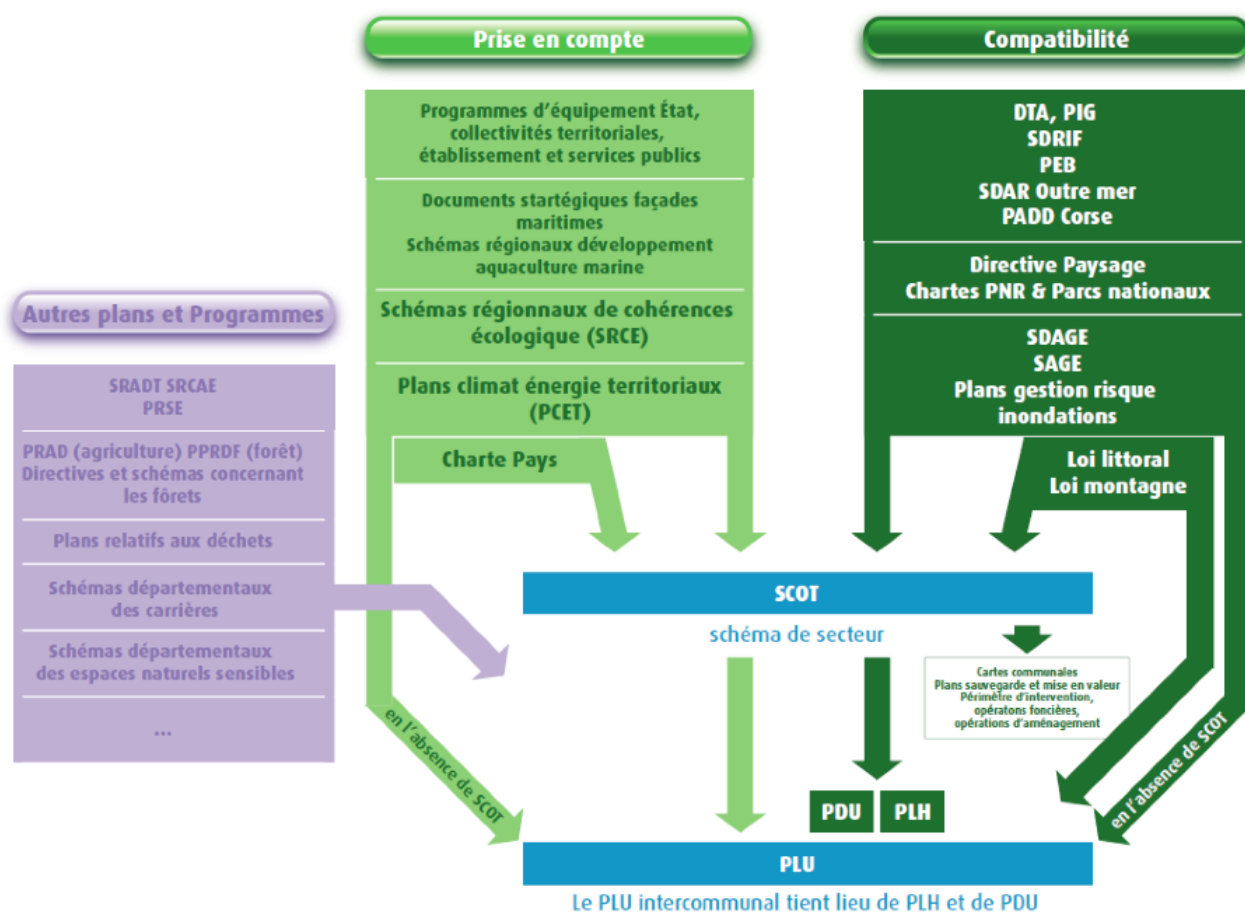
L'évaluation environnementale a pour objectif d'identifier les incidences notables sur l'environnement que la mise en œuvre et l'élaboration de plans ou de l'évolution apportée au document d'urbanisme sont susceptibles d'engendrer. Ainsi, l'objet de cette évaluation environnementale concerne l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Quiberville-sur-Mer.

L'évaluation environnementale permet de s'interroger sur l'opportunité de tous les projets d'aménagement du territoire, leur cohérence et leur intégration environnementale. Elle vise à identifier les incidences du document d'urbanisme sur l'environnement et la santé et à l'adapter en conséquence, de façon à éviter, réduire, ou à défaut compenser les impacts dommageables potentiels sur l'environnement. Elle contribue également à définir les conditions de réalisation des futurs projets, à en améliorer l'acceptabilité environnementale et à anticiper la prise en compte de leurs incidences. Enfin, elle renforce l'information du public grâce au rapport environnemental qui retranscrit cette démarche intégratrice d'évaluation environnementale.

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

II.3. Articulation avec les documents de planification supra-communaux

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme doit être compatible avec plusieurs documents supra-communaux ou les prendre en compte : SDAGE, SAGE, SRCE, SCoT, ...



Prise en compte et compatibilité des documents d'urbanisme

II.3.1. SDAGE

Créé par la loi sur l'eau de 1992, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) fixe pour chaque bassin les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau. Cette gestion s'organise à l'échelle des territoires hydro-géographiques cohérents que sont les six grands bassins versants de la métropole ainsi que les quatre bassins des DOM.

Outil de planification et de cohérence de la politique de l'eau prévu pour une période quinquennale, le S.D.A.G.E. est accompagné d'un programme de mesures qui décline ses orientations en moyens (réglementaires, techniques, financiers) et en actions permettant de répondre à l'objectif ambitieux pour chaque unité hydrographique. Le S.D.A.G.E. est également le cadre de cohérence pour les S.A.G.E. (Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux).

C'est un document de planification qui fixe, pour une période de six ans, « les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux » (article L212-1 du code de l'environnement).

Le SDAGE Seine-Normandie établi pour la période 2016-2021 a été adopté par le Comité de bassin le 5 novembre 2015 et annulé par décision du tribunal administratif de Paris le 19 décembre 2018.

Ainsi, les orientations fondamentales suivantes sont issues du SDAGE Seine-Normandie 2010-2015 :

- Défi n°1 : Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques
- Défi n°2 : Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

- Défi n°3 : Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les substances dangereuses
- Défi n°4 : Réduire les pollutions microbiologiques des milieux
- Défi n°5 : Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future
- Défi n°6 : Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides
- Défi n°7 : Gestion de la rareté de la ressource en eau
- Défi n°8 : Limiter et prévenir le risque d'inondation

Certaines dispositions du S.D.A.G.E. s'appliqueront directement à la révision du Plan Local d'urbanisme, notamment :

- Disposition D6.102 : « Développer les voies alternatives à l'extraction de granulats alluvionnaires » ;
- Disposition D7.128 : « Garantir la maîtrise de l'usage du sol pour l'AEP future » ;
- Disposition D7.137 : « Anticiper les effets attendus du changement climatique » ;
- Disposition D8.139 : « Prendre en compte et préserver les zones d'expansion des crues dans les documents d'urbanisme » ;
- Disposition D8.142 : « Ralentir l'écoulement des eaux pluviales dans la conception des projets » ;
- Disposition D8.143 : « Prévenir la genèse des inondations par une gestion des eaux pluviales adaptée » ;
- Disposition L1.161 : « Elaborer et préciser les scénarii globaux d'évolution pour modéliser les situations futures sur le bassin » ;
- Disposition L2.163 : « Renforcer la synergie, la coopération et la gouvernance entre les acteurs du domaine de l'eau, des inondations, du milieu marin et de la cohérence écologique » ;
- Disposition L2.168 : « Favoriser la participation des commissions locales de l'eau lors de l'élaboration, la révision et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme (SCOT, PLU et carte communale) avec la SAGE ».

II.3.2. Plan de gestion des risques Inondations du bassin Seine Normandie 2016-2021

Le Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) est un document stratégique pour la gestion des inondations sur le bassin Seine-Normandie. Il doit être compatible avec les documents d'urbanisme (SCOT et PLU). Il fixe quatre grands objectifs pour réduire les conséquences des inondations sur la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'économie. L'ensemble des dispositions du PGRI sont regroupées dans le Défi n°8 du SDAGE « Bassin de la Seine et cours d'eau côtiers Normands » présenté dans le paragraphe ci-dessous dédié au SDAGE. Les quatre grands objectifs du PGRI sont les suivants :

- Réduire la vulnérabilité des territoires
- Agir sur l'aléa pour réduire le coût des dommages
- Raccourcir fortement le délai de retour à la normale des territoires sinistrés
- Mobiliser tous les acteurs pour consolider les gouvernances adaptées et la culture du risque

Le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de Quiberville doit s'articuler avec ces quatre grands axes. L'objectif n°1 met l'accent sur la nécessité de prendre en compte les inondations en amont des projets et de se concentrer sur la réduction de la vulnérabilité des enjeux existants dans les zones concernées par les inondations. Il va s'agir de mesurer le risque et d'évaluer les incidences du projet sur le risque inondation pour considérer des mesures d'évitement et de compensation. L'analyse du risque inondation est précisée dans la partie « Milieu Humain, Risques naturels » de l'Etat initial de l'environnement de l'évaluation environnementale. Les incidences et mesures liées sont précisées dans la partie « Risques naturels » de ce document.

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

II.3.3. Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires de la Région Normandie (SRADDET)

Prévue par la loi NOTRe (loi sur la nouvelle organisation territoriale de la République du 7 août 2015), l'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires de la Région Normandie (SRADDET) entre dans une phase active de concertation.

Le SRADDET fixe des objectifs de moyen et long termes en matière :

- D'équilibre et d'égalité des territoires
- D'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional
- De désenclavement des territoires ruraux
- D'habitat
- De gestion économe de l'espace,
- D'intermodalité et de développement des transports
- De maîtrise et de valorisation de l'énergie
- De lutte contre le changement climatique
- De pollution de l'air
- De protection et de restauration de la biodiversité
- De prévention et de gestion des déchets.

Il s'agit à la fois d'un document :

- Prescriptif en matière d'aménagement et d'urbanisme (il s'imposera en particulier aux SCoT et PLUI). Il doit fixer des objectifs de moyen et long terme à prendre en compte par les documents d'urbanisme et définir des règles générales (avec lesquelles les documents d'urbanisme devront être compatibles)
- Intégrateur par l'intégration de différents schémas existants en matière d'environnement, de transports, etc. dans un même document
- Prospectif, puisqu'il doit fixer des objectifs de moyen et long terme et vise l'égalité des territoires

L'enjeu est d'aboutir à un projet de territoire partagé par la population et l'ensemble des acteurs régionaux, publics et privés. Avec, pour fils conducteurs, la simplification et la mise en cohérence des politiques publiques, ainsi que le développement durable du territoire. L'enquête publique sur le SRADDET s'est terminée le 21 juin 2019.

II.3.4. Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) est un document de planification élaboré de manière collective, pour un périmètre hydrographique cohérent. Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau.

Il doit être compatible avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) et il est doté d'une portée juridique : le règlement et ses documents cartographiques sont opposables aux tiers et les décisions dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendues compatibles avec le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau (PAGD). Le PAGD et le règlement sont les deux documents du SAGE.

Quiberville n'appartient à aucun périmètre de SAGE.

II.3.5. Schéma Régional de Cohérence Ecologique

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) est un document-cadre élaboré conjointement par le Conseil Régional de Haute Normandie et l'État en concertation avec les représentants du territoire haut-normand (décideurs, gestionnaires ou usagers de l'espace). Le SRCE, déclinaison

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

régionale de la trame verte et bleue a pour principal objectif d'enrayer la perte de la biodiversité en participant à la préservation, la gestion et la remise en état des milieux nécessaires aux continuités écologiques.

Il est un outil d'aménagement destiné à orienter les stratégies, les documents d'urbanisme et les projets. Les schémas de cohérence territoriaux (Scot) doivent le prendre en compte ce document cadre tout comme les documents de planification et projets de l'État. Les plans locaux d'urbanisme (PLU) et cartes communales doivent être compatibles avec les schémas de cohérence territoriale et les schémas de secteur. En l'absence de schéma de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales doivent prendre en compte les SRCE.

Le SRCE a été adapté par le Conseil Régional de Haute-Normandie le 13 octobre 2014 et adopté par arrêté du préfet de la région le 18 novembre 2014.

La Trame verte et bleue contribue à l'état de conservation favorable des habitats naturels et des espèces et au bon état écologique des masses d'eau. Elle s'étend jusqu'à la laisse de basse mer et dans les estuaires, à la limite transversale de la mer. Le SCRE présente la trame verte et bleue via les réservoirs et les corridors écologiques.

Le SRCE défini sur Quiberville **plusieurs réservoirs et corridors écologiques**, ils devront être pris en compte dans le cadre du PLU.

II.3.6. PCET

La prise de conscience vis-à-vis du changement climatique a poussé certains territoires à s'intéresser à leurs émissions de gaz à effet de serre. C'est ainsi que lancé dans la continuité du Plan Climat National et prévu par les P.R.Q.A., le Plan Climat Energie Territorial (P.C.E.T.) a vu le jour. Le P.C.E.T. est un document de gestion qui permet de :

- Développer un plan d'action à moyen et court terme afin de réduire les émissions de G.E.S. sur le territoire ;
- Identifier la dépendance des activités et habitants de la collectivité face aux énergies fossiles et d'en déduire la vulnérabilité économique en cas de réduction des réserves hydrocarbures ;
- Développer les filières économiques basées sur les énergies renouvelables et les éco-matériaux ;
- Envisager les enjeux d'adaptation du territoire aux effets potentiels du changement climatique.

Six axes prioritaires ont été identifiés pour l'élaboration du Plan Climat Énergie de la Seine-Maritime :

- Axe 1 : Être un Département exemplaire
- Axe 2 : Lutter contre la précarité énergétique
- Axe 3 : Diminuer l'impact de la mobilité sur le climat
- Axe 4 : Promouvoir un développement local et un aménagement durable du territoire seinomarin
- Axe 5 : Sensibiliser et mobiliser les partenaires extérieurs
- Axe 6 : S'adapter aux changements climatiques

Le PLU de Quiberville prendra en compte le PCET de la Seine-Maritime, notamment sur les axes 3, 4 et 6 du plan.

II.3.7. Le Plan Régional de l'Agriculture Durable

Le Plan Régional de l'Agriculture Durable (PRAD), inscrit dans le code rural et de la pêche maritime par la Loi de Modernisation de l'Agriculture et de la Pêche du 27 juillet 2010, permet de disposer au niveau régional d'une réflexion sur une vision partagée de l'agriculture durable, conciliant efficacité économique et performance écologique. Le PRAD fixe les grandes orientations de la politique agricole, agroalimentaire et agro-industrielle de l'Etat dans la région, en prenant en compte les spécificités des

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

territoires ainsi que l'ensemble des enjeux économiques, sociaux et environnementaux, facteurs essentiels de la durabilité de l'agriculture.

Lors de l'élaboration ou de la révision des documents d'urbanisme, il doit être porté à la connaissance des communes et des établissements publics de coopération intercommunale compétents, renforçant ainsi la prise en compte de l'agriculture dans ces documents d'urbanisme.

PRAD de l'ex région Haute-Normandie (Eure et Seine-Maritime) a été validé le 5 avril 2013 pour la période 2012-2019.

Ce document définit plusieurs orientations stratégiques et actions :

- Défi n° 1 : Favoriser la coexistence et promouvoir la structuration des filières régionales, pour accroître la valeur ajoutée dégagée par les productions haut-normandes
- Défi n° 2 : Accroître la valeur ajoutée à l'échelle des exploitations par la diversification des productions et des modes de productions et par la formation des agriculteurs
- Défi n°3 : Répondre au défi de la préservation du foncier agricole, de la ressource en eau, de la biodiversité et de la qualité des sols
- Défi n° 4 : Conforter l'ancrage de l'agriculture dans son territoire
- Défi n° 5 : Se préparer aux changements majeurs qui se dessinent, notamment par la recherche et la formation

II.3.8. Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets non Dangereux

Instauré par le décret du 11 juillet 2011, le Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets non Dangereux (PDPGDND) vient remplacer le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA).

Le PDPGDND est destiné à coordonner et programmer les actions de la gestion des déchets à engager sur 5 et 10 ans, notamment pour les collectivités locales. En effet, d'après l'article L.541-1 du Code de l'Environnement, le plan doit assurer la réalisation des objectifs suivants :

- Prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la fabrication et sur la distribution des produits,
- Organiser le transport des déchets et le limiter en distance et en volume,
- Valoriser les déchets par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir à partir des déchets des matériaux réutilisables ou de l'énergie,
- Assurer l'information du public sur les effets pour l'environnement et la santé publique des opérations de production et d'élimination des déchets, (...) ainsi que sur les mesures destinées à en prévenir ou à en compenser les effets préjudiciables.

Il n'y a pas encore de PDPGDND en vigueur en Seine-Maritime. Le plan applicable est le PDEDMA qui date de mars 2010.

II.3.9. Schéma de Cohérence Territoriale du Pays Dieppois Terroir de Caux

En application de l'article L131-4 du code de l'urbanisme, le PLU de Quiberville doit être **compatible avec le SCOT du Pays Dieppois Terroir de Caux**.

Les principaux objectifs du SCOT intéressant le PLU de Quiberville sont donnés ci-dessous, ainsi que la manière dont les PLU les prend en compte et assure la compatibilité avec ses propres dispositions :

- Objectif 1.1.2 : Affirmer le rôle des pôles et des bassins de vie pour des vocations complémentaires au service de tous les usagers
- Objectif 1.1.3 : Renforcer les pôles dans la programmation du développement
Quiberville est classé comme **commune non pôle**, où le développement maîtrisé doit permettre de maintenir la population, voire de l'augmenter légèrement. Le SCOT prévoit une production de **724 logements en 20 ans** (2016-2036) pour l'ensemble des communes non pôles de

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

l'ancienne communauté de communes Saône et Vienne (31 communes), mais ne décline pas cet objectif commune par commune.

Toutefois, un calcul par ratio démographique donne un rythme de 0,7 logement par an pour Quiberville (la population de Quiberville représentant 9% des communes non pôles de l'ancienne communauté de communes Saône et Vienne). Même si le SCOT ne fixe pas de déclinaison des objectifs de production de logement à l'échelle de chaque commune, cet ordre de grandeur est intéressant à prendre en compte.

Le lien de compatibilité PLU-SCOT doit également être **apprécié de manière qualitative**, car le SCOT fixe des objectifs de production de logements dans un objectif d'accueil de population résidant de façon permanente (en se basant sur la notion de population municipale au sens de l'INSEE). Sur le territoire de l'ex-communauté de communes Saône et Vienne, Quiberville a un statut très particulier. C'est la **seule commune littorale** et c'est la **commune la plus touristique** ; d'ailleurs, si l'on tient compte des résidences secondaires, des campings, des hôtels et des gîtes, la capacité d'accueil (régulièrement atteinte en période estivale) monte à 2000-2500 personnes, faisant de Quiberville la plus grosse commune de l'ex-communauté de communes Saône et Vienne. Il est important, dans le cadre d'une vision supra-communale du développement territorial, de tenir compte de cette population résidant en permanence et de cette population touristique, ainsi que des mécanismes de secondarisation des logements.

Outre ce statut littoral, plusieurs traits distinctifs font de Quiberville une **entité atypique** au sein du groupe des communes non-pôles de l'ex-communauté de communes Saône et Vienne :

- La commune de Quiberville est l'une des communes « non pôle » les plus peuplées du SCOT ; avec 550 habitants en 2016, elle est la 3^{ème} commune non-pôle la plus peuplée, derrière Auppegard et le Thil-Manneville ;
- Quiberville, à la différence de la plupart des autres petites communes de l'ex-communauté de communes Saône et Vienne, possède encore quelques commerces (épicerie, vente des pêcheurs, restaurants, etc.) et des équipements de qualité (espace du Large, salle polyvalente, bibliothèque, école élémentaire, etc.) ;
- Quiberville compte un nombre élevé de logements (580 en 2016), la plaçant parmi les communes les plus importantes de l'ex-communauté de communes Saône et Vienne : elle compte deux fois plus de logements qu'Auppegard, qui est la commune non-pôle la plus peuplée avec 728 habitants. Elle compte davantage de logements que Gueures, Ouville-la-Rivière, Longueil, Gruchet-Saint-Siméon, Brachy et Avremesnil, pourtant classés « pôles » par le SCOT. Seuls les pôles principaux que sont Bacqueville-en-Caux et Luneray en comptent davantage.

On voit que Quiberville occupe une place de première importance au sein du groupe des communes non-pôles de l'ex-communauté de communes Saône et Vienne, justifiant un objectif de production de logement plus élevé (dans la mesure où les objectifs sont définis par groupe de commune). C'est pourquoi le PLU de Quiberville prévoit la construction de 57 nouveaux logements, dont environ **27 résidences principales** (proportion 55%). Ainsi, la **production de logements sera bien compatible avec le SCOT**.

- Objectif 1.1.5 : Mettre en œuvre une gestion des risques en veille sur les effets du changement climatique pour préserver la capacité d'accueil du territoire sur le long terme

Le PLU de Quiberville prend en compte les risques d'inondation, d'effondrement de cavités souterraines et de retrait-gonflement des argiles. Il protège les éléments jouant un rôle hydraulique (talus, haies, mares).

Le PLU accompagne la mise en œuvre du projet territorial de la vallée de la Saône, destiné à améliorer la résilience du territoire face aux risques d'inondation.

- Objectif 1.2.1 : Protéger les **réservoirs de biodiversité**

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

- Objectif 1.2.2 : Protéger et gérer les **boisements** et le **bocage** en tenant compte de la diversité des enjeux
- Objectif 1.2.3 : Protéger les **milieux humides** et les **abords des cours d'eau**
- Objectif 1.2.4 : Maintenir et valoriser la perméabilité environnementale globale des **corridors écologiques**

Le SCOT identifie un réservoir humide en fond de vallée, des corridors fort déplacement sur les coteaux et un petit corridor calcicole en coteau. Ces éléments correspondent aux réservoirs et corridors du SRCE de Haute-Normandie. Voir les chapitres « 5.4. Incidences notables probables et mesures de l'élaboration du plan local d'urbanisme sur le milieu naturel (hors Natura 2000) » et « 5.5. Incidences notables probables de la révision du plan local d'urbanisme sur les sites Natura 2000 ».

Les **parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs** de la commune ont été classés en espaces boisés au titre de l'article L113-1 CU (EBC) au titre de la loi littoral ; les alignements d'arbres de qualité sont protégés par le PLU au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme. Ces éléments constituent le support des continuités écologiques.

Ajoutons que Quiberville, Saint-Marguerite-sur-Mer et Longueuil sont engagées dans un projet ambitieux de reconnexion terre / mer, le **projet territorial de la basse vallée de la Saône**. Ce projet vise à améliorer les fonctionnalités des milieux humides et la qualité des cours d'eau.

- Objectif 1.3.1 : Privilégier l'enveloppe urbaine
- Objectif 1.3.2 : Faciliter le fonctionnement des exploitations
- Objectif 1.3.3 : Limiter la consommation d'espaces agricoles

Le SCOT fixe un objectif maximal de consommation d'espace en extension pour le développement résidentiel pour l'ensemble de l'ancienne communauté de communes Saône et Vienne (31 communes) à **74 hectares entre 2016 et 2036**, mais ne décline pas cet objectif commune par commune.

Toutefois, un calcul par ratio démographique donne une enveloppe en extension urbaine de 1,42 hectare pour Quiberville (la population de Quiberville représentant 3,8% des communes de l'ancienne communauté de communes Saône et Vienne). Même si le SCOT ne fixe pas de déclinaison des objectifs de consommation foncière à l'échelle de chaque commune, cet ordre de grandeur est intéressant à prendre en compte.

Le PLU organise un développement résidentiel par densification du tissu déjà urbanisé (dents creuses) et mobilisation de zones à urbanisées enclavées dans le bourg. Ces efforts permettent de limiter efficacement contre la consommation d'espaces agricoles, sans engendrer d'étalement urbain. Le PLU est donc bien compatible avec le SCOT.

Enfin, le SCOT fixe un objectif de densité pour le développement résidentiel en extension de l'enveloppe urbaine des communes non pôle de l'ancienne communauté de communes Saône et Vienne à **15 logements par hectare** (VRD inclus). L'objectif retenu par le PLU de Quiberville est un peu plus faible, à savoir 12 logements par hectare. Toutefois, l'écart est modéré et ne se traduit pas par une surconsommation d'espace car le projet de PLU n'entraîne pas d'extension hors du contour actuel du village).

En effet, la commune de Quiberville souscrit à la volonté nationale de diminution de la consommation de l'espace, mais souhaite que cela ne conduise pas à créer des formes urbaines difficiles à intégrer à l'urbanisation traditionnelle du village. C'est pourquoi les élus ont souhaité adopter un objectif de densité plus sage, compatible avec :

- ☐ Le respect du cadre de vie rural de la commune (il convient d'éviter de créer des terrains sans rapport avec l'échelle relativement importante des parcelles actuellement urbanisées) ;
- ☐ Les reculs vis-à-vis des talus, des arbres isolés et des parcs boisés existants (pour se prémunir des chutes de branches) ;

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

- ☐ La préservation d'espaces libres autour des constructions, pour faciliter l'accompagnement végétal (plantations d'arbres dans les jardins) ;
- ☐ La gestion des eaux de pluie (pour gérer les eaux pluviales à la parcelle).

Parallèlement, le PLU organise le déplacement du camping municipal de la plage au bénéfice d'un nouvel équipement touristique situé en arrière du littoral (croisement de la route de la vallée et de la route de la Saône). 5,57 hectares seront consommés pour la réalisation de ce projet, mais en même temps, une emprise de 3,40 hectares sera restituée aux espaces naturels et agricoles. Le différentiel correspondant à la consommation réelle d'espaces est de 2,17 hectares, ce qui est raisonnable au regard de l'intérêt général de ce projet.

- Objectif 1.4.1 : Assurer le bon fonctionnement des différents espaces du littoral sur le long terme et valoriser leurs liens avec l'arrière-pays

A son échelle au titre de la loi littoral, le SCOT localise les espaces remarquables, détermine les coupures d'urbanisation, précise les notions de villages et agglomérations et délimite les espaces proches du rivage.

Ces éléments ont été affinés dans le cadre du PLU, en compatibilité avec le SCOT qui en avait fixé la localisation générale. Voir 4^{ème} partie : « Justification du projet » / « Orientation n°1 : Préserver le cadre de vie exceptionnel de la commune, à cheval entre vallée littorale et plateau cauchois » :

- ☐ Action n°4 : Préserver les coupures d'urbanisation
- ☐ Action n°9 : Protéger la bande littorale des 100m
- ☐ Action n°10 : Protéger les espaces remarquables du littoral
- ☐ Action n°11 : Limiter les développements de l'urbanisation au sein des espaces proches du rivage

Voir également le paragraphe ci-dessous « Application de la loi Littoral ».

- Objectif 1.4.2 : Mettre en œuvre un aménagement révélant et facilitant l'accès aux paysages et patrimoines pour une valorisation commune de notre identité

Le **patrimoine bâti quibervillais est protégé** par le PLU au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme (grandes villas balnéaires du 19^{ème} siècle, constructions rurales cauchoises et châteaux / manoirs).

Le **patrimoine naturel quibervillais est protégé** par le PLU au titre de l'article L113-1 (parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs) ou de l'article L151-23 du code de l'urbanisme (alignements d'arbres et arbres isolés).

Les **perspectives remarquables** sont protégées par le zonage (zone agricole ou zone naturelle).

Les projets de construction envisagés par le PLU doivent **conforter le patrimoine naturel** à l'occasion de leur aménagement (orientations d'aménagement : plantation de haies, création d'espaces verts ...).

- Objectif 2.1.2 : Favoriser les activités dans le tissu urbain existant
L'installation d'activités non nuisantes (petit artisanat, bureaux, etc. ...) est encouragée par le PLU dès lors qu'elles sont compatibles avec la proximité de l'habitat.
- Objectif 2.2.1 : Faciliter le développement des activités accessoires créatrices de valeur ajoutée
- Objectif 2.2.2 : Prévoir les espaces d'activités liés aux filières agricoles, sylvicoles et de pêches
- Objectif 2.2.3 : Favoriser les circuits de proximité

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

Ces objectifs du SCOT concernent la facilitation et la diversification des activités agricoles, que le PLU encourage avec la possibilité de réaliser des constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production.

En outre, le PLU permet la construction de bâtiments nécessaires à la pêche en zone urbaine.

- Objectif 2.3.1 : Affirmer des pôles touristiques structurants culture, patrimoine, histoire, nautisme, nature
 - Objectif 2.3.2 : Reconnaître, protéger, valoriser et mettre en réseau les patrimoines et points d'intérêt
 - Objectif 2.3.3 : Favoriser le développement de l'offre d'hébergement et le développement d'événementiel et d'activités en lien avec les politiques culturelles, sportives ou de loisirs
 - Objectif 2.3.4 : Organiser les mobilités touristiques dans une logique durable
- Le SCOT rattache la station balnéaire de Quiberville au « pôle nature, nautisme, loisirs et découvertes ». Il anticipe le projet territorial de vallée de la Saône.
- Ces éléments sont déclinés dans le PLU de Quiberville : règlement compatible avec la **mise en œuvre du projet territorial** de vallée de la Saône, **nouvel équipement touristique** AUt, protection du patrimoine naturel et bâti, préservation des grandes perspectives paysagères, développement des mobilités douces ...

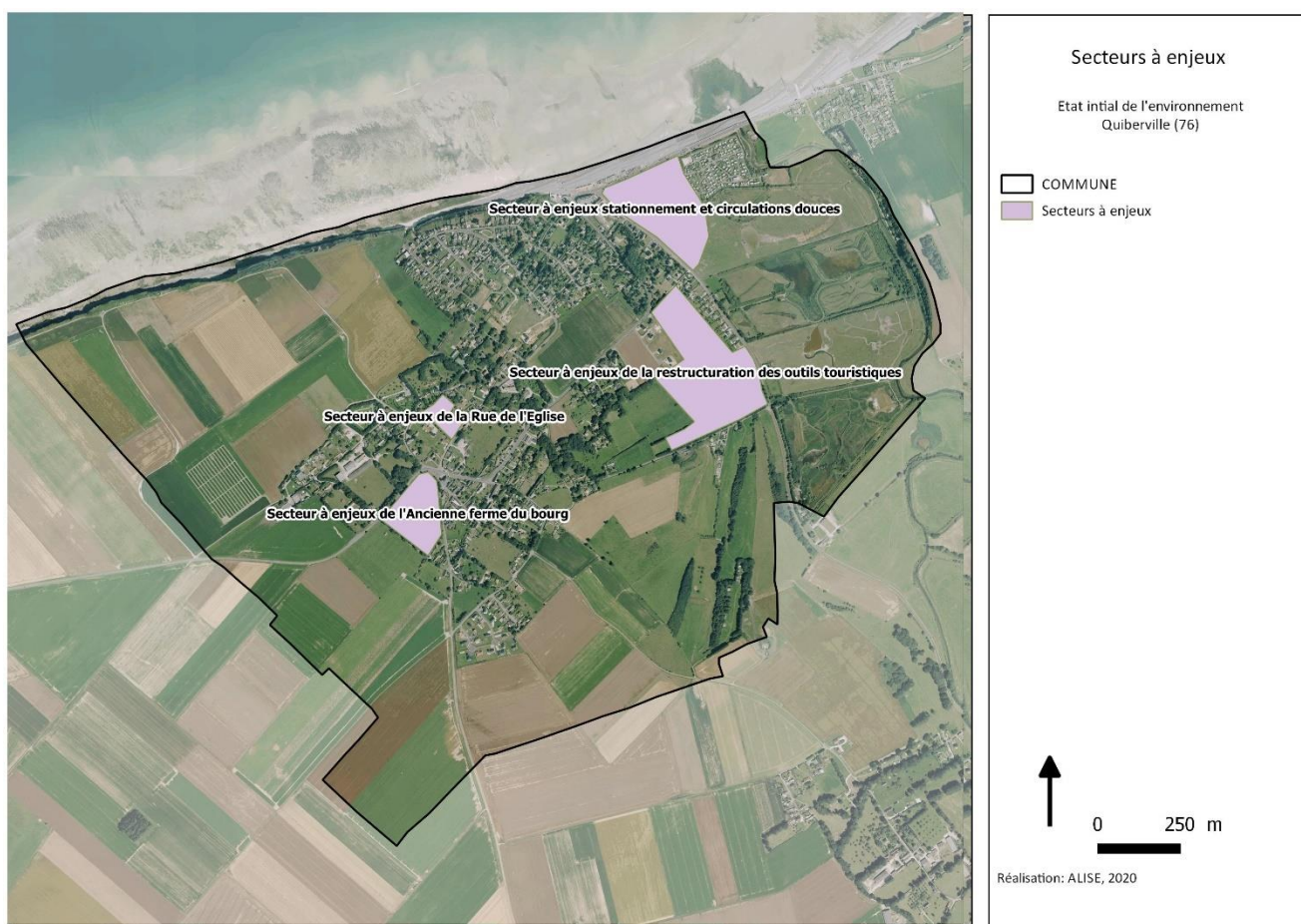
- Objectif 3.1.3 : Développer les mobilités à l'échelle des espaces de vie en lien avec les équipements et services de proximité
- Le PLU de Quiberville protège les circulations douces existantes (repérage au titre du L151-38) et prévoit la création de nouveaux itinéraires : circulations douces dans la vallée de la Saône en lien avec le projet territorial, lien entre le nouvel équipement touristique et la mer, liaisons douces internes aux zones à urbaniser.
- Objectif 3.3.1 : Développer une offre en logement équilibrée qui renforce les pôles et soutient la vitalité des bourgs et villages
 - Objectif 3.3.2 : Organiser la **mixité sociale et générationnelle**
 - Objectif 3.3.3 : Promouvoir un urbanisme de projet
 - Objectif 3.3.4 : Prolonger l'armature paysagère et écologique dans l'espace urbain
- Le PLU organise un **développement résidentiel priorisé sur le bourg**. Les deux zones à urbaniser AUc1 et AUc2 sont enclavées dans les parties actuellement urbanisées ; des coutures entre ces nouveaux quartiers et la zone urbaine seront faciles à mettre en œuvre ; les OAP déterminent les conditions pour la qualité de ces coutures urbaines.
- Objectif 3.4.1 : Réduire la consommation énergétique et les émissions de gaz à effet de serre
 - Objectif 3.4.2 : Développer les énergies renouvelables
- Le règlement intègre des dispositions spécifiques aux dispositifs de production d'énergies renouvelables, afin d'encourager leur installation dans le respect du cadre de vie quibervillais.

II.4. Application de la loi Littoral

Voir « 4^{ème} partie : Justification du projet » / « VI. Compléments techniques de la justification du projet de PLU » / « VI.4. Synthèse de la prise en compte de la loi littoral ».

III. Caractérisation des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du PLU

Les zones susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du PLU correspondent aux secteurs à enjeux qui pourraient être touchés par l'urbanisation future ou situés à proximité. Pour chaque secteur, lorsque cela est nécessaire, l'analyse porte sur les différentes contraintes présentes sur le territoire (zones humides, zones de risques, présence de zones d'intérêt environnemental). Dans le cadre de l'évaluation environnementale, des secteurs à enjeux ont été déterminés.



Localisation des secteurs à enjeux - Zones susceptibles d'être touchées de manière notable (source ALISE)

III.1. Secteur à enjeux de l'ancienne ferme du bourg (zone AUC1)

Le secteur à enjeux de l'Ancienne ferme du bourg concerne strictement la zone à urbaniser AUc1. Il représente une surface d'environ 2,72 ha à aménager à vocation d'habitat. Le terrain accueillera des logements locatifs et des logements en accession.

III.2. Secteur à enjeux de la rue de l'église (zone AUC2)

Le secteur à enjeux de la Rue de l'Eglise correspond strictement à la zone AUc2. Il représente une surface d'environ 0,8 ha et aura pour vocation l'accueil de logements locatifs et des logements en accession.

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

III.3. Secteur à enjeux de la restructuration des outils touristiques (zones AUt et Ut2)

Le secteur à enjeux de la restructuration des outils touristiques correspond à la zone AUt et Ut2. La zone AUt s'étend sur une superficie de 5,57 ha. La zone Ut2 accueille un camping existant, dit des Baguenadiers, alors que la zone AUt a pour vocation d'accueillir le nouveau camping municipal

III.4. Secteur à enjeux stationnement et circulations douces (zones Uc, Nt, Nerl)

Le secteur à enjeux du stationnement et des circulations douces s'étend sur les zones Uc, Nt et Nerl. Il inclut une zone de parking vert, un parking en dur, un parking camping-car, un parvis, un espace à requalifier (parc à huitres) et des constructions existantes.

IV. Analyse des incidences notables prévisibles

IV.1. Incidences : définition et présentation

IV.1.1. Cadrage de l'analyse des incidences

Dans cette partie, les incidences de la mise en œuvre du document sur l'environnement seront étudiées principalement les zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du PLU, à savoir les zones de projet suivantes :

- Secteur de l'Ancienne ferme du bourg
- Secteur de la Rue de l'Eglise
- Secteur de la restructuration des outils touristiques
- Secteur du stationnement et des circulations douces

IV.1.2. Les incidences générales envisageables

Les incidences de l'élaboration du document d'urbanisme supposent le changement de la nature de l'occupation du sol au droit des ouvrages et des nouvelles infrastructures.

IV.1.3. Les effets notables probables sur l'environnement

La notion « d'effets notables probables de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme sur l'environnement » visée par la Code de l'Environnement recouvre différentes typologies d'effets potentiels. Les typologies d'effets communément identifiées pour analyser les incidences des plans et programmes englobent les effets positifs et négatifs, directs et indirects, temporaires ou permanents, les effets à court/moyen/long terme, ainsi que les effets cumulés avec d'autres plans ou programmes connus.

IV.2. Analyse des orientations du PADD

Le PADD prend en compte les principes du développement durable d'un territoire ainsi que les grands enjeux environnementaux du territoire et de ses alentours. Les sites Natura 2000, le patrimoine naturel, paysager, urbain et historique sont mis en avant. Le PADD décline les orientations suivantes :

- ++ Incidence très positive sur l'environnement
- + Incidence positive sur l'environnement
- = Incidence neutre sur l'environnement
- Incidence négative sur l'environnement

Tableau d'analyse des incidences notables du PADD sur l'environnement :

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

Axes	Orientations	Thématiques concernées	Incidences potentielles sur l'environnement
I. Préserver le cadre de vie exceptionnel de la commune, à cheval entre vallée littorale et plateau cauchois	Action n°1 : Protéger le patrimoine naturel typique du Pays de Caux	Paysage, biodiversité	++
	Action n°2 : Protéger le patrimoine bâti	Paysage	++
	Action n°3 : Assurer la poursuite des pratiques assurant la gestion du paysage et de l'espace par l'agriculture (prairies humides, haies, ...)	Paysage, biodiversité	++
	Action n°4 : Préserver les coupures d'urbanisation	Paysage	++
	Action n°5 : Préserver les perspectives remarquables	Paysage, biodiversité	+
	Action n°6 : Protéger les zones Natura 2000	Biodiversité, paysage	++
	Action n°7 : Protéger les ZNIEFF	Biodiversité, paysage	++
	Action n°8 : Protéger les zones humides	Biodiversité, paysage, risques	++
	Action n°9 : Protéger la bande littorale des 100m	Biodiversité, paysage, risques	++
	Action n°10 : Protéger les espaces remarquables du littoral	Biodiversité, paysage	++
	Action n°11 : Limiter les développements de l'urbanisation au sein des espaces proches du rivage	Biodiversité, paysage	+
	Action n°12 : Préserver et développer la trame verte et bleue	Biodiversité, paysage, risques	++
	Action n°13 : Mettre en valeur la trame verte et bleue	Biodiversité, paysage, risques	+
	Action n°14 : Etre attentif à la qualité sanitaire des constructions dans le périmètre de protection du captage de Quiberville	Santé humaine	++

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

Axes	Orientations	Thématiques concernées	Incidences potentielles sur l'environnement
II. Engager la transition de l'économie du territoire dans la dynamique du projet territorial de la basse vallée de la Saône	Action n°1 : Développer un projet touristique en remplacement du camping municipal	Risques, biodiversité, sols	=
	Action n°2 : Repenser l'aménagement de l'espace de vente des produits de la pêche	Pollution, risques	+
	Action n°3 : Améliorer le front de mer de Quiberville	Paysage, déplacements	+
	Action n°4 : Recycler le parc à huîtres	Pollution, risques	+
	Action n°5 : Maintenir la capacité de stationnement au niveau de la station balnéaire de Quiberville		=
	Action n°6 : Créer une liaison douce dans la vallée, entre le nouveau projet touristique et la mer	Déplacements	+
	Action n°7 : Mener cette transition territoriale en concertation avec les partenaires de la commune et les territoires voisins		+
III. Assurer l'équilibre entre le développement de l'habitat résidentiel et balnéaire, la consolidation des activités agricoles et la préservation du caractère rural et balnéaire de la commune	Action n°1 : Construire environ 4 à 5 logements par an	Sols, déplacements	=
	Action n°2 : Compenser la captation des logements par les résidences secondaires		=
	Action n°3 : Rajeunir la population de Quiberville, qui a beaucoup vieilli depuis les années 2000		=
	Action n°4 : Diversifier la production de logement (mixité sociale et intergénérationnelle)		+
	Action n°5 : Réduire la consommation foncière par logement par rapport à la décennie passée : densité d'environ 12 logements par hectare pour les	Sols	++

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

Axes	Orientations	Thématiques concernées	Incidences potentielles sur l'environnement
	opérations de construction groupées		
	Action n°6 : Prioriser la construction de logements au sein des dents-creuses	Sols	+
	Action n°7 : Conforter le centre bourg par l'accueil de logements	Sols	+
	Action n°8 : Définir les zones constructibles en cohérence avec la capacité des réseaux existants		+

IV.3. Analyse thématique des incidences notables probables de l'élaboration du plan local d'urbanisme sur le milieu physique

IV.4. Le climat

IV.4.1.1. Enjeux environnementaux

La planification peut avoir une incidence sur le climat en réduisant ou en augmentant les déplacements motorisés imposés par la localisation des commerces, des services ou des zones d'activités. Les déplacements motorisés sont responsables de 15 % des émissions de gaz à effet de serre. Le plan peut aussi affecter le stockage du carbone, par exemple en programmant des aménagements qui imposent un défrichement. Des commerces et zones d'emplois sont présents sur la commune.

IV.4.1.2. Projet

Le PLU met en œuvre les outils réglementaires pour le maintien de ces services et emplois, favorisant ainsi les faibles déplacements.

6.2.1.3. Effets probables

La révision du P.L.U. n'entraînera pas d'incidences significatives au niveau du département ou de la région.

IV.4.1.3. Mesures

■ Mesure d'évitement :

Les secteurs d'ouverture à l'urbanisation sont situés à proximité d'équipements ou de services, favorisant ainsi les déplacements de proximité.

■ Mesure de réduction :

Figurent sur le document graphique les rues et sentiers piétonniers / cyclables à conserver ou à créer, identifiés au titre de l'article L151-38 CU du code de l'urbanisme.

Les OAP des secteurs à enjeux mettent en avant le maintien ou la création de cheminements piétons ou de déplacements doux, limitant ainsi les émissions de gaz à effet de serre.

Tableau « Dispositions des OAP relatives aux mobilités douces » :

Dispositions des OAP relatives aux mobilités douces

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

1- Secteur à enjeux de l'ancienne ferme du bourg	<p>La voie principale respectera le profil type</p> <ul style="list-style-type: none">• Noue enherbée• Chaussée d'emprise modérée, strictement adaptée au besoin de la zone• Banquette en herbe plantée d'un alignement d'arbres• Large voie piétonne <p>(...)</p> <p>Un cheminement piéton sera créé entre la place de la Mairie et la rue du Vieux Puits. Là où il est isolé (c'est-à-dire qu'il ne borde pas une voie ouverte aux véhicules), ce cheminement piéton respectera le profil type suivant :</p>
2- Secteur à enjeux de la rue de l'église	<p>La sente piétonne située à l'ouest de la zone sera conservée</p>
3- Secteur à enjeux de la restructuration des outils touristiques	<p>Le projet de voie douce le long de la route de la mer, à laquelle le camping devra se raccorder.</p>
4- Secteur à enjeux stationnement et circulations douces	<p>La continuité de cheminement piéton à travers le parvis et la zone « parking en dur » doit être conservée.</p> <p>Un nouveau cheminement piéton sera créé entre la rue de la Saône (en face de la sente des Baguenaudiers) et la rue du front de mer (à l'ouest du parc à huitres). La conception et le choix des matériaux permettront la circulation des PMR, et l'ouvrage sera agrémenté de mobiliers et/ou de postes d'observation permettant la découverte touristique.</p>

IV.4.2. Qualités des sols

IV.4.2.1. Enjeux environnementaux

Les principales formations géologiques se trouvant à l'affleurement dans la commune sont assez variées (Craie blanche à silex sur le plateau ouest, Alluvions modernes en fond de vallée, Colluvions sur les pentes).

IV.4.2.2. Projet

La création de secteurs à urbaniser et plus spécifiquement de leurs fondations nécessitera des remaniements locaux de la couche superficielle du sol. Elle pourra dans certains cas atteindre les premiers horizons géologiques.

IV.4.2.3. Effets probables

Le poids final des constructions pourrait provoquer un tassement des premières couches géologiques. Néanmoins, ce compactage des horizons géologiques supérieurs sera limité en profondeur.

Les installations permises par le nouveau zonage du Plan Local d'Urbanisme devront respecter la réglementation en vigueur afin de ne pas engendrer un risque de pollution du sol.

L'impact sur les formations géologiques sera donc limité.

IV.4.2.4. Mesures

Aucune mesure n'est proposée.

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

IV.4.3. Qualité de l'air et énergie

IV.4.3.1. Enjeux environnementaux

Les origines de ces principaux gaz polluants sont, comme pour toute la France, les transports, l'industrie, le chauffage résidentiel/tertiaire, l'agriculture...

A l'échelle de la Communauté de Communes du Terroir de Caux, la progression attendue du secteur éolien doit permettre de passer d'une production 2014 de 67 GWH à 217 GWH annuels (de potentiel maximum évalué par la Communauté de communes).

IV.4.3.2. Projet

Le projet permet la mise en place de système d'énergies renouvelables.

IV.4.3.3. Effets probables

En permettant leur implantation, les impacts sur les énergies renouvelables seront positifs.

IV.4.3.4. Mesures

Aucune mesure n'est proposée.

IV.5. Incidences notables probables de l'élaboration du plan local d'urbanisme sur la ressource en eau

IV.5.1. Captage d'alimentation en eau potable

IV.5.1.1. Enjeux environnementaux

D'après les informations de l'Agence Régionale de Santé (A.R.S.) de Haute-Normandie, Quiberville est concernée par un point de captage pour l'alimentation en eau (Forage de Quiberville).

Les zones de développement liées au projet de PLU vont entraîner une augmentation du nombre d'habitants et donc une demande plus importante des besoins en eau de la population.

IV.5.1.2. Projet

Le plan de zonage représente les périmètres de protections du Forage de Quiberville (périmètres éloigné, immédiat, rapproché). Certaines habitations existantes se situent au sein du périmètre rapproché du forage de Quiberville. Ces habitations sont inscrites en zone agricole (A).

Le règlement mentionne dans la partie réseaux et équipements de chaque zone ou par le biais de renvoi, les éléments suivants : « III.2- Protection du captage de Quiberville : A l'intérieur du périmètre de protection éloigné du captage, les projets ne doivent pas porter atteinte à la qualité des eaux souterraines ni favoriser la pénétration rapide des eaux superficielles. »

IV.5.1.3. Effets probables

Aucune zone d'ouverture à l'urbanisation ne figure au sein des trois périmètres. Le règlement rappelle les conditions liées aux périmètres de protection. Les effets sur la qualité de la ressource en eau devraient donc être limités.

IV.5.1.4. Mesures

Aucune mesure n'est proposée.

IV.5.2. Eaux superficielles

IV.5.2.1. Enjeux environnementaux

Les terrains urbanisables sont actuellement des parcelles principalement occupées par des prairies ou culture, où l'eau peut s'évacuer par infiltration, mais peut poser des problématiques de ruissellement dans les zones les plus pentues.

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

La commune de Quiberville est traversée par la rivière de la Saône. La commune compte aussi des plans d'eau et des fossés.

Le schéma de gestion des eaux pluviales et le plan de prévention des risques présentent plusieurs risques d'écoulements concentrés des eaux superficielles.

IV.5.2.2. *Projet*

Les prescriptions du Plan Local d'Urbanisme reprennent systématiquement le schéma de gestion des eaux pluviales, en termes de prise en compte des axes d'écoulement et débordement de cours d'eau. Tout rejet d'eau non traité est interdit dans les eaux dites superficielles.

La rivière de la Saône et les milieux afférents sont classés en zones Nerl et Nbl :

- Le secteur Nbl, correspondant à la bande littorale des 100m protégée au titre de la loi littoral.
- Le secteur Nerl, correspondant aux espaces remarquables protégés au titre de la loi littoral, incluant le parking vert.

IV.5.2.3. *Effets probables*

L'impact des eaux de ruissellement concernera plus particulièrement les zones à urbaniser. L'ouverture à l'urbanisation de certains secteurs va entraîner une augmentation des surfaces imperméabilisées (engendrée par l'implantation des voiries et des habitations) et donnera lieu à une augmentation des débits ruisselés. L'augmentation des surfaces imperméabilisées aura une incidence sur la qualité et le volume des eaux pluviales ruisselant vers la Saône.

IV.5.2.4. *Mesures*

■ Mesures d'évitement

Afin d'éviter tout problème lié à des écoulements des eaux superficielles, le projet de PLU prévoit de règlementer la gestion des eaux usées et également la gestion des eaux pluviales afin de privilégier une gestion à la parcelle (notamment par infiltration) :

Tableau « Gestion des pluviales – Règlement » :

	Ub	Uc	Uh	Up	Ut1	Ut2	AUc	AUt	A	N
Eaux pluviales										
Les eaux de ruissellement provenant des nouvelles surfaces bâties ou aménagées doivent être contenues ou absorbées sur l'unité foncière (ou les parcelles) concernée(s). Les dispositifs de régulation (tranchée d'infiltration, noues, mares, citernes, ...) seront dimensionnés en tenant compte de la pluie locale de période de retour 100 ans la plus défavorable.			X		X (renvoi à la zone Uh)		X (renvoi à la zone Uh)	X (renvoi à la zone Uh)		X (renvoi à la zone Uh)
Les projets portant sur une unité foncière de plus de 3000 m² devront assurer un stockage et une vidange par infiltration si l'aptitude des sols le permet. Dans le cas contraire, un débit de fuite calculé sur la base de 1 litre/seconde et par hectare de terrain aménagé pourra être admis en entrée du réseau pluvial public, s'il existe.			X		X (renvoi à la zone Uh)		X (renvoi à la zone Uh)	X (renvoi à la zone Uh)		X (renvoi à la zone Uh)
Les projets portant sur une unité foncière de moins de 3000 m² devront assurer un stockage à raison de 5 m³ pour 100 m² imperméabilisé. La vidange par infiltration sera préférée si l'aptitude des sols le permet ; sinon un débit de fuite (tuyau de diamètre >Ø100 mm équipé d'un orifice limitant de diamètre Ø30mm) pourra être admis en entrée du réseau pluvial public, s'il existe.			X		X (renvoi à la zone Uh)		X (renvoi à la zone Uh)	X (renvoi à la zone Uh)		X (renvoi à la zone Uh)

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

Les aménagements nécessaires, y compris ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain, ainsi qu'à la vulnérabilité aval sur l'ensemble du bassin versant.	X	X (renvoi à la zone Uh)	X (renvoi à la zone Uh)	X (renvoi à la zone Uh)	X (renvoi à la zone Uh)
---	----------	--------------------------------	--------------------------------	--------------------------------	--------------------------------

IV.5.3. Qualité des eaux

IV.5.3.1. Enjeux environnementaux

L'ouverture à l'urbanisation liée au projet de PLU va entraîner une augmentation du nombre d'habitants engendrant une augmentation de la quantité d'eaux usées à traiter. Une mauvaise gestion de cet aspect peut entraîner une dégradation de la qualité de l'eau tant superficielle que souterraine.

D'après le Ministère chargé de la santé, les derniers prélèvements d'eaux de baignade réalisés en juin 2017 sont qualifiés de « bon ». L'eau du site « Quiberville-plage » est ainsi considérée comme de qualité suffisante.

IV.5.3.2. Projet

Au regard des dynamiques passées, on estime un accroissement de 45 logements en 10 ans.

IV.5.3.3. Effets probables

Concernant les eaux usées, l'augmentation de la population va impliquer l'augmentation du volume d'eaux usées à traiter.

Nous avons vu dans la 2^{ème} partie « Etat initial de l'environnement » / « II. Milieu humain » / « II.4. Assainissement » que la capacité de la station est de 4200 Equivalent-Habitant (EH), avec une charge actuelle de 714 EH. La station est donc en mesure de traiter les effluents liés au projet de PLU.

IV.5.3.4. Mesures

■ Mesures d'évitement

Afin de faire en sorte que les eaux usées ne soient pas rejetées dans le milieu naturel, le projet de PLU prévoit de règlementer la gestion des eaux usées dans le règlement écrit de la façon suivante :

Tableau « Gestion des eaux usées – Règlement » :

	Ub	Uc	Uh	Up	Ut1	Ut2	AUc	AUt*	A	N
Eaux usées										
III. Desserte par les réseaux :2. Assainissement des eaux usées	X				X (renvoi à la zone Uh)		X (renvoi à la zone Uh)			X (renvoi à la zone Uh)
Toutes les constructions ou installations le nécessitant doivent être raccordées par des canalisations souterraines au réseau collectif d'assainissement, s'il existe.										
Les eaux résiduaires, industrielles ou artisanales seront rejetées au réseau public, lorsqu'il existe, après pré-traitement éventuel et à condition que le débit et les caractéristiques des effluents soient compatibles avec les caractéristiques de fonctionnement de l'ouvrage collectif et satisfaisant la réglementation en vigueur.	X				X (renvoi à la zone Uh)		X (renvoi à la zone Uh)			X (renvoi à la zone Uh)
A défaut de réseau public, un dispositif d'assainissement individuel, conformément à la réglementation en vigueur est admis (cf. articles 48, 49 et 50 du Règlement Sanitaire Départemental). Il doit être conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit et la	X				X (renvoi à la zone Uh)		X (renvoi à la zone Uh)			X (renvoi à la zone Uh)

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

construction directement raccordée au réseau, quand celui-ci sera réalisé.					
Lorsque l'assainissement est réalisé au niveau de l'opération, une partie du terrain devra être spécifiquement dédiée à cette fonction. La surface variera selon le type de filière choisie (épandage souterrain, filtre à sable, massif filtrant, etc. ...). Il convient donc de prendre en compte et de vérifier la comptabilité des projets d'aménagement (construction, garage, terrasse, capteurs géothermiques, potager, aire de jeu, piscine, ...) et de l'existant (végétation, puits, ...) avec le choix de la filière d'assainissement, afin de ne pas porter atteinte à la salubrité publique, à la qualité du milieu récepteur ni à la sécurité des personnes.	X	X (renvoi à la zone Uh)	X (renvoi à la zone Uh)		X (renvoi à la zone Uh)

*La zone AUt est régie par l'Orientatation d'Aménagement et de Programmation.

L'Orientatation d'Aménagement et de Programmation du secteur de restructuration des outils touristiques précise les éléments suivants :

« Caractéristiques des réseaux : Le projet sera raccordé au réseau public de distribution d'eau potable par des canalisations souterraines (pour information, il existe une canalisation ø63 rue de la Saône et une canalisation ø110 route de la Vallée).

Une canalisation d'eau importante (ø125) traverse le terrain du sud au nord. Elle pourra être utilisée pour l'alimentation en eau potable. Par contre, la présence de cette canalisation obligera soit à concevoir le projet de manière à ne pas la « toucher », soit à la déplacer pour s'adapter au projet (déplacement à la charge de l'aménageur).

Le projet sera raccordé par des canalisations souterraines au réseau collectif d'assainissement (pour information, il existe une canalisation ø200 rue de la Saône et une canalisation ø200 route de la Vallée. »

IV.6. Incidences notables probables et mesures de l'élaboration du plan local d'urbanisme sur le milieu naturel (hors Natura 2000)

L'étude des incidences sur le milieu naturel s'effectue principalement par le biais des surfaces ouvertes à l'urbanisation. En effet, hormis les zones ouvertes à l'urbanisation, le document d'urbanisme ne prévoit pas de changement marquant au vu de l'organisation actuelle de la commune.

IV.6.1. Enjeux environnementaux

L'urbanisation de zones naturelles provoque irrémédiablement une modification de l'écosystème. C'est la raison pour laquelle l'urbanisation ne doit pas concerner des sites à biotopes rares et protégés.

Par ailleurs, bien que le territoire communal présente des continuités écologiques fonctionnelles, il est nécessaire de maintenir les couloirs de déplacements entre deux zones urbanisées, et donc d'éviter que ces zones urbanisées ne se rejoignent auquel cas, la continuité serait détruite.

On ajoutera qu'il est important de préserver les éléments naturels existants favorables aux déplacements.

La commune dispose sur son territoire de zonages environnementaux (ZNIEFF, Natura 2000, ...), démontrant qu'elle présente une variété de milieux naturels (zones humides, boisements, prairies calcicoles, etc.) qui concoure à la richesse de son patrimoine naturel. Ces milieux naturels sont essentiellement concentrés en fond de vallée de la Saône et sur les coteaux calcicoles, mais sont également présents dans les zones agricoles qui présentent des haies et des boisements.

Concernant les continuités écologiques, celles-ci se concentrent également dans le fond de vallée et sur les versants, et entre certains espaces urbanisés qui forment des couloirs naturels. La grande

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

majorité du territoire est fonctionnelle pour les déplacements des espèces, toutefois des obstacles aux continuités écologiques ont été identifiées dans le SRCE, il s'agit principalement des zones urbanisées et des routes départementales RD 75 et RD 127.

IV.6.2. Projet

Les secteurs présentant un intérêt et une qualité écologique ont été préservés de l'urbanisation par un classement en zone N ou A et/ou par les articles L113-2 et L151-23 du Code de l'Urbanisme.

Type de protection	Etat initial	Traduction réglementaire / Protection
Zone Natura 2000	2 Zones Spéciales de Conservation : <ul style="list-style-type: none"> - FR 2300139 - « Littoral Cauchois » - FR 2310045 – « Littoral Seino-Marin » 	Zones Nb ^l , Nm et Nerm <ul style="list-style-type: none"> • L'ensemble des sites est classé en zone naturelle
Site du Conservatoire du Littoral	Quiberville est concerné par un site du Conservatoire du littoral (la Vallée de la Sâne).	Zone Ner ^l <ul style="list-style-type: none"> • Le périmètre des sites du Conservatoire du littoral (correspondant à l'ENS) est classé dans son ensemble en zone naturelle
Z.N.I.E.F.F.	1 périmètres de ZNIEFF continentales de type I	Zones Ner ^l , Nb ^l , Nt <ul style="list-style-type: none"> • L'ensemble de la ZNIEFF de type I est classé en zone naturelle
	2 périmètres de ZNIEFF continentales de type II 1 périmètre de ZNIEFF marine de type II	Zones Ner ^l , Nb ^l , Nt, A, A ^l , Nm et Nerm <ul style="list-style-type: none"> • L'ensemble des ZNIEFF de type I est classé en zones naturelles ou agricoles

Les éléments de la trame verte et bleue (haies, alignements d'arbres, ...) font l'objet d'une protection au titre des articles L 113-1 et L 151-23 du Code de l'Urbanisme. Les zones humides sont également prises en compte comme l'atteste le tableau ci-dessous.

Tableau « Protection des zones humides – Règlement » :

	Ner ^l	Nb ^l	Nt	Uc
Dans le secteur Ner ^l , seuls peuvent être autorisés, sous réserve du respect de l'article R121-5 du code de l'urbanisme :	X			
<ul style="list-style-type: none"> • Les travaux liés au déplacement de la rivière, la création de merlons, le réaménagement du parking vert, les cheminements piétonniers et cyclables ni cimentés ni bitumés, la pose d'objets mobiliers destinés à l'accueil ou à l'information du public ainsi que les postes d'observation de la faune pourront être autorisés ; • Les travaux ayant pour objectif d'améliorer le fonctionnement écologique des zones humides ou des cours d'eau sont toujours autorisés ; • Lorsque l'importance de la fréquentation du public rend leur installation indispensable, des équipements démontables liés à l'hygiène et à la sécurité pourront être installés (par exemple, sanitaires et postes de secours) ; 				

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

IV.6.3. Effets probables

L'ensemble des périmètres d'inventaires ou de protection a été classé en zone naturelle ou agricole.

L'ensemble des boisements, alignements d'arbres, haies et mares existants ont été protégés via les articles L 113-2 et L 151-23 du Code de l'urbanisme. Les zones humides sont recensées en zones naturelles.

La zone naturelle se superpose aux continuités écologiques qui ont été identifiées sur le territoire, permettant de les préserver.

Par ailleurs, les Orientations d'Aménagement et de Programmation définies sur les secteurs à urbaniser précisent un certain nombre de principes d'aménagement, notamment la préservation des éléments du paysage, la création de haies sur le pourtour du tissu bâti, la préservation de la végétation en place... dans un souci de porter une moindre atteinte aux milieux environnants.

Le fond de vallée de la Saône devrait ainsi voir ses fonctionnalités écologiques améliorées dans le cadre du projet territorial de la vallée de la Saône (suppression des ouvrages en béton constituant un élément de fragmentations entre les territoires maritimes et terrestres, remodelage du tracé de la Saône ...). »

Quiberville, Saint-Marguerite-sur-Mer et Longueuil sont engagées dans un projet ambitieux de reconnexion terre / mer, le projet territorial de la basse vallée de la Saône. Ce projet vise à améliorer les fonctionnalités des milieux humides et la qualité des cours d'eau.

IV.6.4. Mesures

■ Mesures d'évitement

Les choix de zonage ont permis de situer les zones de développement en dehors des zones naturelles de qualité, préservant ainsi les continuités écologiques. Le règlement indique dans les dispositions générales que l'ensemble des éléments recensé au titre des articles L113-1 et L151-23 du Code de l'Urbanisme doit-être protégé.

Les éléments existants sont préservés au maximum, notamment par leur protection dans les OAP :

Tableau « Trame verte et bleue dans les secteurs à enjeux – Mesures d'évitement » :

	Dispositions dans l'OAP
Ancienne ferme du bourg	<ul style="list-style-type: none">- Grange à réhabiliter- Charreterie à réhabiliter- Mare- Arbre à conserver- Talus à conserver, à conforter ou restaurer
Rue de l'Eglise	<ul style="list-style-type: none">- Talus à conserver et à conforter
Restructuration des outils touristiques	<ul style="list-style-type: none">- Maintien des continuités écologiques avec les sites avoisinants- Zone tampon naturelle à préserver- Talus à conserver et à conforter- Haie située au sud à conserver- Des espaces seront préservés en pelouse dans le prolongement des corridors calcicoles
Stationnement et circulations douces	<ul style="list-style-type: none">- Pas de terrassement modifiant le terrain naturel ;- Pas de béton, enrobé ou autre revêtement imperméabilisé ;- Signalétique en bois ;- Utilisation d'essences végétales hygrophiles

■ Mesures de réduction

Des éléments naturels et paysagers créer afin de réduire le mitage du maillage des continuités écologiques de certains secteurs, ainsi que pour permettre l'intégration paysagère

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

Tableau « Trame verte et bleue dans les secteurs à enjeux – Mesures de réduction » :

	Dispositions dans l'OAP
Ancienne ferme du bourg	<ul style="list-style-type: none"> - Création de desserte avec noue enherbée et banquettes en herbe plantées d'un alignement d'arbres - Création d'un espace public végétalisé avec des essences locales - Plantation d'un nouveau talus avec essences locales - Au moins 10% de la surface de la zone sera traitée en espaces verts - Les essences des végétaux devront contribuer à la diversité biologique - Une conception différenciée sera adoptée - La gestion des eaux pluviales se fera par des techniques douces
Rue de l'Eglise	<ul style="list-style-type: none"> - Zone tampon végétalisée par rapport à la ferme voisine avec création d'un verger conservatoire et un parking vert - Au moins 10% de la zone sera traitée en espaces verts - Les essences des végétaux devront contribuer à la diversité biologique - La gestion des eaux pluviales se fera par des techniques douces
Restructuration des outils touristiques	<ul style="list-style-type: none"> - Continuité écologique à assurer - La surface de la zone AUt a été réduite en partie haute le long de la route de la Vallée, afin de préserver la continuité écologique - Espace végétalisé à créer - Création de haies en limites agricoles - Création d'une haie avec en limites d'habitat - Création de haies à l'intérieur du camping en s'appuyant sur les lignes de niveau - Les végétaux seront choisis parmi les essences locales - Une conception différenciée sera adoptée - Les surfaces vertes représenteront au moins 50% de la surface totale de la zone - Les clôtures pleines, les lames de soubassements et les grillages à mailles fines constituant des obstacles à la circulation de la petite faune sont interdits

■ Mesures de compensation

La mesure de compensation suivante correspond au projet territorial de la Vallée de la Saône.

Tableau « Trame verte et bleue dans les secteurs à enjeux – Mesures de compensation » :

	Dispositions dans l'OAP
Stationnement et circulations douces	La partie « est » du camping municipal actuel est vouée à être démantelée et à retrouver un caractère naturel dans le cadre du projet territorial de la basse vallée de la Saône.

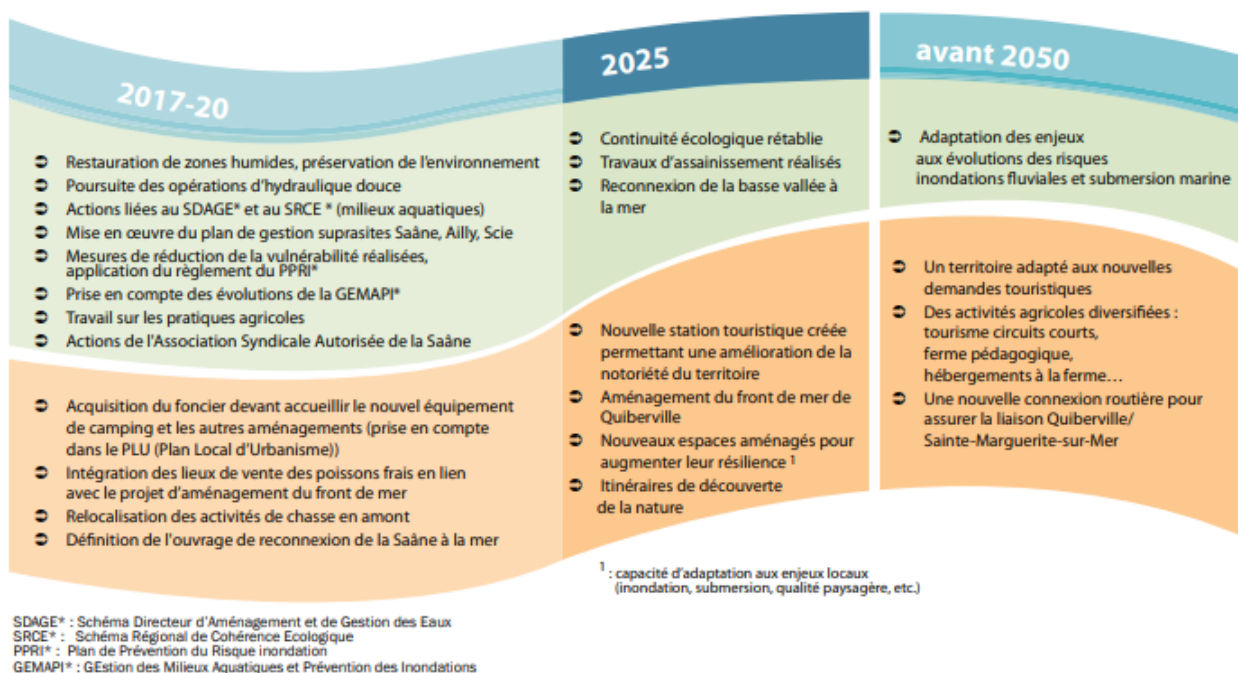
5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

Les communes de Quiberville-sur-Mer, Longueil et Sainte-Marguerite-sur-Mer représentent la basse vallée de la Saône. La plupart des basses vallées de Seine-Maritime apparaissent comme des territoires où se croisent un certain nombre d'enjeux : se prémunir face aux risques naturels, adapter les usages aux mutations en cours et à venir, et anticiper l'avenir du territoire. La submersion marine de 1977 à Quiberville, les inondations de 1995, 1999 et 2000 rappellent que le risque existe et que les nouvelles politiques d'aménagement doivent composer avec cet aléa.

Le projet territorial ambitionne de traiter certains sujets de préoccupation de la basse vallée : les risques naturels (protection des personnes et des biens), la préservation de l'environnement (biodiversité, paysage, cadre de vie, santé, qualité des eaux), l'économie, le tourisme, la réglementation, l'aménagement. Cette approche permet une mobilisation de l'ensemble des acteurs et une cohérence dans les actions. Inscrit dans une trajectoire à long terme (2050), le projet permet de répondre dès aujourd'hui aux questions les plus pressantes, tout en créant une dynamique.



Le projet territorial est le fruit de près de 3 ans d'échanges avec tous les acteurs de la basse vallée, piloté par le Conservatoire du littoral et ses partenaires. Son élaboration a conjugué des études approfondies et des temps de concertation avec les élus, les partenaires et acteurs concernés, la population dans son ensemble. Au cours des échanges qui ont accompagné et guidé ce projet, il est rapidement devenu évident qu'il fallait être capable à la fois d'agir à court et moyen terme (apporter des réponses aux risques d'inondation), et de préparer l'avenir (effets du changement climatique...) d'où l'idée de proposer une trajectoire d'évolution globale dans le temps (3 étapes) et dans l'espace (basse vallée, Pays de Caux, littoral de Seine-Maritime).



Les enjeux du projet territorial (source : Lettre d'information 2017 – Conservatoire du Littoral)

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

La reconnexion maîtrisée de la Saône à la mer doit permettre :

- D'évacuer le trop plein d'eau (en période d'inondation) ;
- D'éviter le phénomène de submersion marine ;
- De permettre le franchissement piscicole (poissons migrateurs).

Cette reconnexion se traduit au travers d'une trajectoire globale co-construite avec les acteurs qui permet à moyen terme (échéance 2025) :

- Un réaménagement de l'ouverture de la Saône à la mer afin de répondre aux enjeux et obligations réglementaires en matière de risques d'inondation et de continuité écologique ;
- La poursuite de la restauration des milieux humides de la basse vallée.

Pour définir au mieux les éléments techniques de ce programme, une expertise devait être lancée en 2017. Elle doit permettre :

- D'apporter les éclairages nécessaires au choix de l'ouvrage de reconnexion hydraulique et de son mode de fonctionnement ;
- Puis, de définir très précisément ses caractéristiques techniques et d'évaluer l'ensemble des conséquences de sa mise en place sur la basse vallée.

IV.7. Incidences notables probables de l'élaboration du plan local d'urbanisme sur les sites Natura 2000

L'analyse des incidences potentielles de la mise en œuvre du document sur le site Natura 2000 présent sur la commune ou sur une commune limitrophe de celle-ci se fonde sur les éléments de méthode issus de la circulaire du 15 avril 2010 relative à l'évaluation des incidences Natura 2000. Cette circulaire prévoit notamment : une carte situant la commune par rapport aux périmètres des sites Natura 2000 les plus proches, un exposé sommaire mais argumenté des incidences que le document est ou non susceptible de causer à un ou plusieurs sites Natura 2000. Cet exposé argumenté intègre nécessairement une description des contraintes déjà présentes (autres activités humaines, enjeux écologiques, etc.) sur la zone où devrait se dérouler l'activité.

IV.7.1. Rappel de l'état initial et du projet

Quiberville-sur-Mer est concernée par :

- une Zone Spéciale de Conservation : FR 2300139 – « Littoral Cauchois »
- une Zone de Protection Spéciale : FR 2310045 – « Littoral Seino-Marin »

Le projet aura pour effet principal d'ouvrir de nouvelles surfaces à l'urbanisation, ce qui implique une imperméabilisation des sols. La surface prévue pour les projets d'urbanisation s'élève à 11,76 ha, se décomposant de la manière suivante :

- 2,67 ha de dents creuses
- 9,08 ha en zone 1AU

Les secteurs d'urbanisation 1AU ont fait l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation. Ces orientations permettent ainsi de rendre opérationnelles les intentions affichées au P.A.D.D.

IV.7.2. Raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence sur les sites Natura 2000

Les Sites d'Importance Communautaire forment ce que l'on appelle le réseau Natura 2000. Les sites qui le constituent correspondent soit à des zones spéciales de conservation (ZSC) liés à la Directives Habitats-faune-flore de mai 1992, soit à des zones de protection spéciale (ZPS) qui sont liées à la Directive Oiseaux de 1979. Ce n'est qu'une fois que les sites d'importance communautaire ont fait l'objet de documents d'objectifs approuvés, qu'ils sont alors désignés comme ZCS ou ZPS.

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

Une zone spéciale de conservation (ZSC) est un site naturel ou semi-naturel désigné par les États membres de l'union européenne, qui présente un fort intérêt pour le patrimoine naturel exceptionnel qu'il abrite. Le classement en ZSC vise à une conservation durable des habitats, afin notamment de maintenir la faune et la flore associée.

Les ZSC sont introduites par la directive 92/43/CEE, Directive habitats-faune-flore du 21 mai 1992, où elles sont précisément définies en ces termes :

« un site d'importance communautaire désigné par les États membres par un acte réglementaire, administratif et/ou contractuel où sont appliqués les mesures de conservation nécessaires au maintien ou rétablissement, dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et/ou des populations des espèces pour lesquels le site est désigné. »

Ainsi, ce classement vise à une conservation durable des habitats, afin notamment de maintenir la faune et la flore associée.

La Directive européenne 79/409 du 2 avril 1979 concerne la conservation des oiseaux sauvages (dite Directive « oiseaux ») et s'applique à tous les Etats membres de l'Union Européenne. Elle vise à assurer la préservation durable de toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage. Le classement en Zone de Protection Spéciale (ZPS) concerne les territoires les plus appropriés en nombre et en superficie pour la conservation de ces espèces.

Les éléments suivants sont extraits des DOCOB.

L'évaluation des incidences de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme porte donc sur les sites Natura 2000 suivants :

- Une Zone Spéciale de Conservation : FR 2300139 – « Littoral Cauchois »
- Une Zone de Protection Spéciale : FR 2310045 – « Littoral Seino-Marin »

IV.7.3. 6.5.3. Analyse des effets

Ce chapitre permet d'analyser les effets temporaires ou permanents, directs ou indirects que le projet peut avoir sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces des sites Natura 2000.

Afin d'analyser les effets du projet, il est nécessaire de rappeler quelques éléments de l'état initial.

IV.7.3.1. Etat actuel

- Le site « FR 2300139 – Littoral Cauchois » a été enregistré Zone Spéciale de Conservation par arrêté préfectoral du 02/05/2016.

Le site du Littoral Cauchois représente une surface d'environ 6420 hectares séparés en deux parties : une partie terrestre et une partie marine. La partie terrestre (43 % du site), est principalement composée de falaises crayeuses du pays de Caux, qui peuvent atteindre plus de 100 m d'altitude, et qui constituent un milieu très original en Europe, parcourant le littoral sur plus de 100 km. Ces falaises se prolongent dans la zone de balancement des marées par un platier rocheux recouvert ou non de galets. Au niveau des falaises, se rencontrent les pelouses aérohalines, formation très originale en Europe. Des valleuses sont également présentes sur le site. Il s'agit de vallées sèches débouchant sur la mer, souvent occupées par des forêts de ravin. Certains secteurs boisés ponctuels sont très riches en habitats d'intérêt communautaire et complètent le site sur la partie terrestre (Cap d'Ailly notamment).

La zone marine (57 % du site) couvre un panel bathymétrique allant jusqu'à 10 m de profondeur, afin de prendre en compte l'ensemble des platiers rocheux immergés ou non à marée basse. Ces derniers constituent en effet une part importante des fonds marins du site. On y trouve également des zones de cailloutis et de placages sableux jouxtant le platier rocheux. L'habitat « Récifs » présent sur le site est d'autant plus exceptionnel qu'il est constitué du substrat calcaire. Cette zone est la seule en France à présenter cette particularité. Il est à noter qu'il s'agit de plus d'un habitat ciblé par la convention OSPAR « Communautés des calcaires du littoral ».

Le site Natura 2000 « FR 2300139 – Littoral Cauchois » fait l'objet d'un Documents d'Objectifs qui a été achevé en 2012 et porté par le Syndicat mixte Littoral normand.

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

- Le site « FR 2310045 – Littoral Seino-Marin » a été enregistré Zone de Protection Spéciale par arrêté préfectoral du 03/09/2013.

Le site du Littoral Seino-Marin représente une surface d'environ 180 050 hectares et s'étend d'un seul tenant sur un peu plus de 70 km de linéaire côtier, depuis le port d'Antifer jusqu'au cap d'Ailly. La superficie marine du site représente à peu près 99 % du site. Il existe une petite partie terrestre, correspondant essentiellement à des plages, falaises et hauts de falaise. Cette partie terrestre représente environ 600 hectares soit seulement 0,3 % de la surface du site. Elle se situe sur le front de falaise taillé par la mer dans le plateau crayeux du Pays de Caux (craie du Crétacé). La craie présente de nombreux lits de silex. Le site comprend ainsi 4 types de milieux : le front de falaise et les pelouses littorales aérohalines associées, les dépôts de galets situés en pied de falaises, la zone intertidale et la mer, atteignant la profondeur maximale de 33m. Le périmètre du site comprend également la zone portuaire d'Antifer.

A l'ouest de Veulettes sur mer, le site comprend la bordure du plateau sur environ 150 mètres, la falaise, la plage, l'estran et s'étend jusqu'à la limite des 12 milles nautiques. Le secteur à l'Est de Veulettes sur mer est quant à lui entièrement marin, couvrant l'espace depuis la limite des plus basses mers (zéro hydrographique des cartes marines) jusqu'à la limite des 12 milles nautiques.

L'intérêt écologique majeur du site « Littoral Seino-Marin », qui justifie sa désignation dans le réseau Natura 2000, est la présence d'oiseaux marins d'intérêt communautaire en grand nombre, migrants pour l'essentiel ou visés dans l'annexe 1 de la Directive Oiseaux.

Le site Natura 2000 « FR 2310045 – Littoral Seino-Marin » fait l'objet d'un Documents d'Objectifs dont la rédaction est en cours, porté par la DREAL Haute-Normandie.

IV.7.3.2. *Etat futur*

- Description du projet

Le projet aura pour effet principal d'ouvrir de nouvelles surfaces à l'urbanisation, ce qui implique une imperméabilisation des sols. La surface prévue pour les projets d'urbanisation s'élève à 11,76 ha, se décomposant de la manière suivante :

- ☐ 2,67 ha de dents creuses
- ☐ 9,08 ha en zone 1AU

La figure suivante localise les site Natura 2000 FR 2310045 – « Littoral Seino-Marin » et FR 2300139 – « Littoral cauchois » et les secteurs ouverts à l'urbanisation issus de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme. D'après cette carte, les secteurs ouverts à l'urbanisation ne concernent pas les sites Natura 2000.

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL



Sites Natura 2000 et secteurs à enjeux (source ALISE)

L'ensemble des secteurs à urbaniser se situent en dehors des zones concernées par les sites NATURA 2000.

Les secteurs à urbaniser 1AU ont fait l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation qui préconisent notamment la création ou le maintien des éléments paysagers existants.

Le règlement écrit et graphique apporte des dispositions particulières concernant les zones humides, les éléments naturels, la gestion des eaux pluviales....

■ Analyse des effets

L'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs peut entraîner des incidences sur l'environnement par le biais de certains travaux (imperméabilisation des sols, arasement de haies). Les eaux issues de ces surfaces urbanisables peuvent induire une augmentation des débits et une pollution des cours d'eau. Il peut alors y avoir des effets sur les différents habitats des sites NATURA 2000 et donc sur la faune et la flore associées.

Le projet est analysé ci-après selon les différents effets possibles.

- Effets sur les eaux pluviales et les cours d'eau

L'ouverture à l'urbanisation va avoir pour effet d'imperméabiliser les sols, et ainsi d'augmenter les débits des eaux de ruissellement en sortie des zones constructibles. Par ailleurs, ces eaux risquent d'entraîner avec elles des particules polluantes déposées sur les voiries, et ainsi de polluer le milieu récepteur.

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

Afin d'éviter tout problème lié à des écoulements des eaux superficielles, le projet de PLU prévoit de réglementer la gestion des eaux pluviales afin de privilégier une gestion à la parcelle (notamment par infiltration) :

Tableau « Gestion des eaux usées et pluviales – Règlement » :

	Ub	Uc	Uh	Up	Ut1	Ut2	AUc	AUt	A	N
Eaux pluviales										
Les eaux de ruissellement provenant des nouvelles surfaces bâties ou aménagées doivent être contenues ou absorbées sur l'unité foncière (ou les parcelles) concernée(s). Les dispositifs de régulation (tranchée d'infiltration, noues, mares, citernes, ...) seront dimensionnés en tenant compte de la pluie locale de période de retour 100 ans la plus défavorable.	X				X (renvoi à la zone Uh)		X (renvoi à la zone Uh)	X (renvoi à la zone Uh)		X (renvoi à la zone Uh)
Les projets portant sur une unité foncière de plus de 3000 m ² devront assurer un stockage et une vidange par infiltration si l'aptitude des sols le permet. Dans le cas contraire, un débit de fuite calculé sur la base de 1 litre/seconde et par hectare de terrain aménagé pourra être admis en entrée du réseau pluvial public, s'il existe.	X				X (renvoi à la zone Uh)		X (renvoi à la zone Uh)	X (renvoi à la zone Uh)		X (renvoi à la zone Uh)
Les projets portant sur une unité foncière de moins de 3000 m ² devront assurer un stockage à raison de 5 m ³ pour 100 m ² imperméabilisé. La vidange par infiltration sera préférée si l'aptitude des sols le permet ; sinon un débit de fuite (tuyau de diamètre >Ø100 mm équipé d'un orifice limitant de diamètre Ø30mm) pourra être admis en entrée du réseau pluvial public, s'il existe.	X				X (renvoi à la zone Uh)		X (renvoi à la zone Uh)	X (renvoi à la zone Uh)		X (renvoi à la zone Uh)
Les aménagements nécessaires, y compris ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain, ainsi qu'à la vulnérabilité aval sur l'ensemble du bassin versant.	X				X (renvoi à la zone Uh)		X (renvoi à la zone Uh)	X (renvoi à la zone Uh)		X (renvoi à la zone Uh)

Concernant les eaux pluviales pour les zones à urbaniser, les OAP reprennent la même réglementation qu'en zone U ; le projet de PLU n'aura donc pas d'incidence sur le régime hydraulique ou la qualité des cours d'eau. Le projet de PLU n'aura donc pas d'incidence sur le régime hydraulique ou la qualité des cours d'eau.

- Effets sur les zones humides

La détermination des secteurs à urbaniser a été réalisée en prenant en compte les zones humides de la commune de Quiberville. C'est pourquoi ces dernières sont systématiquement zonées en N (secteur Nerl).

Le règlement précise pour les zones humides :

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

Tableau « Protection des zones humides – Règlement » :

	Nerl	Nbl	Nt	Uc
Dans le secteur Nerl, seuls peuvent être autorisés, sous réserve du respect de l'article R121-5 du code de l'urbanisme :	X			
<ul style="list-style-type: none"> Les travaux liés au déplacement de la rivière, la création de merlons, le réaménagement du parking vert, les cheminements piétonniers et cyclables ni cimentés ni bitumés, la pose d'objets mobiliers destinés à l'accueil ou à l'information du public ainsi que les postes d'observation de la faune pourront être autorisés ; Les travaux ayant pour objectif d'améliorer le fonctionnement écologique des zones humides ou des cours d'eau sont toujours autorisés ; Lorsque l'importance de la fréquentation du public rend leur installation indispensable, des équipements démontables liés à l'hygiène et à la sécurité pourront être installés (par exemple, sanitaires et postes de secours) ; 				

- Effets sur les eaux usées

L'ouverture à l'urbanisation liée au projet de PLU va entraîner une augmentation du nombre d'habitants engendrant une augmentation de la quantité d'eaux usées à traiter.

Nous avons vu dans la 2^{ème} partie « Etat initial de l'environnement » / « II. Milieu humain » / « II.4. Assainissement » que la capacité de la station est de 4200 Equivalent-Habitant (EH), avec une charge actuelle de 714 EH. La station est donc en mesure de traiter les effluents liés au projet de PLU.

Afin de faire en sorte que les eaux usées ne soient pas rejetées dans le milieu naturel, le projet de PLU prévoit de réglementer la gestion des eaux usées dans le règlement écrit de la façon suivante.

Tableau « Gestion des eaux usées – Règlement » :

	Ub	Uc	Uh	Up	Ut1	Ut2	AUc	AUt*	A	N
Eaux usées										
III. Desserte par les réseaux :2. Assainissement des eaux usées Toutes les constructions ou installations le nécessitant doivent être raccordées par des canalisations souterraines au réseau collectif d'assainissement, s'il existe.		X			X (renvoi à la zone Uh)		X (renvoi à la zone Uh)			X (renvoi à la zone Uh)
Les eaux résiduaires, industrielles ou artisanales seront rejetées au réseau public, lorsqu'il existe, après pré-traitement éventuel et à condition que le débit et les caractéristiques des effluents soient compatibles avec les caractéristiques de fonctionnement de l'ouvrage collectif et satisfaisant la réglementation en vigueur.		X			X (renvoi à la zone Uh)		X (renvoi à la zone Uh)			X (renvoi à la zone Uh)
A défaut de réseau public, un dispositif d'assainissement individuel, conformément à la réglementation en vigueur est admis (cf. articles 48, 49 et 50 du Règlement Sanitaire Départemental). Il doit être conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau, quand celui-ci sera réalisé.		X			X (renvoi à la zone Uh)		X (renvoi à la zone Uh)			X (renvoi à la zone Uh)
Lorsque l'assainissement est réalisé au niveau de l'opération, une partie du terrain devra être spécifiquement dédiée à cette fonction. La surface variera selon le type de filière choisie (épandage souterrain, filtre à sable, massif filtrant, etc. ...). Il convient donc de prendre en compte et de vérifier la comptabilité des projets d'aménagement (construction, garage, terrasse, capteurs géothermiques, potager, aire de jeu, piscine, ...) et de l'existant (végétation, puits, ...) avec le choix de la filière d'assainissement, afin de ne pas porter		X			X (renvoi à la zone Uh)		X (renvoi à la zone Uh)			X (renvoi à la zone Uh)

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

atteinte à la salubrité publique, à la qualité du milieu récepteur ni à la sécurité des personnes.

**La zone AUT est régie par l'Orientations d'Aménagement et de Programmation.*

- Effets sur les milieux naturels

Le classement en zone naturelle des secteurs présentant une richesse naturelle va permettre d'éviter toute nouvelle construction (hormis quelques exceptions très spécifiques) dans ces zones et ainsi préserver la biodiversité qui les caractérise.

Ces zones naturelles se superposent aux continuités écologiques qui ont été identifiées sur le territoire, permettant de les préserver.

Par ailleurs, les Orientations d'Aménagement et de Programmation définies sur les secteurs à urbaniser précisent un certain nombre de principes d'aménagement, notamment la préservation des éléments du paysage, la création de haies sur le pourtour des zones, ...dans un souci de porter une moindre atteinte aux milieux environnants.

Des éléments naturels et paysagers ont été préservés d'une part pour favoriser les continuités écologiques de certains secteurs, d'autre part pour permettre l'intégration paysagère d'autres secteurs :

EBC

- ☐ Boisements : 35 800 m²
- ☐ Parcs : 21 831 m²

L151-23

- ☐ Alignements de haut-jet : 5 574 m
- ☐ Alignements d'arbres en taillis : 1090 m
- ☐ Arbres isolés : 19

Le règlement écrit indique dans les dispositions générales :

III. Protection des espaces boisés classés

Les espaces boisés classés figurés sur le document graphique sont soumis aux dispositions de l'article L113-1 du code de l'urbanisme.

Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Nonobstant toutes dispositions contraires, il entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement prévue aux chapitres Ier et II du titre Ier livre III du code forestier.

Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à la déclaration préalable.

IV. Protection et mise en valeur du patrimoine naturel identifié au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme

Eléments du patrimoine naturel protégés par le PLU au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme, figurés sur le document graphique :

- ☐ Alignements d'arbres de hauts jets ;
- ☐ Alignements d'arbres en taillis ou de jeunes plants ;
- ☐ Arbres isolés remarquables.

Quelle que soit la zone où ces éléments sont situés, les prescriptions suivantes devront être rigoureusement respectées (prescriptions destinées à assurer leur préservation, leur conservation ou leur restauration) :

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

IV.1.1. Alignements d'arbres de hauts jets

Les alignements d'arbres de hauts jets identifiés au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme sont protégés : ils ne pourront être supprimés (défrichement) que si cette suppression est compensée par la création d'un nouvel alignement végétal d'essences locales de longueur comparable.

La suppression des alignements d'arbres ayant un intérêt hydraulique est interdite.

IV.1.2. Alignements d'arbres en taillis ou de jeunes plants

Les alignements d'arbres en taillis ou de jeunes plants identifiés au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme sont protégés : ils ne pourront être supprimés (défrichement) que si cette suppression est compensée par la création d'un nouvel alignement végétal d'essences locales de longueur comparable.

La suppression des alignements d'arbres ayant un intérêt hydraulique est interdite.

IV.1.3. Arbres isolés remarquables

Les arbres isolés remarquables identifiés au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme sont protégés : ils ne pourront être supprimés (défrichement) que si cette suppression est compensée par la plantation d'un nouveau sujet d'essence locale comparable.

Les milieux naturels sont préservés de l'urbanisation.

- Effets sur les habitats Natura 2000

La gestion des eaux pluviales à la parcelle ou à l'échelle du secteur à aménager permettra de limiter les problèmes liés à l'imperméabilisation des sols, et de ne pas modifier la qualité des eaux qui finissent par rejoindre la mer. Il n'y aura ainsi pas d'incidences sur les habitats présents sur la commune ou dans la Mer de la Manche.

Par ailleurs, la préservation d'une partie des éléments naturels du territoire (haies, boisement) permettra de préserver le maillage de la trame verte et bleue.

Ainsi, le projet n'aura d'incidence sur aucun des habitats des sites Natura 2000.

- Effets sur les espèces Natura 2000

Tableau « Espèces d'intérêt communautaire présentes sur le site Littoral Cauchois » (source : Fiche d'identité du site Natura 2000 « Littoral Cauchois ») :

Type d'espèce	Code Natura 2000	Nom scientifique	Nom commun	Intérêt du site
Insectes	1078	<i>Euplagia quadripunctaria</i>	Ecaille chinée	Faible
	1083	<i>Lucanus cervus</i>	Lucane cerf-volant	Modéré
	1044	<i>Coenagrion mercuriale</i>	Agrion de Mercure	Fort
Poissons	1095	<i>Petromyzon marinus</i>	Lamproie marine	Faible
	1099	<i>Lampetra fluviatilis</i>	Lamproie de rivière	
	1103	<i>Alosa fallax</i>	Alose feinte	
	1163	<i>Salmo salar</i>	Saumon atlantique	

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

Amphibien	1166	<i>Triturus cristatus</i>	Triton crêté	Fort
Chauves-souris	1303	<i>Rhinolophus hipposideros</i>	Petit Rhinolophe	Fort
	1304	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	Grand Rhinolophe	Fort
	1308	<i>Barbastella barbastellus</i>	Barbastelle d'Europe	Fort
	1321	<i>Myotis emarginatus</i>	Vespertillon à oreilles échancrées	Modéré
	1323	<i>Myotis bechsteinii</i>	Murin de Bechstein	Modéré
	1324	<i>Myotis myotis</i>	Grand Murin	Modéré
Mammifères marins	1349	<i>Tursiops truncatus</i>	Grand dauphin	Faible
	1351	<i>Phocoena phocoena</i>	Marsouin commun	Modéré
	1364	<i>Halichoerus grypus</i>	Phoque gris	Modéré
	1365	<i>Phoca vitulina</i>	Phoque veau-marin	Fort

Tableau « Espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire sur le site » (source : Fiche d'identité du site Natura 2000 « Littoral Seino-Marin ») :

Type d'espèce	Code Natura 2000	Nom scientifique	Nom commun	Intérêt du site
Plongeurs	A002	<i>Gavia arctica</i>	Plongeon arctique	A définir
	A001	<i>Gavia stellata</i>	Plongeon catmarin	
Grands échassiers	A026	<i>Egretta garzetta</i>	Aigrette garzette	
	A034	<i>Platalea leucorodia</i>	Spatule blanche	
Rapaces	A098	<i>Falco columbarius</i>	Faucon émerillon	
	A072	<i>Pernis apivorus</i>	Bondrée apivore	
	A082	<i>Circus cyaneus</i>	Busard Saint-Martin	
	A103	<i>Falco peregrinus</i>	Faucon pèlerin	
Limicoles	A132	<i>Recurvirostra avosetta</i>	Avocette élégante	
Laridés	A176	<i>Larus melanocephalus</i>	Mouette mélanocéphale	
	A177	<i>Larus minutus</i>	Mouette pygmée	
	A191	<i>Sterna sandvicensis</i>	Sterne caugek	
	A193	<i>Sterna hirundo</i>	Sterne pierregarin	
Passereaux	A246	<i>Lullula arborea</i>	Alouette lulu	

Le maintien des différents habitats de la commune de Quiberville-sur-Mer permettra la préservation de la flore et de la faune.

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

- Concernant la faune et la flore maritime, celles-ci ont besoin d'une bonne qualité de l'eau pour être préservée. Cette qualité de l'eau sera maintenue par le biais d'une gestion des eaux pluviales privilégiant l'infiltration.
- Concernant les chauves-souris, celles-ci peuvent utiliser l'ensemble du territoire communal comme terrain de chasse. Ils s'abritent dans des bâtiments ou des grottes sous forme de colonie. Ainsi, l'habitat formé par le maillage de la trame verte et bleue est également important. Le PLU va permettre de maintenir la présence des chauves-souris grâce à la protection d'une grande partie des haies par l'article L.151-23 du code de l'urbanisme : le maintien du maillage des boisements, qui sert de territoire de chasse, mais aussi d'abri pour des individus solitaires, permettra de maintenir la population de chiroptères.

Le projet n'aura donc pas d'incidence, ni sur les sites, ni sur les habitats Natura 2000, ni sur les espèces d'intérêt communautaires.

- Objectifs du projet de PLU

Le projet de PLU prône la préservation des éléments fixes du paysage, via l'inventaire des zones humides, boisements, alignements d'arbres, corridors calcicoles, ...

Les sites Natura 2000 FR 2310045 – « Littoral Seino-Marin » et FR 2300139 – « Littoral cauchois » sont inscrits en zone Nb^l et Nerm au plan de zonage.

- ☐ Le secteur Nb^l, correspondant à la bande littorale des 100m protégée au titre de la loi littoral.
- ☐ Le secteur Nerm, correspondant aux espaces remarquables marins ;

Le règlement précise :

- ☐ « Dans le secteur Nb^l, seuls peuvent être autorisés les travaux prévus par la loi littoral (articles L121-16 à L121-20 du code de l'urbanisme, relatifs à la bande littorale) ».
- ☐ « Dans le secteur Nerm, seuls les usages conformes à la vocation du domaine public maritime naturel et limitativement énumérés par l'article R121-5 du code de l'urbanisme peuvent être autorisés ».

IV.7.4. Mesures prises pour supprimer ou compenser les effets dommageables

Le projet de PLU de Quiberville-sur-Mer n'ayant pas d'incidence sur les sites Natura 2000, ni sur les habitats qui les constituent ou les espèces qui les fréquentent, il n'est pas prévu de mesures compensatoires.

IV.7.5. Conclusion

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme n'aura pas d'incidence sur les sites Natura 2000 FR 2310045 – « Littoral Seino-Marin » et FR 2300139 – « Littoral cauchois ».

IV.8. Incidences notables probables de l'élaboration du plan local d'urbanisme sur le milieu humain

IV.8.1. Milieu agricole et consommation d'espace

L'enjeu « consommation de l'espace » a été mutualisé avec l'enjeu « milieux agricoles », car les projets du PLU portent sur des terrains déjà urbanisés ou des terrains agricoles ; mais le PLU ne prévoit pas de consommation d'espace sur des terrains naturels.

IV.8.1.1. Enjeux environnementaux

L'agriculture a longtemps été une activité majeure à Quiberville, bien qu'elle ait fortement régressé, avec un seul exploitant encore en activité. Pourtant, son rôle dans la gestion des paysages ruraux reste primordial.

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

Les sols sont de bonne qualité, et il convient de les préserver pour le bon fonctionnement de l'activité agricole locale. Plus généralement, les terrains de Quiberville constituent une ressource non renouvelable dont il convient de maîtriser la mobilisation dans un objectif de développement durable du territoire.

IV.8.1.2. *Projet*

Le projet aura pour effet principal d'ouvrir de nouvelles surfaces à l'urbanisation, ce qui implique une réduction des espaces agricoles. Les secteurs à enjeux de l'ancienne ferme du bourg et de restructuration des outils touristiques portent sur 8,88 ha de terrains agricoles :

	Exploitant n°2 (retraité)	Exploitant n°3	Exploitant n°15 (hors commune)	Cumul
Ancienne ferme du bourg	2,72 ha	-	-	
Rue de l'Eglise	-	-	-	
Restructuration des outils touristiques	4,00 ha	0,49 ha	1,67 ha	
Cumul	6,72 ha	0,49 ha	1,67 ha	8,88 ha

IV.8.1.3. *Effets probables*

Le projet peut entraîner une fragilisation de l'économie agricole en cas de consommation foncière trop importante et en l'absence d'une concertation avec les exploitants.

IV.8.1.4. *Mesures*

■ Mesures d'évitement

Le contour des zones urbaines a été délimité au plus près des constructions existantes, en intégrant les autorisations d'urbanisme déjà accordées, afin de minimiser la consommation d'espace agricole.

C'est particulièrement vrai pour le grand terrain situé entre les rues des Lutins et des Vergers, exploité par un agriculteur d'Ouville-la-Rivière. Ce terrain de 2,15 ha, formant une enclave dans le bourg de Quiberville, aurait pu admettre un développement résidentiel. Mais il a été écarté au bénéfice du secteur de l'ancienne ferme du bourg, car ce dernier était rattaché à une ancienne ferme, dont l'exploitant est à la retraite. C'est aussi le cas des terrains agricoles situés à l'intérieur du bourg (exploités par la dernière ferme de la commune).



Localisation des terrains entourés par l'urbanisation, mais ayant été maintenu en zone agricole au regard de leur importance pour l'activité agricole

■ Mesures de réduction

La majorité des terrains choisis par le PLU étaient liés à une exploitation communale, aujourd'hui à la retraite.

Le secteur de l'ancienne ferme du bourg correspond à l'emprise de l'ancien corps de ferme, dont la partie nord devra être aménagée en conservant son caractère de « cour de ferme », afin de conserver l'empreinte de ce lieu emblématique au cœur du village.

Les terrains du secteur de restructuration des outils touristiques ont été acquis il y a quelques années par l'EPFN, dans le cadre du projet territorial de la basse vallée de la Saône, en préparation de l'aménagement du nouvel équipement touristique. 75% des terrains dépendaient de la même exploitation communale, aujourd'hui à la retraite.

Ces logiques permettent de limiter les influences sur l'activité agricole des corps de ferme en activité.

Par ailleurs, la surface de la zone AUt (nouveau projet touristique) a été réduite en partie haute (le long de la route de la Vallée), afin de limiter l'emprise du projet.

Les surfaces agricoles réduites par le projet sont décomposées comme suit :

- ☐ Exploitant n°2 (retraité) : réduction de 6,72 ha sur une exploitation à la retraite ;

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

- Exploitant n°3 : réduction de 0,49 ha ; il s'agit de la dernière exploitation en activité dont le siège est à Quiberville ; la réduction représente moins de 0,5% de sa SAU ;
- Exploitant n°15 (hors commune) : réduction de 1,67 ha (la chambre d'agriculture de Seine-Maritime, qui a réalisé le diagnostic agricole, n'a trouvé aucune information sur cet exploitant).

Enfin, ajoutons que le PLU met en œuvre des objectifs de densité qui permettent d'utiliser de manière plus efficace les sols que par le passé (optimisation de l'occupation des terrains mobilisés par le PLU).

IV.9. Incidences notables probables de l'élaboration du plan local d'urbanisme sur les risques naturels et anthropiques

IV.9.1. Le risque inondation

IV.9.1.1. Enjeux environnementaux

L'enjeu principal sera de prendre en compte la présence de ces risques dans la localisation des secteurs à ouvrir à l'urbanisation et de réglementer de façon adéquate les secteurs déjà urbanisés situés dans des zones à risques.

Quiberville est concerné par :

- Le risque d'inondations lié aux débordements de la Saône ;
- Le risque d'inondations lié aux ruissellements ;
- Le risque submersion marine ;
- Le risque de remontées des nappes d'eau souterraines.

Un Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) Saône et Vienne a été prescrit le 23 mai 2001.

Un second PPRN du bassin versant de la Saône et de la Vienne a été prescrit le 12 septembre 2009. Les risques concernés sont le débordement de cours d'eau et le ruissellement.

IV.9.1.2. Projet

Le projet aura pour effet principal d'ouvrir de nouvelles surfaces à l'urbanisation, ce qui implique une imperméabilisation des sols. La surface prévue pour les projets d'urbanisation s'élève à 11,76 ha, se décomposant de la manière suivante :

- 2,67 ha de dents creuses
- 9,08 ha en zone 1AU

Le secteur à enjeux de la restructuration des outils touristiques est concerné par un risque d'inondation par ruissellement en aléa moyen.

IV.9.1.3. Effets probables

Le projet peut entraîner des risques pour la population en cas de mauvaise prise en compte de la présence des risques recensés sur la commune.

Certains secteurs urbains sont concernés par le risque inondation multi-dimensionnel.

IV.9.1.4. Mesures

- Mesures d'évitement

Les choix en termes de zonage ont permis de situer les zones de développement principalement en dehors des zones concernées par les différents risques recensés.

- Mesures de réduction

Pour les zones bâties existantes, soumises à des risques d'inondations, des dispositions particulières sont prises pour minimiser les risques d'atteintes aux personnes et aux biens, selon

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

les zones concernées. Les dispositions générales du règlement traitent du risque inondation par ruissellement, débordement de cours d'eau et submersion puis chaque zone aborde le risque inondation, en témoigne le tableau ci-dessous.

Tableau « Gestion des pluviales – Règlement » :

	Ub	Uc	Uh	Up	Ut1	Ut2	AUc	AUt	A	N
Eaux pluviales										
Les eaux de ruissellement provenant des nouvelles surfaces bâties ou aménagées doivent être contenues ou absorbées sur l'unité foncière (ou les parcelles) concernée(s). Les dispositifs de régulation (tranchée d'infiltration, noues, mares, citernes, ...) seront dimensionnés en tenant compte de la pluie locale de période de retour 100 ans la plus défavorable.	X				X (renvoi à la zone Uh)		X (renvoi à la zone Uh)	X (renvoi à la zone Uh)	X (renvoi à la zone Uh)	
Les projets portant sur une unité foncière de plus de 3000 m ² devront assurer un stockage et une vidange par infiltration si l'aptitude des sols le permet. Dans le cas contraire, un débit de fuite calculé sur la base de 1 litre/seconde et par hectare de terrain aménagé pourra être admis en entrée du réseau pluvial public, s'il existe.	X				X (renvoi à la zone Uh)		X (renvoi à la zone Uh)	X (renvoi à la zone Uh)	X (renvoi à la zone Uh)	
Les projets portant sur une unité foncière de moins de 3000 m ² devront assurer un stockage à raison de 5 m ³ pour 100 m ² imperméabilisé. La vidange par infiltration sera préférée si l'aptitude des sols le permet ; sinon un débit de fuite (tuyau de diamètre >Ø100 mm équipé d'un orifice limitant de diamètre Ø30mm) pourra être admis en entrée du réseau pluvial public, s'il existe.	X				X (renvoi à la zone Uh)		X (renvoi à la zone Uh)	X (renvoi à la zone Uh)	X (renvoi à la zone Uh)	
Les aménagements nécessaires, y compris ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain, ainsi qu'à la vulnérabilité aval sur l'ensemble du bassin versant.	X				X (renvoi à la zone Uh)		X (renvoi à la zone Uh)	X (renvoi à la zone Uh)	X (renvoi à la zone Uh)	

Le secteur à enjeux de la restructuration des outils touristiques fait l'objet d'une OAP qui intègre le risque inondation ruissellement, notamment en intégrant un espace végétalisé permettant la libre circulation des eaux de ruissellement, ci-dessous un extrait de l'OAP concernée :

« Risque d'inondation par ruissellements :

La zone est concernée par un risque d'inondation par ruissellements (partie basse au carrefour de la route de la vallée et de la route de la mer), où il sera fait application de l'article « II. Prise en compte des risques naturels » du chapitre « Dispositions générales » du règlement.

La zone est concernée par le futur Plan de Prévention des Risques Naturels du bassin versant de la Saône et de la Vienne (le long de la route de la mer). Une fois le PPRn approuvé, celui-ci sera annexé en tant que servitude au PLU, et il conviendra de se reporter à son règlement.

Les projets devront respecter les prescriptions édictées par le Schéma de Gestion des Eaux Pluviales en vigueur sur Quiberville. En particulier :

Les eaux de ruissellement seront contenues ou absorbées sur le terrain ;

Les dispositifs de régulation (tranchée d'infiltration, noues, mares, citernes, ...) seront dimensionnés en tenant compte de la pluie locale de période de retour 100 ans la plus défavorable ;

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

Les ouvrages seront réalisés selon des techniques douces (noues, fossés sectionnés, mare paysagée, etc. ...). »

IV.9.2. Le risque mouvement de terrain

IV.9.2.1. Enjeux environnementaux

La commune est soumise au risque de cavités souterraines et éboulement de falaises. En effet, le recensement des indices de cavités souterraines met en évidence la présence de carrières à ciel ouvert, de puits à eau, puisard, bétroire aménagée, ainsi que deux « zones à souterrain » localisées en fond de vallée, dans la zone urbanisée.

Le recensement des indices de cavités souterraines a été réalisé par le bureau d'étude ALISE environnement en 2019 sur la commune de Quiberville-sur-Mer. Au total, 39 indices de cavités souterraines ont été recensés.

■ La doctrine de l'Etat suivant les périmètres de protection

Les périmètres de protection varient suivant l'indice découvert. En effet, autour des indices de cavités souterraines, des périmètres d'un rayon de 60 m (pour les indices liés à la présence de marnières) ou de 35 m (pour les indices karstiques, bétroires) sont à instaurer.

Dans certains cas, lorsque des indices n'ont pu être localisés précisément, des parcelles napoléoniennes font référence du risque. C'est alors un périmètre de rayon de 60 mètres qui s'appliquent autour de la parcelle concernée.

■ La levée des risques et les périmètres de protection

Ces différents périmètres entraînent l'inconstructibilité des zones. Par contre, en cas d'études de sol (sondages, décapages, ou toutes autres techniques) et finalement rebouchage quand l'indice a été retrouvé, le terrain devient constructible.

■ La gestion de l'existant dans les secteurs de risques

Toutefois, dans les espaces concernés par des périmètres de protection, le règlement autorise :

- ☐ Les extensions mesurées des constructions existantes pour l'amélioration du confort des habitations, sous réserve que ces travaux n'aient pas pour effet d'augmenter le nombre de logements ainsi que leurs annexes de faible emprise, jointives ou non,
- ☐ Les reconstructions après sinistre sauf si ce sinistre est lié à un effondrement du sol,
- ☐ Les aménagements ayant pour objet de vérifier ou supprimer les risques,
- ☐ Les voiries ou ouvrages techniques.

■ La gestion du risque en cas de découverte d'un nouvel indice

Il est possible que de nouveaux indices soient découverts après l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme. Dans ce cas, l'article L.563-6 II du code de l'environnement fait obligation au maire de communiquer sans délai, au représentant de l'Etat dans le département et au président du conseil général les éléments dont il dispose à ce sujet. Tous les actes d'urbanisme sont alors instruits sur la base de ces nouveaux éléments et il sera opposé un refus en application de l'article R111-2 du code de l'urbanisme si la construction projetée est "de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique". Concrètement, le périmètre de protection habituel (rayon de 60 m en cas de suspicion de marnière) sera inconstructible. Parallèlement, le Plan Local d'Urbanisme ne pourra le prendre en compte que lors de sa prochaine révision (pas de mise à jour possible). Il est donc important de rappeler que le recensement qui est intégré dans le Plan Local d'Urbanisme fait état de la connaissance du risque au moment de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, cette connaissance étant susceptible d'évoluer alors que le document reste figé jusqu'à une prochaine révision. En tout état de cause, c'est bien la connaissance du risque actualisée qui sera prise en compte pour les autorisations d'urbanisme, en application de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme.

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

IV.9.2.2. *Projet*

Le plan de zonage représente les périmètres de protection des indices de cavités souterraines ainsi que le risque éboulement de falaises. Le règlement écrit traite dans les dispositions générales de la prise en compte du risque d'effondrement de cavités souterraines et éboulement de falaises.

IV.9.2.3. *Effets probables*

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme n'aura pas d'incidence sur le risque mouvement de terrain.

IV.9.2.4. *Mesures*

■ Mesures d'évitement

La mise à jour du RICS intégrée au projet de PLU permet de prendre en compte le risque cavités souterraines et ainsi éviter ces secteurs à enjeux, notamment en termes d'urbanisation.

IV.9.3. **Le risque Transport de Matières Dangereuses**

IV.9.3.1. *Enjeux environnementaux*

D'après le site internet Géorisques, Quiberville-sur-mer est concernée par le risque lié au transport de matières dangereuses. Les principaux axes routiers de circulation concernés sont les routes départementales RD 75 et RD 127.

IV.9.3.2. *Projet*

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ne prévoit pas d'activités pouvant influencer ce risque. Aucun grand flux supplémentaire de transport n'est prévu sur les routes départementales toutefois certains secteurs à urbaniser sont accolés à la RD 75 et RD 127.

IV.9.3.3. *Effets probables*

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme n'entraîne aucune incidence sur le risque Transport de Matières Dangereuses. En effet, bien que certains secteurs à urbaniser soient accolés à certaines RD, le trafic supplémentaire induit ne sera pas significatif.

IV.9.3.4. *Mesures*

Aucune mesure n'est proposée.

IV.10. Incidences notables probables de l'élaboration du plan local d'urbanisme sur le paysage, le patrimoine et le cadre de vie

IV.10.1. **Enjeux environnementaux**

La **protection du cadre de vie**, jugé exceptionnel par le mariage des charmes balnéaires et des traditions cauchoises, est un **enjeu majeur du PLU**. C'est la raison pour laquelle les élus de Quiberville ont souhaité mettre en avant ces actions en les plaçant en tête du PADD, dans la 1^{ère} orientation.

IV.10.2. **Projet**

Le projet de PLU prévoit des projets susceptibles de transformer l'espace et d'avoir des incidences sur les paysages. Cela concerne notamment les secteurs à enjeux de l'ancienne ferme du bourg, de la rue de l'Eglise, de restructuration des outils touristiques et de stationnement et circulations douces.

Plus généralement, le PLU encadre toutes les évolutions des occupations des sols, et notamment les bâtiments dans les zones constructibles : construction en dent creuse, travaux sur les constructions existantes, réalisation d'annexes ...

Parallèlement, le PLU est aussi un outil de protection des valeurs paysagères sur le territoire communal : protection du patrimoine naturel et bâti remarquable, préservation des grandes perspectives paysagères ...

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

IV.10.3. Effets probables

Le projet peut entraîner une altération de la qualité des paysages en cas de mauvaise prise en compte de cet enjeu.

IV.10.4. Mesures

■ Mesures d'évitement

Le PLU met en œuvre des mesures de protection des valeurs paysagères, afin d'éviter leur disparition :

- ☐ Protection des parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs de la commune ont été classés en espaces boisés au titre de l'article L113-1 du code de l'urbanisme (EBC) ;
- ☐ Protection des alignements d'arbres et des arbres isolés remarquables PLU au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme ;
- ☐ Protection des perspectives remarquables par le zonage naturel ou agricole des terrains ;
- ☐ Protection des milieux au titre de la loi littoral (Nerl, Nbl, espaces proches du rivage).

■ Mesures de réduction

Les secteurs à enjeux de l'ancienne ferme du bourg, de la rue de l'Eglise sont enclavés dans les espaces déjà urbanisés de la commune. Leur urbanisation aura une incidence limitée sur les paysages.

C'est particulièrement vrai pour le secteur de la rue de l'Eglise, localisé dans un environnement confiné, où l'urbanisation future sera peu visible. L'OAP impose constitution d'une zone tampon (verger conservatoire et parking vert) en premier plan, afin de parfaire son intégration dans le village.

Le secteur de l'ancienne ferme du bourg correspond à l'emprise de l'ancien corps de ferme, dont la partie nord devra être aménagée en conservant son caractère de « cour de ferme », afin de conserver l'empreinte de ce lieu emblématique au cœur du village. L'OAP exige le maintien et le renforcement des talus cauchois périphériques, impose le profil de voies de desserte arborées, demande la constitution de fronts bâtis bien organisés ... afin que cette opération forme une nouvelle urbanisation de qualité au centre du village.

Les conditions d'aménagement et d'équipement du secteur à enjeux de restructuration des outils touristiques sont définies par l'orientation d'aménagement et de programmation, avec pour objectif de créer un équipement vitrine pour le territoire du pays Dieppoix Terroir de Caux :

- ☐ L'OAP demande que le projet s'appuie sur la pente naturelle du terrain (implantation des voiries, de la végétation et des constructions).
- ☐ Le végétal devra faire partie intégrante des aménagements : son utilisation permettra « d'englober » les futures constructions dans un couvert végétal de qualité, assurant une intégration soignée dans les grandes perspectives (entrée de village en venant de Longueil / versant opposé de la vallée à Saint-Marguerite-sur-Mer / front de mer).
- ☐ D'une manière plus précise, le schéma d'aménagement prévoit la plantation de haies, ainsi que la création de premiers plans naturels en partie basse.
- ☐ Il est demandé que les surfaces vertes représentent au moins 50% de la surface totale de la zone : espaces verts communs, espaces verts des parcelles de camping, ouvrages de gestion pluviale végétalisés (noues, fossés ...), talus, etc. ...

Enfin, le secteur de stationnement et circulations douces est associé à un projet de recomposition générale de l'offre en stationnement de la station balnéaire. L'OAP fixe les conditions de mise en œuvre qualitative de ces projets :

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

- Obligation de recouper régulièrement les parkings par des haies vives traditionnelles afin d'en limiter l'importance ;
- Traitement exclusivement naturel du parking vert, sans terrassement ni imperméabilisation des sols d'aucune sorte.

V. Mesures prises pour éviter, réduire, compenser

Les mesures présentées sont un récapitulatif des mesures issues de l'analyse des incidences et présentées dans les chapitres précédents. On se reportera donc au chapitre « V. Analyse des incidences notables prévisibles » pour avoir le détail de ces mesures.

On retiendra que le projet de PLU a fait en sorte de proposer des zones à urbaniser dans les zones les moins sensibles du point de vue environnement, ceci grâce à l'étude des « caractéristiques des sites susceptibles d'être touchées de manière notable par le PLU », mais aussi grâce à une réflexion sur le moindre impact sur l'activité agricole.

Tout ce travail de réflexion sur le zonage s'apparente à ses mesures d'évitement, car le projet permet ainsi d'éviter qu'il y ait des incidences d'une part sur les espaces naturels d'intérêt, mais aussi sur la sécurité publique.

Thématique	Mesures d'évitement	Mesures de réduction	Mesures de compensation
<u>Milieu physique</u>			
Climat	⇒ Proximité des secteurs d'ouverture à l'urbanisation aux équipements ou services	⇒ Identification des rues et sentiers piétonniers/cyclables à conserver ou à créer ⇒ Intégration de ces mobilités douces dans les OAP des secteurs à enjeux afin de limiter les émissions de GES	-
Artificialisation des sols	⇒ Choix des zones à urbaniser adaptées aux besoins en logement (pas de réserve foncière) ⇒ Les zones moins intéressantes ont été écartées et classées en zone agricole (par exemple, terrain à l'angle de la rue des Lutins et de la rue des Vergers, terrains agricoles situés le long de la rue de la Mer	⇒ Pour les zones résidentielles, le règlement limite l'emprise au sol (article II.2.1) ainsi que l'imperméabilisation de la surface non bâtie des parcelles de logements (article II.5) ⇒ L'orientation d'aménagement impose qu'une partie de la zone AUc1 soit conservée en espace paysager de type « cour de ferme » ; cette emprise « préservée » a été agrandie à la suite de l'enquête publique. ⇒ Pour la zone AUt, l'orientation d'aménagement demande que les surfaces vertes représentent au moins 50% de la surface totale de la zone. La surface de la zone AUt a été réduite en réponse à	-

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

Thématique	Mesures d'évitement	Mesures de réduction	Mesures de compensation
		l'avis du préfet sur le PLU arrêté.	
Qualité des sols	Aucune mesure nécessaire		
<u>Ressource en eau</u>			
AEP	Aucune mesure nécessaire		
Eaux superficielles	⇒ Promotion de la gestion à la parcelle (notamment par infiltration)	-	-
Eaux usées	⇒ Précision de la gestion des eaux usées dans le règlement ⇒ Précision des caractéristiques des réseaux dans l'OAP du secteur de restructuration des outils touristiques	-	-
<u>Milieu naturel</u>			
Hors Natura 2000	⇒ Choix des emplacements des zones de développement permettant de préserver les continuités écologiques ⇒ Protection des éléments existants dans les OAP	⇒ Création d'éléments naturels et paysagers permettant de réduire le mitage du maillage des continuités écologiques de certains secteurs et favorisant l'intégration paysagère	⇒ Démantèlement de la partie « est » du camping municipal actuel afin de retrouver un caractère rural
Natura 2000	Aucune mesure nécessaire		
<u>Milieu humain</u>			
Agricole	⇒ Contour des zones urbaines délimité au plus près des constructions existantes ⇒ Maintien d'un zonage agricole sur les bâtiments agricoles entourés par l'urbanisation, mais	⇒ Mise en œuvre d'objectifs de densité ⇒ Choix prioritaire de terrains liés à des exploitations ayant arrêté leur activité ⇒ L'emprise de la zone AUt a été réduite par rapport au projet initial (en partie haute, le long de la route de la Vallée)	-

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

Thématique	Mesures d'évitement	Mesures de réduction	Mesures de compensation
	jugés stratégiques pour l'activité agricole		
Risques naturelles et anthropiques			
Risque inondation	⇒ Choix de l'implantation des zones de développement en dehors des zones à risques	⇒ Adoption de dispositions particulières pour les zones bâties existantes soumises à des risques permettant de minimiser les risques d'atteintes aux personnes et aux biens ⇒ Intégration d'un espace végétalisé permettant la libre-circulation des eaux de ruissellement dans l'OAP du secteur de restructuration des outils touristiques	-
Risque cavités	⇒ Intégration de la mise à jour du RCIS	-	-
Risque TMD	Aucune mesure nécessaire		
Paysage, patrimoine, cadre de vie			
Paysage Patrimoine	- Mise en œuvre des mesures de protection des valeurs paysagères : ⇒ Parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs ⇒ Alignements d'arbres et arbres isolés remarquables ⇒ Constructions remarquables ⇒ Milieux littoraux	⇒ Choix de zones à urbaniser sur des terrains enclavés dans les espaces urbanisés ⇒ Mesures paysagères dans les OAP pour soigner l'intégration des développements urbains (verger conservatoire, parking vert, talus cauchois ...) ⇒ Encadrement du projet de nouvel équipement touristique de manière à créer un équipement vitrine pour le territoire du pays Dieppois Terroir de Caux (OAP : respect de la topographie, construction sous couvert végétal, nombreux espaces verts, haies ...)	-

VI. Définition des critères, indicateurs et modalités retenues pour suivre les effets du document sur l'environnement

Le rapport environnemental comprend « La présentation des critères, indicateurs, et modalités » permettant de vérifier « la correcte appréciation des effets défavorables » ainsi que « le caractère

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

adéquat » des mesures « éviter, compenser, réduire », mais également d'identifier « les impacts négatifs imprévus, et de permettre si nécessaire l'intervention de mesures appropriées ».

Les indicateurs retenus pour évaluer les incidences de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme sur l'environnement sont présentés ci-après.

Tableau « Indicateurs proposés pour le suivi de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme » :

Thèmes	Objectifs	Impacts suivis	Indicateurs	Fréquences	Sources
Risques et nuisances	Prendre en compte le risque d'inondation dans les réflexions d'aménagement.	Risques d'inondation	Recensement des incidents liés aux inondations	Tous les 6 ans	Commune
	Prendre en compte le risque de mouvements de terrain dans les réflexions d'aménagement.	Risques de mouvements de terrain	Recensement des incidents liés aux mouvements de terrain	Tous les 6 ans	Commune
	Prendre en compte le risque de remontées de nappe dans les réflexions d'aménagement.	Risques de remontées de nappe	Recensement des incidents liés aux remontées de nappe	Tous les 6 ans	Commune
Patrimoine naturel	Préserver la trame verte et bleue	Linéaire trame verte	Linéaire de haies locales plantées	Tous les 6 ans	Commune
Construction	Construire un nombre de logement conforme aux prévisions (4 à 5 logements par an)	Maîtrise de la démographie	Nombre de PC « logements » accordés	Tous les 6 ans	Commune
	Freiner l'artificialisation des sols	Limitation de la consommation de l'espace	Densité des constructions : ≥ 12 log./ha (hors VRD et espaces verts) pour les opérations de construction groupées ≥ 9 log./ha pour les constructions individuelles	Tous les 6 ans	Commune

Les indicateurs ont été sélectionnés en concertation avec les élus de sorte à retenir :

- Les plus pertinents pour la commune ;
- Les plus simples à renseigner/utiliser ;
- Les plus représentatifs des enjeux et problématiques du territoire communal.

VII. Description de la méthodologie

L'objet du présent chapitre est d'analyser les méthodes utilisées pour évaluer les incidences potentielles de la modification du Plan d'Occupation des Sols sur l'environnement et de décrire les éventuelles difficultés rencontrées pour cela. L'analyse des impacts de la modification du Plan

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

d'Occupation des Sols sur l'environnement consiste en leur identification qui doit être la plus exhaustive possible et leur évaluation. Or, il faut garder à l'esprit que les impacts d'un projet ou d'un plan se déroulent en chaîne d'effets directs et indirects.

Un impact direct est la conséquence d'une action qui modifie l'environnement initial. Un impact indirect est une conséquence de cette action qui se produit parce que l'état initial a été modifié par l'impact direct.

Pour évaluer correctement les incidences d'un plan sur l'environnement, il faut considérer non pas l'environnement actuel mais l'état futur dans lequel s'inscrira le plan, ce qui peut parfois être un exercice difficile. Certains domaines sont aujourd'hui bien connus, car ils font l'objet d'une approche systématique et quantifiable, comme par exemple, les impacts sur l'eau (évaluation des rejets,...), le paysage (aménagement du projet), le bruit (estimation des niveaux sonores), etc.

Cependant, si l'espace est bien pris en compte, dans l'analyse de l'état initial de la commune et de son environnement, le traitement des données reste statique. Or la conception dynamique de l'environnement, considéré comme un système complexe dont la structure peut se modifier sous l'effet d'un certain nombre de flux qui la traversent, est fondamentale dans la compréhension des impacts du projet sur l'environnement.

Ainsi, il est nécessaire d'estimer les incidences de la modification du Plan d'Occupation des Sols, non pas à partir des données « brutes » de l'état initial correspondant à un « cliché » statique, mais par rapport à l'état futur qu'aurait atteint naturellement le site sans l'intervention du projet. Ainsi, à titre d'exemple, il est indispensable de prendre en compte le projet de création d'une nouvelle route à terme et non pas à considérer uniquement les infrastructures routières existantes.

Tout l'intérêt de l'évaluation environnementale réside dans la mise en évidence de la transformation dynamique existante dans l'appréciation des seuils acceptables des transformations du milieu et les possibilités de correction par la mise en œuvre de mesures adaptées.

Plusieurs cas de figures se présentent :

- Milieu physique, eaux souterraines et superficielles

Les données relatives à la topographie et aux conditions d'écoulements superficiels ont été recueillies et analysées à partir des cartes IGN au 1/25 000.

Les données géologiques et hydrogéologiques sont issues des cartes géologiques au 1/50 000 du BRGM ainsi que des données et des cartes du portail national ADES (Accès aux Données sur les Eaux Souterraines).

L'usage de l'eau et notamment la présence de captages d'eau destinés à l'alimentation en eau potable a été vérifié auprès de l'Agence Régionale de Santé.

Les risques sismiques et naturels ont été évalués à partir des données d'Infoterre (données BRGM) et du Ministère chargé de l'environnement (site www.prim.net : prévention des risques majeurs).

Les incidences sur le milieu physique comptent parmi les moins difficiles à estimer. En effet, le milieu physique est un milieu dont la dynamique peut faire l'objet de prévisions quantifiables car il répond à des lois physiques. L'impact d'un projet sur la topographie peut facilement être évalué par des valeurs chiffrées. Les effets sur le sous-sol sont généralement faibles sauf dans le cas de carrières ou d'installations nécessitant d'importantes excavations (centre de stockage de déchets). Mais, là aussi, l'impact est facilement quantifiable. Enfin, les impacts sur le climat sont la plupart du temps insignifiants car ils se limitent au maximum à des effets très localisés (modification de l'écoulement des vents quand il y a défrichement, microclimat lors de la création de plans d'eau). Ce n'est pas le cas dans le projet étudié.

Après avoir défini la sensibilité des milieux aquatiques et des aquifères souterrains face à un risque de pollution, il convient de connaître la nature, les volumes et la provenance des eaux usées et pluviales générées par le projet. Ces données peuvent être facilement obtenues en connaissant suffisamment bien le fonctionnement du projet. Cependant, les impacts des rejets

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

sur le milieu sont plus difficiles à évaluer en raison de la complexité du fonctionnement des milieux aquatiques.

■ Paysage

L'approche générale de cette évaluation est de considérer le développement communal sous l'angle de l'aménagement du territoire. C'est pourquoi l'approche paysagère s'efforce de prendre en compte l'ensemble des enjeux territoriaux, des usages et rechercher le meilleur compromis avec les autres contraintes techniques et environnementales en vue de proposer un projet cohérent.

■ Milieu naturel

Les informations concernant les zonages écologiques existants sur le site d'étude ou à proximité (aire d'étude éloignée) ont été recherchées auprès des bases de données consultables sur le site Internet du Ministère chargé de l'environnement de la DREAL Normandie (site Natura 2000, ZNIEFF de type I et II, ZICO, réserves naturelles, sites inscrits et classés, etc.).

■ Milieu humain

Comme dans le cas du milieu naturel, l'estimation de l'impact du milieu humain commence par la définition du degré de sensibilité de la commune. Globalement, l'impact sur le milieu humain se définit par la gêne que le plan est susceptible d'induire sur son environnement.

Différentes sources ont été utilisées pour réaliser cette évaluation environnementale :

- Décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme ;
- Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays Interrégional Bresle-Yères en cours d'élaboration ;
- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Bassin de la Seine et cours d'eau côtiers Normands ;
- Association Atmo Hauts-de-France ;
- Agence Régionale de Santé (ARS) en Hauts-de-France ;
- Météo France ;
- Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) ;
- Bases de données BASOL (Ministère en charge de l'environnement) et BASIAS (Bureau de Recherches Géologiques et Minières – BRGM) ;
- Dossier Départemental des Risques Majeurs 80 (DDRM) ;
- BRGM : Aléas, risques naturels et technologiques ;
- Directive européenne n°96/82/CE concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses, dite directive SEVESO, transposée notamment par l'arrêté du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs liés aux ICPE ;
- Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN) ;
- Plan départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés de la Somme ;
- Site internet de la DREAL Normandie

VIII. Résumé non technique

VIII.1. Analyse de l'état initial de l'environnement

VIII.1.1. Le milieu physique

■ Climat

Quiberville bénéficie d'un climat de type océanique tempéré et humide, qui peut être caractérisé par des hivers modérément froids et des étés tempérés. Une influence continentale se fait toute fois ressentir sur une frange littorale allant du Tréport à Fécamp, caractérisée par une amplitude thermique plus importante qu'ailleurs (hivers plus rigoureux et étés plus chauds).

■ Air

Quiberville n'est pas concernée par un Plan Climat Energie Territorial.

■ Sols

D'après la base de données BASOL, il n'y a aucun site avec une pollution avérée présent sur le territoire communal de Quiberville.

D'après la base de données BASIAS, un site pollué ou potentiellement pollué est situé sur la commune de Quiberville.

L'eau du site « Quiberville-plage » est considéré comme de qualité suffisante.

D'après la carte géologique au 1/50 000 (BRGM), les formations géologiques se trouvant à l'affleurement dans la commune sont les suivantes :

- ☐ Alluvions modernes en fond de vallée,
- ☐ Colluvions sur les pentes,
- ☐ Craie blanche à silex sur le plateau ouest.

■ Eaux

Quiberville est concerné par un point de captage pour l'alimentation en eau potable et par ses périmètres de protection (Forage de Quiberville).

Quiberville dépend du SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) de Seine-Normandie. Le schéma 2016-2021, adopté par le Comité de bassin le 5 novembre 2015, a été annulé le 19 décembre 2018. Ainsi, les orientations fondamentales suivantes sont issues du SDAGE Seine-Normandie 2010-2015, avec 8 défis à relever et 2 leviers :

- ☐ Défi n°1 : Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques
- ☐ Défi n°2 : Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques
- ☐ Défi n°3 : Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les substances dangereuses
- ☐ Défi n°4 : Réduire les pollutions microbiologiques des milieux
- ☐ Défi n°5 : Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future
- ☐ Défi n°6 : Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides
- ☐ Défi n°7 : Gestion de la rareté de la ressource en eau
- ☐ Défi n°8 : Limiter et prévenir le risque d'inondation
- ☐ Levier n°1 : Acquérir et partager les connaissances pour relever les défis
- ☐ Levier n°2 : Développer la gouvernance et l'analyse économique pour relever les défis

Quiberville n'appartient à aucun périmètre de SAGE.

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

Quiberville n'est pas concernée par un contrat de rivière.

Quiberville est traversée par la Saône.



La Saône à Quiberville (source ALISE)

VIII.1.2. Le milieu humain

Le risque majeur est la possibilité d'un événement d'origine naturelle ou anthropique, dont les effets peuvent mettre en jeu un grand nombre de personnes, occasionner des dommages importants et de dépasser les capacités de réaction de la société. On distingue les risques naturels des risques technologiques, d'origine anthropique.

■ Les risques

D'après le site internet Géorisques, la commune de Quiberville est concernée par plusieurs types de risques :

- ☐ Risque de mouvement de terrain notamment par affaissements et effondrements liés aux cavités souterraines (hors mines) et recul du trait de côte et de falaises ;
- ☐ Risque d'inondation ;
- ☐ Risque d'inondation par submersion marine ;
- ☐ Risque sismique ;
- ☐ Risque de transport de marchandises dangereuses.

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL



Inondations à Quiberville en décembre 1999 / en janvier 2018 (source : Bassans de Quiberville)

■ Le bruit

Le territoire de Quiberville n'est pas concerné par des secteurs affectés par le bruit.

■ Les déchets

La gestion des déchets est assurée par la Communauté de Communes Saône et Vienne.

■ Assainissement

La commune de Quiberville possède un système d'assainissement collectif. Elle est reliée à la station de Sainte-Marguerite-sur-mer.

■ Patrimoine culturel et historique

Le territoire de Quiberville ne compte aucun Monument Historique inscrit ou classé.

VIII.1.3. Le milieu naturel

■ Les zonages à portée réglementaire

Quiberville est concernée par une ZSC appartenant au site Natura 2000 FR 2300139 – « Littoral Cauchois » et par une ZPS appartenant au site Natura 2000 FR 2310045 – « Littoral Seino-Marin ».



Site Natura 2000 « Littoral Cauchois » (source ALISE)

■ Les engagements internationaux

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

Les Z.I.C.O. (Zones d'Importance Communautaire pour les Oiseaux) constituent le premier inventaire des sites de valeur européenne pour l'avifaune, établi en phase préalable de la mise en œuvre de la Directive Oiseaux n° 79/409/CEE du 2 avril 1979 du Conseil des Communautés européennes concernant la conservation des oiseaux sauvages. Il n'y a pas de ZICO à Quiberville ou dans les communes voisines.

La Convention de Ramsar vise à favoriser la conservation des zones humides de valeur internationale du point de vue écologique, botanique, géologique, limnologique ou hydrographique et en premier lieu les zones humides ayant une importance internationale pour les oiseaux d'eau en toute saison. Il n'y a pas de zone d'application de la convention de Ramsar à Quiberville ou dans les communes voisines.

Le programme "Man and Biosphere" (MAB) a été lancé par l'UNESCO au début des années 70 pour constituer un réseau mondial de réserves de la biosphère combinant la conservation de l'espace et l'utilisation durable des ressources par l'espèce humaine. Quiberville n'est pas concernée par cette protection.

■ Les protections réglementaires nationales

La commune de Quiberville n'est pas concernée par un site inscrit et un site classé ni par le régime forestier.

Quiberville n'est pas concernée par une réserve naturelle nationale.

■ Les protections régionales ou départementales

Sur la commune de Quiberville, il n'y a pas de réserve naturelle régionale ni d'arrêté de protection de biotope.

Aucun Espace Naturel Sensible n'est recensé sur le territoire de Quiberville.

Quiberville est concernée par un site du Conservatoire du Littoral : La vallée de la Saône.

Quiberville n'appartient à aucun parc naturel régional.

■ Les inventaires sans portées réglementaires

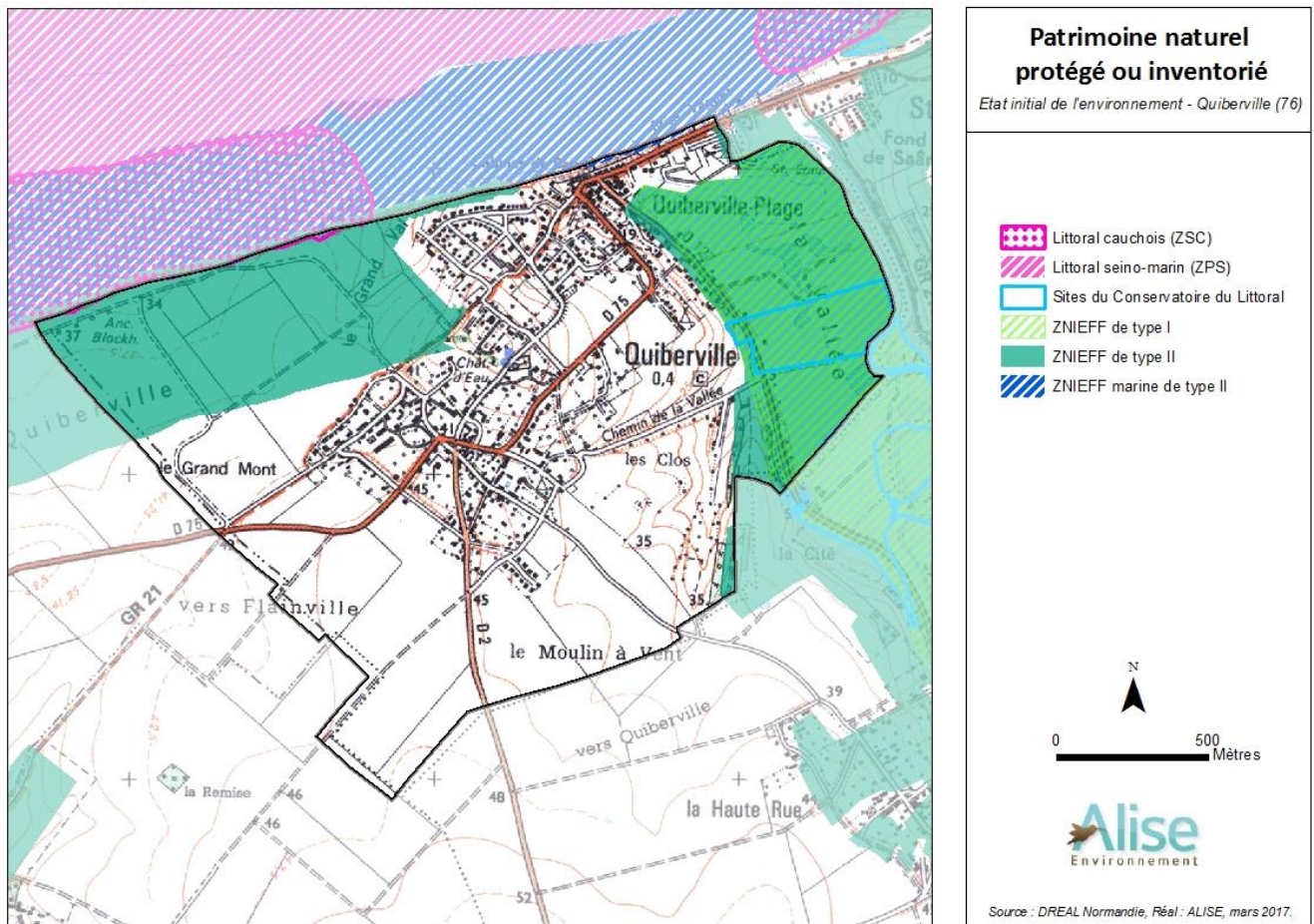
Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristiques (ZNIEFF) constituent une information privilégiée sur les milieux naturels possédant une grande richesse écologique.

Un périmètre ZNIEFF de type I, deux périmètres ZNIEFF de type II et un périmètre ZNIEFF marine de type II sont présents sur le territoire de Quiberville



ZNIEFF de Type I et II situées dans la Vallée de la Saône (source ALISE)

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL



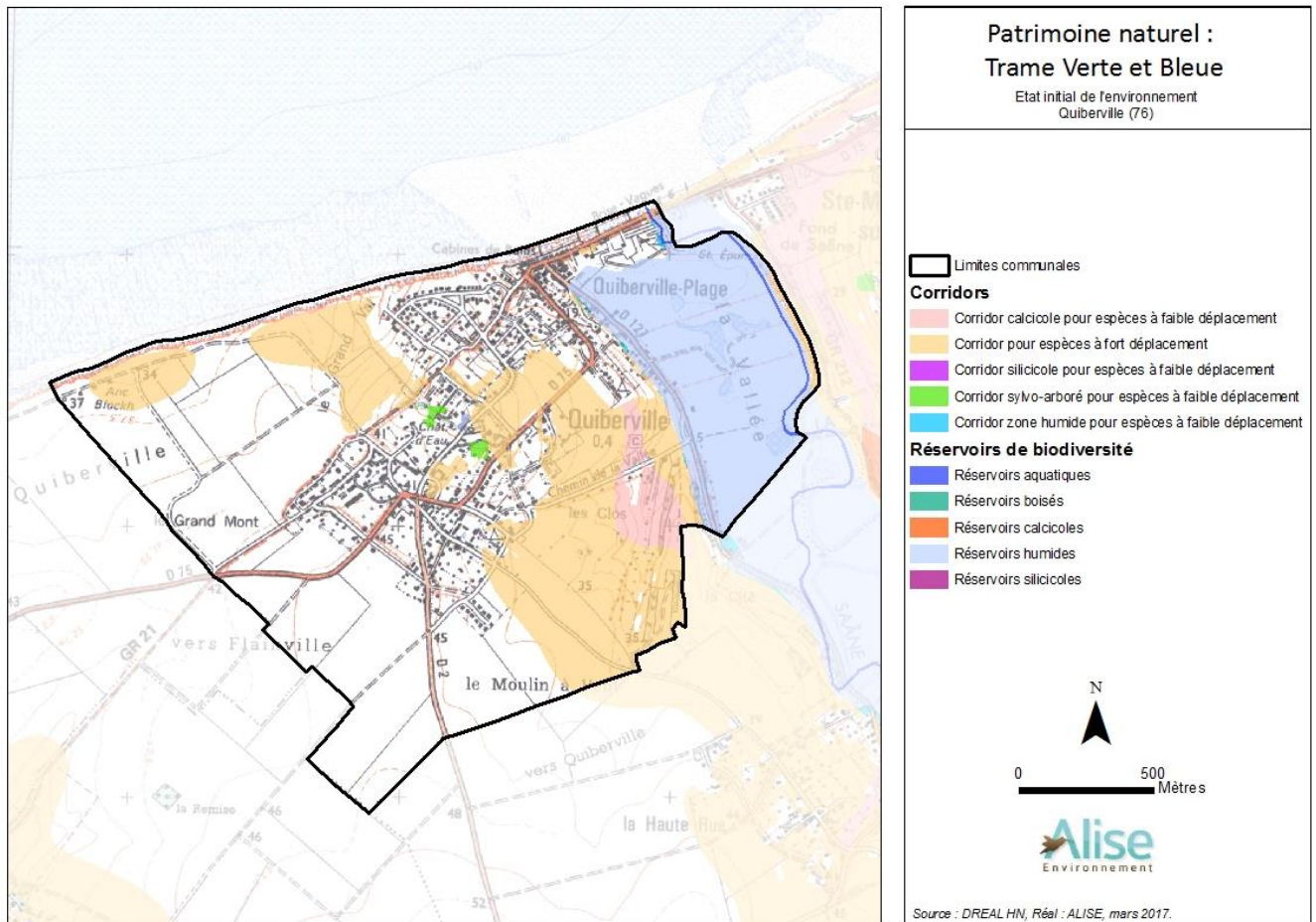
Patrimoine naturel sur la commune de Quiberville (source : DREAL Normandie)

■ La trame verte et bleue du territoire communal

La trame verte et bleue de Quiberville est composée des éléments suivants :

- ☐ Trame boisée : corridors arborés en ville,
- ☐ Trame calcicole : corridor calcicole, notamment sur l'un des versants de la vallée de la Saâne,
- ☐ Trame aquatique : réservoir aquatique principalement avec le cours d'eau la Saâne,
- ☐ Trame humide : réservoir humide notamment avec la vallée de la Saâne,
- ☐ Des milieux interstitiels pour la faune et la flore ponctuant les corridors, réservoirs écologiques ou la périphérie urbaine.

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL



Eléments de la trame verte et bleue du SRCE (source : DREAL Normandie)

- Les cours d'eau, fossés et zones humides

La commune de Quiberville est concernée par la présence de zones humides.

VIII.2. Les incidences de l'élaboration du document sur l'environnement et mesures associées

VIII.2.1. Incidences et mesures sur le milieu physique

- Le climat

Les secteurs d'ouverture à l'urbanisation sont situés à proximité d'équipements ou de services et des rues et sentiers piétonniers / cyclables seront créés afin de limiter les émissions de gaz à effet de serre. L'élaboration du PLU n'entraînera pas d'incidences significatives au niveau du département ou de la région.

- Qualité des sols

Le poids final des constructions pourrait provoquer un tassement des premières couches géologiques. Les installations permises par le nouveau zonage du Plan Local d'Urbanisme devront respecter la réglementation en vigueur afin de ne pas engendrer un risque de pollution du sol. L'impact sur les formations géologiques sera donc limité.

VIII.2.2. Incidences et mesures sur la ressource en eau

- Alimentation en eau potable

Les zones de développement liées au projet de PLU vont entraîner une augmentation du nombre d'habitants et donc une demande plus importante des besoins en eau de la population.

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

Un point de captage pour l'alimentation en eau potable est présent sur la commune de Quiberville. Le règlement rappelle les conditions liées aux périmètres de protection. Aucune zone d'ouverture à l'urbanisation ne figure au sein des trois périmètres et les effets sur la qualité de la ressource en eau devraient donc être limités.

■ Eaux superficielles

L'ouverture à l'urbanisation de certains secteurs va entraîner une augmentation des surfaces imperméabilisées (engendrée par l'implantation des voiries et des habitations) et donnera lieu à une augmentation des débits ruisselés. L'augmentation des surfaces imperméabilisées aura une incidence sur la qualité et le volume des eaux pluviales ruisselant vers la Saône. Afin d'éviter tout problème lié à des écoulements des eaux superficielles, le projet de PLU prévoit de réglementer la gestion des eaux pluviales afin de privilégier une gestion à la parcelle (notamment par infiltration).

■ Qualité des eaux

L'augmentation de la population va impliquer l'augmentation du volume d'eaux usées à traiter, qui pourront être gérés par la STEP car celle-ci conserve une forte réserve de capacité. Le projet de PLU prévoit de réglementer la gestion des eaux usées dans le règlement. De plus, les caractéristiques des réseaux seront précisées dans l'OAP du secteur de restructuration des outils touristiques.

VIII.2.3. Incidences et mesures sur le milieu naturel

Au regard des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire présents sur les sites Natura 2000, l'élaboration du PLU sur la commune de Quiberville ne présente pas d'incidence sur les sites Natura 2000.

L'ensemble des périmètres d'inventaires ou de protection a été classé en zone naturelle ou agricole. L'ensemble des boisements, alignements d'arbres, haies et mares existants ont été protégés via les articles L113-1 et L151-23 du Code de l'urbanisme. Les choix de zonage ont permis de situer les zones de développement en dehors des zones naturelles de qualité, préservant ainsi les continuités écologiques.

La mise en œuvre du PLU de Quiberville n'entraînera aucune incidence notable sur le milieu naturel.

VIII.2.4. Incidences et mesures sur le milieu humain

Le projet de PLU organise un développement urbain mettant en œuvre des logiques de modération de la consommation foncière, de limitation de l'étalement urbain et de limitation des incidences sur les activités agricoles.

D'un point de vue pratique, cela se traduit par la fixation d'objectifs de densité de construction, par le choix d'un zonage resserré autour du bâti existant, par le choix de zones de développement résidentiel enclavées dans les espaces déjà urbanisés et par l'utilisation préférentielle de terrains non liés à une exploitation agricole dont l'activité est pérenne.

Dans ces conditions, la mise en œuvre du PLU de Quiberville aura une incidence acceptable sur l'activité agricole au regard de son importance pour l'avenir de Quiberville.

VIII.2.5. Incidences et mesures sur le paysage, le patrimoine et le cadre de vie.

Le PLU met en œuvre un ensemble de dispositions de manière à préserver le cadre de vie exceptionnel de Quiberville :

■ Mesures de protection des valeurs paysagères du territoire :

- ☐ Parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs
- ☐ Alignements d'arbres et arbres isolés remarquables
- ☐ Constructions remarquables

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

☐ Milieux littoraux

■ Mesures d'accompagnement des projets d'urbanisation

Le règlement et les OAP prévoient de nombreuses dispositions destinées à fabriquer des urbanisation nouvelles respectueuses de leur environnement : traitement des lisières, végétalisation, qualité architecturale ...

La mise en œuvre du PLU de Quiberville entrainera évidemment une modification du paysage et du cadre de vie, mais ces évolutions seront maîtrisées et acceptables au regard de l'importance du projet pour l'avenir de Quiberville.

VIII.2.6. Incidences et mesures sur les risques naturels et anthropiques

Les risques naturels ont été pris en compte dans l'élaboration du document. L'élaboration du PLU n'aura pas d'incidence sur le milieu humain.

VIII.3. Explication du projet

■ Objectif démographique, besoin en logements et foncier

L'objectif de la commune est de développer sa population de manière douce, au rythme moyen de +0,35%/an (objectif environ 580 habitants en 2030).

Afin de répondre à cet objectif démographique, le PLU permet la construction en dent creuse (estimation de 11 logements en 10 ans), intègre les coups partis (8 logements déjà autorisés) et prévoit un développement résidentiel sur deux zones à urbaniser (estimation de 35 logements pour 3,52 hectares).

■ Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

Le PADD est structuré autour de 4 orientations principales :

- ☐ Orientation n°1 : Préserver le cadre de vie exceptionnel de la commune, à cheval entre vallée littorale et plateau cauchois

La protection du cadre de vie, jugé exceptionnel par le mariage des charmes balnéaires et des traditions cauchoises, est un enjeu majeur du PLU. C'est la raison pour laquelle les élus de Quiberville ont souhaité mettre en avant ces actions en les plaçant en tête du PADD, dans la 1ère orientation.

Le PADD distingue le territoire de la vallée, offrant de magnifiques paysages, avec des vues profondes convergeant vers la mer, et où les vastes étendues humides abritent une grande richesse faunistique et floristique, reconnue par les nombreux inventaires et mesures de protection institués au niveau départemental, national et européen. Et la partie de la commune située sur les hauteurs, où le caractère du pays de Caux reprend le dessus, avec ses grandes perspectives ouvertes, ses talus cauchois, ses haies traditionnelles, son architecture vernaculaire ...

Cette première orientation du PADD reprend, à l'échelle de la commune, les objectifs de la loi littoral : bande des 100m, espaces remarquables du littoral, espaces proches du rivage, coupures d'urbanisation, etc.

- ☐ Orientation n°2 : Engager la transition de l'économie du territoire dans la dynamique du projet territorial de la basse vallée de la Saône

Le projet territorial basse vallée de la Saône va engager de multiples transformations du territoire, nécessitant une adaptation des activités existantes.

La deuxième orientation du PADD a pour objet de définir les objectifs et les actions de la commune en tant qu'acteur du projet territorial.

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

- Orientation n°3 : Assurer l'équilibre entre le développement de l'habitat résidentiel et balnéaire, la consolidation des activités agricoles et la préservation du caractère rural et balnéaire de la commune

Cette 3^{ème} orientation expose les objectifs du PLU en matière de démographie et de production de logements (rythme, nature des logements à produire, densité, localisation). Elle porte également sur les activités économiques et agricoles.

- Orientation n°4 : Poursuivre l'aménagement du territoire au service de la qualité de vie des habitants

■ Appellation et caractéristiques des zones du PLU

Zones urbaines U

Secteurs déjà urbanisés et secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter (article R151-18).

La zone urbaine inclut les secteurs suivants :

- **Ub** : urbanisation balnéaire d'après-guerre de Quiberville (secteur de densité moyenne, à vocation principalement résidentielle).
- **Uc** : centre-bourg et station balnéaire de Quiberville (secteur résidentiel de densité moyenne, marqué par une forte mixité fonctionnelle).
- **Uh** : périphérie du secteur Uc (secteur de faible densité, à vocation principalement résidentielle).
- **Up** : châteaux et manoir de Quiberville.
- **Ut1** : camping GCU et camping des vergers.
- **Ut2** : camping des Baguenaudiers, dont le réaménagement devra être envisagé.

Zones à urbaniser AU

Secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation (article R151-20).

La zone à urbaniser inclut les secteurs suivants :

- **AUc1** : secteur dit de « l'ancienne ferme du bourg », destiné à accueillir une urbanisation à vocation principale d'habitat, et dont l'aménagement peut être réalisé dans le cadre de plusieurs opérations d'aménagement successives avec un objectif de mixité.
- **AUc2** : secteur dit de la « rue de l'Eglise », destiné à accueillir une urbanisation à vocation principale d'habitat, et dont l'aménagement peut être réalisé dans le cadre de plusieurs opérations d'aménagement successives avec un objectif de mixité renforcé.
- **AUt** : nouvel équipement touristique.

Zones agricoles A

Secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles (article R151-22).

La zone agricole inclut les secteurs suivants :

- **A strict** : secteur de la commune à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.
- **Al** : espaces agricoles littoraux à forte sensibilité paysagère.

Zones naturelles et forestières N

5EME PARTIE : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

Secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison (1°) soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, (2°) soit de l'existence d'une exploitation forestière, (3°) soit de leur caractère d'espaces naturels, (4°) soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ou (5°) soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues (article R151-24).

La zone naturelle et forestière inclut les secteurs suivants :

- ☐ **Nbl** : bande littorale des 100m protégée au titre de la loi littoral.
- ☐ **Nerl** : espaces remarquables protégés au titre de la loi littoral, incluant le parking vert.
- ☐ **Nm** : territoire maritime de Quiberville (hors secteur Nerm) ;
- ☐ **Nerm** : espaces remarquables marins, s'étendant jusqu'à la limite de 12 miles de la ligne de base ;
- ☐ **Nt** : partie ouest de l'ancien camping communal, qui ne pourra conserver qu'une activité d'accueil de camping-cars.

Ces zones traduisent d'une manière concrète les projets du PADD (développement résidentiel, accompagnement du projet territorial de la basse vallée de la Saône, création d'un nouvel équipement touristiques). Elles ont été délimitées dans le respect du code de l'urbanisme et notamment des dispositions de la loi littoral.

■ Autres prescriptions figurant aux documents graphiques

Figurent également sur le document graphique :

- ☐ Le périmètre des secteurs auxquels les **orientations d'aménagement et de programmation** (OAP) sont applicables ;
- ☐ Les **emplacements réservés** délimités en application de l'article R151-34 du code de l'urbanisme ;
- ☐ Les périmètres de protection du captage de Quiberville ;
- ☐ Les **espaces boisés classés** identifiés au titre de l'article L113-1 du code de l'urbanisme ;
- ☐ Les **éléments du patrimoine naturel** identifiés au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme (alignements d'arbres de hauts jets, alignements d'arbres en taillis ou de jeunes plants et arbres isolés remarquables) ;
- ☐ Les **éléments du patrimoine bâti** identifiés au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme ;
- ☐ Les rues et sentiers piétonniers / cyclables à conserver ou à créer, identifiés au titre de l'article L151-38 CU du code de l'urbanisme.